

■

LE BULLETIN DE DOCTRINE ET D'INSTRUCTION DE L'ARMÉE DE TERRE

■

Le journal professionnel de l'Armée de terre du Canada

CONTRE-FRAPPE DE MANSTEIN, 1943

par le major S. Kooistra

LE PROFESSIONNALISME DANS LE FEU DE L'ACTION : MISE EN APPLICATION DE L'ACCORD DE MEDAK PAR LE CANADA

par Lee Windsor

COMBAT DANS LES ZONES BÂTIES : NOUS POUVONS LE FAIRE, ALORS FAISONS-LE!

par le brigadier-général Glenn Nordick, MSC, CD

LE FANTASSIN HOPLITE : UNE FORCE IMPOSANTE ET ÉTONNANTE

par le capitaine Tod Strickland

DOCTRINE CANADIENNE : CONTINUITÉS ET DISCONTINUITÉS

par Bill McAndrew, Ph.D., CD

« DIE GEDANKEN SIND FREI » : CULTURE INTELLECTUELLE DE L'ARMÉE ALLEMANDE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

par le professeur Rob Citino, Ph.D.

DOCTRINE : UN BREF COMMENTAIRE

par le lieutenant-colonel (ret.) Roman Johann Jarymowycz, Ph.D., OMM, CD

Vol. 4, N° 3, Automne 2001



Défense National
nationale Defence

Publication trimestrielle



Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre

Le journal professionnel de l'Armée de terre du Canada

Ce bulletin est une publication officielle du Commandement de la Force terrestre et paraît trimestriellement. Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre a pour objet de diffuser de l'information, à tous les membres de l'Armée de terre ainsi qu'aux civils intéressés, et de susciter des échanges sur les idées et concepts de doctrine et d'instruction et sur d'autres questions militaires. Nous acceptons les articles portant sur des sujets tels que le leadership, l'éthique, la technologie et l'histoire militaire. Les débats réfléchis et bien exprimés sont essentiels à la santé intellectuelle de l'Armée de terre et à la production d'une doctrine et de politiques d'instruction valables. Les articles qui favorisent la réflexion ou la discussion sont donc les bienvenus. Les militaires de tous grades ainsi que le personnel d'autres éléments sont invités à soumettre leurs écrits. Les opinions exprimées dans ce *Bulletin* n'engagent que l'auteur concerné. Elles ne représentent pas une politique ministérielle ou des Forces canadiennes et elles ne confèrent à personne l'autorité d'agir dans quelque domaine que ce soit. Tous les articles qui y sont publiés demeurent la propriété du ministère de la Défense nationale et peuvent être reproduits sur autorisation écrite du rédacteur en chef.

PRÉSENTATION DES ARTICLES

Les articles de toute longueur, idéalement entre 3 000 à 6 000 mots seront considérés pour publication. Les articles peuvent être soumis dans l'une ou l'autre des deux langues officielles. L'usage et l'orthographe des mots doivent être conformes aux dispositions des manuels suivants : *The Canadian Style: A Guide to Writing and Editing* (Travaux publics et Services gouvernementaux du Canada, 1997), *Le guide du rédacteur*, Bureau de la traduction (TPSGC, 1996) qui sont tous les deux disponibles sur www.pwgsc.gc.ca/ termium ou en bibliothèque ou en librairie; et *The Concise Oxford Dictionary* ou *Le Petit Robert*. Tout document de référence, tableau, graphique ou image, doit être fourni par l'auteur et ne doit pas être intégré au corps du texte mais placé à part. Les articles doivent comprendre des notes de fin de document. Les contributeurs doivent inclure une brève notice biographique énonçant leur titres de scolarité, leur cheminement militaire, les cours dignes de mention qu'ils ont suivis et le poste qu'ils occupent actuellement. Les articles peuvent être soumis par courriel ou par courrier postal (avec copie sur disquette). Les articles seront revus par un comité de rédaction et les collaborateurs seront informés par le rédacteur en chef de l'étape où en est leur article dans le processus décisionnel. Le rédacteur en chef se réserve le droit de corriger le style et la grammaire des manuscrits et mais n'y apportera pas de changement majeur sans consulter l'auteur.

PRÉSENTATION D'ARTICLES POUR LA « TRIBUNE LIBRE »

Les articles pour la « Tribune libre » ne doivent pas dépasser 1 000 mots et peuvent être soumis n'importe quand. Nous nous efforcerons de les publier le plus tôt possible. Les commentaires au sujet d'articles devraient être soumis aussi tôt que possible après la publication de l'article.

DATES DE TOMBÉE

Veuillez communiquer avec le rédacteur en chef pour confirmer les dates de tombée.

Printemps : avant le 15 septembre
Été : avant le 15 décembre
Automne : avant le 31 mars
Hiver : avant le 30 juin

DIFFUSION ET COPIES ÉLECTRONIQUES

Le Bulletin est diffusé à toute l'Armée de terre ainsi qu'à certains éléments du QGDN, du Commandement maritime, du Commandement aérien, du SREIFC et de l'OSID. Des exemplaires sont également acheminés à des organismes liés à la défense, à des armées alliées et à certains membres choisis du grand public et du milieu universitaire. Pour obtenir des renseignements en ce qui concerne la diffusion, prière de s'adresser au rédacteur en chef. Vous trouverez une version électronique du *Bulletin* au www.army.dnd.ca/ael/.

CORRESPONDANCE

Tous les articles ou commentaires doivent être envoyés au rédacteur en chef, le major John R. Grodzinski :

Rédacteur en chef
Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre
Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre
CP 17 000, succ. Forces
Kingston ON K7K 7B4

Tél. : (613) 541-5010, poste 4874
Télec. : (613) 541-4478
Courriel Internet : mail854g@dnd.ca

RÉVISION ET MISE EN PAGES

Le Bureau de publications de l'Armée de terre, Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre, est responsable de la révision de chaque article.

Révision – anglais : Le lieutenant de vaisseau Brian Lawrie-Munro, Mme Sandra Hanisch, Mme Karen Johnstone, M. Greg Taylor

Révision – français et anglais : M. Gilles Langlois, M. Geoffrey Meyer

Révision – français : Mme Thérèse Lessard, Mme Melissa Martin

Services de mise en pages et de correction d'épreuves par le

CFTMPC  CPMIFC

Centre de production du matériel d'instruction des FC
(204) 833-2500, poste 5356

Table des matières

COLLABORATION SPÉCIALE

L'AVIATION TACTIQUE AUJOURD'HUI, DEMAIN ET PLUS LOIN ENCORE2
par le colonel J.M. Duval, 1^{re} Escadre

MOT DU RÉDACTEUR EN CHEF7

**DIRECTION DE LA DOCTRINE DE L'ARMÉE DE TERRE :
LA MENACE POSÉE PAR LES ARMES À EFFET DE SOUFFLE** .10

CONTRE-FRAPPE DE MANSTEIN, 194315
par le major S. Kooistra

**LE PROFESSIONNALISME DANS LE FEU DE L'ACTION :
MISE EN APPLICATION DE L'ACCORD DE MEDAK PAR LE CANADA** .22
par Lee Windsor

COMBAT DANS LES ZONES BÂTIES : NOUS POUVONS LE FAIRE, ALORS FAISONS-LE!31
par le brigadier-général Glenn Nordick, MSC, CD

LE FANTASSIN HOPLITE : UNE FORCE IMPOSANTE ET ÉTONNANTE36
par le capitaine Tod Strickland

DOCTRINE CANADIENNE : CONTINUITÉS ET DISCONTINUITÉS44
par Bill McAndrew, Ph.D., CD

**« DIE GEDANKEN SIND FREI » : CULTURE INTELLECTUELLE
DE L'ARMÉE ALLEMANDE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES** .51
par le professeur Rob Citino, Ph.D.

DOCTRINE : UN BREF COMMENTAIRE60
par le lieutenant-colonel (ret.) Roman Johann Jarymowycz, Ph.D., OMM, CD

TRIBUNE LIBRE71

Une partie de notre patrimoine

Premiers soldats européens à Terre-Neuve



Un guerrier Viking à L'Anse aux Meadows, vers l'an 1000. Des attaques par des Autochtones et la maladie ont probablement forcé leur départ – presque 500 ans se sont écoulés avant que les Européens n'essaient à nouveau de coloniser le Nouveau-Monde. (gracieuseté de la National Geographic Society)



Sergent des Compagnies franches de la Marine d'Acadie et de Plaisance entre 1701 et 1713. (gracieuseté de Parcs Canada)



Un soldat du Régiment Gibbon à Terre-Neuve, vers 1697-98, le premier régiment régulier britannique à servir au Canada. (gracieuseté de Parcs Canada)



Artilleur du détachement Board of Ordnance qui plaçait des garnisons dans les forts britanniques à Terre-Neuve entre 1700 et 1716. (gracieuseté DHP)

Concours de rédaction d'essais sur la conduite de la guerre

du Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre de 2001

Deux prix seront remis aux auteurs des deux meilleurs articles.

Premier prix : 250 \$ en argent

Deuxième prix : Certificat de 100 \$ remis par Vanwell Publications, le plus grand fournisseur d'ouvrages militaires du Canada

Ce concours est ouvert à tout le personnel de l'Armée de terre en service dans l'ensemble des Forces canadiennes. Les essais doivent être rédigés sous forme d'argumentations convaincantes sur la tactique, la doctrine, l'instruction, la structure des forces, l'étude et le développement des méthodes de combat, les opérations, l'histoire ou d'autres questions reliées à la Force terrestre.

Modalités d'inscription : Les essais doivent être originaux et n'avoir jamais été soumis ou publiés ailleurs auparavant. Ils doivent compter entre 2000 et 4000 mots. Les textes doivent être présentés en version imprimée à double interligne de même que sur une disquette compatible IBM. Un *nom de guerre* devra remplacer le nom de l'auteur sur la page de titre. Le véritable nom de l'auteur, ses coordonnées et une brève notice biographique (niveau de scolarité, principaux cours et emplois, et poste actuel) doivent être fournis dans une enveloppe scellée à l'extérieur de laquelle le *nom de guerre* sera clairement inscrit.

Évaluation : Tous les textes soumis seront revus par un comité composé du commandant du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne, des représentants de la Direction de la doctrine de l'Armée de terre et de la Direction de l'instruction de l'Armée de terre ainsi que d'un membre du personnel enseignant du Collège militaire royal du Canada, le rédacteur en chef servant de secrétaire. Les noms des gagnants seront annoncés en janvier 2002 et leurs textes seront publiés dans le numéro du printemps 2002 du Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre.

Date limite : Les essais doivent avoir été expédiés le ou avant le 31 décembre 2001, le cachet de la poste faisant foi.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour vous inscrire, communiquez avec :

Le major John R. Grodzinski
Rédacteur en chef
Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre
C. P. 17000 succ Forces
Kingston ON K7K 7B4

Téléphone : (613) 541-5010, poste 4874

Courriel : mail854g@dnd.ca

Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre remercie Vanwell Publications d'avoir rendu le concours possible et de leur soutien constant des activités parrainées par le *Bulletin*.

Collaboration spéciale

L'aviation tactique aujourd'hui, demain et plus loin encore

par le colonel J.M. Duval, Commandant, 1^{re} Escadre

L'analyse du contexte de la sécurité mondiale en pleine évolution a amené la direction supérieure des Forces canadiennes à miser gros sur la technologie pouvant apporter des améliorations dans les domaines du commandement et contrôle, des renseignements, de la surveillance et reconnaissance, de la mobilité, et de la protection de la force. La primauté accordée à de telles techniques occupe une place très significative dans la Liste canadienne des tâches interarmées et la grille matricielle qui y est associée. Cette liste est d'ailleurs omniprésente dans l'ensemble des efforts actuels de planification stratégique, de même que dans les autres orientations visionnaires qui servent à diriger la recherche portant sur les performances opérationnelles qui auront cours dans l'avenir, de même que sur l'énumération de ces dernières. La définition de l'avenir probable a été un élément crucial pour déterminer ces domaines clés. Tout comme la révolution imminente dans les affaires militaires et la Vision stratégique 2020 ont permis d'envisager un nouvel avenir pour la Force terrestre et la Force aérienne, l'avenir de l'aviation tactique se dessine en parallèle.

Pour que les capacités provisoires et crédibles de la performance de l'aviation tactique puissent appuyer cette évolution, l'Armée et l'Aviation, de même que toutes les Forces canadiennes, doivent délaisser l'image actuelle qu'elles réservent au CH146 Griffon, c'est-à-dire un hélicoptère tactique polyvalent au sens classique du terme, pour y voir plutôt un appareil dont l'exploitation comme plate-forme à usage multiple pourrait satisfaire la multitude des exigences imminentes qui découlent des capacités de fonctionnement de l'Armée, de l'Aviation et des Forces

canadiennes, de même que de celles qui ont cours à l'échelle nationale. De telles capacités sont les signes avant-coureurs de l'avenir que nous souhaitons réserver à l'aviation tactique d'ici à 20 ans et elles constituent la base de notre transition éventuelle vers la structure visionnaire à long terme adoptée par les Forces. L'aptitude technique croissante qui existe actuellement à intégrer facilement, au sein d'un aéronef à usage multiple, l'information fusionnée des sondes aux effets des systèmes perfectionnés d'armes à précision, a grandement atténué l'ancienne approche de l'aviation tactique, centrée uniquement sur la plate-forme. Le CH146 se prête bien à une telle exploitation.

Décidément, si la mise en place du CH146 Griffon ne s'est pas faite sans y joindre certains accessoires utiles, cette arrivée, par contre, permet de définir le caractère de l'aviation tactique et son avenir. Le Griffon est l'instrument primaire dont nous disposons pour faire la transition entre ce qui était, il y a trois décennies, une arme d'appui de la Force terrestre, et ce dont pourra être capable, dans l'avenir, une aviation tactique qui suppose tant de promesses. Les possibilités présentes et futures de l'utilisation du Griffon sont apparues clairement dès qu'il a été possible d'évaluer cet aéronef en le sortant de l'ombre projetée par les vénérables appareils qui l'ont précédé. Je tiens à le laisser entendre avec conviction : les nouvelles sont bonnes. Dans certains milieux, il a été facile de se questionner à propos du bien-fondé de considérer le CH146 comme pouvant combler les innombrables rôles assignés, à l'origine, au projet de l'hélicoptère utilitaire de transport tactique des Forces canadiennes (HUTT FC). Aujourd'hui, l'attention se porte, avec raison d'ailleurs, non pas sur ce que l'appareil ne peut pas faire (surtout en matière de transport), mais

plutôt sur ce qu'il peut faire, et très bien faire, lorsqu'il faut satisfaire aux exigences doctrinales, propres à l'aviation tactique, de la Force terrestre.

L'arrivée du système Reconnaissance électro-optique, surveillance et acquisition des objectifs (RESAO) a été l'occasion de mettre de nouveau l'accent sur le rôle de reconnaissance. De plus, cet appareil a permis de prendre en considération d'autres rôles, et ce, dans le domaine de la reconnaissance armée et de la puissance de feu en tir direct, principalement. Il y a trois ans à peine, ces rôles n'existaient même pas. Cela reflète une véritable volonté d'exploiter, au profit de l'Armée de demain, les techniques de pointe dans le domaine de l'aviation tactique, y compris les rôles accrus qui s'adressent aux secteurs à risques dans la structure que les Forces ont proposée, de même que les performances pouvant se prêter facilement au contexte de sécurité envisagé. Ainsi, l'aéronef actuel, de concert avec le concept d'intégration – c'est-à-dire application, à une plate-forme à usage multiple, des capacités de fonctionnement souhaitées en aviation tactique, plutôt que l'application à toute une gamme d'aéronefs spécialisés – a fait en sorte que la 1^{re} Escadre soit particulièrement bien placée pour affronter les défis qui se dressent à l'horizon. En mettant soigneusement en valeur le potentiel inexploité, autant celui de l'aéronef lui-même que celui des accessoires qui s'y ajoutent et qui pourraient faire l'objet de développement à cause des manquements sur le plan opérationnel, nous pouvons maximaliser l'emploi du Griffon dans bon nombre de rôles nouveaux comme traditionnels, et nous en servir dans les secteurs clés des structures, autant celles de la Force aérienne que celles de la Force terrestre. Bien sûr, certaines restrictions se rattachent à cet appareil. Même s'il n'est

pas en mesure d'accomplir toutes les tâches, il y a tout lieu de croire cependant que, s'il est bien équipé pour la mission, il peut se comporter, avec grande efficacité, partout et en tout genre de conflits. Il s'agit là d'un équilibre acceptable qui répond bien aux attentes et à la vision des autorités supérieures. Il s'agit là également d'une étape évolutionniste réaliste de l'aviation tactique. Elle pourrait même soutenir la réussite du troisième horizon de planification des capacités de fonctionnement de l'aviation tactique. Aucun doute à ce sujet, l'aviation tactique basée sur l'utilisation du Griffon constitue la promesse significative qu'elle peut être un multiplicateur de force pour l'Armée, dans un avenir prévisible.

Par ailleurs, il est tout à fait évident que le Griffon pourrait exercer une influence dans une plate-forme déjà existante, ne serait-ce que pour contrer les manquements relevés dans la grille matricielle de la Liste canadienne des tâches interarmées. Le système RESAO par exemple, non seulement assurera la collecte de renseignements et d'information appropriée à tous les échelons, mais encore, ce faisant, il améliorera le commandement et contrôle supérieur. En ce qui concerne les nouvelles capacités de l'aviation tactique, leur mise en valeur subséquente ou encore leur création peuvent, dans la plupart des cas, se réaliser par l'intégration de l'équipement modulaire qui complète et exploite la plus récente plate-forme de base d'aéronef, (considérée comme une norme quasi-mondiale) que représente le CH146. Dans la plupart des cas, la technologie ciblée est à usage multiple et elle peut satisfaire les besoins d'un grand nombre d'utilisateurs d'aviation tactique. En général, ce genre de technologie est disponible commercialement ou à des fins militaires exclusivement. Comme d'habitude, planifier en vue du combat, pour veiller ensuite à soutenir la paix, est une philosophie qui assurera aux forces ainsi mises sur pied non seulement l'aptitude au combat, mais encore la rentabilité et la flexibilité.

Alors qu'il y a 15 ans, il s'agissait « d'aviation tactique de la Force terrestre », aujourd'hui nous parlons exclusivement « d'aviation tactique ».

Cela reflète combien il est pertinent d'étendre l'aviation tactique à une clientèle dont le nombre devrait toujours croître. Bien que l'Armée continue d'être notre premier client et notre raison d'être, malheureusement cette évolution de sens a pris place, dans une large mesure, aux dépens de la pertinence de l'emploi de l'aviation tactique dans l'Armée. Actuellement, il existe une génération d'officiers de la Force terrestre, dont les connaissances en aviation tactique ont été corrompues par le manque d'occasions de travailler avec cet important multiplicateur de force de l'ère toute-arme. En grande partie, ce manque de pertinence peut être attribué au chambardement associé à la mise en place du nouvel appareil. L'augmentation croissante des demandes de ressources en aviation tactique, de même que la diminution générale des ressources au sein de la Force aérienne elle-même, a compliqué davantage la situation. La réalité est que le maintien des aptitudes au combat de l'aviation tactique ou leur mise en valeur à ce sujet sont étroitement liés au soutien de l'Armée. Comme ces aptitudes au combat sont maintenues ou améliorées, il y a de fortes chances pour qu'une dynamique semblable évolue au sein de l'Armée tant et aussi longtemps que cette dernière hésitera à s'aventurer sans faire appel à l'aviation tactique dans son groupement toute-arme.

La façon d'aborder le problème peut varier. Il peut s'agir de mettre en place et de maximaliser le système RESAO pour satisfaire les besoins qui se rapportent à la reconnaissance de l'aviation tactique et ceux de ISTAR (intelligence, surveillance, target acquisition and reconnaissance [system]), un ensemble de systèmes de collecte et de traitement des données de renseignements, de surveillance, d'acquisition d'objectifs et de reconnaissance. Il peut s'agir aussi de renouveler l'accent sur la liaison appropriée, et ce, à tous les échelons. Cela peut consister dans la concertation des efforts pour maximaliser le degré d'appui que nous fournissons à l'Armée, y compris, dans la mesure du possible, l'exploitation, à des fins d'instruction collatérale, des ressources de l'instruction opérationnelle du

personnel navigant. Finalement, cela peut se traduire par un travail qui serait exécuté de concert avec l'Armée dans le but de définir une structure de la force apte à exploiter et à maximaliser la technologie propre à l'aviation tactique.

Seul un développement consultatif, fait conjointement, permettra de continuer à s'assurer que l'avenir de la Force aérienne demeurera compatible avec celui de l'Armée, et que l'aviation tactique restera pertinente pour l'Armée de demain et celle d'après. Pour atteindre la réussite et pour que le processus d'éducation touche à la fois les soldats et les aviateurs, il faut que la philosophie qui consiste à assurer une liaison appropriée puisse s'étendre à tous les échelons subordonnés. Intégrer au maximum l'entraînement à l'échelle de l'unité, créer et exploiter entièrement les occasions d'entraînement, voilà les éléments essentiels de cette approche nécessaire à long terme.

Alors que l'Armée constitue le fondement de l'utilisation des aptitudes au combat de la 1^{re} Escadre, une bonne partie de ces mêmes aptitudes peut être d'une grande utilité ailleurs, à l'échelle internationale comme à l'échelle nationale, et ce, depuis l'instruction jusqu'aux opérations. Bien que nous soyons structurés et que nous existions pour appuyer l'Armée, cela ne signifie pas nécessairement que cette armée appuyée soit la nôtre. La récente, (et toujours en vigueur) tâche de fournir l'appui de l'aviation tactique à la Brigade multinationale (Centre) au Kosovo et à la Division multinationale (Sud-ouest) en Bosnie en constitue justement un exemple. De plus en plus, la flexibilité naturelle de la puissance aérienne (l'aviation tactique dans le cas présent) représente une capacité de fonctionnement à usage multiple applicable à toute une gamme de problèmes liés à la puissance aérienne. De ce point de vue, l'aviation tactique offre une capacité de combat indépendante, prête à déployer, peu commune. En effet, lorsqu'elle est dépêchée, elle peut facilement représenter une contribution canadienne unique auprès d'une force multinationale plus importante, ou encore elle peut être une réponse de choix, à l'échelle nationale, dans une situation de crise.

L'utilisation de l'aviation tactique au cours d'opérations en tout genre de conflits confirme la justesse de cette approche. En effet, au cours des 36 derniers mois, sur le nombre des opérations envisagées pour les 11 scénarios de planification des Forces canadiennes, on a déployé l'aviation tactique pour six d'entre elles, tout en la laissant s'entraîner et se préparer pour les deux opérations les moins probables (mais les plus importantes) à l'extrême droite de la gamme de conflits, soit la défense du continent et la défense collective. Il ne s'agit pas ici de porter un regard sur un passé marqué par le succès. Il s'agit plutôt de considérer que la survie de l'aviation tactique représente la survie d'un puissant outil de doctrine, un élément important des options disponibles dans les Forces canadiennes pour répondre aux événements futurs, autant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale.

Après avoir démontré que l'aviation tactique est pertinente autant pour l'Armée que pour la Force aérienne, je voudrais revenir sur les promesses que nous offre le Griffon et traiter de certaines capacités de combat basées sur celui-ci. Quant aux rôles traditionnels réservés à l'aviation tactique (reconnaissance, puissance de feu et mobilité), il est clair qu'en ce qui concerne la capacité de lever et qu'en ce qui a trait à la mobilité, le Griffon, tel qu'il est actuellement, arrive à saturation. Même si des améliorations graduelles, une modernisation, l'extension de la vie utile pouvaient en augmenter considérablement les capacités, le plus grand potentiel de croissance de cette plateforme se trouve toujours dans le domaine de la reconnaissance et de la puissance de feu.

Pour la 1^{re} Escadre, lorsqu'il s'agit d'acquisition, le projet ERSO demeure le projet prioritaire. Cette acquisition promet même de se révéler un pas important en ce qui concerne la capacité de l'appareil à jouer le rôle de reconnaissance qui lui avait été dévolu au moment de l'achat, quand il a fallu en définir le besoin. Comme il a été dit précédemment, cette acquisition aiderait à résoudre un besoin important qui existe dans l'Armée tout autant que

dans l'Aviation, à savoir la performance de la technologie dans le domaine des renseignements et de l'information. Comme tel, le projet ERSO tend à devenir une partie du cœur de l'expertise au sein de la 1^{re} Escadre et la pièce maîtresse de notre performance au combat à moyen terme, étant donné que nous persistons à tirer parti de l'emploi éventuel de l'appareil pour aborder les exigences sévères de la doctrine. Le projet ERSO tirera d'abord sa valeur non seulement du fait qu'il s'agira d'un élément fondamental du système ISTAR, mais aussi du fait qu'il sera possible de l'utiliser comme ressource opérationnelle et stratégique. En tant que première étape d'un processus à long terme, l'acquisition du système ERSO constituera un pas de géant pour les capacités opérationnelles offertes par la 1^{re} Escadre. Pour que ces capacités puissent atteindre, à long terme, leur plein potentiel, il est crucial de faire valoir l'utilisation du système ERSO au sein de la Force terrestre, de même qu'à l'intérieur des autres systèmes, et de veiller à ce qu'il puisse s'y intégrer. Dans un prochain avenir, cette mise en valeur du système ERSO et son intégration feront l'objet du principal programme de la 1^{re} Escadre.

L'acquisition du système ERSO et le développement de la doctrine qui lui est propre sont tous les deux en bonne voie de soutenir une capacité de fonctionnement qui pourra être déployée vers le milieu de l'année 2004. En soi, la mise en place de cette capacité signifie surmonter de nombreux défis. Le plus important d'entre eux est sans doute la contrainte fiscale imposée par ce qui reste du budget affecté au projet HUTT FC. Ainsi, les six à huit ensembles de mission sous le point d'être acquis représentent la capacité de fonctionnement maximale qui peut être mise en place sans octroi de fonds additionnels. Comme il s'agit d'un chiffre imposé par des contraintes fiscales et non par des réalités propres à la doctrine, il est peu probable que ce degré de dotation puisse suffire aux besoins opérationnels et à ceux de l'instruction. En conséquence, des travaux ont été entrepris de concert avec le Centre d'expérimentation de l'Armée de terre pour déterminer le nombre de systèmes ERSO nécessaires

au sein d'une section de reconnaissance d'aviation tactique et pour appuyer les besoins en reconnaissance et en renseignements d'aviation tactique, au sein d'un groupement tactique. Le Directeur à la Planification stratégique (opérations terrestre) (DPS[OT]), qui dirige la recherche opérationnelle de l'Armée de demain, étudiera plus à fond les besoins en systèmes ERSO du groupe brigade de la Force de contingence principale (FCP). Ces études ont pour buts de valider la doctrine et de nous permettre d'entreprendre les initiatives visant à acquérir une quantité d'équipement modifiée, laquelle est basée sur l'évolution des besoins et la disponibilité de l'argent. Nous croyons qu'une démonstration des avantages de ce système de troisième génération, témoin de la révolution dans les affaires militaires, fera comprendre le bien-fondé d'un tel système à un grand nombre d'utilisateurs probables, et ce, à tous les échelons. À cette fin, nous envisageons présentement de mettre en œuvre un programme de démonstration utilisant le premier prototype disponible. Nous prévoyons qu'au cours des prochains mois, le système ERSO pourra être reconnu comme une occasion d'investissement ayant toutes les chances de réussir.

Nous avons dit ci-dessus que les exigences doctrinales, typiques de l'Armée, découlant de l'aptitude au combat de l'aviation tactique sont confinées aux rôles traditionnels de l'aviation tactique : reconnaissance, puissance de feu et mobilité. Ces exigences reflètent également les priorités exactes du CEMAT en matière d'aviation tactique au moment de la transition et en tant que partie essentielle de l'Armée de demain. Par pure coïncidence, il est probable que la plus grande possibilité qui demeure encore cachée de l'aéronef repose sur sa puissance de feu, ce qui laisse entendre que, logiquement, la prochaine étape après le système ERSO serait la capacité de reconnaissance armée. Au cours des travaux sur l'Armée de demain, la DPS(OT) dirigera une étude détaillée sur ce concept. Pour appuyer cette démarche, il faudra que les limites de l'aéronef soient clairement définies au moyen d'une autre

analyse de concept plus détaillée. Il faudra également évaluer si la poursuite des améliorations progressives ou d'une toute nouvelle technologie est réalisable. Tous les efforts entrepris à long terme par l'état-major au sein de la 1^{re} Escadre convergent vers cette évaluation.

Il faut reconnaître que, pour une force de la taille d'un groupe brigade, les exigences doctrinales de l'appui par aviation tactique étaient basées, traditionnellement, sur la reconnaissance et la mobilité. Il est important que, sur le champ de bataille moderne, la capacité de combat dans le domaine de la reconnaissance puisse inclure également celle de pouvoir attaquer et détruire les objectifs de grande valeur et ceux de grande menace, au fur à mesure qu'ils sont repérés. Si nécessaire même, elle devrait comprendre également la possibilité de se battre pour obtenir les renseignements, de sorte que les avantages que représentent ces renseignements puissent être pleinement exploités. La Liste canadienne des tâches interarmées et la doctrine perfectionnée ISTAR de l'Armée, visent toutes les deux à exploiter avantageusement l'information mise de l'avant par la technologie. Sur le champ de bataille, le système ERSO est reconnu pour permettre d'agir plus en profondeur que ne saurait le permettre tout autre système. En conséquence, si le commandant, au moment d'un cycle accéléré d'acquisitions d'objectifs, souhaite détruire des objectifs de grande valeur dès qu'ils sont détectés ou identifiés à la plus grande portée possible, il devrait pouvoir le faire. C'est pourquoi nous considérons comme tout à fait dérisoire de remettre à plus tard l'acquisition d'un système complémentaire qui permet une telle destruction.

Il faut reconnaître aussi qu'évolue le raisonnement doctrinal qui consiste à articuler l'aviation tactique au groupe brigade. La brigade FCP est plus portée à être déployée, soit comme un groupement spécial ayant fortement besoin des capacités de reconnaissance, lesquelles découlent de la mission d'une brigade, soit comme une formation capable plutôt de faire des opérations indépendantes. Il est possible que des formations supérieures futures des

unités et formations canadiennes ne respectent pas notre doctrine, qu'elles soient mises en place pour des raisons différentes de celles de l'opération qui a été autorisée, qu'elles soient mal structurées, et que, en raison d'un conflit dans les tâches à exécuter, telles que des opérations en profondeur par exemple, elles soient incapables de fournir les ressources propres à l'aviation tactique jusqu'à l'échelon de brigade. Finalement, dans le cadre d'un champ de bataille qui se déroulerait aujourd'hui, l'aviation tactique constituerait, à tous les échelons, un élément intégral au cœur du groupement toute-arme, et elle pourrait favoriser l'aptitude du groupement à exercer son influence sur la zone de bataille. Cela est particulièrement pertinent pour toute discussion qui porte sur la capacité de fonctionnement nécessaire en ce qui concerne les opérations dans une zone opérationnelle de brigade qui semble ne mettre aucun frein à son expansion. La reconnaissance et la puissance de feu basée sur l'aviation tactique offrent une meilleure connaissance de la situation, une liberté de manœuvre, un rythme croissant des opérations et la possibilité d'appliquer avec précision la puissance de feu. Tout cela ayant comme résultat une synergie en croissance dont le but est de promouvoir l'efficacité générale de la force.

La recherche et l'expérimentation peuvent certainement faire ressortir la justesse d'un concept tel que celui d'hélicoptère armé, avant que le besoin d'armer cet hélicoptère ou d'acquérir un système spécialisé soit défini de manière formelle. Que le Griffon puisse combler adéquatement ce besoin ou que les limites qui lui sont propres exigent qu'un système spécialisé soit acquis pour faire les tâches les plus pointues qui relèvent de la puissance de feu de l'aviation tactique, voilà certainement de bons sujets d'études. Malgré ces options, équiper le CH146 et en faire usage comme un hélicoptère armé constituent une utilisation raisonnable et rentable au regard de la portion non exploitée du potentiel de combat de l'appareil. De plus, en retenant le caractère usage multiple du Griffon, c'est la flexibilité et la pertinence de l'aviation tactique qui sont sauvegardées

et protégées, et ce, au profit du plus grand nombre d'utilisateurs, particulièrement quand ce sont les tâches d'utilisation et de mobilité qui sont prises en considération.

Dans les faits, de quoi cet appareil est-il capable? Bien qu'elles soient réalisables, des options indépendantes où un système d'armement de précision est intégré à un Griffon équipé d'un système ERSO constituent, sur le plan technique, un défi nécessitant des améliorations par rapport au rendement, ou encore une meilleure intégration des systèmes d'avionnerie dans le but d'éliminer certains composants ou de se priver d'un ou de plusieurs membres du personnel navigant, ou les deux à la fois. Quelque chose d'aussi simple qu'une amélioration de la transmission qui favoriserait une augmentation de propulsion de 10 p. 100 permettrait l'ajout d'un nouveau système d'armement. En attendant une telle amélioration, il n'y a pas de doute que la plate-forme actuelle, comme telle, pourrait être armée. Une telle entreprise se limitera probablement à une capacité très minime, (par exemple, deux missiles sur un Griffon équipé d'un système ERSO semblable au OH58D Kiowa Warrior). Un autre choix pourrait consister à armer une section du Griffon, plutôt que des appareils déjà équipés de systèmes ERSO. Avec ce dernier concept, apparaîtront des sections organisées, sur le plan tactique, en trois appareils Griffon; deux d'entre eux seront équipés d'un système ERSO et le troisième sera armé. Des sections additionnelles d'appareils Griffon armés peuvent être formées pour remplacer les Griffon qui ont épuisé leurs missiles, ce qui optimisera le rythme des opérations exécutées à l'aide des appareils équipés d'un système ERSO. Ce concept d'utilisation ressemble beaucoup à celui que le Army Air Corps du Royaume-Uni a mis au point pour l'utilisation des hélicoptères armés et à celui de l'Armée américaine pour les UH-60 armés. De plus, les hélicoptères armés ne sont pas limités à l'acquisition d'objectifs par leur coéquipier avec un système ERSO; ils peuvent fournir le tir d'appui en se servant de tout indicateur de cible à laser au sol ou dans les airs.

L'aptitude du CH146 à fonctionner comme un hélicoptère armé est un concept qui se défend aussi bien et qui offre la même sûreté que les concepts qui considèrent, dans le même sens, toute autre plate-forme utilitaire armée. Des systèmes comparables, tel le OH58D Kiowa Warrior de l'Armée américaine, existent. Ils ont été déployés avec succès dans un rôle d'assaut léger. Un pas important dans le domaine de la capacité de fonctionnement peut être franchi, et à un coût raisonnable. Les composants les plus coûteux sont déjà fournis. Ainsi, la plate-forme de base et les ensembles défensif de guerre électronique et ERSAO feront l'objet d'une gestion de cycle de vie. Le résultat d'une étape

évolutionniste dans le développement de la plate-forme est une plate-forme utilitaire armée qui offrira une augmentation de performance considérée comme révolutionnaire. Il faut retenir cependant que cette étape révolutionnaire n'est valable que dans le contexte canadien. Pour nos alliés, il s'agit plutôt d'une nécessité doctrinale déjà éprouvée.

En conclusion, il n'y a aucune doute que l'aviation tactique est destinée à devenir une force déterminante sur les champs de bataille. Être capable de combler cette destinée dans le contexte canadien exige un effort continu pour que l'aviation tactique évolue de concert avec les

principes doctrinaux en cours et avec ceux qui seront reconnus avec les années. Cela a toujours représenté un défi pour nous. Cette fois-ci toutefois, la nécessité que représente le besoin de changement et la possibilité de réaliser un tel changement de façon crédible et efficace ont concouru à créer une ouverture sur l'occasion, laquelle nous permettra de faire de grands pas, dans la bonne direction. Il faut travailler ensemble, dans un esprit d'entreprise commune, pour que cette occasion fasse l'objet d'une exploitation pleinement réussie.



Le chef d'état-major de l'Armée de terre, le lieutenant-général Mike Jeffery, présentait, en juin 2001, la Mention élogieuse du chef d'état-major de l'Armée de terre au sergent Laura Cunningham en reconnaissance de ses efforts dans la préparation pour la publication du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* et la préparation, en général, des manuels de l'Armée. Son travail a contribué au succès du Bulletin. Félicitations sergent Cunningham!

Mot du rédacteur en chef

« Je n'ai jamais vu une si belle performance en campagne... » : l'instruction collective au Canada¹

par le Major John R. Grodzinski, CD

D'ABORD, QUELQUES ANNIVERSAIRES OUBLIÉS...

Les deux dernières années ont commémoré sans tambours ni trompettes le 50^e anniversaire de deux événements importants qui ont encore une incidence sur la Force terrestre. Le premier s'est produit en août 1950 alors que le Canada a accepté d'envoyer « une force spécialement entraînée et équipée en Corée ». Cet engagement a éventuellement conduit à la mise sur pied d'un groupe-brigade. Entre 1950 et l'armistice, 21 940 soldats de l'Armée canadienne ont servi en Corée et au Japon et, de ce nombre, 1 543 ont été blessés ou sont morts au combat. Aucun défilé important n'a eu lieu en commémoration de cet anniversaire.

Le second événement d'importance a été le déploiement du 25^e Groupe-brigade du Canada au sein des forces de l'ONU en Europe, déploiement qui a marqué une expansion massive de l'Armée. En novembre 1951, les premiers éléments du 27^e Groupe-brigade d'infanterie du Canada sont arrivés à Rotterdam : c'était la première fois en temps de paix qu'une formation canadienne était affectée en permanence outre-mer. Vers 1993, lorsque le 4^e Groupe-brigade mécanisé du Canada a été dissous, plus de 100 000 soldats avaient servi en Allemagne. Le déploiement de 1951 a été un véritable exploit et a marqué le début de l'envoi régulier d'unités et de formations à l'étranger en temps de paix. A-t-on déjà envisagé de commémorer la contribution du Canada à l'OTAN au cours de la guerre froide?

UN AUTRE ANNIVERSAIRE À L'HORIZON...

L'expansion de l'Armée régulière a suscité le besoin de tenir périodiquement une instruction collective et un entraînement de niveau de formation (les niveaux 5, 6 et 7 actuels), chose tout à fait nouvelle pour la Force régulière en temps de paix. Il fallait établir un secteur d'entraînement pour permettre à une division – la force d'engagement en Europe – de s'entraîner. On a annoncé en 1952 qu'un secteur d'entraînement serait aménagé dans l'Est du Canada. Au cours du printemps et de l'été de 1953, le camp Gagetown a vu le jour. Plus de 194 000 acres de terre franche et 80 000 acres de terrain appartenant à la province ont été expropriés. Puis, débuta la construction de bâtiments d'unité, de casernes et de logements familiaux. En août 1955, la 1^{re} Division du Canada a tenu son premier « stage d'instruction collective » à Camp Gagetown. L'année suivante, 11 095 soldats ont participé à un autre exercice de division axé sur les opérations dans un environnement de guerre nucléaire.

Dans tout le Canada, les autres secteurs d'entraînement comme Wainwright, Petawawa et Valcartier devinrent des centres d'instruction interarmées de niveau de formation. Pensons-y : des stages d'instruction collective de ce type n'avaient jamais eu lieu auparavant, sauf pendant la guerre. Entre 1894 et 1907, il y eut trois « rendez-vous » d'instruction collective – deux regroupant en une seule unité les compagnies dispersées et l'autre rassemblant des unités permanentes. Dans l'entre-deux guerres,

un seul rassemblement de brigade a eu lieu à Camp Borden en 1938. Le modèle des futurs rassemblements ou rendez-vous a été établi en 1950. L'Armée a commencé alors à s'entraîner périodiquement au niveau des formations, ce qui a conduit le directeur général – Instruction militaire du quartier général de l'Armée à élaborer les politiques nécessaires à cette fin. Bien que le quartier général de division ait disparu en 1958, l'entraînement de niveau de brigade s'est poursuivi. Toutefois, on n'avait pas perdu de vue la nécessité de tenir des exercices dans un contexte divisionnaire et, en 1981, débutèrent les « rendez-vous » bisannuels, d'abord à Gagetown et, plus tard, à Wainwright. Ces rassemblements nécessitaient des mouvements d'unités provenant de partout au Canada (certains appelaient ces déplacements des « mouvements stratégiques »), la mise sur pied d'un quartier général spécial (au moins jusqu'à ce que soit reconstitué le quartier général de la 1^{re} Division du Canada) et l'élaboration de scénarios d'exercice de niveau de division. Les critères servant à mesurer le rendement des formations et des unités s'inspiraient de ceux de l'OTAN. Une génération entière de soldats ont bénéficié d'un entraînement varié et utile (parfois ennuyeux) fondé sur divers scénarios, souvent couronné par des exercices de tir réel au niveau des équipes de combat et des groupements tactiques. Rappelez-vous les camps d'exercice de tir réel à Suffield!

Puis, vinrent les affectations outre-mer des années 1990, mais ce type d'entraînement a bel et bien disparu. Les compétences et l'expérience tactiques en ont souffert et, dans certains cas, ont même été perdues. Bien qu'il soit peu

probable que des « rassemblements » annuels des trois groupes-brigades aient encore lieu, il est à espérer que les efforts déployés pour qu'au moins une brigade s'exerce ensemble relancent l'entraînement et qu'ainsi « les soldats disposent du matériel et du temps nécessaires pour constituer des unités et des formations prêtes au combat ».

Le texte ci-dessous, suivi d'un prochain éditorial, donne un aperçu historique et contextuel des débuts de l'entraînement.

APERÇU DE L'INSTRUCTION COLLECTIVE, PARTIE I : 1894 - 1914

LA FORCE PERMANENTE

Il y a eu trois « rassemblements » de la Force permanente aux fins d'entraînement entre 1894 et 1914. Les deux premiers « rendez-vous » regroupèrent les sous-unités dispersées d'un régiment alors que le troisième rassembla la majeure partie de la force dans un même secteur. À cette époque, les sous-unités des régiments et des corps de la Force permanente étaient dispersées dans tout le pays et comprenaient, en 1894, le Royal Canadian Dragoons, le Régiment royal de l'Artillerie canadienne et le Royal Canadian Regiment of Infantry, totalisant un effectif de 904 soldats tous grades confondus. De cet effectif, le Royal Canadian Regiment comptait à lui seul 395 soldats². En 1901, le Royal Canadian Mounted Rifles a été mis sur pied à Winnipeg (en 1909, le Régiment fut rebaptisé Strathcona's Horse) et, au début des années 1900, plusieurs corps de soutien ont vu le jour. Le 31 mars 1910, l'effectif de la Force permanente avait grossi et comptait 206 officiers et 2591 hommes de troupe; le Royal Canadian Regiment comptait désormais 944 militaires, soit plus que la Force permanente entière de 1894³.

Le premier rassemblement en 1894 regroupa les compagnies dispersées du Royal Canadian Regiment of Infantry⁴. En 1899, les quatre compagnies du Royal Canadian Regiment se groupèrent à Rockcliffe, près d'Ottawa, pour effectuer un exercice similaire et, le 14 juillet, elles commencèrent à tenir un en-

traînement de niveau de bataillon⁵. Le commandant de bataillon était alors le lieutenant-colonel W.D. Otter. L'exercice comportait une attaque de bataillon; la défense de défilés, de zones boisées et de ponts; des manœuvres contre la cavalerie et l'artillerie; des escortes de pièces d'artillerie et de convois ainsi que du tir d'armes légères (mousqueterie) et des drills. Les instructions en vue de l'exercice tactique n° XI, publiées dans les ordres de la Milice, donnent une idée de l'ampleur de l'entraînement⁶. Cet exercice tactique de nuit se déroula le 22 août. L'idée générale était la suivante : une Force rouge⁷ était retranchée près de Rockcliffe, alors qu'une force ennemie (Force bleue) se trouvait à environ trois milles à l'est de cette position sur la rive droite de la rivière des Outaouais. La Force bleue devait d'abord reconnaître la position retranchée de la Force rouge, puis, si possible, se lancer à l'assaut de cette position. Le retranchement a été décrit comme n'étant pas formidable. La Force bleue comprenait le Royal Canadian Regiment of Infantry, le Governor General's Foot Guards et le 43rd Rifles, moins une compagnie. La Force rouge portait aussi le nom de « force réduite » et possédait six pièces d'artillerie de la 2^e Batterie de campagne et une compagnie du 43rd Rifles, constituant un bataillon en défense. La Force (réduite) rouge était en position vers 21 h, alors que la Force bleue se trouvait à un mille et demi environ à l'est de cette position vers 21 h 30. La Force bleue avançait sur trois colonnes, chacune se déplaçant selon un relèvement au compas ou le long d'un itinéraire désigné jusqu'au point de rassemblement. Malheureusement, les relèvements de compas et les distances de marche ne figuraient pas dans les ordres, chaque unité devant trouver son propre chemin. Le 43rd Rifles a été la première unité à arriver dans la zone de rassemblement et, après avoir attendu pendant un certain temps l'arrivée des deux autres unités, mena l'attaque sans appui à 22 h 20. L'assaut fut facilement repoussé, et les arbitres ordonnèrent au bataillon de se replier. Le Royal Canadian Regiment et le Foot Guards arrivèrent ensuite et, « marchant à l'ennemi en excellent ordre, se lancèrent à l'assaut à 22 h 34. Le cessez-

le-feu a été ordonné à 22 h 36 », mettant fin à deux minutes de gloire. Cet exercice de nuit – probablement le premier effectué par la Milice au Canada – a été qualifié de franc succès. Toutefois, il a été noté que « l'incurie de l'ensemble de la brigade qui n'a pas su disposer méthodiquement ses troupes et adopter la formation en colonnes avant de se lancer à l'attaque » était une erreur, et que le principe directeur des attaques de nuit repose sur un alignement clairement défini et soigneusement marqué⁸. L'entraînement se poursuivit jusqu'à la fin août⁹.

En 1907, presque toute la Force permanente était rassemblée pour la première fois au Camp Petawawa qui venait d'ouvrir. Il y avait les deux escadrons du Royal Canadian Dragoons; les batteries « A » et « B » du Royal Canadian Horse Artillery; une batterie lourde du Royal Canadian Garrison Artillery; la compagnie n° 2 du Corps royal du Génie canadien; huit compagnies du Royal Canadian Regiment et des détachements du Corps médical de l'Armée permanente, du Corps de l'Intendance militaire de l'Armée permanente et du Corps canadien des magasins militaires. Le Royal Canadian Mounted Rifles de Winnipeg n'a pas participé à l'exercice en raison de la distance.

L'exercice visait essentiellement à permettre aux unités de terminer leur entraînement annuel d'escadron, de batterie ou de compagnie sur un terrain adapté à un entraînement « de pointe » qu'elles ne pouvaient pas effectuer dans leurs stations respectives. Il s'agissait également d'une première : deux batteries d'artillerie montée avaient l'occasion de manœuvrer au sein d'une brigade d'artillerie¹⁰. Cet exercice a été suivi d'un entraînement interarmées et d'opérations de campagne, activités qui avaient été impossibles d'effectuer jusqu'à ce moment. Entre autres activités, il y avait :

- reconnaissance et observation par la cavalerie et l'infanterie;
- convois et marches;
- discipline de feu et opérations de campagne toutes armes;
- opérations de tir en campagne par toutes les armes¹¹.

En route vers Petawawa, l'escadron « A » du Royal Canadian Dragoons et une batterie du Royal Canadian Horse Artillery effectuèrent des exercices de mouvement. Le commandant de l'exercice était le Brigadier-général W.D. Otter et son chef d'état-major, le Lieutenant-colonel W.G. Gwatkin, un officier britannique en service au Canada. Les unités arrivèrent à Petawawa en juin et au début juillet, période à laquelle débuta l'entraînement.

On accorda à l'instruction collective une si grande importance qu'elle devait devenir un événement annuel, bien qu'on s'attendît que les unités stationnées à Winnipeg ne puissent jamais s'entraîner aux côtés des autres unités permanentes¹². On élaborait des plans pour que la Force permanente puisse suivre chaque année un entraînement progressif débutant en septembre et se terminant par un entraînement interarmées dans un camp central au mois d'août suivant¹³. Malheureusement, en 1908, en raison du tricentenaire de la fondation de Québec et des restrictions financières, toute instruction collective fut interrompue. En fait, les restrictions financières rendirent tout entraînement impossible jusqu'en 1914.

LA MILICE NON PERMANENTE

Les occasions d'instruction collective et d'apprentissage du commandement de formations étaient quelque peu meilleures dans la Milice non permanente. À partir de 1906, la Milice non

permanente comptait vingt brigades d'infanterie et sept brigades montées ou de cavalerie¹⁴. En avril 1911, afin de répondre aux besoins découlant des plans de mobilisation, les quatre commandements de l'Ontario, du Québec et des Maritimes furent remaniés en six secteurs divisionnaires dotés de six divisions d'infanterie et de quatre brigades de cavalerie¹⁵. En cas de mobilisation, ces unités et celles qui se trouvaient dans l'Ouest canadien fourniraient les éléments d'une division expéditionnaire et d'une brigade montée.

Les secteurs divisionnaires conservèrent les responsabilités des anciens commandements, mais on groupa les brigades et les unités constituantes compte tenu de la nouvelle structure. Chaque division¹⁶ comprenait trois brigades d'infanterie, chacune dotée de trois ou quatre régiments¹⁷, et des troupes divisionnaires. Les brigades de cavalerie possédaient trois régiments de cavalerie, une batterie d'artillerie montée, une colonne de munitions, une troupe du génie, un détachement de télégraphie sans fil, une compagnie des magasins militaires et une ambulance de cavalerie de campagne. En raison de restrictions financières, de limites de personnel et de pénuries d'équipement, on ne put mettre sur pied un certain nombre de quartiers généraux et d'unités dans chacune des divisions et des brigades de cavalerie.

L'entraînement d'une durée de deux semaines environ avait lieu chaque année dans des camps d'instruction,

situés notamment à Goderich, Camp Niagara et Kingston en Ontario; à Laprairie, Trois-Rivières et Lévis au Québec, et à Sussex, Aldershot et Charlottetown en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. À chaque camp, il y avait un commandant, un état-major et un certain nombre d'états-majors de brigade et d'unités à l'entraînement. L'instruction comprenait des cours et offrait « suffisamment de drills et de manœuvres pour permettre aux soldats de coopérer et d'agir ensemble en campagne »¹⁸. Il s'agissait d'un entraînement de niveau d'unité. Il n'y a jamais eu d'instruction collective de niveau de formation telle que nous la connaissons aujourd'hui. L'entraînement de la cavalerie et de l'artillerie était restreint en raison de la taille des camps d'instruction, et la qualité de l'instruction était jugée dans l'ensemble non satisfaisante selon les comptes rendus. La participation réduite et le nombre croissant d'officiers non qualifiés faisaient en sorte que les scénarios d'instruction s'avéraient de plus en plus difficiles à organiser, d'où des résultats très mitigés.

Dans le prochain numéro : l'instruction pendant l'entre-deux guerres.



NOTES

1. Commentaire du Major-général A.D. Meach, U.S. Chief of Infantry, alors qu'il observait le déroulement de l'exercice « Mobfoot » à Camp Wainwright en 1955. Capitaine D.J. Johnstone, « Exercise Mobfoot at Camp Wainwright », *Canadian Army Journal*, vol. X, n° 4, octobre 1956, p. 17.
2. Rapport du ministère de la Milice et de la Défense, année finissant le 30 juin 1894, p. 1.
3. Rapport du ministère de la Milice et de la Défense, année finissant le 31 mars 1910, p. 14.
4. R.C. Fetherstonhaugh, *The Royal Canadian Regiment, 1883 – 1933*, p. 63.
5. Ordre de la Milice 118, 24 juin 1899, p. 2-3.
6. Ordres de la Milice 149, 2 août 1899 et 167, 23 août 1899.
7. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, les forces impériales indiquaient les forces amies par la couleur rouge et les forces ennemies par la couleur bleue. Cette façon de faire changea au cours de la Deuxième Guerre mondiale lorsque les armées britanniques et américaines normalisèrent le marquage de leurs cartes.
8. Ordre de la Milice 167, 23 août 1899, p. 1-2. Il faut noter que cet ordre de la Milice est essentiellement l'équivalent d'un rapport d'exercice moderne.

9. Fetherstonhaugh, p. 57-60.
10. À noter qu'à cette époque, l'artillerie était organisée en brigades et non en régiments.
11. *Report of The Militia Council for the Dominion of Canada on the Training of the Militia During the Season of 1907*, p. 11-12.
12. *Interim Report of The Militia Council for the Dominion of Canada for the Fiscal Year Ending 31 March 1908*, p. 68, paragraphe 18.
13. *Interim Report of The Militia Council for the Dominion of Canada on the Training of the Militia During the Season of 1908*, p. 2, paragraphe 16.
14. En 1906, vingt brigades d'infanterie et deux brigades de cavalerie étaient établies; vers 1911, on comptait vingt-trois brigades d'infanterie et sept brigades de cavalerie.
15. Ordre général 59, 12 avril 1911.
16. Cet aperçu est tiré des listes trimestrielles de la Milice de 1906, 1910 et 1911.
17. Sur le plan de la doctrine, les brigades d'infanterie devaient comprendre quatre régiments, mais dans certains secteurs, il n'y avait pas assez d'unités pour former les quatre régiments prévus en doctrine.
18. Rapport du ministère de la Milice et de la Défense, année finissant en 1910, p. 5-6.

Direction de la doctrine de l'Armée de terre

La menace posée par les armes à effet de souffle

INTRODUCTION

Les pays du monde s'efforcent constamment de produire des armes plus efficaces. Le rythme des travaux de développement variera selon la situation; ainsi, la guerre est souvent le creuset de progrès rapides. Pendant une guerre ou un conflit, un pays est habituellement disposé à consacrer plus de ressources à la recherche et au développement (R et D). La participation à une guerre fait aussi concentrer les efforts sur les menaces propres à ce conflit, qu'il s'agisse d'environnement ou de la capacité des forces adverses. Par exemple, les Américains ont mis au point ou amélioré de nombreuses armes uniques ou nouvelles pendant la guerre du Viêt-nam, y compris des détecteurs autonomes au sol, des dispositifs de vision de nuit, des véhicules aériens télécommandés et des systèmes de surveillance à distance.

Le conflit en Afghanistan fut, pour les Soviétiques, le catalyseur ayant entraîné le développement de nouvelles armes, alors que la guérilla afghane s'opposait aux opérations soviétiques. Une des armes mises au point pour surmonter certains problèmes particuliers découlant du terrain montagneux fut un lanceur et projectile portatifs dont le souffle était le principal effet. Cette première incursion dans le domaine des armes à effet de souffle semble avoir marqué le début d'un effort soutenu pour créer une classe d'armes à effet de souffle comprenant des armes portatives tout comme des armes montées sur des châssis de chars. L'Occident a observé avec intérêt l'apparition et le développement de cette classe d'armes.

HISTORIQUE

Tous les explosifs génèrent une onde de souffle, mais pour les explosifs classiques, cette surpression est de courte durée. À l'opposé, les armes à effet de souffle sont conçues pour produire un effet de souffle maximal. Dans ce but, les concepteurs font appel à un maximum d'explosif et font appel à une enveloppe aussi mince et légère que possible. De plus, des charges d'éclatement très importantes et d'autres mécanismes sont utilisés pour accroître la dispersion des matériaux énergétiques causant le souffle.

L'effet de la plupart des armes explosives classiques provient de l'énergie cinétique de projectiles. Ces armes font appel à l'énergie de l'explosion pour agir sur un autre matériau, soit pour créer et projeter à grande vitesse des shrapnels, soit pour créer une charge formée destinée à percer le blindage. Le souffle est habituellement un effet secondaire, mais tout de même utile. Il suffit d'observer l'effet des obus d'artillerie et des grenades à main. Dans le cas des obus d'artillerie, l'explosif rompt l'enveloppe, puis projette des éclats à grande vitesse pour obtenir l'effet destructeur voulu. L'enveloppe des grenades à main modernes est préfragmentée et, au moment de l'explosion, elle se rompt et les éclats sont projetés à grande vitesse. Il existe des grenades de surpression, mais il s'agit d'armes spécialisées. L'effet de souffle excède l'effet des shrapnels uniquement dans le cas des grosses bombes aériennes de 250 kg et plus. Ce n'est pas connu si cela est délibéré ou simplement le résultat de l'évolution de ces armes (la volonté d'obtenir des bombes plus lourdes signifie plus d'explosif par rapport au poids de

l'enveloppe). La seule autre arme courante qui doit son efficacité à son effet de souffle est la mine antichar, surtout celle improvisée ou de première génération. En explosant, ces mines produisent un souffle suffisant pour endommager ou détruire le véhicule. Ces mines sont inefficaces, ce qui explique que les mines modernes contiennent moins d'explosif et font appel à d'autres moyens, comme des charges formées, pour l'attaque des véhicules.

Face aux éclats, la plupart des mesures défensives ont visé à contrer les effets de ces éclats, ce qui explique pourquoi nous portons des casques et des armures et pourquoi nous construisons des bunkers et creusons des tranchées. Nos véhicules blindés sont également conçus pour résister aux éclats de shrapnel. Malheureusement, il devient évident que ces mesures de protection ne sont pas toujours efficaces contre certains effets des armes à effet de souffle.

La première génération d'armes à effet de souffle est apparue à la fin des années 1960 et depuis lors, des versions plus modernes, plus légères et plus efficaces sont répandues sur le marché mondial. Il est intéressant de savoir que les travaux de R et D sur les armes à effet de souffle à explosif combustible-air (ECA) menés en Occident ont été fortement réduits ou, comme au Royaume-Uni et au Canada, terminés au cours des années 1980 parce que ces armes étaient jugées trop dangereuses à manipuler, surtout pour leur transport par mer. Les progrès techniques dans le domaine des explosifs ont depuis permis de mettre au point des armes à effet de souffle plus sûres et plus efficaces, désignées « armes thermobariques » ou « armes à effet de



souffle améliorées ». Comme cette technologie provenait de Russie et *n'avait pas d'équivalent occidental*, la terminologie française associée aux différents types d'armes à effet de souffle est source de beaucoup de confusion et beaucoup de concepteurs d'armes étrangers emploient la mauvaise terminologie. Une partie de la nouvelle terminologie associée aux armes à effet de souffle comprend des expressions comme « bombes à dépression », « type ECA », « souffle surpuissant » et « super souffle ». Les Russes emploient une terminologie assez uniforme et utilisent le mot « thermobarique » pour qualifier le lanceur jetable portatif RPO-A, arme qui a été utilisée en Afghanistan et pendant les deux conflits en Tchétchénie.

À cause de leur présence possible partout dans le monde, les armes à effet de souffle constituent une menace croissante pour les Forces canadiennes (FC) qui opèrent un peu partout sur la planète. La plupart des renseignements sur ces armes étaient jusqu'à tout récemment classés secret, mais la prolifération des dites armes nous incite à informer les militaires canadiens de leurs effets et des moyens de se protéger contre elles ou d'atténuer leurs effets potentiels.

BUT

Ce guide présente des renseignements généraux sur la menace que posent les armes à effet de souffle et sur les contre-mesures en cours de développement par l'Armée de terre canadienne. Ce guide fournit au lecteur une série de renseignements sur la nature des armes à effet de souffle, fait état de la menace que posent ces armes, des contre-mesures connues et, enfin, il présente les moyens que prend l'Armée pour faire face à ce problème. Des renseignements plus détaillés sur ces armes et sur les contre-mesures associées sont présentés dans *Le Bulletin*, dans le cadre de l'article intitulé « La menace posée par les armes à effet de souffle » rédigé par le Centre des leçons retenues de l'Armée¹.

ARMES À EFFET DE SOUFFLE

Les deux types courants d'armes à effet de souffle sont les armes ECA et thermobariques. Les effets terminaux de ces deux armes sont très différents à courte distance, mais sont comparables à l'extérieur du périmètre de la boule de feu. L'effet de souffle peut être obtenu de deux façons : par la méthode classique des deux étapes ou, dans le cas des armes thermobariques, en une seule étape.

En général, une arme à deux étapes crée son effet de souffle d'abord par une explosion destinée à rompre l'enveloppe pour permettre la dispersion dans l'air de combustible sous forme d'un nuage de vapeur ou de gouttelettes, nuage qui explose ensuite pour générer une onde de souffle produisant une forte surpression. Dans le cas des ECA, certains systèmes provoquent des surpressions dépassant de 3 à 4 fois la surpression produite par une masse égale de TNT. Les armes russes les plus récentes permettent de dépasser ces valeurs de 1,5 à 2 fois, par une meilleure dispersion du souffle. La durée de l'onde de souffle d'une arme ECA dépasse de beaucoup celle d'une arme à explosif classique.

À l'opposé, les armes dites à une seule étape comportent un explosif pour rompre l'enveloppe et disperser le

combustible; la composition de ce combustible est telle qu'il s'enflamme et génère une onde de choc et une onde de souffle. Ces armes sont parfois appelées armes « thermobariques » car elles produisent une grosse boule de feu à cause de la postcombustion (ce terme vient du fait que le souffle est d'origine *thermique* et cause une surpression – *barique*).

Les armes à effet de souffle agissent différemment des armes à fragmentation dont les éclats voyagent essentiellement en ligne droite. Il faut aussi tenir compte de la chaleur intense de la boule de feu des armes thermobariques. Les ondes (son, souffle, etc.) ont des caractéristiques communes : elles peuvent être réfléchies, pénétrer dans des ouvertures et être amplifiées lorsqu'elles se croisent, mais le plus important est que ces ondes peuvent être réfractées autour des coins; les ondes réfractées ou réfléchies peuvent se superposer, ce qui en augmente considérablement la puissance dans des zones précises. Donc, l'onde de souffle peut pénétrer à l'intérieur de bâtiments, de bunkers ou de tranchées par les fenêtres, les portes, les ouvertures de tir ou les fentes d'observation, etc.; elle peut aussi pénétrer dans les véhicules par les écoutilles ouvertes, les tapes de tir et les prises d'air. Une fois qu'elle a pénétré à l'intérieur d'un espace clos, cette onde de souffle, réfléchiée par les surfaces dures, produit des effets destructeurs grandement amplifiés.

La surpression produite par les ondes de souffle peut tuer ou blesser des personnes en écrasant les organes internes (poumons, intestins). Cette onde peut aussi projeter à distance des objets et des personnes. Dans un espace clos, comme une pièce, une arme à effet de souffle peut détruire tous les murs, de sorte que la structure peut s'effondrer. Souvent, une arme à effet de souffle déclenchée à l'intérieur soulève littéralement le toit des murs portants, rendant toute la structure très instable et susceptible à s'effondrer facilement. Comme mentionné, la chaleur de l'explosion peut causer des brûlures ou allumer des incendies, même si l'effet thermique est considéré comme secondaire et même si les armes à effet de souffle sont conçues



pour ne devoir leur efficacité qu'au souffle produit. Comme pour tous les explosifs, les éclats présentent un danger même si ces armes ne sont pas conçues pour maximiser cet aspect de leur fonctionnement.

Les armes à effet de souffle ne sont pas idéales dans toutes les circonstances. Alors qu'ils sont amplifiés dans les espaces clos, les effets destructeurs de l'onde de souffle se dissipent très rapidement à découvert. Cette caractéristique peut être employée à bon escient par les troupes se trouvant face à ces armes. Par ailleurs, la portée relativement faible de l'onde de souffle associée aux petites quantités d'éclats projetés par les armes à effet de souffle permettent d'employer ces armes pour l'appui rapproché. Les troupes d'assaut peuvent manœuvrer plus près de la zone d'explosion que ne l'auraient permis les armes classiques à fragmentation.

SYSTÈMES D'ARMES À EFFET DE SOUFFLE

Depuis l'introduction des armes à effet de souffle, différents systèmes ont été mis au point ou modifiés pour les mettre en œuvre. Généralement, pour qu'un système d'arme soit retenu, il doit permettre l'utilisation de projectiles à enveloppe mince pour maximiser la quantité de combustible et réduire au minimum la quantité de métal ne contribuant pas à l'effet de

souffle. Il est évident que les lance-roquettes conviennent bien à cet usage, mais pas les pièces d'artillerie. Un autre inconvénient des pièces d'artillerie est que le recul pose un problème à cause du contenu liquide de la plupart des munitions à effet de souffle. La stabilité et la précision des projectiles sont d'autres facteurs à considérer dans le cas des explosifs, pâteux ou liquides, présents dans les munitions à effet de souffle.

Les armes à effet de souffle actuelles vont des systèmes d'artillerie aux armes portatives. Les systèmes de l'artillerie comprennent les lance-roquettes multiples, comme les GRAD (BM-21) de 122 mm, URAGAN de 220 mm et SMERCH de 300 mm, tous très répandus. La menace la plus importante et, donc, le risque le plus élevé, proviennent cependant des armes d'épaule maintenant disponibles sur le marché. Ces types d'armes incluent les lanceurs russes RPO-A (SHMEL) et TBG-7V (TANIN). Ces armes d'infanterie sont utilisées contre des positions défensives, qu'il s'agisse de bunkers, de bâtiments défendus ou d'autres fortifications de campagne. Quand le RPO-A est employé, les troupes d'assaut peuvent manœuvrer à moins de 40 mètres de l'objectif. Toutefois, comme ces armes ne sont pas conçues pour la pénétration, des armes à effet de souffle plus complexes ont été mises au point. Ces armes comportent une double charge militaire (agencement parfois incorrectement appelé « en

tandem ») : d'abord une charge antichar à explosif brisant pour perforer l'objectif afin de faire place à la seconde charge, à effet de souffle. Ces deux charges militaires permettent l'engagement de blindés et de fortifications, et la charge à effet de souffle explose alors à l'intérieur.

CONTRE-MESURES

Certaines contre-mesures sont aujourd'hui connues et elles font appel au bon sens et à la connaissance des effets des armes. Plusieurs contre-mesures appropriées face aux armes classiques sont valables pour se protéger des armes à effet de souffle : camouflage et dissimulation, dispersion et déception. D'autres mesures concernent plus directement les armes à effet de souffle.

Comme pour beaucoup d'autres activités militaires, la première étape est le renseignement. Il est important de savoir s'il y a ou non des armes à effet de souffle à proximité car cela permet aux commandants, à tous les niveaux, d'envisager des contre-mesures appropriées. Par exemple, les défenses peuvent être situées en profondeur et des systèmes d'alerte avancée, être mis en place. Des mesures offensives peuvent être prises pour détruire les systèmes d'armes à effet de souffle et leurs équipages. Si les règles d'engagement le permettent, les personnes qui transportent ou se préparent à employer des armes à effet de souffle peuvent être engagées comme objectifs prioritaires. La capacité des armes à effet de souffle de détruire des fortifications de campagne standard souligne davantage la nécessité d'un appui réciproque pour ces fortifications dans un contexte défensif. Cela n'est pas nouveau car il est plus facile de prendre une position défensive isolée qu'une position bien appuyée.

L'équipement de protection individuelle actuel (casque, veste pare-éclats et protection des yeux) permet d'atténuer les effets des débris projetés et les effets thermiques de la boule de feu. La tenue et les gants que porte actuellement chaque membre d'équipage d'un véhicule blindé de combat

assurent une certaine protection contre les flammes et l'éclair, comme tout vêtement. La difficulté est de se protéger adéquatement contre la surpression. Les travaux de R et D se font dans ce domaine et les recherches initiales portent sur une meilleure compréhension des effets sur le corps. Ces travaux sont une première étape vers la mise au point de mesures ou d'équipement de protection.

Les travaux effectués aux Centres de recherches pour la défense Valcartier et Suffield sur le souffle produit par des mines ont montré que la meilleure façon de protéger les occupants de fortifications de campagne contre les armes à effet de souffle est d'empêcher l'onde de souffle de pénétrer dans les structures. Il faut couvrir les ouvertures d'observation avec des matériaux qui n'éclateront pas et ne se transformeront pas en projectiles dangereux. Il faut aussi installer des écrans pour faire exploser les armes à distance. Avant d'employer un bâtiment pour la défense, il faut tenir compte de sa construction (cela n'est pas nouveau dans le contexte des combats en zone bâtie). Les bâtiments en maçonnerie ou en briques avec planchers et toits de béton risquent de s'effondrer si les murs sont détruits ou endommagés par une arme à effet de souffle. À l'opposé, la plupart des constructions modernes à grande hauteur, avec murs rideaux, resteront debout, mais les murs n'offrent qu'une faible protection.

Les tranchées sont conçues pour protéger les soldats contre les éclats et le souffle des armes classiques. Face aux armes à effet de souffle, la protection qu'offrent les tranchées est réduite, mais pas annulée. Les abris peuvent être protégés jusqu'à un certain point en suspendant un lourd rideau devant l'ouverture. Malgré la perte d'efficacité des tranchées face aux armes à effet de souffle, elles protègent encore des débris et des effets des systèmes d'armes classiques qui demeurent la plus grande menace.

PLAN DE CAMPAGNE

Jusqu'à maintenant, cet article s'est attardé sur la menace et sur les contre-mesures actuelles. Pour

coordonner les travaux visant à améliorer nos contre-mesures, l'Armée a élaboré un plan de campagne. Des cheminements critiques ont été définis, avec des objectifs et des critères précis pour garantir le succès. Ce plan est en cours de révision, mais ses grandes lignes demeurent valables. Pour l'Armée, l'objectif principal, en matière d'armes à effet de souffle, est de pouvoir protéger les soldats contre les effets de ces armes. Cela a déterminé l'orientation principale du plan de campagne : les volets défensifs allant de la protection individuelle aux contre-mesures médicales en passant par les fortifications de campagne. Ces cheminements sont élaborés pour permettre à l'Armée de franchir des étapes clés en vue d'atteindre son objectif principal. Ces cheminements comprennent la formation, le renseignement, la doctrine, la tactique, la R et D, l'acquisition de systèmes d'arme et les relations publiques.

Nos soldats ont une bonne formation, ce qui contribue à un des meilleurs outils de défense contre cette nouvelle menace : donner à nos soldats les renseignements qu'il leur faut pour faire face aux armes à effet de souffle. Le savoir chasse la peur et permettra à nos soldats de mieux utiliser les outils qui leur seront donnés. Des questions de moral pouvant toucher les soldats faisant face à des morts et à des blessés qui ont été atteints par des armes à effet de souffle. Même si de nombreux facteurs influent sur le moral, seul le savoir permet de soutenir le moral de nos soldats et il leur fournit la meilleure protection possible; il faut également un bon matériel et la certitude que le système de santé peut les aider.

Comme indiqué précédemment, un service de renseignement efficace est un élément clé d'une bonne protection contre les armes à effet de souffle. Cela n'est pas nouveau et l'Histoire regorge de situations illustrant l'importance de renseignements fiables aussi bien que de cas montrant les conséquences de l'absence de renseignements ou de l'ignorance de renseignements fournis. Le renseignement permet au commandant de décider des modifications à apporter aux opérations ou aux mesures de

protection pour contrer la menace et il permet aussi aux ressources nationales de développer des contre-mesures valables.

Apparemment, une des contre-mesures les plus simples pourrait relever de la doctrine. L'Armée pourrait en effet modifier quelque peu la façon dont elle mène ses opérations. Ce changement est actuellement en cours; de récents jeux de guerre ainsi que des recherches opérationnelles ont d'ailleurs porté sur les différents modes de déploiement et d'action face à des armes à effet de souffle. Il n'y a pas encore de résultats concluants, mais la Direction de la doctrine de l'Armée de terre veille à intégrer à ses travaux la menace ainsi que les contre-mesures connues.

En matière de contre-mesures, les travaux de R et D sont variés et portent sur la protection individuelle et celle des véhicules ainsi que sur les fortifications de campagne. Il s'agit d'un processus lent mais nécessaire car il faut développer des contre-mesures efficaces sans perdre de temps ni gaspiller de ressources.

L'Armée n'a pris aucune décision quant à l'acquisition d'armes à effet de souffle; cela ne fait pas partie des grandes priorités du plan de campagne ni, d'ailleurs, du personnel d'approvisionnement qui doit gérer les importants projets en cours. Aucune lacune en matière de capacité, première étape de tout processus d'acquisition, n'a été définie; la nécessité d'acheter des armes à effet de souffle n'est donc pas établie.

Enfin, un des cheminements critiques du plan de campagne concerne les affaires publiques. Ce cheminement comporte deux volets : communications internes et communications externes. À l'interne, nous devons informer nos soldats sur la menace et sur nos activités. *Le Bulletin* et ce guide s'intègrent aux communications internes, mais ne constituent qu'un point de départ. À l'externe, l'Armée doit être en mesure d'expliquer la menace que posent les armes à effet de souffle et d'exposer les mesures prises pour protéger nos soldats et nos activités.

RÉSUMÉ

Même si les armes à effet de souffle présentent une menace accrue pour les troupes canadiennes, leurs effets sont connus. L'Armée étudiera sa doctrine, ses tactiques et son matériel pour s'assurer que tous ses éléments sont en mesure de faire face aux armes

à effet de souffle. Ce guide avait pour but de sensibiliser davantage l'Armée à la menace posée par les armes à effet de souffle. Les recherches sur les contre-mesures adaptées aux armes à effet de souffle et sur les effets de ces armes se poursuivent et les résultats seront intégrés à notre doctrine et à notre matériel dès qu'ils seront connus.

Rédigé par le lieutenant-colonel A.F. Markewicz (DDAT 8 Protection) en collaboration avec des experts techniques du Quartier général de la Défense nationale et d'autres organismes.



NOTES

Autres sources d'information :

• Grau, Lester W. et Timothy Smith, « A 'Crushing' Victory: Fuel-Air Explosives and Grozny 2000 ». Fort Leavenworth, KS: Foreign Military Studies Office, 16-09-2000. Article militaire américain sur l'utilisation des munitions FAE à Grozny, paru pour la première fois dans le numéro du mois d'août 2000 (Vol. 84, N° 8) du *Marine Corps Gazette*, pages 30-33.

• Leaf, Tim. « Thermobaric Weapons: A Weapon of Choice for Urban Warfare ». Marine Corps Activity Note (MCIA 1142-001-99), août 1999.

1. Centre des leçons retenues de l'Armée, « La menace posée par les armes à effet de souffle », *Le Bulletin*, Vol. 7, N° 3 (janvier 2001).



Un portrait de l'attaque sur le château de Badajoz le 6 avril 1812. Badajoz était une des deux villes-forteresse situées sur les routes principales entre le Portugal et l'Espagne. Les Britanniques devaient conquérir les deux villes pour faire des progrès dans la péninsule. La Ciudad Rodrigo fut vaincue plutôt rapidement, alors que Badajoz fut le lieu de combats épiques, de trois sièges et d'une attaque cauchemardesque. L'Armée des alliés qui attaqua Badajoz comprenait des unités britanniques, allemandes et portugaises et un officier canadien. Parmi les quelques Royal Engineers se trouvait le lieutenant Edward de Salaberry, frère de Charles de Salaberry, mieux connu pour sa victoire à Châteauguay pendant la guerre de 1812. Edward était à la tête de ceux qui firent une charge désespérée dans une des trois brèches faites dans le mur de la forteresse. Il ne se rendit pas de l'autre côté et l'on retrouva son corps tordu le lendemain. Près de lui se trouvait un autre officier tué, le lieutenant Francis Simcoe du 3e Bataillon, 27th Foot. Il était l'aîné de John Graves Simcoe, premier lieutenant-gouverneur au Haut Canada, et avait vécu plusieurs années au Canada.

Contre-frappe de Manstein, 1943

par le major S. Kooistra

INTRODUCTION

De nos jours, notre ennemi le plus imposant est la force générique ennemie (Forgen) dont nous combattons les formations dans les exercices des collègues d'état-major, et notre point de mire professionnel tend vers les développements à venir, comme les nouvelles armes, les nouveaux véhicules de combat, les scénarios de futurs conflits non étatiques, etc. L'étude de l'histoire militaire est souvent négligée, et les leçons et réflexions du passé, oubliées, dans notre course à la prédiction et à la préparation de l'avenir. Ma contribution au débat sur notre avenir est l'analyse suivante d'une opération largement méconnue de la Deuxième Guerre mondiale qui s'est déroulée sur le Front oriental, entre la chute de Stalingrad (hiver 1942/1943) et le début de l'offensive de Koursk (été 1943). Cette opération est souvent désignée par « contre-frappe de Manstein », menée contre les écrasantes forces soviétiques en février 1943. Elle illustre bien les aspects fondamentaux de la guerre de manœuvre, en particulier le commandement de mission et la manière dont la puissance de combat décisive peut être générée à un moment et un endroit donnés pour faire de la défaite, une victoire. Au chapitre de notre avenir, la campagne apporte des leçons utiles aux futurs commandants de collègue d'état-major qui combattent

la Forgen. Pour ce qui est des futuristes, ils prouvent encore une fois que l'efficacité de la force militaire est fonction de son commandement et de son emploi – quelles que soient les conditions technologiques et environnementales.

LA CAMPAGNE

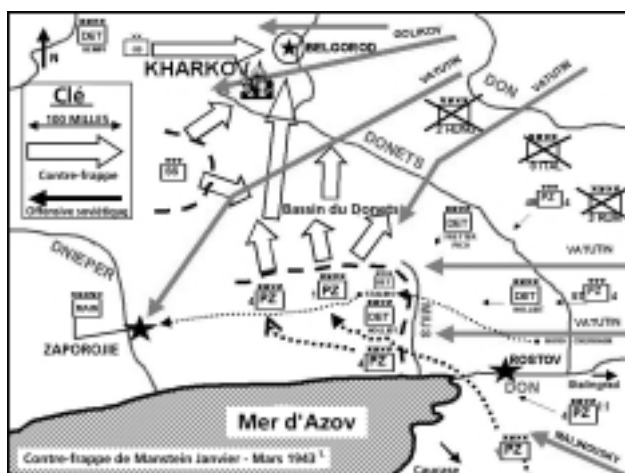
La destruction de la Sixième armée à Stalingrad, à la fin de janvier 1943, laisse le front allemand dans une situation très précaire. Pour exploiter leur réussite, les Soviétiques commencent les opérations offensives à la mi-janvier afin d'arriver à l'écroulement total du front sud allemand. L'écrasant avantage numérique et positionnel des Soviétiques aurait dû leur garantir la victoire. Manstein, toutefois, anéantit le massif assaut soviétique en corrigeant ses forces de manière à établir les conditions propres à une attaque de flanc décisive. Malgré des pertes très lourdes de part et d'autre, la campagne est un brillant exemple des compétences opérationnelles de Manstein, qui parvient à éviter la destruction catastrophique du front sud allemand.

La situation est critique dans la portion sud du front allemand, après l'isolation de la Sixième armée à Stalingrad. Manstein échoue dans sa tentative de jonction avec la Sixième armée à la fin de décembre 1942, et

la pression sur les Allemands augmente lorsque les forces soviétiques qui cernent Stalingrad sont déplacées pour aller attaquer vers l'ouest. Les soldats se battent dans un froid intense. Kurt Meyer, qui est auprès du corps de Panzers allemand, plus précisément à la division Leibstandarte, décrit le froid avec éloquence :

Mes hommes portent quatre ou cinq couches de sous-vêtements et gèlent encore. Nous déféquons dans nos vêtements sans malaise parce que tout gèle. Des chevaux de transport, il ne reste que les femelles. Les mâles sont morts lorsque leur urine a gelé avant de quitter leur corps¹.

À la mi-janvier 1943, les Soviétiques détruisent les armées hongroises, italiennes et roumaines et ont créé un couloir de 200 milles dans le front allemand². Des éléments faibles de la Quatrième armée allemande et des unités d'urgence se battent pour ralentir l'assaut de l'armée soviétique. Les forces soviétiques sont en position idéale pour s'emparer de Rostov, 185 milles plus loin, et couper le Groupe d'armées A à 400 milles au sud, dans le Caucase, et la Quatrième armée allemande de Manstein, à 250 milles vers l'est, près de Stalingrad³. Avec le désordre qui règne sur le front de l'armée allemande, le général Vatutin, commandant du front sud-ouest, propose au STAVKA⁴ un plan visant à détruire la portion sud de l'armée allemande. Le STAVKA approuve l'attaque sur trois fronts, dont le nom de code est l'opération GALLOP, le 20 janvier, le départ étant prévu pour le 29 janvier. Entre-temps, Vatutin a pour directive de maintenir la pression contre les Allemands. L'intention de l'opération GALLOP est de couper et détruire le Groupe d'armées de Manstein dans la région de Donbass et le Groupe d'armées A dans la région du Caucase et ce, en sept jours⁵. Le front de Voronezh, commandé par le général Golikov, attaquera au nord, s'assurant ainsi des régions de Koursk et Kharkov, pendant que le front sud-ouest de Vatutin s'assurera de la région de Donbass. Le front sud appuiera ces attaques en coupant et en isolant le Groupe d'armées A au Caucase. Avec les forces ennemies de quatre à cinq fois plus nombreuses et la dislocation des forces allemandes, la situation est critique⁶.



Malgré l'immense danger qui guète ses forces, Manstein met en marche une série d'opérations visant à contrer l'attaque soviétique et à restaurer le front en se désengageant et en orientant la pénétration soviétique jusqu'au dépassement de la progression. Il planifie ensuite le lancement d'une contre-attaque contre les flancs soviétiques faibles⁷. Manstein a besoin de temps et de liberté opérationnelle pour conduire son opération. Ainsi, des combats désespérés sont menés pour empêcher l'isolation du Groupe d'armées A et gagner et obtenir des renforts, notamment, la Première armée allemande du Groupe d'armées A. C'est la course contre la montre. Vers le nord, le corps de Panzers allemand se déplace vers Kharkov pour s'en assurer. Toutefois, l'écrasante supériorité des forces soviétiques, combinée à son avantage au chapitre de la position, finissent par repousser les Allemands.

Manstein retire ses forces derrière la rivière Mius après que la Première armée allemande soit parvenue à franchir le couloir de Rostov⁸. Il accepte le risque d'affaiblir la ligne de la rivière Mius en désengageant la Quatrième armée pour la placer sur le flanc gauche de la Première armée. La progression soviétique se poursuit contre Zaporojie. Dans le nord, Golikov reprend Kharkov, la quatrième plus grosse ville de Russie. Contrairement aux ordres, les allemands se dégagent de Kharkov et se regroupent vers le sud-ouest⁹. Le 20 février, avec les unités de tête soviétiques qui se referment sur Zaporojie, Manstein lance sa contre-frappe avec les Première et Quatrième

armées depuis le sud¹⁰. Deux jours plus tard, le corps de Panzers allemand (désormais en sous-ordre de Manstein) est engagé dans la contre-frappe.

L'effet de surprise sur les Soviétiques est total. Le corps de Panzers allemand et la Quatrième armée font jonction et poursuivent leur avance, pour finalement reprendre Kharkov. La division Gross Deutschland du détachement de l'armée Kempf se déplace rapidement à l'appui de l'opération et prend Belgorod. Au même moment, Kharkov est repris le 14 mars¹¹. L'état final de mars 1943 est la restauration du front allemand le long de la rivière Donets, en ligne avec la rivière Mius, créant la saillie de Kursk. Le dégel du printemps empêchera toute autre attaque; les deux armées profitent de ce moment pour se consolider.

Les deux côtés subissent des pertes désastreuses. Les armées roumaines, hongroises et italiennes sont anéanties, en plus de 68 divisions allemandes, dont celles qui ont été perdues à Stalingrad. Les Soviétiques affirment avoir mis hors de combat plus d'un million de soldats, alors que les Allemands estiment les effectifs du front oriental à près de 470 000 hommes¹². Les pertes soviétiques sont tout aussi énormes. Bien que les chiffres précis soient incertains, pendant les premiers jours de la contre-frappe, 615 chars soviétiques sont détruits et 1 000 canons, capturés. Les Soviétiques comptent 23 000 morts au champ de bataille et seulement 9 000 prisonniers sont pris, mais les rudes conditions hivernales permettent à bon nombre d'entre eux de s'échapper

par les ouvertures entre les positions allemandes¹³. En raison de ces pertes et du dégel printanier, aucun grand combat n'aura lieu avant juin 1943, lorsque les Allemands lancent l'opération CITADEL dans le but de détruire la saillie de Kursk formée par l'état final de la contre-frappe de Manstein.

ANALYSE – PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA GUERRE DE MANŒUVRE ILLUSTRÉS

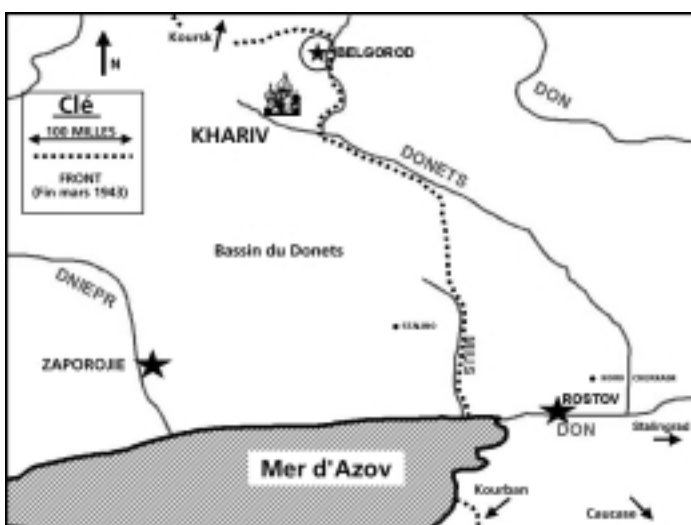
Les pertes de part et d'autre semblent être inhérentes à la simple attrition de la guerre, mais la réussite de Manstein et l'échec des Soviétiques donnent lieu à l'illustration des principes fondamentaux de la guerre de manœuvre qui suivent :

- Accent sur l'ennemi
- Ordres axés sur la mission
- Exploitation des occasions tactiques
- Évitement des forces ennemies; attaque de leurs faiblesses
- Accent sur l'effort principal
- Audace et détermination
- Agilité – agir plus rapidement que l'ennemi ne peut réagir
- Évitement des règles et modèles établis
- Commandement depuis une position permettant d'influer sur l'effort principal
- Appui de la manœuvre par la puissance de feu¹⁴

Ces principes fondamentaux interreliés permettent de démontrer efficacement la maîtrise que possédait Manstein de l'art opérationnel et son approche manœuvrière.

ACCENT SUR L'ENNEMI

Manstein met l'accent sur l'ennemi, tant au plan psychologique que physique. Il sait où les Soviétiques se dirigent et connaît leur intention de couper les armées allemandes au sud. Hitler, qui exige que Manstein ne perde pas de terrain aux mains des Soviétiques, s'oppose à tout mouvement de repli. Conscient que la survie de deux groupes d'armées dépend de leur désengagement, Manstein demande un entretien avec Hitler; la rencontre a lieu le 6 février¹⁵. Manstein en sort gagnant et obtient la permission dont il a besoin. Plutôt que de se battre pour conserver du terrain, il arrive à désengager et à placer ses forces en vue de sa contre-frappe sur les flancs soviétiques affaiblis. Cette tactique comporte d'importantes ramifications psychologiques. Les Soviétiques sont considérés comme étant guidés par la mentalité de groupe; devant l'effet de surprise et les



circonstances imprévues, ils cèdent à la panique¹⁶. La combinaison des aspects physiques et psychologiques ainsi que l'évitement des combats pour le terrain sont des facteurs essentiels à la réussite de Manstein.

Les Soviétiques, par contre, sont axés sur le terrain, comme objectifs, ce qui finit par créer un dangereux vide entre les fronts de Golikov et de Vatutin. Golikov attaque en direction de l'ouest, vers Kharkov, ville importante au plan politique, à titre de quatrième plus grosse de la Russie. Vatutin attaque vers le sud-ouest dans le but de pénétrer loin dans la zone arrière des forces allemandes pour les couper dans la région de Zaporojie. L'élan soviétique est donc partagé. L'accent sur le terrain est un important facteur de l'échec de l'offensive soviétique lorsque Manstein, plus tard, exploitera cet espace entre les deux fronts soviétiques.

ORDRES AXÉS SUR LA MISSION ET EXPLOITATION DES OCCASIONS TACTIQUES

Les Allemands sont passés maîtres dans l'art du commandement de mission. Dans le climat de confusion et de crise de l'offensive soviétique, le commandement par les ordres aurait été désastreux¹⁷. La capacité des commandants subalternes à agir selon leur jugement pour exploiter les occasions tactiques est un facteur critique de la réussite des Allemands. D'abord, Manstein parvient à obtenir une liberté d'action plutôt rare à son niveau¹⁸. Comme il a été mentionné plus haut, il affrontera Hitler afin de pouvoir agir à sa guise et saura obtenir plus de liberté d'action en employant la technique suivante :

L'un des aspects mentionnés antérieurement et qui représentait un obstacle plus grand encore était la lenteur à agir de Hitler lorsque des décisions urgentes étaient nécessaires. Nous ne pouvions, après tout, l'obliger à donner un ordre. Dans de tels cas, la seule option possible était d'affirmer qu'à défaut d'une directive pour un moment ou un jour déterminé, nous agirions à notre discrétion¹⁹.

De cette manière, Manstein a « toujours réussi à obtenir les mesures nécessaires malgré l'interférence ou la lenteur à réagir de Hitler »²⁰.

Par ailleurs, Manstein donne aussi à ses commandants leur liberté d'action. Les commandants reçoivent des tâches et les raisons de les accomplir²¹. Manstein écrit les raisons de sa réussite malgré une série de crises :

Les états-majors de l'armée et du Groupe d'armées ont fermement adhéré à des principes de leadership bien établis auprès des Allemands :

- (I) Toujours mener les opérations avec souplesse et initiative;
- (II) Accorder toute l'importance possible à l'initiative et à l'autonomie des commandants à tous les niveaux²².

Le chef d'état-major de la Quatrième armée, le général von Mellenthin, réitère ces propos lorsqu'il écrit sur les actions de la Quatrième armée en février et mars :

Les commandants de haut niveau n'ont pas limité les mouvements des formations blindées, mais leur ont plutôt confié des tâches longue portée²³.

Ces opérations ont montré encore une fois ce dont les troupes allemandes étaient capables sous la direction d'experts les menant d'après des principes tactiques acceptés, plutôt que de se nuire en « tenant à tout prix », comme le voulait la devise²⁴.

La liberté d'action associée au commandement de mission permet aux commandants subalternes d'accomplir leurs tâches selon leur bon jugement, dans une situation hautement fluide et dynamique.

Manstein, toutefois, conserve le contrôle de ses forces au moment nécessaire. Le moment où il intervient dans les opérations de ses forces est très intéressant :

En ce qui concerne mon propre quartier général, il me semble indiqué d'affirmer que nous ne

sommes intervenus dans les opérations de nos armées qu'aux moments où cela était très impératif [...] Par contre, nous nous sommes abstenus par principe de prodiguer des conseils officieux, qui tuent toute initiative et dissimulent la responsabilité²⁵.

L'un des exemples de cette intervention peut aussi être associé à l'accent sur l'ennemi, plutôt que sur le terrain, qu'applique Manstein pendant la reprise de Kharkov :

Le corps de Panzers allemand, souhaitant déposer aux pieds de son Führer, la ville reprise, en symbole de victoire, voulait prendre le chemin le plus court pour y arriver; le Groupe d'armées a dû intervenir avec vigueur à plus d'une occasion pour faire en sorte que le corps ne lance un assaut frontal sur Kharkov et demeure cloué à cet endroit pendant que les éléments ennemis qui poursuivaient les combats vers l'ouest de la ville arrivaient à s'échapper. En bout de ligne, il a été possible de faire contourner le corps de Panzers par l'est. La ville est tombée sans difficulté, et nous avons réussi à couper la retraite d'un nombre considérable d'ennemis par la Donets²⁶.

Par contre, le contrôle des forces soviétiques est dirigé par le STAVKA. Ce dernier produit des ordres d'après son interprétation de la situation puis, les transmet aux commandants sur le front, qui les communiquent à leurs formations²⁷:

La rigidité de la méthode russe s'est révélée être un grave défaut [...] toute attaque russe était planifiée au niveau de l'armée, et l'articulation préliminaire suivait un processus lent. Chaque unité recevait un objectif précis et ne possédait aucune discrétion quant à la déviation possible de cet objectif²⁸.

Chaque commandant, jusqu'au niveau de la compagnie, avait son commissaire à ses côtés. « Pourquoi avez-vous interrompu votre attaque? Reprenez votre attaque immédiatement ou vous

serez exécuté. » C'était là le type de message intercepté pendant l'offensive russe²⁹.

Les commandants au niveau de l'Armée de terre avaient ordre de poursuivre leur avance plutôt que de s'occuper de la menace sur leurs flancs³⁰. La méthode du commandement par les ordres s'est révélée désastreuse.

ACCENT SUR L'EFFORT PRINCIPAL

L'effort principal, d'après notre doctrine, est l'activité que le commandant juge essentielle à la réussite de sa mission à ce moment³¹. Dans le but d'harmoniser les efforts de son commandement, Manstein a pour premier effort principal de « gagner du temps » afin de maintenir ouvert le couloir de Rostov³². Une fois que Manstein a désengagé ses forces vers la rivière Mius, l'effort principal suivant consiste à concentrer la puissance de combat maximale en vue de sa contre-frappe³³.

On pourrait soutenir que l'effort principal des Soviétiques est la destruction du front sud allemand, mais la poussée partagée sur Kharkov et Zaporojie, en plus des nombreux autres axes de poussée le long du vaste front, prouvent que le STAVKA n'a pas uni les efforts soviétiques en élaborant et en soutenant un effort principal :

Pendant l'offensive hivernale, les Soviétiques ont cherché à atteindre un trop grand nombre de nou-

veaux objectifs stratégiques (et opérationnels) [...] les Soviétiques n'avaient pas pleinement compris la mince distinction entre l'art du possible et la témérité³⁴.

Cette absence de point de mire reflète très bien le principe fondamental suivant, qui explique que les Soviétiques n'ont pas su utiliser à leur avantage leur supériorité numérique.

ÉVITEMENT DES FORCES ENNEMIES, ATTAQUE DE LEURS FAIBLESSES

Les Soviétiques, qui placent l'accent sur le terrain, ne tiennent pas compte de la faiblesse des Allemands – l'infériorité numérique. Les Soviétiques progressent vers Zaporojie en suivant la voie de la moindre résistance. Ils finissent par dépasser leurs propres moyens, et n'arrivent plus à assurer leur soutien; ils sont finalement détruits³⁵. Les Soviétiques ne tiennent pas compte de la menace sur leurs flancs, même lorsque les forces de Vatutin poussent contre le corps de Panzers allemand au nord. Plutôt que de fixer et de frapper cette force, ils dévient de leur cap et poursuivent l'avance plus au sud³⁶. La faiblesse clé des Allemands est leur infériorité numérique, et l'échec des Soviétiques est leur incapacité à attaquer des concentrations allemandes plus faibles³⁷. Par contre, Manstein évite la confrontation de front et se sert de la manœuvre retardatrice et de la défense pour provoquer de l'attrition, orienter et fixer la forte poussée soviétique, ce qui lui permet de concentrer ses forces blindées sur les flancs soviétiques plus faibles.

AUDACE ET DÉTERMINATION

La ligne qui sépare le risque de la témérité est très mince. L'audacieux plan de Manstein est essentiellement une série de risques calculés basés sur son jugement des intentions ennemies. Comme Manstein l'écrit :

Dans la guerre, toutefois, ce sont bien souvent les choses simples qui sont le plus difficiles à accomplir; les véritables embûches sont dans les décisions qu'il faut prendre et dans leur fidèle exécution³⁸.

Personne ne peut prouver à l'avance le déroulement d'une situation, mais le seul commandant militaire efficace est celui qui sait penser en fonction de l'avenir. Il doit être en mesure de voir à travers le voile qui enveloppe toujours les actions futures de l'ennemi, au moins dans la mesure où il peut juger des possibilités qui lui sont offertes, ainsi qu'à l'ennemi³⁹.

Il accepte le risque sur son flanc nord tout en conservant ouvert le couloir de Rostov. Lorsqu'il se désengage vers la ligne Mius et plus tard, déplace la Quatrième armée en vue de sa contre-frappe, il accepte le risque d'affaiblir sa ligne Mius afin de posséder une puissance de combat suffisante pour son attaque. À son niveau de commandement, il n'existe pas de preuve « d'ordre et de contrordre ». Il aurait pu intervenir ou interférer dans plusieurs crises. Par exemple, sur sa ligne Mius affaiblie, un corps de chars soviétiques fait une percée, et les forces allemandes sur place arrivent à bloquer l'attaque⁴⁰. À son niveau de commandement, Manstein ne réagit pas simplement à chaque situation qui survient. Les décisions sont prises, et il permet à ses commandants d'accomplir leur travail.

Les Soviétiques, par contre, omettent de traduire leur ambitieux plan en actions audacieuses et déterminées. Leur assaut est téméraire et mal conçu; ils ne tiennent pas compte des actions des Allemands et se concentrent sur les objectifs sur le terrain. Les commandants soviétiques ne profitent pas des nombreuses occasions qui leur sont présentées en raison de leur environnement de commandement par les ordres. Par exemple, ils n'arrivent pas à exploiter la chute des armées alliées en refermant rapidement le couloir de Rostov au début de leur offensive, afin de piéger la majorité des forces allemandes dans le sud. Leurs flancs auraient été exposés pendant cette opération, mais l'état des forces allemandes ne leur aurait certainement pas permis de se préparer à composer avec une crise de la sorte⁴¹. La lourde et téméraire avance des Soviétiques ne permet pas de parvenir à la conclusion





rapide et réussie de leur campagne; elle crée plutôt les conditions de leur propre défaite.

AGILITÉ – AGIR PLUS RAPIDEMENT QUE L'ENNEMI NE PEUT RÉAGIR

L'agilité est la vitesse avec laquelle les forces peuvent être réunies et engagées dans des endroits décisifs contre un ennemi plus faible. Comme le précise Manstein :

Le facteur qui demeure décisif dans tout changement touchant les forces est celui des deux opposants qui arrive à mener le jeu - en autres mots, celui qui a l'occasion, grâce à ses propres actions opportunes, de saisir l'initiative à l'endroit crucial pour ensuite dicter ses propres conditions à l'ennemi plus lent, même si ce dernier est le plus fort au plan collectif⁴².

À l'exception de Stalingrad, le commandement soviétique n'a jamais réussi à coordonner la force et la rapidité au moment de frapper un endroit décisif⁴³.

L'agilité des Allemands et le rythme de leurs attaques, toutefois, rendent souvent les décisions des Soviétiques non pertinentes. La méthode soviétique de contrôle par les ordres se traduit par une capacité réduite de réagir aux actions des

Allemands. Même pendant la contre-frappe allemande, Vatutin et le STAVKA sont convaincus que les Allemands se désengagent toujours au-delà de la rivière Dniepr et transmettent des ordres en conséquence⁴⁴. Lorsque la jonction est effectuée avec le corps de Panzers allemand le 24 février, les forces allemandes exploitent rapidement la situation en se déplaçant vers le nord. Vatutin accepte enfin la situation le 25 février, avec un rapport au STAVKA, et il ordonne à ses unités de se défendre⁴⁵. Pourtant, il est déjà trop tard. Manstein possède l'initiative, et les unités soviétiques attendent des ordres qui ne s'appliquent que très peu à la situation d'alors.

ÉVITEMENT DES RÈGLES ET MODÈLES ÉTABLIS

La réussite des Soviétiques à Stalingrad, combinée au retrait inhabituel des forces allemandes, porte le STAVKA à croire que les Allemands se replient au-delà la rivière Dniepr :

Si l'Armée Rouge pouvait maintenir la pression jusqu'au dégel (d'après les calculs du STAVKA), pendant cette accalmie, les Allemands redresseraient leur ligne selon les préceptes de la prudence militaire et les nombreux saillants soviétiques gagnés pendant les dernières semaines se combindraient en un spectaculaire gain en terrain. Le calme remarquable

de Manstein, lorsqu'il dégarnit son front bien au-delà de la limite de danger acceptée, afin de protéger les blindés qui lui restent, est un geste que personne n'a prévu⁴⁶.

COMMANDEMENT DEPUIS LE FRONT

L'emplacement du commandant n'est pertinent que si l'on agit en fonction des autres principes fondamentaux de la guerre de manœuvre. Le principe du commandement depuis le front est modifié par l'énoncé suivant : « les commandants se placent là où ils peuvent influencer l'effort principal »⁴⁷. Manstein y parvient en déplaçant son quartier général de Novo Cherkask à Stalino et enfin, à Zaporojie, en précisant que son déplacement vers ce dernier quartier général est justifié par son désir de posséder « le meilleur contrôle possible des combats dans un endroit qui deviendra décisif sous peu »⁴⁸. Par contre, l'emplacement du commandant soviétique n'a aucune pertinence lors des opérations guidées sur le commandement par les ordres. Malgré la menace évidente de leur flanc, les commandants soviétiques reçoivent l'ordre de poursuivre leur avance⁴⁹. À la limite, l'emplacement du quartier général n'est utile que si le commandant peut exercer son influence et utiliser son initiative. Sans cette liberté, comme le prouve l'exemple soviétique, le quartier général n'est plus qu'un bureau de poste.

CONCLUSION

La contre-frappe de Manstein, contre des forces largement supérieures, prouve par l'illustration des principes fondamentaux de la guerre de manœuvre, sa maîtrise du niveau opérationnel de la guerre. Dans une situation désespérée et malgré de très lourdes pertes, il a réussi à contrecarrer la défaite. Avec la liberté d'action qu'accorde rarement le haut commandement allemand, Manstein a su corriger ses forces pour en faire une défense solide, orienter la pénétration soviétique et lancer une attaque écrasante dans le but de restaurer la ligne de front dans la partie sud. Comme le précise Liddell Hart :

Cette contre-frappe est la performance opérationnelle la plus brillante de la carrière de Manstein, et l'une des plus habiles de l'histoire militaire. Les détails qu'il a fournis sur cette opération seront sans doute analysés, à des fins d'instructions, tant que se poursuivront les études du domaine militaire.

Ainsi, il est particulièrement intéressant de considérer cette opération en fonction des six fonctions de combat, surtout le maintien en puissance et les opérations d'information.

La capacité de Manstein de générer une puissance de combat décisive au bon moment et au bon endroit, contre un point faible critique de l'ennemi (au plan physique tant que psychologique), pour réduire à néant son moral et sa cohésion, est l'essence de la guerre de manœuvre. Les leçons et exemples tirés de cette campagne démontrent clairement la valeur de l'approche manœuvrière de la guerre et le fait que l'élément essentiel de la victoire est la façon dont la force est commandée. Pour

les technologistes et les futuristes, il s'agit d'une leçon qui mérite d'être notée et rappelée.



À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le major Steve Kooistra est un officier d'infanterie dans le Royal Canadian Regiment. Il a reçu son diplôme en Études militaires et stratégiques du Royal Roads Military College. Ses années de service comprennent divers postes avec le 2^e Bataillon, The Royal Canadian Regiment, la formation de base de l'officier, l'École de leadership des Forces canadiennes, l'École d'infanterie et le quartier général du Centre d'instruction au combat. Le major Kooistra est diplômé du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne et sert actuellement avec le 3^e Bataillon du Royal Canadian Regiment.

NOTES

1. Feld-maréchal Eric von Manstein, *Last Victories* (London : Methuen & Co. Ltd., 1958), p. 298, 391, 430, 434. La carte de la campagne est un croquis simplifié des cartes détaillées de l'autobiographie de Manstein.
2. Tony Foster, *Meeting of Generals* (Toronto : Methuen, 1986), p. 256.
3. R.T. Paget, *Manstein: His Campaigns and his Trial* (London : Collins, 1951), p. 49; von Manstein, p. 369, 379.
4. STAVKA : Commandement suprême soviétique.
5. David M. Glantz, *From the Don to the Dnepr: Soviet Offensive Operations, December 1942 - August 1943* (London : Frank Cass & Co. Ltd., 1990) p. 84.
6. Christian P. Potholm, *Strategy and Conflict: The Search for Historical Malleability* (Washington : University Press of America, 1979), p. 88. D'après les sources allemandes, le ratio est de 8 : 1, alors que les sources soviétiques le placent au départ entre 4 : 1 et 2 : 1. L'analyse de Potholm offre une perspective plus équilibrée de l'ensemble de l'opération et de son importance, d'où l'estimation plus prudente de la force.
7. Von Manstein, p. 372
8. Le reste du Groupe d'armées A se désengage à la tête de pont du Kouban, au sud de la mer d'Azov.
9. Von Manstein, p. 421-423. Le corps allemand fait une percée hors de Kharkov le 15 février et est en sous-ordre du Groupe d'armées B à ce moment. Peu après la percée, il se place en sous-ordre de Manstein, le 19 février.
10. Allen Clark, *Barbarossa: The Russian-German Conflict 1941-1945* (New York: William Morrow & Co., 1965), p. 300-301. Hitler, après la chute de Kharkov, est furieux; le 17 février, il se rend au quartier général de Manstein à Zaporozjje pour exiger la reprise immédiate de cette ville pour ordonner à Manstein d'interrompre toute autre retraite. Après deux jours de discussion, Manstein parvient à convaincre Hitler d'accepter son

plan et obtient la confirmation du commandement sur le corps allemand. Le dernier jour où Hitler est à Zaporozjje, les chars soviétiques sont pratiquement à portée de canon de l'aérodrome et commencent à manquer de carburant.

11. Von Manstein, p. 436.

12. John Erickson, *The Road to Berlin* (Boulder, Colorado : Westview Press, 1983), p. 63.

13. Von Manstein, p. 433 and Erickson, p. 409. Les 615 chars représentent près de l'entière flotte de chars de Vatutin, y compris les réserves qui lui ont été envoyées. Les Allemands estiment les pertes soviétiques, après le 1er février, comme suit :

Détruits : 1 corps de chars, 3 brigades de chars, 2 divisions d'infanterie, 2 brigades d'infanterie.

Écrasés : 3 corps de chars, 10 brigades de chars, 1 division d'infanterie, 4 brigades d'infanterie.

Lourdement endommagés : 2 corps de chars, 6 brigades de chars, 6 divisions d'infanterie, 3 brigades d'infanterie.

14. B-GL-300-002/FP-001 *Doctrine tactique de l'Armée de terre*, Vol. 2 1997-05-06 p. 1-9 à 1-11. Le fondamental « appui à la manœuvre par la puissance de feu » ne s'inscrit pas dans le cadre du présent document et n'est donc pas examiné. Il serait plus utile d'étudier cette campagne d'après les six fonctions de combat – commandement, information, opérations, manœuvre, puissance de feu, soutien et protection.

15. Paget, p. 49

16. Major General F.W. von Mellenthin, *Panzer Battles 1939 - 1945* (London : Cassell & Co. Ltd., 1955), p. 205.

17. Les expressions « commandement de la mission » et « commandement par les ordres » sont utilisées à des fins de simplification. L'expression « maîtres du commandement de la mission » est peut-être fautive. Les Allemands appliquent l'*auftragstaktik* et le *befehlstaktik*, qui ont leur propre connotation et se traduisent librement par « commandement de la mission » et « commandement par les ordres », respectivement. En réalité, Manstein n'emploie aucun de ces termes. Il affirme par contre que « la méthode allemande (de leadership) est enracinée dans le caractère allemand, qui - contrairement à tous les propos insensés sur « l'obéissance aveugle » - est fortement marqué par l'individualité et - peut-être en raison de l'héritage germanique - trouve un certain plaisir dans le risque. » (von Manstein, p. 383). Ainsi, notre compréhension actuelle du commandement de la mission diffère du concept allemand, qui est bien plus qu'un format ou une technique, mais invariablement le résultat de la culture et de l'héritage.

18. Von Mellenthin, p. 204.

19. Von Manstein, p. 383-4.

20. Von Manstein, p. 384.

21. Von Manstein, p. 379. Au sujet des tâches qui lui sont confiées, Manstein écrit : « Au lieu d'agir comme la situation l'exigeait et de modifier radicalement le point d'effort principal vers son aile ouest pour éliminer le danger de coupure, le Groupe d'armées, qui affrontait une crise de plus en plus sérieuse, a été appelé à combattre pour gagner du temps [...] Dans le vaste coude de la Don et devant la Donets, le

détachement de l'armée Hollidt doit retarder la progression de l'ennemi au nord du bas-Don de telle façon qu'il ne puisse couper la Quatrième armée allemande et avec elle le Groupe d'armées, par une rapide poussée sur Rostov depuis l'est. Par ailleurs, il devait empêcher l'ennemi de franchir la ligne de la Donets, Forchstatdt-Kamensk-Voroshilovgrad, lui coupant ainsi l'accès à Rostov depuis le nord. »

22. Von Manstein, p. 382.
23. Von Mellenthin, p. 204.
24. *Ibid.*
25. Von Manstein, p. 383.
26. Von Manstein, p. 436.
27. Glantz, p. 91.
28. Paget, p. 54.
29. Paget, p. 52.
30. Glantz, p. 120.
31. B-GL-300-001/FP-000, *Doctrine opérationnelle de l'Armée de terre canadienne*, Vol. 1 1998-07-01, p. 27. « La désignation de l'effort principal est une méthode claire et simple permettant au commandant de diriger la puissance de combat voulue vers un but déterminé. L'effort principal est l'activité que le commandant considère comme essentielle à la réussite de sa mission à ce moment. En concentrant les efforts pour frapper fort contre l'un des points faibles de l'ennemi, il permet de vaincre un opposant qui pourrait être plus puissant en nombre [...] L'énoncé d'effort principal permet à un commandant subordonné d'axer ses actions en fonction du but du commandant, tout en conservant de la souplesse dans la façon d'atteindre ce but. Il ne s'agit pas d'un point sur la carte. L'effort principal est l'activité par laquelle le commandant souhaite parvenir à une décision. Il devrait s'exprimer en termes de lieu, de temps et de force(s) directement touchés. Aux fins d'explication, la force désignée est considérée comme étant "sur l'effort principal". La désignation de l'effort principal permet aux commandants d'agir de manière décisive, dans les limites des intentions du commandant supérieur, tout en comprenant clairement la priorité d'effort et ce, même en l'absence d'ordres détaillés. »
32. Von Manstein, p. 379.
33. Von Manstein, p. 428.
34. Glantz, p. 368.
35. Glantz, p. 148 and Erickson, p. 53. Le 24 février, bon nombre d'unités soviétiques sont bloquées, faute de carburant. La question du soutien joue un rôle critique dans la défaite des Soviétiques. Ceux-ci ont l'habitude de se rabattre sur leurs propres lignes. Pendant la progression, leurs problèmes de logistique s'aggravent, en l'absence de lignes de communications, surtout de chemins de fer, permettant le soutien de leur offensive.
36. Glantz, p. 97-8.
37. Von Manstein, p. 419.

38. Von Manstein, p. 374.
39. Von Manstein, p. 409.
40. Von Manstein, p. 431.
41. Von Manstein, p. 440-1.
42. Von Manstein, p. 410.
43. Von Manstein, p. 440.
44. Glantz, p. 120-1.
45. Erickson, p. 53.
46. Clark, p. 304.
47. B-GL-300-002/FP-001 *Doctrine tactique de l'Armée de terre*, Vol.2 1997-05-06, p. 1-11.
48. Von Manstein, p. 299, 421.
49. Erickson, p. 50.

BIBLIOGRAPHIE

B-GL-300-001/FP-001 Doctrine de niveau opérationnel de l'Armée de terre, Vol. 1 1998-07-01.

B-GL-300-002/FP-001 Doctrine tactique de l'Armée de terre, Vol. 2 1997-05-16.

Clark, Allen. *Barbarossa: The Russian German Conflict 1941-1945*. New York : William Morrow and Company, 1965.

Erickson, John. *The Road to Berlin*. Boulder, Colorado : Westview Press, 1983.

Foster, Tony. *Meeting of Generals*. Toronto : Methuen, 1986.

Glantz, David M. *From the Don to the Dnepr: Soviet Offensive Operations December 1942 – August 1943*. London : Frank Cass and Company Ltd, 1991.

Paget, R.T. *Manstein: His Campaigns and his Trial*. London : Collins, 1951.

Potholm, Christian P. *Strategy and Conflict: The Search for Historical Malleability*. Washington : University Press of America, 1979.

Von Manstein, Field Marshall Eric. *Lost Victories*. London : Methuen and Co. Ltd, 1958.

Von Mellenthin, Major General F.W. *Panzer Battles 1939 – 1945*. London : Cassell & Company Ltd, 1955.

Le professionnalisme dans le feu de l'action

Mise en application de l'Accord de Medak par le Canada, Croatie 1993

par Lee Windsor

Pour nombre de Canadiens, l'affaire de la Somalie devint, en 1990, le symbole peu enviable de leurs forces armées. L'importante couverture médiatique accordée au meurtre de l'adolescent somalien par des parachutistes canadiens, les efforts de camouflage déployés par les bureaucrates et officiers supérieurs du Quartier général de la Défense nationale et la série de scandales qui s'ensuivit ont ébranlé la confiance de la population en ses institutions militaires. La couverture médiatique négative dont ont fait l'objet les Forces canadiennes, particulièrement au cours de la première moitié des années 1990, a donné à ces dernières une image d'incompétence et de manque de professionnalisme que les nombreuses lettres adressées aux grands journaux du pays ont souligné avec vigueur. Au cours des dernières années, cette image négative a été quelque peu atténuée par les gestes positifs posés par les militaires des Forces canadiennes dans le cadre de missions de protection de la paix en ex-Yougoslavie, en Afrique et au Timor oriental. Il demeure que le spectre de la Somalie hante encore l'esprit de nombreuses personnes, tant civils que militaires.

Le titre fort révélateur du rapport de la Commission d'enquête sur le déploiement des Forces canadiennes en Afrique de l'est, soit *Un héritage déshonoré : Les leçons tirées de l'affaire somalienne*, est probablement en partie responsable de la persistance de l'affaire somalienne dans la mémoire collective canadienne. Ce rapport est l'un des rares récits quasi-intellectuels accessibles au public, portant sur une opération militaire canadienne de la dernière

décennie qui se fonde sur une appréciation complète des sources primaires. Ce rapport constitue essentiellement la première ébauche de l'histoire militaire canadienne depuis la fin de la guerre froide.

Rédigé par une commission formée de deux juristes et d'un journaliste d'expérience, ce rapport prête foi aux perceptions populaires voulant que les Forces canadiennes des années 1990 aient été déficientes et risquaient de s'effondrer. Les commissaires ont déclaré que pendant l'opération « Deliverance » (la mission en Somalie), « les systèmes se sont écroulés et la discipline organisationnelle s'est effondrée » au sein du groupement tactique (GT) du Régiment aéroporté canadien et que « la planification, l'instruction et la préparation générale étaient nettement insuffisantes. Tout ce que nous pouvons espérer, c'est qu'en Somalie, les Forces canadiennes aient atteint le comble de leur infortune. Il semble difficile d'imaginer qu'on puisse tomber plus bas¹. » Le rapport laisse sous-entendre que les militaires canadiens étaient mal entraînés, dirigés par les incompetents, mal équipés, et souvent racistes. En tant que texte historique, *Un héritage déshonoré* a une très grande influence étant donné qu'il jette le blâme de l'affaire somalienne sur l'ensemble des institutions militaires canadiennes alors qu'il se fonde sur une enquête des activités criminelles reconnue comme étant incomplète et sur les tentatives de camouflage relatives à une seule mission d'un seul GT déployé à l'étranger.

En fait, l'opération « Deliverance » n'est qu'une seule mission parmi des douzaines effectuées par les soldats,

marins et aviateurs canadiens au cours de la dernière décennie. Avant d'accepter la condamnation de la Commission du professionnalisme et du leadership des forces armées, et plus particulièrement de l'Armée de terre, il serait bon de jeter un coup d'œil à d'autres activités militaires qui se sont déroulées au cours de la même période. Les Balkans constituent un bon endroit où commencer. En fait, l'expérience canadienne en ex-Yougoslavie est beaucoup plus représentative que le cas plutôt inhabituel de la Somalie.

Depuis 1992, des dizaines de milliers de membres des Forces canadiennes ont travaillé sans relâche, à titre de gardiens de la paix, de négociateurs et très souvent, à titre de combattants pour ramener la paix dans les Balkans. L'analyse initiale d'un certain nombre de missions canadiennes menées dans la région, entre 1992 et 1994, y compris celle de Sarajevo, Srebrenica et Medak, semble contredire les conclusions de la Commission d'enquête sur la Somalie à l'égard du manque de leadership et d'instruction. Les paragraphes qui suivent se veulent une étude plus approfondie des efforts déployés par les Canadiens pour mettre en application l'accord de Medak en 1993. Cette étude a pour but de déterminer si les Forces canadiennes étaient vraiment à leur plus bas au cours de l'année fatidique du scandale de la Somalie.

Au milieu du mois de septembre 1993, les soldats du 2^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (2 PPCLI) de la Force de protection des Nations-Unies (FORPRONU) avançaient dans l'enclave de Medak, au sud de la Croatie, afin de faire respecter le cessez-le feu entre les

troupes de l'armée croate et les forces irrégulières serbes. Deux compagnies mécanisées françaises appuyaient le 2 PPCLI. Passés maîtres dans l'art délicat « du maintien de la paix », les Canadiens se rendirent rapidement compte que leurs compétences en matière de négociation et leur stricte impartialité n'étaient pas exactement ce qu'il fallait, du moins pour le moment. Ils durent plutôt utiliser leurs techniques de combat pour faire face au tir des mitrailleuses, des mortiers et de l'artillerie des unités de l'armée croate qui voulaient empêcher l'avance canadienne. Pour parvenir à accomplir leur mission, les Patricias menacèrent les unités croates d'utiliser une force meurtrière, force qu'ils durent finalement utiliser. Toutefois, le professionnalisme et la discipline des Patricias furent véritablement mis à l'épreuve une fois la fumée dissipée, lorsque les Croates reculèrent et que les Canadiens durent reprendre leur rôle de gardiens impartiaux de la paix dans leurs négociations avec ceux qui, à peine quelques instants auparavant, tiraient en leur direction.

L'action résolue des Canadiens et des Français tomba à point car la réputation des Nations Unies en Croatie était alors à son plus bas à la suite des échecs répétés d'assurer la sécurité des Zones protégées des Nations unies. Le colonel George Oehring, commandant du Secteur sud de la FORPRONU déclara que les Patricias « ont gagné, pour l'ensemble de la mission, une crédibilité et un respect dont se souviendront longtemps les parties opposées et qui faciliteront nos futurs efforts dans la région »². Cette action valut au 2 PPCLI une Citation du Commandant de la FORPRONU de la part du général français Cot, commandant de la Force des Nations Unies, la première du genre. De toute l'histoire de la FORPRONU, seulement trois citations ont été décernées.

Initialement, les Canadiens avaient été déployés dans l'ancienne république de Yougoslavie afin de protéger une trêve fragile et non pour imposer la paix à des factions belliqueuses engagées dans une guerre civile sanglante.

Jusqu'au début des années 1990, la Yougoslavie était une fédération composée de six républiques (Croatie, Serbie, Monténégro, Slovénie, Bosnie-Herzégovine et Macédoine) qui partageaient sensiblement la même langue, la même culture et les mêmes traditions. En dépit de la présence de mouvements ultra-nationalistes au sein de chaque république, la Fédération yougoslave vivait dans une harmonie qui attirait les éloges du monde entier et qui lui valut d'obtenir le privilège d'être l'hôte des Jeux olympiques de 1984.

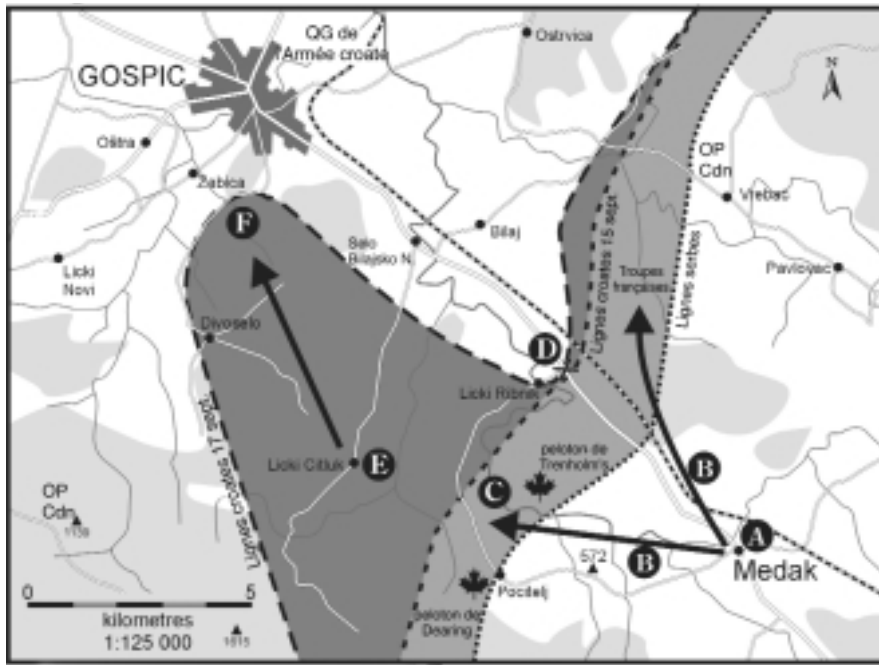
La chute de l'autorité communiste centrale à la fin des années 1980 amena les nationalistes de chaque république en avant sur la scène politique. Slobodan Milosevic en Serbie, et Franjo Tudjmann en Croatie se propulsèrent au pouvoir en détruisant l'identité yougoslave minutieusement construite, en faveur d'une nouvelle nationalité fondée sur la race et la religion. Au cours du processus, la Serbie, la plus puissante des six républiques, essaya de prendre le contrôle de la fédération en déroute. Cette tentative n'eut pas l'heur de plaire aux mouvements nationalistes croissants de Croatie et de Slovénie, d'où les déclarations d'indépendance de 1991, lesquelles furent suivies de près par un mouvement similaire en Bosnie. La Croatie et la Bosnie comptaient au sein de leur population un grand nombre de personnes d'origine serbe hostiles au démantèlement de la fédération. Les Croates et les Bosniaques d'origine serbe mirent sur pied des forces paramilitaires afin de résister à leur nouveau gouvernement respectif, ce qui déclencha deux guerres civiles distinctes.

Au cours des premiers mois des hostilités, l'Armée nationale yougoslave, sur les ordres de Belgrade, intervint ouvertement pour empêcher le démantèlement de la fédération. Auparavant, les interventions de l'Armée nationale yougoslave consistaient surtout à appuyer les milices serbes de la Croatie et de la Bosnie. Miroir de l'ancienne fédération, l'armée régulière souffrait des mêmes problèmes que la fédération elle-même, soit des loyautés divisées. Les officiers et sous/officiers supérieurs qui n'étaient pas d'origine serbe quittèrent l'Armée nationale yougoslave

pour se joindre aux nouvelles armées nationales de leur république respective. Cet exode des non-serbes détruisit la cohésion au sein de l'Armée nationale yougoslave et fit disparaître la seule force militaire professionnelle moderne de Yougoslavie. Ne pouvant plus compter sur son armée pour atteindre ses objectifs et face à une économie sur le point de s'effondrer, la Serbie se désengagea graduellement des conflits qui sévissaient en Croatie et en Bosnie, laissant les minorités serbes se défendre seules contre les armées bosniaques et croates nouvellement créées. Au moment du désengagement de l'Armée nationale yougoslave, les milices serbes obtinrent des armes, des véhicules et même des volontaires tandis que les forces croates et bosniaques reçurent de l'équipement de sources extérieures comme l'Allemagne et les États-Unis. Cependant, l'équipement ne suffit pas à construire une armée. Il faudrait des années avant que les diverses milices et bandes armées puissent s'unir pour former une force militaire professionnelle.

Pendant presque toute la période de 1992 à 1995, les guerres de succession de la Yougoslavie furent menées par des amateurs. Lorsque l'Armée nationale yougoslave se retira de l'équation, elle emporta avec elle les codes de conduite des officiers militaires professionnels modernes. Les milices rivales tiraient à proximité des troupes opposées avec l'intention inavouée de tuer des civils. Le but visé était de créer un schéma de bataille où les pertes militaires seraient rares. Les nouvelles armées savaient tuer, mais elles ne savaient pas comment mener correctement une guerre contre d'autres soldats. Les civils sans défense, c'était autre chose. Ainsi, l'objectif de ces guerres n'était pas de vaincre la puissance de combat de l'adversaire, mais de consolider les nouvelles nations-états ethniques en tuant ou en chassant ceux qui ne faisaient pas l'affaire³.

La FORPRONU se lança dans cette tempête en 1992, d'abord en Croatie, puis plus tard en Bosnie. En Croatie, l'ONU négocia un cessez-le-feu entre le nouveau gouvernement croate de Zagreb et la minorité serbe qui voulait s'affranchir du nouvel État.



- ① 9 sept. – En 24 heures, 525 obus frappent le campement du peloton canadien
- ② 15 sept. – Les troupes canadiennes et françaises démantèlent entre les lignes croates et serbes
- ③ 15-16 sept. – Bataille, de 13 h 30 à 9 h 00
- ④ 16 sept. – Les Croates bloquent l'avance des Canadiens
- ⑤ 16 sept. – Les Canadiens s'avancent dans les villages et trouvent des preuves de nettoyage ethnique
- ⑥ 17 sept. – Les troupes canadiennes et françaises repoussent les Croates

Les opérations dans l'enclave de Medak.

En vertu du chapitre VI de la Charte des Nations Unies⁴, l'accord de paix prévoyait la création d'une zone tampon patrouillée par l'ONU. Les deux parties semblèrent accueillir avec soulagement ce cessez-le-feu alors qu'en fait, elles en profitèrent pour accroître leurs capacités militaires en attendant le moment de la victoire. Tel était le climat dans lequel œuvraient les soldats canadiens membres du Bataillon canadien 1 (CANBAT 1) de la FORPRONU en 1993.

La deuxième rotation du CANBAT 1 fut assumée par le 2^e Battalion du Princess Patricia's Canadian Light Infantry de la Force régulière. Pourtant, parmi les 875 soldats qui formaient le GT, seuls 375 provenaient de cette unité. Quelque 165 soldats provenaient d'autres unités et affectations de la Force régulière. Le reste se composait de 385 réservistes de diverses unités de Milice du Canada qui s'étaient portés volontaires. Comme les postes de soutien et les postes techniques du GT devaient être comblés par des soldats compétents et hautement expérimentés de la Régulière et compte tenu de la pénurie de simples fantassins au sein de l'Armée canadienne, la

majorité de ces réservistes servaient au sein de compagnies d'infanterie. En fait, au cours de cette mission, les réservistes formaient 70 pour cent des effectifs des compagnies d'infanterie. Cela inclut sept des 12 commandants de peloton fournis par les unités de Milice, formés par le programme d'intégration à la Réserve – Officiers (PIRO)⁵.

Pour l'Armée canadienne, faire appel aux renforts de la Force de réserve était chose courante. Pendant des décennies, les effectifs incomplets des bataillons de la Force régulière déployés à Chypre ont été renforcés par des réservistes. En fait, de longs débats au sein de la communauté de la défense canadienne conclurent que le principal rôle des régiments de la Réserve serait justement de fournir, au cours des années 1990, des renforts aux unités de la Force régulière. À la suite de la prolifération des conflits qui suivit la guerre froide, époque qui correspondit à une augmentation du nombre et de l'intensité des missions de maintien de paix et à une réduction des budgets et du personnel de défense, ces renforts étaient particulièrement essentiels. Cela fut particulièrement vrai

en 1993 alors que les ressources de l'armée, laquelle ne portait pas encore le nom de commandement de la Force terrestre, furent exploitées presque au-delà de leurs limites. À cette époque, l'armée fournissait deux GT en ex-Yougoslavie (l'autre en Bosnie), un en Somalie et un certain nombre d'unités, détachements et soldats à une multitude de missions ailleurs dans le monde. Le GT 2 PPCLI déployé en Croatie comprenait la plus grande concentration de réservistes jamais envoyés en mission jusque-là. Quant à la norme de rendement de la Milice sur un théâtre aussi intense et exigeant que la Croatie, celle-ci reste à évaluer.

Le GT du 2 PPCLI passa les trois premiers mois de 1993 à s'entraîner pour son déploiement, d'abord à Winnipeg et plus tard à Fort Ord, en Californie. La majeure partie de ce temps fut consacrée à enseigner aux nombreux réservistes les drills de combat de la section et du peloton jusqu'à ce qu'ils atteignent les normes de la Force régulière. Le peu de temps ne permettait pas l'entraînement au niveau de compagnie et encore moins au niveau de bataillon⁶. Par contre, la connaissance des drills de section et de peloton étaient, en règle générale, la seule exigence à laquelle devaient satisfaire les soldats appelés à doter les postes d'observation dans le cadre d'une tâche de maintien de la paix des Nations Unies. Personne ne pouvait savoir que les pelotons du 2 PPCLI seraient appelés à combattre en tant que bataillon.

Le 2 PPCLI se rendit en Croatie à la fin du mois de mars 1993 pour remplacer le 3 PPCLI dans ce que le commandement de la Force terrestre appelait l'opération « Harmony ». À ce moment-là, le CANBAT 1 de la FORPRONU était responsable d'une Zone protégée des Nations Unies dans le Secteur ouest, au nord-ouest de la Croatie. C'est là que le lieutenant-colonel James Calvin, commandant le GT du 2 PPCLI, et ses troupes acquirent, auprès des parties belligérantes et des autres contingents de l'ONU, leur réputation de justes, mais de durs.

Contrairement à la plupart des unités des autres contingents internationaux, les bataillons canadiens se

déployaient avec leur dotation complète d'armes et d'équipement de guerre. Les compagnies d'infanterie se déplaçaient à bord de transports de troupes blindés (TTB) M-113 configurés selon le modèle de la cavalerie blindée américaine avec une coupole blindée offrant une certaine protection au mitrailleur affecté à la puissante mitrailleuse Browning de calibre 0,50. Les compagnies apportaient aussi leurs mitrailleuses moyennes C-6 et leur lance-roquettes antichars de 84 mm, le Carl Gustav, afin de renforcer les armes des pelotons qui comprenaient les fusils automatiques C-7 et les mitrailleuses légères C-9.

La puissance de feu des compagnies d'infanterie fusiliers était accrue par les armes lourdes de la Compagnie d'Armes d'appui, notamment des mortiers de 81 mm et des engins filoguidés à poursuite optique lancés par tube (TOW) montés dans des tourelles blindées à bord de TTB spécialement construits à cette fin⁷. Le Canada était l'une des premières nations membres des Nations Unies à déployer des casques bleus munis d'un tel arsenal lors du déploiement de l'ONU en Croatie en 1992. Au début, cet étalage de puissance ne fut pas très bien reçu de la part du quartier général de l'ONU à New York, là où prévaut la notion traditionnelle des casques bleus dotés d'armes légères seulement⁸. Toutefois, dès 1993, l'importance de la présence de forces fortement armées au sein de l'ancienne Yougoslavie fut bien comprise, là où l'accord des parties belligérantes n'était pas toujours apparent.

Une fois sur le terrain, le 2 PPCLI acquit sa réputation de dur non seulement en raison de son équipement, mais de sa détermination à l'utiliser, si nécessaire. Peu de temps après son arrivée, le bataillon effectua un important exercice défensif dans le secteur. Cet exercice avait pour but, entre autres, de compléter l'instruction collective du GT et d'améliorer la cohésion de la force, mais également de démontrer aux Croates que toute attaque contre la Zone protégée des Nations Unies dans le Secteur ouest serait repoussée.

Les Patricias firent respecter avec vigueur le règlement interdisant les armes dans son secteur d'opérations,

confisquant des armes de contrebande de tous types au sein des deux factions belligérantes. De plus, le colonel Calvin imagina, de sa propre initiative, une procédure visant à décourager les Croates et les Serbes d'effectuer des patrouilles ou de lancer des raids dans la Zone protégée. Auparavant, les belligérants arrêtés et détenus par les Nations Unies pour avoir participé à de telles activités étaient remis à leurs autorités respectives pour y être punis. Calvin commença à remettre les détenus à la force opposée en s'assurant qu'un policier civil des Nations Unies veille à ce que la peine imposée ne soit pas « définitive »⁹.

Après cinq mois d'entraînement et d'expérience pratique dans le théâtre d'opération, le GT du 2 PPCLI devint l'une des unités les plus efficaces et les plus respectées de la FORPRONU. C'est d'ailleurs pour cette raison que le commandant français, le général Cot, choisit de déployer le 2 PPCLI dans le Secteur sud afin d'entreprendre l'une des tâches les plus difficiles de toute l'histoire de maintien de la paix des Nations Unies.

Contrairement à l'ancienne zone de responsabilité relativement tranquille du 2 PPCLI, le Secteur sud était toujours une zone de guerre. C'est là que les Serbo-croates ont résisté avec le plus de vigueur à l'idée de vivre sous la férule de Zagreb. Les troupes croates et serbes y échangeaient régulièrement des tirs d'armes légères, de mortier et d'artillerie. Cet échange de feu constant fut ponctué en 1993 de plusieurs offensives croates importantes, notamment l'opération « Maslencia » au mois de janvier. À Maslencia, les troupes françaises qui assuraient la sécurité de la Zone protégée des Nations Unies furent obligées d'abandonner leurs positions en raison du tir nourri des Croates. Le repli des Français permit aux unités croates d'occuper la supposée zone tampon démilitarisée. Cet événement détruisit la confiance qu'avaient les Serbes en la force mandatée pour les protéger. Cet événement fit également comprendre aux Croates que quelques balles et que quelques obus bien placés suffiraient à faire déguerpir les casques bleus chaque fois qu'ils voudraient se débarrasser de l'observation gênante de l'ONU¹⁰.

À l'été 1993, la communauté internationale fit néanmoins des pressions sur les deux parties pour que celles-ci concluent une entente de cessez-le-feu dans le Secteur sud. Cette entente est connue sous le nom de l'Accord d'Erdut. En vertu des dispositions de cet accord, les forces croates devaient se désengager des nombreux territoires acquis lors de l'offensive de Maslencia. Le GT canadien, renforcé par deux compagnies mécanisées françaises revenues de Bosnie et du nord de la Croatie, reçut l'ordre de veiller à ce que les Croates respectent l'accord.

Le général Cot s'attendait à ce que les troupes croates refusent de se désengager des territoires durement acquis. C'est pourquoi il choisit le CANBAT 1 bien armé et efficace pour faire respecter l'accord et rétablir la présence des Nations Unies dans le Secteur sud. Cot s'attendait à avoir des problèmes et espérait même en avoir, cherchant ainsi une occasion de racheter la crédibilité des Nations Unies perdue en janvier¹¹. Ses souhaits furent exaucés.

Même si Cot s'attendait à ce qu'il y ait des troubles, il ne pouvait pas savoir que les forces croates profitaient des négociations d'Erdut pour cacher leurs préparatifs en vue d'une nouvelle offensive dans le Secteur sud. Le 9 septembre, comme les éléments de tête des Nations Unies se rendaient dans le village de Medak, la 9^e Brigade de Gardes croates « Lika Wolves » se lança à l'assaut de la section avancée du front connue sous le nom d'enclave de Medak. Les évaluations du renseignement ont indiqué plus tard que les Croates cherchaient probablement à repousser la ligne de front de façon à ce que le quartier général de leur zone opérationnelle situé dans la ville de Gospic, se trouve hors de portée des artilleurs serbes positionnés dans le saillant long et étroit de Medak¹². Ils voulaient peut-être ouvrir un corridor jusqu'à la Côte Dalmate, et également détourner l'attention des controverses politiques internes de Zagreb.

La brigade de Gardes Lika Wolves était bien appuyée par des chars et des pièces d'artillerie, dont un escadron de T-72 de l'ancienne armée est-allemande

de même que de vieux modèles de blindés des pays du Pacte de Varsovie. Cependant, même si la force croate possédait tout l'arsenal d'une armée mécanisée moderne, elle utilisait sa puissance de combat de façon très rudimentaire. L'artillerie était utilisée pour établir de simples barrages roulants tandis que l'infanterie et les blindés avançaient sans aucune coordination. Pendant qu'une force blindée croate avançait sur la route principale le long de la vallée, entre Gospic et Gracac, une force d'infanterie légère croate qui œuvrait dans les montagnes plus au sud, s'avança pour fermer l'enclave de Medak, en direction opposée. La défense serbe, encore moins bien organisée et moins bien équipée, s'effondra sous l'assaut simpliste mais efficace des Croates¹³.

Le premier barrage croate sur les défenses serbes de la région de Medak commença au moment où les éléments de tête du 2 PPCLI avançaient en direction du front, à travers la zone arrière serbe, en vue de faire respecter l'Accord d'Erdut. Le déclenchement des hostilités exigea un ajustement rapide et draconien de la part des Canadiens. Entraînés à réagir rapidement à des événements imprévus sur un champ de bataille en continuel changement, les Patricias gèrent assez facilement la situation. Les pelotons avancés commencèrent immédiatement la construction de fortifications afin de se protéger contre les bombardements. Bien entraînés, les Patricias tirent profit de toutes les accalmies pour renforcer davantage les positions avec des sacs de sable et du revêtement. Plus de 500 obus de mortier, de l'artillerie de campagne et de l'artillerie moyenne tombèrent dans un secteur de la taille de la colline parlementaire, autour du Peloton 9, commandé par le lieutenant Tyrone Green, de la Compagnie C au cœur du village même de Medak. Cela n'empêcha pas Green et ses hommes d'effectuer les tâches qui leur avaient été nouvellement assignées et qui consistaient à recueillir du renseignement sur la bataille en cours et à prendre note des violations du cessez-le-feu. C'est grâce à la connaissance parfaite des techniques de combat appropriées aux conflits de grande intensité et à une appréciation approfondie des effets de

l'artillerie si seuls quatre Canadiens ont été blessés pendant le bombardement¹⁴. Si les Croates croyaient que leur tir de barrage contre les défenses serbes ferait également fuir les Nations Unies, ils se trompaient.

Des renforts serbes en provenance de toutes les régions de la Yougoslavie se déversèrent dans l'enclave de Medak et, en deux jours, parvinrent à arrêter complètement l'avance croate. Mais il était trop tard. Les Croates avaient réussi à amenuiser les dix kilomètres de longueur et les cinq kilomètres de largeur du saillant et avaient redessiné la ligne de front à 3 000 mètres au nord-ouest de Medak. L'impasse dura encore deux jours jusqu'à ce que l'artillerie serbe ouvre le feu sur la ville croate de Karlovac et lance un missile longue portée FROG dans la banlieue de Zagreb. Les représailles serbes, associées aux pressions sans cesse croissantes exercées par la communauté internationale suffirent à convaincre le président Tudjman d'abandonner l'offensive et de retirer ses forces à la ligne en vigueur avant le 9 septembre¹⁵. À cet effet, une entente verbale fut annexée à l'Accord de Medak du 13 septembre. Il incombait alors au GT renforcé canadien de veiller à ce que toutes les parties respectent les nouvelles dispositions.

Jusqu'ici, les membres du 2 PPCLI avaient été surtout des participants passifs – mais directs – des actions menées dans la région de Medak. Cette situation changea cependant assez rapidement. À 16 h 30, le 14 septembre 1993, le lieutenant-colonel Calvin convoqua ses officiers subordonnés et ses sous-officiers à un groupe des ordres afin de revoir les plans de la prochaine opération. Le nouvel accord de désengagement devait être réalisé en quatre phases. Le 15 septembre, la Compagnie C du 2 PPCLI et une compagnie française entreprirent l'occupation des positions situées sur la ligne du front serbe. Pendant la Phase 2, la Compagnie C, sous le regard vigilant du peloton antiblindé, devait établir, sur la principale route asphaltée traversant la vallée, un point de passage dans le territoire neutre qui séparait les armées opposées. Au cours de la Phase 3, la Compagnie D et la deuxième

compagnie française du FREBAT 3 devaient avancer le long de la route, traverser le point de passage et poursuivre leur route afin d'occuper les positions croates avancées. Le peloton de reconnaissance du 2 PPCLI et le poste de commandement (PC) tactique du bataillon suivraient la Compagnie D dans l'enclave. La dernière phase consistait à surveiller le désengagement des Croates aux positions occupées avant le 9 septembre, terminant ainsi de séparer les forces et établissant une nouvelle zone démilitarisée. Les compagnies A et B du 2PPCLI, qui venaient tout juste d'arriver du Secteur ouest, devaient assurer la sécurité du reste de la zone de responsabilité du CANBAT 1. Malheureusement, les Canadiens durent œuvrer sans l'appui de leur peloton de mortier de 81 mm. En effet, comme le retour de l'unité au Canada était prévu pour à peine quelques semaines plus tard, les pièces avaient déjà été expédiées au pays¹⁶.

Au cours des heures qui ont précédé l'opération, le général Cot se rendit personnellement, par avion, dans le secteur afin de parler au lieutenant-colonel Calvin, prenant effectivement le commandement de l'opération et éliminant ainsi le rôle intermédiaire du quartier général du Secteur sud, à Knin. Les événements qui se préparaient étaient trop déterminants pour permettre des retards dans l'acheminement des comptes rendus ou tout malentendu sur ce qui devait se faire. Le commandant de la Force rappela à Calvin combien il était important que le GT réussisse sa mission afin de rétablir la crédibilité des Nations Unies. Cot indiqua également qu'il était probable que certains détails de l'accord de Medak ne soient pas parvenus aux oreilles des soldats croates que Calvin étaient sur le point de rencontrer. Le général Cot fit comprendre ouvertement à Calvin qu'il devrait peut-être faire usage de la force pour s'assurer que les Croates respectent l'accord. Il rappela à Calvin que les règles d'engagement des Nations Unies permettaient aux casques bleus canadiens et français de riposter au tir dans l'éventualité où elles seraient menacées ou que leur mission soit mise en péril¹⁷. La mission était claire et la mise en scène était complète.

Le 15 septembre, les TTB M-113 de la Compagnie C prirent la route à l'heure prévue. Peu de temps après son départ, le Peloton 9 du lieutenant Green fut soumis au tir d'armes légères et de mitrailleuses en provenance des lignes croates. À première vue, il semblait que le général Cot avait dit vrai; les unités qui se trouvaient sur la ligne du front croate n'avaient pas été informées de l'arrivée des Canadiens. La solution à ce problème semblait évidente : amener à découvert les véhicules blindés peints en blanc afin de démontrer qu'il s'agissait bien de la FORPRONU et non d'une contre-attaque serbe.

Les grands drapeaux bleus des Nations Unies furent fixés aux antennes radio et les véhicules sortirent de la forêt. Ce mouvement provoqua une augmentation du tir croate, y compris le tir de mitrailleuses lourdes, de lance grenades et de canons antiaériens de 20 mm. Il fut alors évident que les Croates n'avaient nullement l'intention de laisser avancer les Canadiens. Tout le long du front de la Compagnie C et de la compagnie de FREBAT 3, les casques bleus se précipitèrent dans toutes les positions défensives qu'ils pouvaient trouver, généralement le long de la ligne serbe. L'échange de feu entre les Croates et les troupes canadiennes et françaises dura quinze heures¹⁸. Il est intéressant de noter que parmi toutes les armes utilisées pour freiner l'avance des troupes des Nations Unies, le T-72 qui était sensé se trouver dans le secteur et reconnu pour sa puissance meurtrière, demeura étonnamment silencieux. Il est possible que les officiers croates aient été mis au courant de la puissance du système de missile antiblindé TOW, tout particulièrement lorsqu'il était confié aux mains d'équipages canadiens, et qu'ils n'étaient pas prêts à risquer de perdre leurs nouveaux véhicules.

Ce n'était pas une bataille, du moins pas selon les normes des armées occidentales où les positions sont attaquées par le feu et le mouvement. Il n'y eut pas d'assauts d'infanterie ou de poussées de chars pour prendre le terrain tenu par les Nations Unies. Ce n'est pas de cette façon que fut faite la guerre dans les Balkans. Dans l'ancienne Yougoslavie, le combat au sol consistait, pour les deux parties, à

essayer de rendre les positions opposées intenables en les soumettant à un feu maximum. En contrepartie, dès qu'une position devenait trop dangereuse en raison de la précision et de l'intensité du tir, celle-ci était abandonnée. Tout mouvement susceptible de placer les troupes à découvert était évité. Cette façon de faire la guerre était peut-être un vestige de la doctrine militaire de guérilla de Tito, laquelle a constitué la base de l'Armée nationale de l'ex-Yougoslavie et au sein de laquelle ont servi nombre d'officiers et sous-officiers des deux parties.

Par conséquent, selon la définition propre aux Balkans, l'échange de feu entre les Croates et les soldats canadiens et français était vraiment une bataille. C'est sûrement ce que s'est dit la section du sergent Rod Dearing du Peloton 7 du 2 PPCLI qui se trouvait à gauche de la Compagnie C, près du village de Licki Citluck. C'est là qu'eurent lieu les tirs les plus lourds et souvent à des distances de 150 mètres. À un moment donné au cours de la soirée, les mortiers et les canons automatiques de 20 mm croates commencèrent à engager la ligne de tranchée canadienne. L'infanterie croate essaya à plusieurs reprises de contourner les flancs de la section de Dearing, mais chaque fois elle fut repoussée par le tir des fusils et des mitrailleuses canadiennes dirigé à l'aide des dispositifs de vision nocturne Starlight¹⁹. À l'aube du 16 septembre, alors que les Croates faisaient une dernière tentative pour chasser les Patricias, le soldat Scott LeBlanc surgit de sa tranchée en maintenant un feu roulant contre les assaillants avec sa mitrailleuse légère C-9 alimentée par bandes. L'action audacieuse de LeBlanc suffit apparemment à convaincre les Croates que les Canadiens n'avaient pas l'intention d'abandonner leurs positions et qu'il était temps de plier bagage²⁰. Quelle que soit la façon dont cette action se compare avec les autres batailles de l'histoire militaire canadienne, pour les fusiliers de la Compagnie C, c'était la guerre. Parmi les hommes de Dearing, cinq d'entre eux étaient des réservistes, dont le soldat LeBlanc.

Plus loin, sur la droite de la FORPRONU, la compagnie française eut plus de chance. Chacun de ses

pelotons mécanisés était doté d'un VAB, un véhicule de combat d'infanterie, équipé d'un canon automatique de 20 mm et protégé par une tourelle blindée. Lorsque cette arme puissante et précise riposta au tir hostile, les troupes croates furent moins enclines à offrir une quelconque résistance²¹.

Les échanges de feu durèrent toute la nuit et se prolongèrent jusqu'à l'aube. Pendant la nuit, le colonel J.O.M. « Mike » Maisonneuve, officier supérieur des opérations de la FORPRONU, était arrivé à Zagreb dans un effort pour raisonner avec les Croates. Par la suite, Maisonneuve, le lieutenant-colonel Calvin et un observateur militaire supérieur des Nations Unies empruntèrent la route principale afin de rencontrer le commandant croate local. Le commandant de zone opérationnelle, le général Ademi, l'équivalent d'un commandant de corps au sein de l'OTAN, autorisa la rencontre et laissa passer la délégation canadienne à travers les lignes jusqu'à son quartier général, à Gospic. Après de vives discussions, Ademi consentit à ne pas s'opposer à la Phase 2 de la mise en application de l'Accord de Medak et à laisser les Canadiens établir le point de passage, la nuit même, sans que les Croates n'interviennent. La Phase 3 devait commencer à 12 h 00, le jour suivant alors que la Compagnie D passerait le point de passage pour se rendre à la ligne de tranchée des Croates²². Pendant la nuit, le major Dan Drew et son poste de commandement de la compagnie D avancèrent sur la route jusqu'au point de passage. Le reste de la compagnie devait les rejoindre au matin en vue du départ prévu pour 12 h 00.

Le matin du 16 septembre, une vision d'horreur s'imposa aux Patricias. Des colonnes de fumée s'élevaient de plusieurs villages situés derrière les lignes croates, et des explosions et des rafales de fusil automatique se furent entendre. Soudainement ils compriment pourquoi les Croates s'opposaient à l'avance des Canadiens. Les villages en flammes étaient principalement habités par des Serbes et la police spéciale croate n'avait pas encore terminé son nettoyage ethnique.

Le lieutenant-colonel Calvin réclama une action immédiate et rappela le colonel Maisonneuve pour qu'il puisse rencontrer de nouveau le général Ademi. Malheureusement, avec seulement quatre compagnies très dispersées et sans chars ou artillerie pour l'appuyer, la force de Calvin n'avait aucune chance dans une attaque frontale contre les chars et les armes lourdes de la 9^e Brigade croate. Même si les Canadiens ne disposaient pas des effectifs et de l'équipement nécessaires, une véritable attaque, lancée dans ces conditions, aurait dépassé et de beaucoup la portée du mandat de la FORPRONU. Riposter au tir dirigé était une chose, mais lancer un assaut, c'en était une autre. Il ne restait plus aux Canadiens que de s'asseoir et d'attendre midi. Pendant leur attente, ils ne cessaient d'entendre, impuissants, les explosions ainsi que les tirs en imaginant le sort réservé aux civils serbes.

La Compagnie D prit le départ, à midi, comme prévu, à bord de ses M-113. Elle était accompagnée par plusieurs véhicules antiblindés TOW. À peine la colonne avait-elle fait quelques mètres sur la route qu'elle arrive face à face avec un barrage routier érigé par les Croates. À gauche de la route, trônait un char de combat principal T-72, moderne et meurtrier, un cadeau de l'ex RDA. À droite de la route, deux canons antichars tractés et une rangée de missiles Sagger étaient pointés sur la colonne canadienne. Une compagnie d'infanterie croate protégée par un champ de mines posées à la hâte complétait l'obstacle.

L'officier supérieur croate responsable du barrage routier refusa de laisser passer la compagnie. Des deux côtés, les armes étaient prêtes à entrer en action. Les deux groupes sont à une impasse tendue pendant plus d'une heure. Tout le temps que durèrent ces palabres, les fantassins canadiens, bien entraînés et disciplinés gardèrent leur calme alors que les Croates devenaient de plus en plus nerveux. En peu de temps, l'attitude résolue et impassible des Canadiens commença à avoir raison des Croates²³.

Pendant ce temps, le lieutenant-colonel Calvin arriva sur les lieux. Il

discuta vivement avec l'officier croate, le brigadier général Mezic²⁴. Celui-ci était l'officier de liaison supérieur du général Ademi. Sa présence au barrage routier indiquait que le commandant de la zone opérationnelle n'avait nullement l'intention de respecter sa parole. En fait, Mezic retardait l'avance des troupes canadiennes afin de laisser à la police spéciale croate le temps de faire disparaître toute preuve de nettoyage ethnique.

Peu après 13 h 00, Calvin prit le pari de mettre un terme à l'impasse et d'éviter une fusillade sanglante au beau milieu de la route. La Compagnie D était accompagnée d'une vingtaine de journalistes internationaux, tous impatients de couvrir le récit de la dernière invasion croate dans la ville serbe de Krajina. C'était le moment de faire appel à eux. Calvin demanda aux équipes des médias de venir à l'avant de la colonne et donna une conférence de presse, avec les caméras, juste à l'avant du barrage routier. Il expliqua aux journalistes ce que faisaient les policiers croates de l'autre côté de la barricade et fit filmer l'opposition évidente des Croates à l'effort de paix des Nations Unies.

La caméra eut raison de l'assurance de plus en plus défaillante des Croates. À 13 h 30, la Compagnie D reprenait la route. Il était cependant trop tard pour mettre fin au nettoyage ethnique des villages serbes de la région de Medak, mais la conférence de presse impromptu de lieutenant-colonel Calvin permit aux casques bleus d'atteindre la plupart des villages avant que les Croates n'aient eu le temps d'effacer toutes les traces des atrocités commises²⁵. Malheureusement, le GT fut également retardé plus tard dans l'après-midi, par des cadres supérieurs des NU qui insistaient pour que le GT respecte à la lettre l'horaire rigide de l'avance, un horaire qui ne tenait pas compte de l'évidence qui serait détruite avec chaque minute de délai. Ce n'est que le 17 septembre que les soldats de la FORPRONU réussirent finalement à occuper tout le secteur.

Pour les soldats canadiens qui avaient participé à l'opération « Medak », les jours qui suivirent furent ex-

trêmement pénibles. En effet, ils devaient maintenant, en collaboration avec les officiers de la police civile et des médecins des Nations Unies, ratisser le secteur à la recherche de preuves de nettoyage ethnique. La tâche était énorme. Tous les bâtiments de la région de Medak, sans exception, avaient été rasés. Des chargements complets de bois avaient été apportés pour allumer d'immenses brasiers au milieu des bâtiments de bois. Les bâtiments de briques et de béton avaient été détruits au moyen d'explosifs et de mines antichars. Les Croates avaient terminé leur sale besogne en tuant la majeure partie du bétail. C'était ça les tirs d'armes légères entendus le 16 septembre. De plus, du pétrole ou des carcasses d'animaux morts avaient été jetés dans les puits afin de rendre ces derniers inutilisables aux Serbes qui gardaient le moindre espoir de retour²⁶.

Seuls 16 corps serbes furent retrouvés, dissimulés à divers endroits. La multitude de gants chirurgicaux en caoutchouc qui jonchaient le sol amenèrent Calvin et ses hommes à penser que les Serbes qui avaient été tués à l'extérieur avaient probablement été transportés ailleurs et que seuls les corps cachés dans les sous-sols ou dans les bois avaient été laissés derrière, faute de temps. Une fosse commune contenant plus de 50 corps fut découvertes plus tard, dans le secteur. Dans un sous-sol, les corps calcinés de deux jeunes femmes furent retrouvés. Apparemment, elles avaient été ligotées, tirées à bout portant, puis ensuite aspergées d'essence et brûlées. Au moment de leur découverte, la chaleur qui se dégageait encore des corps fit fondre les sacs mortuaires en plastique. Ailleurs, une vieille femme d'origine serbe fut trouvée avec quatre balles dans la tête, comme dans une exécution²⁷.

Même si la tâche de rassembler des preuves a été extrêmement pénible pour les Canadiens et hante encore nombre de jeunes soldats, ce travail était absolument essentiel. La région de Medak a fourni au monde entier la première preuve concrète que la Serbie n'était pas le seul pays à pratiquer le nettoyage ethnique dans les Balkans. De plus, la minutie avec laquelle les Canadiens ont ratisé et consigné les

preuves a été la façon de faire adoptée au sein de toute la FORPRONU, provoquant probablement un effet dissuasif sur ceux qui craignaient d'être convoqués devant un tribunal sur les crimes de guerre.

L'action des Canadiens dans la région de Medak racheta une partie du respect que les Nations Unies avaient perdu à Maslencia. Le même mois, un officier canadien, le colonel George Oehring, prenait la relève à titre de commandant du Secteur sud. Oehring fut mieux placé que quiconque pour voir les répercussions de Medak.

Medak rétablit la crédibilité de la FORPRONU, ce qui permit l'amorce de nouveaux dialogues qui menèrent à un cessez-le-feu local non officiel au mois de novembre, à un cessez-le-feu plus officiel et plus large à Noël et à un cessez-le-feu universel « bilatéral » signé à Zagreb le 29 mars 1994. Tout le monde nous haïssait en septembre 1993. Lors de mon premier voyage à Zadar pour rencontrer le commandant croate, on m'a lancé des pierres et on m'a menacé. Medak a changé tout cela. Jusqu'à mon départ un an plus tard, les Serbes mentionnaient spontanément l'impartialité juste des Canadiens à Medak tandis que les Croates, d'abord de mauvaise grâce, finirent par respecter les Canadiens déployés dans le Secteur sud²⁸.

Malheureusement Medak n'a pas réussi à effacer totalement Maslencia de la mémoire collective. Les Canadiens ont peut-être permis de documenter les crimes de guerre des Croates, mais ils

n'ont pu les empêcher, ce qui a intensifié le sentiment d'insécurité des Serbes²⁹. Jim Calvin et ses hommes se sont cependant consolés en étant convaincus qu'ils avaient fait tout en leur pouvoir pour maintenir l'ordre en Croatie. La communauté internationale de maintien de la paix n'était pas prête en 1993 à prendre le genre de mesures résolues observées l'année dernière au Kosovo. Cela faudrait plusieurs massacres encore plus importants de par le monde pour que la volonté politique internationale soit interpellée et intervienne pour mettre fin au nettoyage ethnique.

L'opération conjointe Canada-France à Medak constitue un moment marquant dans l'élaboration de solutions aux conflits internationaux. Il faudra encore de nombreuses années avant que les études puissent expliquer de façon approfondie les transformations constantes de la nature des opérations militaires modernes de soutien de la paix. Les sources ne sont pas encore disponibles et il n'y a pas suffisamment de recul pour pouvoir présenter une image historique claire et précise.

L'opération menée dans l'enclave de Medak a également eu lieu au début d'une période de transition. Le GT canadien possédait une puissance de combat redoutable et avait démontré sa volonté de l'utiliser. Cependant, la plupart des autres contingents de la FORPRONU manquaient totalement de préparation concernant l'équipement, l'entraînement et la volonté politique de s'engager dans le type d'action menée par les Canadiens à Medak.

L'analyse des activités auxquelles ont participé les troupes canadiennes à Medak offre une autre vision des conclusions du rapport d'enquête sur la Somalie. Les opérations menées dans le Secteur sud de la FORPRONU faisaient appel à l'éventail complet des capacités des soldats canadiens, depuis la construction de fortifications, le tir de précision et le combat mobile mécanisé jusqu'aux négociations et aux techniques d'enquête de base. Le leadership militaire canadien et l'entraînement se sont révélés, à tous les égards, du plus haut niveau qui soit. Contrairement aux conclusions de la Commission d'enquête sur la Somalie, l'armée canadienne, en 1993, comptait parmi ses membres des soldats professionnels dévoués, compétents et disciplinés. Des officiers et des sous-officiers supérieurs éduqués, compétents et capables dirigeaient ces troupes.

Évidemment, Medak et la Somalie n'ont pas été les seules opérations militaires canadiennes de la dernière décennie. Des recherches plus poussées seront nécessaires avant d'arriver à un verdict final sur l'efficacité des Forces canadiennes au cours des années 1990. Une chose est claire cependant. Une institution qui peut produire des soldats capables d'agir de façon efficace dans les conditions aussi difficiles et sans cesse changeantes qu'à Medak n'était probablement pas aussi près de s'effondrer que certains peuvent penser.



À PROPOS DE L'AUTEUR...

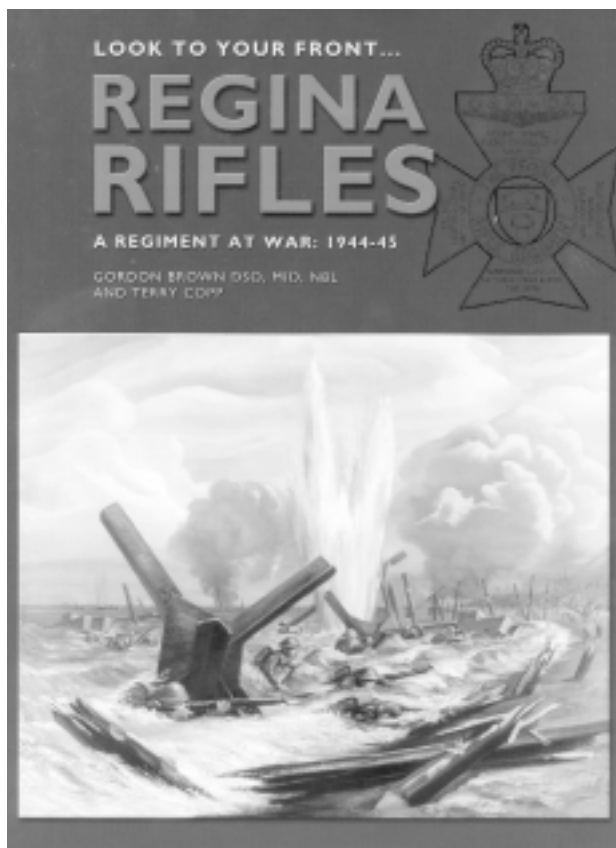
Lee Windsor est actuellement étudiant au niveau du doctorat en histoire militaire canadienne à l'Université du Nouveau-Brunswick. Il possède un B.A. de l'Université Acadia et un MA de Wilfrid-Laurier. Il a fait partie de la Réserve de l'armée canadienne. De 1996 à 1998, il a travaillé à titre de chercheur et de coordonnateur adjoint pour l'Institut du Congrès des associations de la Défense.

NOTES

Cet article se fonde sur les recherches effectuées pour l'Institut du Congrès des associations de la Défense.

1. Commission d'enquête sur le déploiement des Forces canadiennes en Somalie, *Un héritage déshonoré : Les leçons tirées de l'affaire de la Somalie* (Ottawa: 1997), p. xxix.
2. Note de service, colonel G. Oehring au commandant adjoint de la FORPRONU, le major-général J.A. MacGinnis, 1^{er} octobre 1993.
3. Aperçu sur le démantèlement de la Yougoslavie basé sur les rapports des Nations Unies et l'analyse des médias écrits effectuée alors que l'auteur agissait à titre d'analyste des opérations des FC pour l'institut du Congrès des associations de la Défense, 1996-1998. Pour plus de renseignement sur le sujet, voir : Susan L. Woodward, *Balkan Tragedy: Chaos and Dissolution after the Cold War* (Washington : Brookings Institution, 1995); et *The United Nations and the Situation in the Former Yugoslavia* (New York : UN Dept. of Public Information, 1995).
4. Les troupes déployées en vertu du Chapitre VI de la *Charte des Nations Unies* ont pour mandat d'appuyer avec impartialité la résolution pacifique des conflits entre les parties, contrairement au déploiement en vertu du Chapitre VII, lequel permet l'usage de la force pour rétablir la paix et la sécurité internationales.

5. Entretien avec J. Calvin, maintenant colonel, Kingston 1997. Les officiers des armes de combat de la Réserve enrôlés dans le cadre du PIRO reçoivent pratiquement le même entraînement que leurs homologues de la Force régulière et ce jusqu'au niveau de commandement du peloton/de la troupe.
6. Entretien avec Calvin.
7. Journal de guerre [JG], 2 PPCLI, Rotation 3 de l'opération « Harmony », mar-oct, 1993.
8. Lewis MacKenzie, *Peacekeeper: The Road to Sarajevo* (Vancouver : Douglas & McIntyre, 1993).
9. Major Dawn M. Hewitt, USAF, *From Ottawa to Sarajevo: Canadian Peacekeepers in the Balkans* (Kingston: 1998), p. 55-57.
10. Entretien avec le colonel G. Oehring (à la retraite) (Kingston:1997).
11. Entretien avec Calvin; Audiences relatives à la région de Medak, Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants (CPDNAC), 1998.
12. Résumé renseignement de la FORPRONU, JG 2 PPCLI, septembre 1993.
13. Entretien avec Calvin.
14. Audiences du CPDNAC.
15. Colonel J.O. Michel Maisonneuve, « Unity of Action in ex-Yugoslavia, » *Defence Associations National Network News*, (Hiver 1995/96).
16. JG 2 PPCLI, Compte rendu relatif à l'opération « Medak », 1993 Section 5.
17. Audiences du CPDNAC.
18. JG 2 PPCLI, Compte rendu relatif à l'opération « Medak ».
19. Hewitt, *From Ottawa to Sarajevo*, p. 64.
20. Audiences du CPDNAC.
21. Entretien avec Calvin.
22. *Ibid.*
23. *Ibid.*
24. JG 2 PPCLI Compte rendu relatif à l'opération « Medak ».
25. Audiences du CPDNAC.
26. JG 2 PPCLI, Compte rendu relatif à l'opération « Medak ».
27. Entretien avec Calvin.
28. Lettre du colonel G. Oehring au ministre de la Défense nationale, décembre 1996.
29. « Il était impossible d'avoir des réunions ou de négocier avec les Serbes sans parler « ad nauseam du 22 janvier 1993 (Op « Maslencia »). » JG 1 PPCLI, Compte rendu relatif à la fin de la période de service 4, Opération « Harmony », octobre 1994.



Avis spécial aux lecteurs du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* concernant une publication nouvelle remarquable

Look to Your Front... Regina Rifles A Regiment at War: 1944-45

par Gordon Brown, DSO, MID, NBL et le professeur Terry Copp

Couverture souple, 246 pages, 50 photographies, 8 cartes

Prix : **36,00 \$** (y compris TPS et frais expédition)

En vente au :

Laurier Centre for Military Strategic and Disarmament Studies
Wilfred Laurier University, Waterloo ON N2L 3C5
ou par téléphone : **(519) 884-0710**

Paiement par chèque, mandat de poste, Visa ou Mastercard

Combat dans les zones bâties : Nous pouvons le faire, alors faisons-le!

par le brigadier-général Glenn Nordick, MSC, CD

Au cours des 20 prochaines années, les zones bâties gagneront en importance et, pour certaines campagnes, seront le terrain décisif. Des adversaires futurs pourront choisir de combattre dans les zones bâties pour compenser les capacités tactiques classiques. L'urbanisation globale devrait créer un environnement opérationnel plus difficile.

Rapport 01/01 du DCSOT,
Capacités de l'Armée de l'avenir

Depuis plus de 20, je suis frappé par les différences géographiques existant entre les régions où j'ai été entraîné à combattre et les endroits où je me suis rendu dans le cadre d'opérations. À l'exception de la guerre du Golfe, mon expérience au sein de l'ONU (Chypre et Croatie) et mes affectations pendant la guerre froide (Allemagne et Norvège) n'ont pas grand chose en commun avec les secteurs d'entraînement de Gagetown, de Wainwright ou de Suffield. Au lieu de cela, le terrain était presque toujours complexe : grandes villes ou villes plus petites et villages s'appuyant presque réciproquement et situées dans des forêts ou des montagnes, avec routes étroites sinueuses et obstacles nombreux. Ayant été récemment chargé de l'organisation de trois opérations de la paix de l'OTAN dans les Balkans et de la préparation du groupe-bataillon de la Force opérationnelle de réaction immédiate (Terre) (FORI[T]), j'ai peu de raisons de penser que les expériences militaires futures du Canada différeront beaucoup de la mienne.

Cela étant dit, j'ai reçu une excellente instruction dans nos secteurs d'entraînement et de nombreuses leçons restent valables malgré les terrains différents. Toutefois, pour

d'autres leçons, la situation laisse à désirer. En zone bâtie, terrain complexe, les problèmes de commandement et de contrôle sont accrus et la connaissance de la situation des forces est moindre, de sorte que le défenseur a l'avantage. Les distances d'engagement diminuent et certains moyens techniques traditionnellement supérieurs perdent leur avantage ou doivent être fortement modifiés en fonction du nouvel environnement. Il est également clair qu'en terrain complexe, les armées ou les pays obnubilés par les pertes sont désavantagés au départ. Par conséquent, au moment de rédiger la doctrine, de développer l'instruction et d'acheter le matériel de l'armée de l'avenir, nous devons être certains de pouvoir combattre en terrain complexe et remporter la victoire car il s'agit de l'environnement le plus dur et le plus probable dans lequel nous aurons à opérer.

Au cours des deux dernières années, un des principaux objectifs de l'instruction du 1er Groupe-brigade mécanisé du Canada (1 GBMC) a été d'accroître nos capacités dans le domaine du combat dans les zones bâties (cbt ZB). Compte tenu du rythme des opérations (opérations « Kinetic », Rotations 6 et 7 de l'Op « Palladium », FORI[T]) et de la mise en service de nouveau matériel (VBL III, char Leopard C2 et le Système tactique de commandement, de contrôle et de communications [STCCC]), ce ne fut pas facile. Toutefois, notre expérience montre que cela peut et doit être fait.

Le Canada ne dispose pas d'une doctrine claire en ce domaine, alors nous avons commencé par une recherche d'ouvrages historiques et contemporains pour produire un ensemble de documentation pour la brigade ainsi que des listes de textes recommandés. Au cours de cette

recherche, nous avons rassemblé les manuels de doctrine et d'instruction canadiens et alliés sur le cbt ZB et les manuels américains sur le combat dans les zones bâties (Mobile Operations in Urban Terrain [MOUT]); tous ces ouvrages ont été étudiés au niveau de la brigade et des unités. Cette recherche a mis en évidence beaucoup d'initiatives de l'OTAN et des É.-U.

La seconde étape prit la forme d'une activité structurée, en trois volets, de perfectionnement professionnel et d'instruction de la brigade. La première partie de l'exercice « Ortona Ram » était une séance d'étude d'une journée pour les officiers, les adjudants et les sous-officiers supérieurs de la brigade et elle portait sur l'analyse historique de la campagne d'Ortona et des campagnes russes en Tchétchénie; elle incluait aussi l'étude de la doctrine canadienne actuelle en matière de cbt ZB ainsi qu'une vue d'ensemble de l'exercice Metropolis du U.S. Marine Corps. La deuxième partie était constituée d'exercices tactiques sans troupes (ETST) effectués par roulement et dirigés par la brigade, d'une durée de trois jours. Ces exercices comportaient l'isolement d'une zone bâtie et sa prise par les troupes ainsi que plusieurs problèmes à l'intention des équipes de combat; les opérations offensives dans une zone bâtie incluant une démonstration dynamique de la tactique d'une section et d'un peloton dans un contexte mécanisé, un très excellent parcours tactique du centre-ville d'Edmonton (déplacements souterrains entre points d'observation – garages aux étages supérieurs, tunnels de métro, tunnels de service, voies pédestres), et une appréciation d'une attaque par une équipe de combat et la défense d'une zone bâtie incluant le déploiement de toutes les armes d'une compagnie sur le toit d'un immeuble abandonné du cœur du centre-ville (Coyote – avec

déploiement du système de surveillance sur le toit, char, M109, Eryx, tireurs d'élite, mitrailleuses lourdes, armes de 84 mm, équipes de tireurs d'élite). Tout cela était associé à un autre parcours du terrain pour étudier les parcs, les voies de service, les égouts, les types de bâtiments et les obstacles (rivières dans la ville) ainsi qu'un problème de défense que devait résoudre l'équipe de combat. Comme prévu, ces ETST ont suscité un grand intérêt de la part des médias et de la population locale. Toutefois, la collaboration du gouvernement municipal et de la population fut absolument superbe.

La partie trois fut un exercice assisté par ordinateur (XAO) Janus dirigé par la brigade et s'adressant au groupement tactique (GT). Le personnel du centre de simulation de l'Armée de terre de Kingston et le personnel sur place de Calian ont travaillé dur pendant l'exercice « Ortona Ram » pour permettre au 1 GBMC d'effectuer à l'aide du Janus un XAO portant sur le cbt ZB et ayant un degré crédible de réalisme. Le scénario était un problème de combat complexe dans le cadre d'une opération de paix. En contravention directe d'un accord de paix conclu sous l'égide de l'OTAN, une force bien armée avait occupé une petite ville et contrôlait deux centrales électriques. La mission du 1 GBMC était de forcer ces combattants à se retirer, conformément à l'accord international, ou à les détruire si les centrales électriques étaient menacées. Le 1 GBMC devait aussi empêcher que les combattants reçoivent des renforts en provenance de leur pays d'origine. Comme cette opération avait lieu dans un pays ami, les règles d'engagement (RDE) stipulaient que les dommages collatéraux devaient être réduits au minimum et qu'au moins une centrale électrique devait être prise intacte. Le 1 GBMC a mis à l'essai plusieurs tactiques et articulations pour accomplir cette mission et un certain nombre de leçons ont ainsi été retenues de l'expérience. Il y avait des problèmes de fidélité, mais il est possible d'employer le système Janus pour mener des EAO de cbt ZB.

Pendant l'année, il y eut un certain nombre d'activités connexes, dont beaucoup ont acquis un caractère distinct. Il y eut à Edmonton une campagne

continue de relations publiques pour sensibiliser la population à la nécessité du cbt ZB et pour faire connaître les plans du 1 GBMC pour un exercice de cbt ZB d'envergure dans la ville. Nous avons aussi dépêché des observateurs et, finalement, des participants au Marine Corps Metropolis Experimentation Centre, en Californie. Avec la permission du Marine Corps, nous avons aussi envoyé des soldats du 1 GBMC au cours Basic Urban Skills Training (BUST) pour qu'ils apprennent les tactiques et les techniques de base du cbt ZB. Certaines unités, particulièrement du génie, se sont mises à expérimenter des techniques d'ouverture de brèches et des différents drills liés au cbt ZB. Les initiatives de la brigade ont aussi inclus une visite à l'unité tactique de la police municipale d'Edmonton dans le but d'étudier leur système Simunition (simulation des effets des armes [WES – weapons effects simulation] à l'aide de peinture).

Pendant toute cette période, le travail d'état-major et les préparatifs à l'exercice « Urban Ram » ont progressé. Exercice d'entraînement en campagne (XEC) du niveau de l'équipe de combat et dirigé par la brigade, ce devait être le point culminant de nos efforts pour améliorer nos capacités en cbt ZB. Comme pour tout autre plan, le minutage est crucial. À ce propos, tout s'est bien déroulé. La planification de l'exercice « Urban Ram » a coïncidé par pur hasard avec la fermeture du site Griesbach à Edmonton. Le site de Namao étant presque prêt et compte tenu de l'ouverture des deux nouveaux manèges de la réserve, de grandes parties du site de Griesbach étaient vides et devaient être prises en charge par la Société immobilière du Canada. Des mois de négociations et de discussions ont permis d'apprendre que la valeur des bâtiments devant être rendus était nulle et que tous seraient démolis, sauf deux. Avec l'autorisation et l'appui enthousiaste du commandant du Secteur de l'ouest de la Force terrestre (SOFT), le brigadier-général Fitch, il fut décidé que le 1 GBMC pourrait transformer certaines parties de Griesbach en site d'entraînement pour l'exercice « Urban Ram ». L'exercice a aussi été élargi afin de permettre aux

trois brigades de la Force de réserve de l'Ouest du Canada d'utiliser le site d'entraînement.

L'exercice « Urban Ram » était une entreprise difficile et ce fut de loin l'exercice le plus complexe auquel j'ai pris part. En outre, à cause de sa nature unique et de l'intérêt croissant au Canada pour le cbt ZB, l'exercice a commencé à générer de plus en plus d'activités connexes, dont voici quelques exemples.

- Du fait de l'excellent travail du major Ian Hunt, officier de liaison des Forces canadiennes au sein du United States Marine Corps, avec une aide financière du Directeur – Disponibilité opérationnelle de la Force terrestre, ainsi qu'avec la collaboration et l'appui de Travaux publics, le 1 GBMC a pu essayer le nouveau système MILES (système intégré de prises à parties multiples au laser) 2000 WES. Le système MILES 2000 est fabriqué par Cisco Systems et est exploité par UNITECH pour le compte du U.S. Marine Corps. Ce système et l'équipe d'UNITECH qui a épaulé notre essai ont constitué le facteur clé de la réussite de l'exercice. Le seul inconvénient constaté lors de l'essai de ce système WES fut qu'il était impossible d'utiliser les trousseaux sur les véhicules (chars et Coyote) à cause de l'incompatibilité du câblage.
- Grâce aux efforts du sous-ministre adjoint (Matériel) et de la Direction – Besoins en ressources terrestres (DBRT), le 1 GBMC a eu l'occasion unique de faire l'essai du système WES à tir à balle de peinture Simunition de SNC. Dans le contexte du cbt ZB, ce système a fonctionné parfaitement et s'est révélé le partenaire idéal du système MILES. Le 1 GBMC et les deux autres groupes-brigades mécanisés ont été autorisés à conserver chacun 90 ensembles d'armes et d'équipements protecteurs ainsi qu'une petite quantité de munitions. Cela constitue un ajout permanent à notre capacité interne de cbt ZB.

- Le Directeur – Génie militaire (D Génie) a chargé l'1 GBMC d'essayer des techniques et du matériel d'ouverture de brèches (manuels ou avec explosifs).
- Le DBRT a chargé l'1 GBMC d'essayer des échelles de combat repliables, de l'équipement protecteur expérimental (y compris des genouillères et des protège-coudes ainsi que des manchettes protectrices en kevlar).
- La section de robotique du Centre de recherches pour la défense Suffield a pris part aux activités pour se faire une bonne idée des défis que présentent les combats dans les zones bâties et pour procéder à certaines expériences : déminage robotisé, franchissement d'obstacles (barbelés) robotisé, destruction de murs robotisée et cartographie robotisée. Ces activités ont attiré l'attention de Discovery Channel qui a présenté un reportage sur certains aspects de l'exercice « Urban Ram ».
- Par l'intermédiaire de la cellule des opérations domestiques du SOFT, la ville d'Edmonton a exprimé le désir de profiter du déroulement de l'exercice « Urban Ram » pour évaluer ses moyens d'intervention d'urgence (unités tactiques d'intervention de la police, évacuation d'urgence en cas de catastrophe, lutte contre l'incendie). La planification fut lancée, mais tout fut arrêté parce que la ville devait concentrer ses efforts sur la tenue du Championnat d'athlétisme 2001. Seule l'unité tactique d'intervention de la police d'Edmonton a donc utilisé le site.

Les contributions et les innovations touchant l'exercice ne se limitèrent pas à ces cas. Au sein de l'état-major de la brigade, d'autres idées ont germé et ont eu un impact déterminant sur le succès de l'exercice « Urban Ram ».

- Le capitaine Callens, G3 Instruction au quartier général du 1 GBMC, a trouvé et loué

un système de caméras télécommandées facilitant les rapports d'exercice. Ce système commercial (Sentry) comprenait trois ensembles de 16 mini-caméras reliées à un système centralisé de traitement informatique. Ajoutée à la grande expertise de la troupe des transmissions et à une utilisation bien adaptée de la part des observateurs/contrôleurs, cette installation fut un moyen peu coûteux et polyvalent pour les rapports d'exercice et pour la sécurité des lieux.

- L'état-major G4 de la brigade a acheté assez d'équipement protecteur (lunettes de protection balistique, genouillères/protège-coudes et manchettes protectrices) pour que tout le personnel utilisant le champ de tir soit bien protégé, ce qui a permis à la brigade de créer un terrain réaliste barbelés, verre brisé, gravats, etc.) et de faire lever certaines restrictions sur le tir à blanc.
- L'1 GBMC a aussi acheté du matériel d'ouverture de brèches (d'intervention), comme des barres « Hooligan », des sacs de transport, des échelles métalliques, etc., qui s'ajoute au matériel fourni par le D Génie/DBRT.
- Face au manque de grenades d'instruction et compte tenu des restrictions sur l'emploi à l'intérieur de pétards, le personnel de soutien du 1er Bataillon des services s'est lancé dans la production de grenades : mille deux cents balles de tennis remplies de sable et entourées de chatterton (couleur verte pour les forces amies (avec inscriptions fragmentation, flash/bang ou CS) et couleur blanche pour les forces d'opposition (OPFOR). Ces grenades factices, combinées aux « armes divines » du système MILES entre les mains des observateurs/contrôleurs, ont joué un rôle de premier plan pendant l'exercice.
- La nouvelle cellule du G2 Géomatique s'est aussi révélée fort précieuse pour cartographier

les lieux d'entraînement et créer des maquettes tridimensionnelles à partir de cartes, pour dresser les plans des bâtiments et pour prendre des mesures à l'extérieur.

- Ce fut le second exercice seulement du 1 GBMC avec le VBL III. En plus de nombreuses expériences d'utilisation du VBL dans le contexte du cbt ZB, nous avons pu, avec le concours du Bureau de projet (BP) VBL et de la Section d'essai et d'évaluation du Centre d'instruction au combat (CIC), mettre à l'épreuve les capacités du VBL en matière de franchissement d'obstacles de barbelés. Nous avons ainsi constaté que ces obstacles (réseau bas, haies renforcées des types 1, 2 et 3) n'entravent pas les déplacements du VBL et n'ont aucun impact sur l'utilisation du véhicule.

Une force d'opposition permanente (escadron de reconnaissance, Lord Strathcona's Horse [Royal Canadians]) était en place sur le site d'entraînement et sa taille variait selon les besoins des unités. Nous avons aussi formé une équipe permanente de simulation de combat. Les observateurs/contrôleurs permanents surveillaient le déroulement de l'exercice; simulaient l'emploi des armes (chars, artil, 25 mm, armes AC, mines, pièges et grenades); aidaient à utiliser le système MILES; observaient les images des caméras pour noter les points à mentionner dans le rapport d'exercice et épaulaient le commandant de l'unité pour la rédaction du rapport d'exercice. Chaque équipe de combat se composait d'une compagnie d'infanterie (trois ou quatre pelotons) renforcée par quatre chars, quatre Coyote utilisés en mode surveillance/appui-feu direct, un détachement OOA et une troupe du génie. Certaines unités ajoutaient aussi des VBL, des hélicoptères, des équipes de tireurs d'élite et des détachements de reconnaissance.

L'exercice « Urban Ram » fut un succès à presque tous les points de vue. Le mois de l'ouverture du champ de tir, 12 équipes de combat (y compris trois équipes de combat de la Réserve) ont passé par toutes les étapes de l'in-

struction, à partir du champ de tir de section/peloton, de la compagnie ou de groupe-compagnie et d'équipe de combat. Une batterie d'artillerie de quatre pelotons s'est rendue à l'étape du champ de tir de compagnie. D'autres éléments de la taille du peloton (génie, blindée et du bataillon des services) se sont entraînés sur les différents champs de tir de peloton. Plusieurs unités se sont exercées à pénétrer dans des bâtiments par les toits à partir d'hélicoptères. Le 1^{er} Bataillon des services a exécuté les drills d'occupation de zone bâtie et a effectué les activités se déroulant aux stands de contre-embuscade. La 1^{re} Ambulance de campagne a procédé à un exercice massif mettant en présence 100 blessés. L'exercice a aussi eu d'autres effets. La plupart des unités (Force régulière et Force de réserve) ont aussi effectué des exercices intensifs d'entraînement préparatoires à l'exercice « Urban Ram »; ainsi, des exercices préparatoires de cbt Zb ont eu lieu à Fort Lewis, Nanaimo, Regina, Winnipeg, Shilo, et ici à Edmonton (entre autres).

Une des principales constatations est que l'instruction sur le cbt ZB rivalise avec la patrouille en ce qui a trait au repérage des chefs subalternes, à leur développement et à leur instruction. Le système MILES provoque des pertes et, donc, ce sont souvent les soldats plus jeunes qui doivent prendre la relève et assumer le commandement. À cet égard, l'instruction sur le cbt ZB les force à atteindre leurs limites et constitue un environnement idéal pour l'apprentissage du leadership. La courbe d'apprentissage était exponentielle et il faudra des mois pour faire le compte des leçons retenues et les trier. Toutefois, il ressort clairement de ce processus de deux ans que l'Armée est en mesure, dès maintenant, de mener l'instruction sur le cbt ZB. Ce n'est pas trop difficile ni trop dispendieux. Il faut simplement reconnaître l'existence du besoin, vouloir et agir.

À la lumière de cette expérience, je suis convaincu que l'instruction sur le cbt ZB est idéalement adaptée au niveau de la compagnie et que, pour réduire les coûts, cette instruction doit avoir lieu aussi près que possible de la base d'appartenance. Nous devons

aussi maintenir notre élan, alors que nous mettons la dernière main à la doctrine et à l'instruction canadiennes. Nous devons éviter la solution parfaite, avec haute technologie et tout si cela nous empêche de nous entraîner dès maintenant. Pour commencer l'instruction, nous devons faire ce qui suit :

- Simunition : Chaque brigade dispose maintenant de 90 ensembles. Cela suffit pour une excellente instruction au système WES continue au niveau du peloton. L'état-major de l'Armée doit faire en sorte d'acheter des munitions et d'en autoriser l'emploi immédiatement. Le DBRT doit commencer à travailler sur un système permettant d'utiliser le matériel Simunition avec le casque réglementaire (s'entraîner tel nous combatrons).
- Les soldats ne comprennent pas les effets des armes. Cela complique le problème de la simulation des effets de toutes les armes de la brigade et de la OPFOR. Le Centre des leçons retenues de l'Armée et le CIC doivent produire un CD-ROM montrant les effets de toute une gamme d'armes sur différents types de véhicules et de structures. La consultation de ce disque doit être immédiatement incluse dans le Niveau moyen de capacité (NCM) de l'Armée de terre. Cela serait fort utile aux observateurs/contrôleurs chargés de simuler correctement le tir pendant les exercices de cbt ZB. Cela aiderait aussi les participants à comprendre les implications de l'utilisation des différentes armes et les effets de ces armes.
- Le projet WES du chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) doit être prévu de façon à permettre l'acquisition du système WES maintenant, sans égard aux plans à long terme associés au Centre canadien d'entraînement aux manœuvres ou aux lieux d'entraînement au cbt ZB, au Canada. Le point essentiel est l'instruction « force contre force ». Cela exige environ 300 ensembles

WES, huit à dix ensembles pour véhicules, certaines armes antichars, avec « armes divines » et logiciel de gestion. Si nous pouvons avoir assez d'ensembles pour véhicules pour équiper toute une équipe de combat mécanisée, tant mieux. Il serait préférable d'en obtenir assez pour en doter une équipe de combat de chaque groupe-brigade mécanisée. Si cela est impossible, il faut acheter ou louer un ensemble et le partager. Avec un seul ensemble, l'Armée pourrait procéder à des exercices comme l'exercice « Urban Ram » en continu. Sans système WES, il devient difficile, voire impossible, d'améliorer notre capacité en matière de cbt ZB car les erreurs n'entraînent aucune conséquence.

- Les principales garnisons (Edmonton, Shilo, Petawawa, Valcartier et Gagetown) doivent toutes disposer d'un emplacement de échelon subordonné (unités de la taille d'une compagnie) réservé au cbt ZB. Les tactiques et les drills de cbt ZB doivent faire partie du processus annuel au niveau moyen de capacité et l'entraînement exige du temps. Dans le contexte du SOFT du moins, le temps requis ne pourra être consacré à l'activité si le 1 GBMC doit déboursier 50 \$ ou plus par jour pour exécuter des drills de niveau élémentaire en un lieu centralisé, comme Wainwright. À court et à moyen termes, cela n'exige pas de travaux de construction. Des plans sont à l'étude pour aménager des endroits semi-permanents à Edmonton et à Shilo, à partir d'installations existantes retirées du service. Pour tout lieu d'instruction de cbt ZB, le principal problème sera de disposer d'un bâtiment de plusieurs étages et comptant plusieurs pièces pour enseigner le commandement et contrôle et la sensibilisation à des situations particulières, et en faire l'essai.
- Nous devons acquérir des mini-caméras vidéo pour les rapports d'exercice et pour étudier leur

utilité dans les domaines du renseignement, de la surveillance, de l'acquisition d'objectifs et de la reconnaissance dans les zones bâties. Un ensemble complet (ordinateur, 15 caméras et logiciel) coûte environ 15 000 \$. Ce système, associé à des caméras vidéo portatives, n'est pas coûteux, mais constitue un outil indispensable pour la préparation des rapports d'exercice et il peut être employé pour toute une gamme d'activités d'instruction et même au cours d'opérations.

- Si nous devons nous entraîner régulièrement au cbt ZB, le manuel de doctrine, la PFC 318(1), doit être sérieusement revu. Pour l'instant, il est presque impossible de s'entraîner au combat rapproché sans dispense du CEMAT, à cause des restrictions touchant les distances minimales de sécurité. Il faut donner un aperçu de l'équipement de sécurité (gilets pare-éclats, casques, lunettes de protection balistique, protecteurs auriculaires, gants, etc.) à porter, mais aussi régler le problème. À l'heure actuelle, les règlements des Forces canadiennes ne permettent pas l'instruction de type « force contre force » dans le contexte du cbt ZB, ce qui a un impact important sur toute acquisition future des systèmes WES.

- Nous devons sérieusement étudier notre nouveau Système tactique de commandement, de contrôle et de communications (STCCC). Il est de plus en plus évident que ce système de type VHF risque de mal fonctionner en zone bâtie. À preuve, il suffit de voir combien de soldats ont acquis des appareils UHF portatifs pendant l'exercice « Urban Ram ». Le commandement et contrôle sont essentiels et nous devons être sûrs du bon fonctionnement de notre équipement, sinon nous risquons de perdre tout avantage technique dont nous pouvons jouir.

Aujourd'hui, nous avons la possibilité de nous entraîner au cbt ZB et il est impératif que nous commençons dès maintenant. Oui, nous devons continuer à développer notre doctrine et nos normes d'aptitude au combat. Oui, nous devons développer un système efficace et complet de simulation des effets des armes. Oui, nous devons faire appel à la technologie et remédier aux lacunes de notre équipement. Toutefois, aucun de ces points ne nous empêche de nous attaquer à l'essentiel dès aujourd'hui; un investissement minime pour l'achat d'un système WES, quelques innovations et un peu d'initiative nous permettront d'accroître notre capacité presque immédiatement.

Par ailleurs, il semble que le SOFT pourra conserver au moins la partie « équipe de combat » du lieu d'entraînement « Urban Ram » actuel pendant plusieurs années (des négociations sont en cours avec la Société immobilière du Canada). J'affirmerais qu'il s'agit du premier lieu d'entraînement au cbt ZB au Canada. Dans son état actuel, l'endroit offre d'immenses possibilités pour le 1 GBMC, mais aussi pour d'autres brigades. Pour mesurer la valeur du Centre canadien de formation à la manœuvre, le CEMAT peut ordonner que des équipes de combat du 5 GBMC et du 2 GBMC profitent des avantages de ce lieu d'entraînement unique dont nous ne disposerons pas toujours. Nous devons aussi penser à l'avenir. Une autre excellente occasion de mener une série d'exercices similaires se présentera en 2003 ou en 2004, alors que nous délaisserons le casernement Kapyong, au centre-ville de Winnipeg. Existe-t-il d'autres lieux d'entraînement de ce type au Canada?

Sommes-nous sérieux quand nous parlons d'instruction pour l'avenir? Alors, prouvons-le.



À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le brigadier-général Nordick s'est enrôlé dans les Forces canadiennes en 1973. Il a fréquenté le Royal Roads Military College de Victoria et a obtenu son diplôme du Collège militaire royal du Canada en 1977 (baccalauréat en anglais). Il a occupé de nombreux postes au sein des 1^{er} et 3^e Bataillons du Princess Patricia's Canadian Light Infantry, au quartier général du 4^e Groupe-brigade mécanisé du Canada et au Quartier général de la Défense nationale. Il a aussi servi brièvement comme officier d'état-major au Quartier général des Forces canadiennes au Moyen-Orient, à Manama, Bahreïn, pendant la guerre du Golfe. Il est également diplômé du U.S. Army War College. Le brigadier-général Nordick a aussi servi deux fois à Chypre et il a fait partie de la force de protection de l'ONU en Croatie, où il commanda le 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry. Au cours de ce déploiement, ses qualités exceptionnelles de commandement lui ont valu la Croix du service méritoire. Entre 1991 et 2001, le brigadier-général Nordick a commandé le 1^{er} Groupe-brigade mécanisé du Canada. Il a été promu à son grade actuel à l'été 2001 et il est maintenant commandant adjoint – Doctrine et système d'instruction de la Force terrestre et commandant du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne. Cet article a été rédigé alors que le brigadier-général Nordick commandait le 1^{er} Groupe-brigade mécanisé du Canada.

Le fantassin hoplite : Une force imposante et étonnante

par le capitaine Tod Strickland

INTRODUCTION

C'est difficile d'imaginer que le fantassin hoplite de la Grèce du VII^e siècle¹ et le fantassin canadien de l'ère moderne puissent avoir quoi que ce soit en commun – ils semblent être si totalement différents. Même si plus de deux millénaires de progrès au chapitre de la technologie et des arts martiaux les séparent, ces soldats partagent une mission particulière que leur ont confiée leur société respective : celle de défendre leur état contre ses ennemis. Il peut nous sembler que le fantassin de notre époque a très peu de points en commun avec son homologue de la période classique, mais le soldat à pied du XXI^e siècle est redevable, dans une large mesure, à ses prédécesseurs. Examiner le soldat lourdement armé de la Grèce antique, c'est se rappeler l'une des « rares époques de l'Histoire où une aura de caste et d'élégance a émané de l'infanterie (traduction) »². Victor Hanson ajoute encore, en substance, que dans l'hémisphère occidental, l'art de la guerre naît à l'époque de la Grèce classique sous la forme d'une action morale visant à protéger la société³.

J'ai l'intention, dans cet article, d'étudier le soldat hoplite de la Grèce antique, plus précisément celui du VII^e siècle jusqu'au Ve siècle, et de mettre surtout en évidence ce qui le rapproche du fantassin canadien de notre époque. Nous parlerons de ses armes et de son armure, de l'entraînement auquel il était astreint, de la manière dont il faisait la guerre (tactique), de la façon dont le leadership se manifestait et, finalement, comment le soldat hoplite peut encore être un modèle pour le fantassin moderne. J'ai choisi de parler de cette époque surtout en raison du fait qu'il s'agit de la première période sur

laquelle nous possédons des données historiques vérifiables, et aussi parce qu'elle coïncide avec l'émergence de Sparte et se termine par la bataille de Marathon (après laquelle Athènes, puis ultérieurement la Macédoine, allait remplacer Sparte comme puissance militaire dominante du monde connu). Il s'agit d'événements importants au sein de la profession des armes, qui servent de repères concrets tout au long de cet article. Cependant, avant de nous consacrer à notre hoplite, nous devons nous mettre en contexte. Je parlerai donc brièvement de la structure sociale et culturelle dans laquelle ces soldats ont porté les armes.

LA CULTURE ET LA SOCIÉTÉ

La société dans laquelle le « pousse-cailloux » de la Grèce antique servait était bien différente de la nôtre. La première différence, et la plus particulière, entre les deux cultures a trait à la perception qu'avaient les Grecs de la guerre et des guerriers. L'art athénien, surtout celui trouvé sur la poterie, nous a révélé que le soldat était traité avec un profond respect par la société, qu'il était à la fois son protecteur et l'expression vivante de la démocratie à l'œuvre. Ajoutons à cela l'armure consacrée retrouvée dans les sanctuaires helléniques et l'importance de la conduite de la guerre au sein de la société de la Grèce antique⁴ devient fort évidente. Le service militaire était perçu comme un reflet direct des droits politiques des citoyens de l'État⁵; par conséquent, ceux qui jouissaient des droits et pouvoirs

les plus grands avaient l'obligation la plus impérative de servir⁶. La façon dont les diverses classes servaient et l'arme dans laquelle elles servaient différaient d'un État à l'autre. Le service militaire était presque partout une occupation à temps partiel, principalement durant l'été entre les semailles et les récoltes. Toutefois, ce que la quasi-totalité des États de la Grèce du VIII^e siècle avaient en commun, c'était de compter sur leurs hoplites armés pour s'affirmer.

Le citoyen soldat, l'hoplite de la Grèce antique, était un homme qu'il fallait à la fois craindre et respecter. Tirant son nom de sa principale pièce d'équipement, le bouclier ou hoplon, il avait le matériel et l'entraînement requis pour accomplir son travail. Armé d'une ou de deux lances et d'une courte épée, protégé par son bouclier, des jambières (protège-tibias) et peut-



Des fantassins hoplites portant des boucliers, des lances, des heaumes et des jambières.

être une cuirasse en bronze (plastron), c'était un ennemi des plus redoutables. Le travail d'équipe et le leadership caractérisaient sa profession et étaient reflétés dans la phalange. Groupés en grand nombre, prêts au combat, les hoplites constituaient une force que seule pouvait arrêter une autre force semblable ou une force homogène de nature plutôt « toutes-armes ». Lorsque l'hoplite fit son apparition sur le champ de bataille, l'ère du héros homérique prit fin, grâce surtout à son rondache (bouclier circulaire) de trois pieds.

ARMES ET ARMURE

À l'époque, le bouclier de l'hoplite était le summum de la technologie militaire. D'un diamètre approximatif d'un mètre et pouvant peser jusqu'à neuf kilogrammes⁷, il assurait une protection considérable tant à celui qui le portait qu'à l'homme se trouvant à sa gauche. Fait de bois et le plus souvent recouvert de bronze, ce bouclier faisait dévier les coups de lance et d'épée. Il était porté au bras gauche soutenu par deux courroies : la première permettait au bras de supporter la plus grande partie de son poids, la deuxième était serrée dans la main. Il est intéressant de noter que cette deuxième courroie était

souvent assez petite pour que le soldat puisse tenir deux sarisses ou, plus précisément, deux lances dans la main. C'était l'un des deux principaux avantages que cette conception offrait, l'autre étant qu'en raison de la convexité du bouclier et de la disposition des courroies, l'hoplite pouvait le tenir plus longtemps que le bouclier précédent, le dipylon⁸. Cependant, le hoplon n'était pas aussi maniable que le dipylon et le soldat ne pouvait pas non plus le porter sur son dos⁹. Son dernier désavantage, celui d'offrir peu de protection du côté droit du corps fut compensé par un combat en formation serrée, la phalange.

Il ne faudrait pas oublier que les décorations des boucliers ne servaient pas qu'à les orner. Les couvrant de bronze et les peignant les protégeaient contre les éléments et ainsi minimisaient, souhaitaient-ils, la possibilité qu'ils n'éclatent à un moment inopportun¹⁰. De plus, les dessins¹¹ peints sur les boucliers servaient d'éléments primitifs de guerre psychologique en ce qu'ils suscitaient la crainte chez l'adversaire¹² et, espéraient-ils, le déstabilisaient et lui faisaient éventuellement rompre le combat au moment où la phalange s'avancit.



Un heaulme hoplite.

Les effets que ce bouclier a eu sur la conduite classique de la guerre sont incroyables. Premièrement, il rendait superflu, de plusieurs façons, le port de nombreuses pièces d'armure. Dans bien des situations, le soldat hoplite pouvait laisser de côté la cuirasse sur mesure¹³ et porter une tunique dans laquelle il était plus à l'aise. Les exceptions à cette règle générale étaient les chefs ou l'homme placé du côté droit (ou le guide) de la phalange qui ne jouissaient pas toujours de la protection complète qu'offrait le hoplon. Puisque qu'il n'y avait plus besoin, dans la majorité des cas, de faire fabriquer à la main des plastrons de bronze, il en coûtait maintenant moins cher pour équiper¹⁴ les soldats, et il était possible de placer plus

d'hommes sous les armes. Autre effet aussi : en rendant la phalange plus difficile à enfoncer, celle-ci était mieux en mesure de résister aux attaques de cavalerie. Ce facteur a d'ailleurs contribué au développement d'une cavalerie mieux organisée (ce qui sera finalement désastreux pour les hoplites). Quoi qu'il en soit, le bouclier n'était qu'un des articles de la panoplie utilisée pour assurer la protection de l'hoplite.

Le fantassin de la Grèce antique portait des jambières en bronze (photographies 1 et 4). Elles semblent être ajustées et s'incurver autour du mollet et de la cheville. Chose intéressante, aucune trace de lacets ne fut jamais trouvée, ce qui peut laisser croire que ces jambières gênaient l'hoplite et qu'il les perdait vraisemblablement durant la bataille¹⁵. Il portait également un casque (heaume), lui aussi en bronze. D'après les photographies, le confort de ces casques semble laisser à désirer, surtout qu'il n'y avait aucun harnais ni couronne de fixation pouvant absorber les coups¹⁶, et sans compter qu'il devait être difficile d'entendre lorsqu'ils étaient portés et ils devaient être étouffants sous le soleil d'été.

L'hoplite de la Grèce antique disposait d'une variété d'armes. Il y avait d'abord et avant tout la sarisse ou la lance¹⁷. Elles avaient généralement entre deux et deux mètres et demi de longueur¹⁸, mais atteignirent, à des époques ultérieures, six mètres. Chaque extrémité de la lance était munie d'une pointe en fer ou en bronze¹⁹. Les derniers rangs d'une phalange pouvaient ainsi achever tout ennemi tombé au sol devant la poussée de la formation. Une courte épée de fer était l'arme secondaire de l'hoplite qui s'en servait pour combattre au corps-à-corps après le premier choc des phalanges, les lances s'étant très probablement cassées. L'épée était aussi utile durant la poursuite d'une phalange en déroute ou en combat singulier (très rare). Globalement, le poids de l'équipement complet faisait de 23 à 32 kilogrammes environ²⁰, ce qui fait que nombre d'hoplites avaient des valets qui portaient leur équipement jusqu'au champ de bataille – pour qu'ils y arrivent reposés et prêts à combattre.

Il est intéressant de savoir que l'arc ne faisait pas partie de l'équipement de l'hoplite. Dans la Grèce antique, même

si c'était une arme de choix et un élément artistique, elle était considérée « l'arme des barbares »²¹, et la majorité des Grecs de l'antiquité ne s'en servaient pas. Au fil des siècles, toutefois, cette attitude a évolué. Maintenant que nous avons parlé des outils du métier, abordons l'entraînement auquel était astreint le soldat des temps anciens.

L'ENTRAÎNEMENT ET LA PHALANGE

L'objet premier de l'entraînement d'une force d'hoplites n'était pas, comme nous pourrions s'y attendre, le maniement des armes, mais plutôt la transformation d'une masse d'individus en une force combattante unifiée et disciplinée²²; en effet, le combat était passé de la joute individuelle héroïque à l'affrontement de deux masses constituées. Au sein de la phalange, il n'y avait tout simplement pas de place pour les faits d'armes. Il fallait des hommes travaillant à l'unisson à l'atteinte d'un but commun : repousser l'ennemi hors du champ de bataille. Dans une certaine mesure, l'emploi de la lance fut préconisé, mais ce ne sera pas avant le IV^e siècle qu'une partie importante de l'entraînement portera sur le maniement des armes²³.

Dans plusieurs cités-états de la Grèce antique, très peu de temps était consacré à l'entraînement et, pour nombre de jeunes hommes, c'était surtout une question « de hasard »²⁴. Dans la majorité des cas, cette pratique fut jugée admissible du fait que la vie

quotidienne offrait quantité d'occasions d'apprendre par influence réciproque : la chasse, la danse et les épreuves sportives faisaient appel aux habiletés et développaient la force physique requises pour être un fantassin relativement chevronné de l'époque. Cependant, la cité-état de Sparte ne partageait pas cette perception.

Pour les Spartes, leur force militaire et l'entraînement des hommes étaient de prime importance. Dès l'âge de sept ans, les garçons étaient retirés de leurs familles. À 12 ans, ils devenaient apprentis soldats/citoyens. C'est alors qu'ils apprenaient les notions fondamentales non seulement du métier des armes, mais aussi du processus politique. À 18 ans, ils devaient participer à une épreuve incluant le combat rituel et une période de retraite (désignée *période cryptique*) aux frontières de Sparte. C'est là qu'ils allaient mettre en pratique les compétences qu'ils avaient acquises en pourchassant les Hélotés²⁵. Ce n'est qu'à l'âge de 24 ans, après quelque 17 années d'entraînement, qu'ils se voyaient accorder le double statut d'hoplite et de citoyen²⁶ au moment où ils prenaient la place convoitée au sein de la phalange.

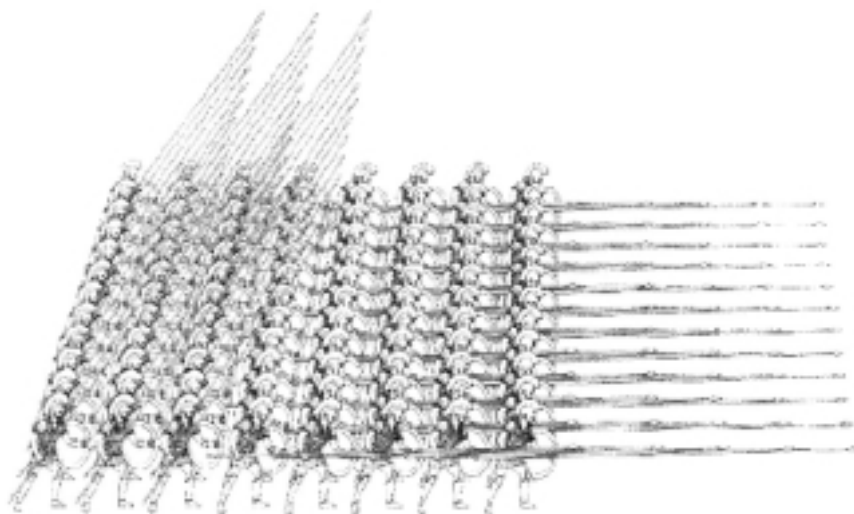
L'instruction préparatoire de la phalange et la formation aux manœuvres sur le champ de bataille étaient les éléments les plus importants de l'entraînement d'un hoplite. L'ensemble des compétences du soldat se nommait hoplomachie (combat de l'hoplite) et consistait à exécuter les manœuvres dans lesquelles des soldats amateurs se

devaient d'être compétents. Plus particulièrement, le combat de l'hoplite incluait des techniques comme passer de la prise de la lance par le dessus à la prise par le dessous, courir avec l'armure au complet et tenir le bouclier à la hauteur voulue contre son corps pour se protéger et protéger l'homme de gauche²⁷. Il semble aussi qu'ils se soient exercés à exécuter des manœuvres visant à attirer l'ennemi, par exemple en s'avançant, en s'arrêtant, puis en poussant avec la lance pour déséquilibrer leur adversaire. Il faut donc présumer que beaucoup de temps était réservé aux exercices à pied et à l'art de manœuvrer en un seul bloc.

L'objet premier de la phalange était d'assurer une solidarité « morale et physique » aux troupes qui la constituaient²⁸. La profondeur de la phalange pouvait aller de trois à cinquante rangées, l'aspect pratique dictant normalement entre huit et seize rangées. Deux principes tactiques régissaient l'emploi de la phalange – sa longueur et sa profondeur. La profondeur lui donnait du poids et lui permettait de sortir l'adversaire du champ de bataille. La longueur facilitait l'enveloppement de l'ennemi²⁹. Souvent, la décision la plus importante qu'un commandant devait prendre consistait à déterminer le nombre exact des rangées et des files³⁰. Les meilleurs hommes étaient souvent placés dans la première et dernière rangées pour renforcer la cohésion de la phalange³¹. Il existe un lien intéressant entre l'hoplite de la Grèce antique et le fantassin canadien en ce que les phalanges étaient habituellement déployées par tribus³², ce qui allait ultérieurement donner le système régimentaire de l'ère moderne. Une fois son entraînement terminé, l'hoplite pouvait s'attendre à servir durant la majeure partie de sa vie d'adulte. Belliqueuse comme l'était la Grèce, l'hoplite était certain de participer au moins à une bataille.

LE COMBAT ET LES TACTIQUES

Au début du VIII^e siècle, dans la Grèce antique, la conduite de la guerre suivait un rituel bien établi. La cavalerie, au sens où nous l'entendons aujourd'hui, n'existait pas encore. Les chevaux étaient utilisés surtout pour tirer des chariots et pour circuler sur le champ



La phalange.

de bataille³³ qui était carrément laissé entre les mains de l'hoplite. Au cours des 300 ans qui suivirent, l'art de la guerre a évolué vers ce qui pouvait se qualifier de « champ de bataille toutes-armes » où évoluaient formations de cavalerie, infanterie légère et *psilètes* (archers, ou *toxotes*, et frondeurs, ou *sphendonètes*). L'hoplite qui aurait été sous les armes au moment de la bataille de Marathon (490 av. J.-C.) aurait probablement vécu une expérience semblable à ce qui suit.

D'abord, sa journée aurait commencé par un sacrifice cérémoniel pour apaiser toute déité dont il aurait cru avoir la protection. Les armées de la Grèce antique emportaient avec elles des moutons qu'elles sacrifiaient à tous les points critiques – frontières, sites de franchissement de cours d'eau, campements et champs de bataille³⁴. Cela fait, notre hoplite aurait participé à un petit-déjeuner cérémoniel au milieu de l'avant-midi et bu sa ration de vin³⁵, après quoi il aurait probablement entendu son commandant faire les souhaits d'usage, puis il aurait pris la place qui lui était assignée dans la phalange. Les phalanges d'hoplites étaient traditionnellement au centre de la ligne de bataille³⁶. Avec l'évolution de la conduite de la guerre, elles vinrent à être protégées sur les flancs par des formations d'infanterie légère et peut-être aussi par la cavalerie. Elles se seraient avancées sur le champ de bataille précédées par les *psilètes* qui, avec leurs frondes, ouvraient le combat et faisaient les premières victimes chez les opposants, cela afin d'arrêter le mouvement de la phalange ennemie et de mettre en branle le processus menant à son éventuel effondrement. Cependant, une fois leurs missiles lancés contre leurs adversaires, les *psilètes* devaient se dépêcher de prendre position sur les flancs des phalanges se trouvant derrière eux au risque de se retrouver pris entre les deux forces qui allaient s'entrechoquer.

Après le désengagement des *psilètes*, les forces en présence se seraient avancées en bloc. Normalement, les hommes des cinq premiers rangs d'une phalange auraient tenu leurs lances par-dessous et auraient tenté de trouver une ouverture dans les rangs ennemis dans laquelle ils auraient essayé d'enfoncer la pointe de leurs armes. Les rangs arrières auraient suivi de près les premiers rangs et utilisé

leurs grands boucliers ronds pour pousser dans le dos de leurs camarades et les forcer ainsi à avancer. En outre, il aurait pu y avoir des escarmouches de cavalerie sur les flancs, plus particulièrement si elle tentait d'attaquer les points faibles de la phalange ennemie – les flancs et l'arrière. C'était maintenant pour l'hoplite une question d'endurance; il lui fallait rester debout tout en étant poussé vers l'avant et vers l'arrière, jusqu'à ce que sa phalange ou la phalange ennemie soit disloquée.

Une phalange en déroute aurait en quelque sorte ressemblé à une cohue de soldats faisant demi-tour et tentant de courir, peut-être se débarrassant de certaines pièces de leur panoplie pour aller plus vite. Parfois, l'ennemi en retraite aurait été poursuivi par l'infanterie légère ou, plus rarement, par les hoplites eux-mêmes³⁷. Cependant, ce n'était pas là l'un des aspects importants de la bataille. Dès que l'ennemi avait rompu le combat, un vainqueur serait déclaré et c'était tout ce qui comptait vraiment. La bataille terminée, la coutume voulait qu'un trêve se fasse pour ramasser les morts et pour s'acquitter du devoir d'enterrer ceux qui avaient péri en combattant³⁸.

Il est clair que cette façon de faire la guerre semble chaotique et brutale. Durant les premières batailles des hoplites, les pertes pouvaient atteindre de 10 à 15 p. 100. Ces faibles pourcentages ne devraient pas nous étonner. Les Grecs de l'antiquité ne se battaient pas pour s'éliminer mutuellement, mais pour imposer leur volonté à un autre État. Si un État acceptait la défaite face au conquérant, il n'y avait plus besoin de le détruire. Toutefois, cette forme de bataille soulève la question précise suivante : quel était le rôle du chef?

LE LEADERSHIP ET LE COMMANDEMENT

Commander des forces hoplites était un défi que les Grecs de haut rang étaient fiers de relever. C'est dans leur exercice pratique du commandement que se trouve l'origine de plusieurs concepts qu'un fantassin canadien de l'ère moderne tient pour acquis. Notre structure organisationnelle a, comme source, le fait qu'il fallait une structure

hiérarchique pour être en mesure d'exercer le commandement au sein d'une organisation où tous étaient réputés « égaux » du fait qu'ils étaient des citoyens³⁹. La genèse du sous-officier d'aujourd'hui remonte aux armées grecques du Ve et du VIe siècles; à titre de comparaison, les armées homériques ne pouvaient pas compter sur de tels professionnels. En ces temps, un chef devait tout simplement donner l'exemple au combat. L'arrivée de la phalange comme élément tactique allait changer cela⁴⁰.

Pour la majorité des commandants de l'Antiquité, il existe une similarité distincte avec leurs homologues de l'ère moderne, leur rôle avant la bataille : les chefs devaient voir à ce que leur unité soit bien organisée et préparée au combat. C'est à eux qu'il incombait de garantir que tous étaient prêts, tant physiquement que mentalement, à affronter les défis qui les attendaient. De plus, c'est aux chefs qu'il revenait d'amener leurs soldats à pied d'œuvre sur le champ de bataille dans la meilleure formation possible et dans les conditions les plus favorables⁴¹. Une fois les hommes sur place, cependant, le rôle du commandant, en tant que tacticien, prenait fin et il joignait sa phalange, habituellement du côté droit, pour donner l'exemple au combat⁴².

Au départ, le leadership était fondé sur la notoriété qu'un homme avait acquise grâce à ses exploits passés⁴³. Ceux qui avaient prouvé qu'ils étaient des leaders efficaces prenaient charge. Durant cette période, les Grecques attachaient une grande importance à la position sociale dans la communauté d'un soldat parce ils croyaient que c'était un gage de sa loyauté et de son courage⁴⁴. Ce n'est qu'après que le champ de bataille fut devenu plus complexe et que l'ère du combat ritualisé fut révolue que les facettes intellectuelles et techniques du métier des armes furent perçues comme des éléments importants devant être pris en compte lors du choix des chefs des hoplites.

Les commandants de la Grèce antique avaient un désir indéniable « de mener leurs hommes à partir de la ligne de front » et, s'il le fallait, de mourir avec eux⁴⁵. Ils croyaient qu'agir

de la sorte était un trait important des officiers. Il faut admettre aussi qu'une fois la bataille déclenchée, un officier n'avait guère le choix : il devait combattre avec ses hommes ou les regarder se battre en se tenant à distance. Il était clair qu'un chef qu'il valait la peine de suivre choisissait de faire corps avec ses hommes et, de toute évidence, il y avait passablement de bons leaders chez les hoplites. Victor Hanson souligne que la disparition soudaine d'un chef du champ de bataille pouvait suffire à entraîner la panique chez ses troupes⁴⁶. Autre signe du respect des hoplites envers leur chef : il n'est presque jamais fait mention que des commandants aient été attaqués par leurs propres hommes⁴⁷; voilà un contraste frappant avec certaines armées des temps modernes. Visiblement, au chapitre du leadership, les Grecs faisaient quelque chose digne d'émulation, ce qui nous amène à nous poser la question suivante – existe-t-il quelque chose d'autre dans l'histoire de l'hoplite qui soit toujours pertinent pour le fantassin d'aujourd'hui?

PERTINENCE POUR LE FANTASSIN MODERNE

Bien entendu, je n'ai nullement l'intention de plaider en faveur du retour aux boucliers de bois et aux lances; je ne crois pas non plus que le chef de combat d'aujourd'hui doive toujours être au premier rang de la phalange. Cependant, je suis convaincu qu'il y a, à tout le moins, trois leçons qui s'appliquent au fantassin de nos jours, comme nous l'ont démontré les hoplites de la Grèce antique :

- a. les dangers du conservatisme militaire;
- b. l'obligation de s'entraîner;
- c. la nécessité d'un leadership efficace.

Pour tous et chacun de nous, les dangers du conservatisme militaire devraient être évidents. Les tactiques, la technologie et l'équipement évoluent constamment; nous sommes engagés dans une course sans fin pour devancer nos ennemis potentiels. Cela fait partie de nos responsabilités de professionnels. Nous ferions bien d'analyser l'exemple de Sparte. Du VIII^e au V^e siècles,

Sparte était la puissance (terrestre) dominante en Grèce, surtout du fait qu'elle comptait sur l'infanterie et, plus particulièrement, sur les hoplites. Malgré cela, durant ces 300 ans, il ne semble pas que les Spartes aient évolué, au chapitre de la conduite de la guerre, au même rythme que le reste du monde antique. La bataille de Marathon eut lieu en l'an 490 av. J.-C. et la ville d'Athènes devint le centre du pouvoir sur la péninsule grecque. Les Spartes n'y participèrent pas parce que, selon moi, ils étaient « dépassés » sur le champ de bataille. Sous certains angles, il est possible de voir cela comme le commencement du déclin des forces militaires spartes. La guerre évoluait et Sparte ne suivait pas; les Spartes avaient plutôt choisi de demeurer uniquement une force d'infanterie lourde, ce qui allait avoir de graves conséquences au cours des deux prochains siècles. Cette leçon doit nous être profitable.

Tout récemment, nos forces terrestres ont commencé à se doter de VBL III. Il s'agira du véhicule de combat principal de l'infanterie pendant les 20 à 30 années à venir (nous prenons la durée utile du Grizzly en voie de retrait pour prévoir celle du VBL III). Que faisons-nous pour prévoir ce qui arrivera après cela? Les chars feront-ils toujours partie de l'arsenal? Comment faudra-t-il agencer notre artillerie pour projeter notre puissance de feu vers l'avant? De quelles ressources aériennes aurons-nous besoin pour frapper l'ennemi? Quelle devra être notre capacité de collecte de renseignements pour pouvoir désigner des objectifs? Serons-nous frappés, avec nos boucliers et nos lances, alors que nos adversaires utiliseront des moyens plus modernes ou plus létaux? Nous nous devons de faire preuve de dynamisme et de harnacher, en notre faveur, le processus du changement; nous devons être les maîtres de ce processus, non les esclaves.

La deuxième leçon que nous pouvons apprendre de Sparte est plus positive : l'obligation de s'entraîner. Évidemment, nous n'avons pas à commencer à le faire dès l'âge de 7 ans, mais nous nous devons de prendre le processus moins à la légère. Aux temps où un conflit se résumait à

une joute entre deux phalanges se faisant face, le côté vainqueur était habituellement celui qui avait appris à mieux gérer le stress de combat; après 2 500 ans, cela vaut encore. L'entraînement continue d'être la pierre angulaire de notre efficacité au combat et de notre capacité opérationnelle dans son ensemble. Contrairement à ce que faisait la Grèce antique, nous ne pouvons nous permettre que cet entraînement soit laissé au hasard seulement. Il nous faut donc établir et respecter des priorités et des buts à ce chapitre à la grandeur de l'Armée, procéder à des analyses et à des examens post-action faisant suite à toutes les activités d'entraînement, et prévoir les fonds que tout cela nécessite⁴⁸. De plus, nous le pouvons et nous devons faire valoir l'utilisation accrue de simulateurs (par exemple simulateurs des effets d'armes), la mise sur pied d'une installation s'apparentant au National Training Centre et la recherche et le développement avancés.

En outre, cet entraînement doit intégrer toutes les armes que nous prévoyons d'exploiter sur le champ de bataille moderne. De la même façon que les Spartes entraînaient leurs hoplites au maniement de la lance, de l'épée et du bouclier, nous devons former nos leaders (et nos soldats) pour qu'ils soient capables d'utiliser l'artillerie, l'infanterie et les blindés. Je ne pense pas aller trop loin en comparant l'équipe toutes armes d'aujourd'hui à la phalange. L'équipe moderne incorpore plusieurs des mêmes éléments : puissance brute, force, protection et souplesse pour ne nommer que celles-ci. Notre phalange est peut-être plus étendue que celle de l'hoplite, mais chacun compte autant sur le soldat (ou l'aviateur) qui se trouve à sa gauche et à sa droite que l'hoplite de l'antiquité.

La dernière leçon, tout particulièrement pertinente pour le soldat à pied de l'ère moderne⁴⁹, a trait à la nécessité d'un leadership efficace. Les rôles qui étaient dévolus aux officiers et aux militaires du rang chez les hoplites sont les mêmes que ceux dont doivent s'acquitter de nos jours les commandants de l'infanterie. Les outils peuvent être différents, mais les tâches

demeurent les mêmes. Nous devons continuer de donner de l'importance au leadership et à tout ce que ce terme englobe. Le Général Gordon Sullivan de l'Armée des États-Unis disait en substance que lorsqu'il s'agit de leadership, il est question du but poursuivi, alors que la gestion touche les modes d'exécution⁵⁰. Que proposons-nous à nos soldats comme objet?

Une force d'hoplites privée d'un leadership efficace aurait été nulle sur le champ de bataille. C'est exactement ce qui menace nos forces armées. Nous nous devons de faire porter nos efforts, à tous les paliers, sur la formation des leaders. Un leadership compétent, efficace et dynamique est essentiel à la conduite de toutes les opérations, qu'il s'agisse d'opérations humanitaires au pays,

de maintien de la paix, d'imposition de la paix et, finalement, de guerre. C'est à chacun de nous qu'il incombe de développer les qualités de chef de nos subalternes, de sorte que s'il nous arrivait de « tomber dans la mêlée », ils seraient prêts à prendre notre relève et capables de nous remplacer.

CONCLUSION

Les hoplites de la Grèce antique constituaient une force imposante et étonnante. Ils avaient un rôle distinct à jouer dans leur société et ils étaient respectés, même admirés, du fait qu'ils pouvaient s'en acquitter. Même si leur époque est bien révolue, ils peuvent toujours servir d'exemple au soldat d'aujourd'hui. Parmi les huit raisons données par Victor Hanson des succès

militaires des Grecs de l'Antiquité, il y a l'utilisation de la technologie de pointe (le bouclier de l'hoplite), une discipline supérieure et une « application systématique de capitaux à la conduite de la guerre ».⁵¹. Évidemment, cela n'est pas nouveau pour la profession des armes et ce sont certainement des exemples à suivre. Nous nous devons d'être attentifs à ce que les hoplites ont à nous apprendre. Ce n'est pas difficile de constater; nous ne sommes pas tellement différents d'eux.



Le fantassin hoplite.



Le fantassin canadien.

À PROPOS DE L'AUTEUR...

En 2001, le capitaine Tod Strickland a obtenu un baccalauréat militaire ès arts et ès sciences du Collège militaire royal du Canada. Depuis son enrôlement dans les Forces canadiennes en 1988, il a été affecté au 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry, à l'École d'infanterie, au 1^{er} Groupe-brigade mécanisé du Canada et a récemment complété le cours transitoire de commandement et d'état-major du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne. De plus, il a servi avec l'opération « Palladium », Roto 0, en 1996. Le capitaine Strickland est actuellement officier des opérations du 1^{er} Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry à Edmonton, en Alberta.

NOTES

1. Toutes les dates indiquées dans ce document sont av. J.-C.
2. Lynn Montross, *War Through the Ages*, (New York: Harper and Brothers, 1946), p. 5.
3. Victor Davis Hanson, *The Wars of the Ancient Greeks: and their Invention of Western Military Culture*, (Londres : Cassell, 1999), p. 27.
4. Robin Osborne, *Greece in the Making: 1200-479 B.C.*, (Londres : Routledge, 1996), p. 174.
5. Yvon Garlan, *War in the Ancient World: A Social History*, (Londres : Chatto & Windus, 1975), p. 87.
6. *Ibid.* En prenant l'exemple d'Athènes au V^e siècle, il est intéressant de noter que ceux qui faisaient partie de la classe supérieure servaient à bord des navires de guerre, ceux de la classe suivante (hippeis) au sein de la cavalerie; ceux de la troisième classe (zeugites) se retrouvaient dans l'infanterie lourde, et ceux de la quatrième (la dernière) (thetes) dans l'infanterie légère. Je laisse le lecteur libre de juger si les Athéniens avaient un ordonnancement pertinent de ces classes.
7. Hanson, p. 52.
8. Le dipylon avait la forme d'une arachide et comprenait un harnais fait de courroies de cuir croisées.
9. Osborne, p. 175.
10. Hanson, p. 60.
11. Fait intéressant : Sparte était l'un des rares États dont les soldats portaient des boucliers aux dessins identiques et qui revêtaient un uniforme. L'effet que cette apparence unifiée avait sur ce qui était un champ de bataille très chaotique doit avoir été des plus impressionnants.
12. Osborne, p. 168.
13. *Ibid.*, p. 176.
14. À cette époque, c'était le soldat lui-même qui payait la plupart des coûts de son matériel.
15. Hanson, p. 57.
16. Les Spartes avaient résolu le problème, dans une certaine mesure, en gardant les cheveux longs qui dépassaient du casque. *Ibid.*, p. 48 et 59.

De plus, une « bande de protection en cuir » était fixée à l'intérieur de certains casques, comme celui présenté ici. *Ibid.*, p. 41.

17. Les universitaires ont toujours utilisé ces deux termes : le terme « lance » semble convenir, du fait que le soldat la tenait toujours, sans la lancer.
18. Garlan, p. 123.
19. Osborne, p. 27.
20. Hanson, p. 58.
21. Garlan, p. 128.
22. *Ibid.*, p. 165.
23. L'entraînement au maniement de l'épée commença quelque 100 ans plus tôt au V^e siècle. *Ibid.*, p. 169.
24. *Ibid.*, p. 172.
25. Les Hélotés étaient un groupe d'esclaves qui semblent avoir été dans un état de révolte constante à Sparte du VIII^e au V^e siècles.
26. *Ibid.*, p. 174.
27. Hanson, p. 63.
28. Montross, p. 7.
29. Hans Delbrück, *History of the Art of War: Within the Framework of Political History*, Antiquity, Vol. 1, Trad. Walter J. Renfroe Jr., (Londres : Greenwood Press, 1975), p. 3. L'enveloppement était rendu plus facile uniquement si une phalange était plus longue (front plus étendu) que celle qu'elle affrontait.
30. Les rangées se disent du nombre d'hommes qui constituent la profondeur de la phalange, ce qui diffère des files qui sont formées du nombre d'hommes formant le front (ou la longueur) de la phalange. La phalange représentée a huit rangées de profondeur et 12 files de front.
31. Delbrück, p. 54.
32. Hanson, p. 121.
33. Osborne, p. 175.
34. John Keegan, *A History of Warfare*, (Londres : Pimlico, 1994), p. 248.
35. *Ibid.*, p. 284. Également Hanson, p. 55. Il ne faudrait pas oublier qu'en ces temps-là, la guerre excluait les opérations de nuit, les embuscades et autres missions du genre; en quelque sorte, on pourrait dire qu'elle était très « civilisée ».
36. Jacques Boudet, *The Ancient Art of Warfare : Volume 1 1300 B.C./1650 A.D.*, (Londres : Barrie et Rockliff, 1966), p. 70.
37. *Ibid.*
38. Keegan, p. 251
39. Garlan, p. 160.
40. *Ibid.*, p. 145.
41. *Ibid.*, p. 145-146.
42. Cela allait changer quelque 200 ans plus tard lorsque le champ de bataille interarmes devint une réalité plus distincte. Dès que le champ de bataille devint plus compliqué et qu'on se devait alors d'assurer la coordination de l'effort, certains commandants ont été obligés de quitter la phalange. *Ibid.*, p. 146.
43. *Ibid.*, p. 148.
44. *Ibid.*
45. Hanson, p. 107-110.
46. *Ibid.*, p. 109.
47. Lorsque de tels incidents se sont produits, il y avait presque invariablement des mercenaires en cause. *Ibid.*, p. 110.
48. Certes, tout s'est concrétisé, mais dans quelle mesure?
49. Je crois que c'est tout aussi important pour un chef au combat et pour le soutien au combat des armes d'appui.
50. Gordon R. Sullivan et Michael V. Harper, *Hope is Not a Method: What Business Leaders can Learn From America's Army*, (New York: Random House, 1996).
51. Hanson, p. 23-24.

Dans ce numéro du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, une série d'articles écrits dans le cadre du :

Symposium 2001 de l'Armée de terre :

La réponse au changement : l'élaboration de la doctrine dans le Canada et l'Allemagne de l'entre-deux-guerres

Le Symposium 2001 de l'Armée de terre a eu lieu le 10 mai 2001 au Fort Frontenac, à Kingston (Ontario). Il s'agissait du premier symposium annuel de l'Armée de terre; les prochains porteront sur des problèmes auxquels l'Armée de terre doit faire face ou des questions qui revêtent un intérêt professionnel pour ses membres. Le Symposium était commandité par le Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre et par *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*. Le prochain symposium aura lieu au printemps 2002. Des précisions à ce sujet paraîtront dans un numéro ultérieur du Bulletin et seront communiquées aux unités.



Le Symposium 2001 de l'Armée de terre a eu le plaisir d'accueillir quatre conférenciers hors pair :

M. Jim Corum - School of Advance Airpower Studies, Air University, Maxwell Air Force Base; auteur des ouvrages intitulés *The Roots of Blitzkrieg: Hans von Seeckt and German Military Reform* et *The Luftwaffe: Creating the Operational Air War, 1918-1940*.

Le professeur Robert M. Citino -Department of History, Eastern Michigan University; auteur des livres intitulés *The Path to Blitzkrieg: Doctrine and Training in the German Army, 1920 - 1939* et *The Evolution of Blitzkrieg Tactics: Germany Defends Itself Against Poland, 1918 - 1933*.

M. Roman Jarymowycz - Ancien doyen du cours de commandement et d'état-major de la Milice; auteur de plusieurs articles sur la campagne de Normandie et de l'ouvrage intitulé *Tank Tactics from Normandy to Lorraine*.

M. Bill McAndrew -Anciennement à la Direction - Histoire et patrimoine, auteur de nombreux articles et ouvrages sur l'histoire militaire du Canada et sur l'Armée canadienne au cours de la campagne d'Italie.

Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre est heureux de publier dans les pages qui suivent les exposés présentés au Symposium 2001 de l'Armée de terre.



Veillez noter que l'exposé de M. Corum n'était pas disponible au moment d'aller sous presse. Nous espérons le publier dans un numéro ultérieur du Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre.

Doctrine canadienne : continuités et discontinuités

par Bill McAndrew, Ph.D., CD

Du point de vue organisationnel, les périodes arbitraires peuvent se révéler utiles. L'histoire militaire du XX^e siècle est invariablement répartie comme suit : Première Guerre mondiale, entre-deux-guerres, Seconde Guerre mondiale, guerre froide, etc. L'histoire militaire peut aussi se déformer. Les continuités découlent naturellement les unes des autres: continuité dans les événements, chez les gens, dans la pensée et dans les pratiques. Les armées débattent toujours des mérites relatifs de la manœuvre et de l'attrition, des soldats et de la technologie. Au début du XX^e siècle, la technologie permettait de projeter d'importantes quantités d'explosifs dans une zone réduite; en ce début du XXI^e siècle, les progrès techniques permettent de projeter de plus grandes quantités d'explosifs dans une zone plus petite.

Les guerres d'envergure se chevauchaient. La plupart des innovations techniques mises en pratique au cours de la Seconde Guerre mondiale – chars, tir indirect, avions, radios – ont vu le jour pendant la Première Guerre mondiale. Les 20 années séparant les deux guerres mondiales ne représentent même pas les années depuis lesquelles des troupes canadiennes sont déployées à Chypre. Un sergent du British Columbia Regiment qui franchissait le Rhin le dimanche de Pâques 1945 avait, auparavant, passé un autre dimanche de Pâques à attaquer la crête de Vimy. Quatre-vingt-quatre ans plus tard, les villages entourant Vimy étaient évacués en raison de la présence possible d'obus chimiques au gaz moutarde. Les commandants supérieurs canadiens, au cours de la Seconde Guerre mondiale, étaient des anciens combattants de la Première Guerre mondiale. Il serait donc surprenant que leur style de commandement et leur façon de conduire la guerre n'aient pas été

influencés par leur expérience antérieure. Les continuités dans la doctrine étaient aussi apparentes. Il faut donc faire l'étude de l'Armée canadienne pendant l'entre-deux-guerres en commençant par la fin, c'est-à-dire par la façon dont la doctrine de la Seconde Guerre mondiale a été mise en pratique quelques années plus tard, puis remonter le temps. Un léger incident tactique survenu en Italie peut servir d'exemple.

Mai 1944 : combats pour la prise de Rome. Le 1^{er} Corps d'armée canadien devait progresser le long de la vallée de la Liri, voie traditionnelle d'invasion entre Rome et Naples. Du côté droit de la vallée large de dix kilomètres se trouvait Monte Cassino. La 1^{re} Division d'infanterie déploya deux brigades à l'avant, la 3^e Brigade à droite et la 1^{re} Brigade à gauche. La première brigade comptait deux bataillons, le Hastings and Prince Edward Regiment à droite et le 48th Highlanders à gauche. La rivière Liri sur son flanc, le 48th Highlanders avait adopté une formation en carré – deux compagnies à droite, deux à gauche, le poste de commandement du bataillon et les armes d'appui sur roues de part et d'autre d'un chemin de terre qui constituait le centre. Il s'agissait d'une formation classique pour la marche à l'ennemi, les compagnies progressant par dépassement d'une ligne de compte rendu à l'autre ou d'un objectif intermédiaire à l'autre, toujours sous le contrôle du commandant.

Les Allemands effectuaient des manœuvres retardatrices alors qu'ils se retiraient de leur première position défensive, la ligne Gustav, pour gagner la seconde, la ligne Hitler, très fortifiée et située environ 15 km derrière la première. Alors que le 48th Highlanders progressait à travers les broussailles, la compagnie de tête, à droite, fut engagée par l'ennemi. Les troupes se jetèrent au sol et lancèrent

leur procédure de combat : localiser l'ennemi, déterminer sa force, ouvrir le feu sur lui et décider s'il s'agissait d'un objectif pour une compagnie ou pour un bataillon.

Selon la doctrine, le commandant ordonna aux compagnies se trouvant à gauche du chemin de s'arrêter et de conserver leur position jusqu'à ce que la situation s'éclaircisse. Le commandant de la compagnie de gauche perdit alors le contact radio avec ses deux pelotons de tête. Il hurla; les besoins en SITREP du commandant devinrent plus pressants et les réponses, plus obscures. Apparemment, le commandant de la compagnie et le commandant du bataillon avaient perdu le contrôle de la situation. Dans l'intervalle et sans avoir d'ordres, les deux pelotons de tête continuaient à avancer vers leur objectif ultime, une colline surplombant un ruisseau, qu'ils atteignirent simultanément alors que les Allemands approchaient afin d'occuper leur position retardatrice suivante. Après un bref échange de feu, la position fut prise. Débordés sur le flanc, les autres soldats allemands se retirèrent.

Ironiquement, une défaillance technique entraînant une perte de contact avec le commandement supérieur – pierre de touche de la doctrine contemporaine – a créé les conditions voulues pour que les soldats prennent l'initiative et obtiennent un succès tactique. Il est raisonnable de croire que cela a épargné des vies. Le bataillon s'est rapproché; le temps gagné représentait au moins une demi-journée. Le commandant du bataillon reprit le contrôle et il recommanda que le commandant de son peloton de tête reçoive l'Ordre du service distingué.

Cela fut-il une aberration ou un exemple type de la doctrine tactique de l'armée? Il est toujours risqué de

généraliser à partir d'un cas isolé, d'autant plus que l'on peut discuter sans fin du nombre de cas requis pour pouvoir élaborer une théorie. Pendant toute la guerre et quand ils en ont eu l'occasion, les bataillons ont fait preuve d'une initiative et d'une capacité d'innover remarquables. Le Hasty Pees¹, à Assoro en Sicile, ou l'Argylls sur la route reliant Caen à Falaise sont des exemples éloquentes. Mais comme pour les combats dans la vallée de la Liri, la question est de savoir si cela s'intègre à la doctrine ou la modifie. Au-dessus du niveau du bataillon, la doctrine semble devenir un fardeau. En prévision de Dieppe, un ordre d'opération de 100 pages a été rédigé et il renfermait tellement de détails qu'un commandant de brigade apporta son exemplaire avec lui lors du débarquement, parce qu'il ne pouvait en mémoriser tout le contenu. Les Allemands ont estimé qu'il s'agissait d'un exemple parfait de micro-gestion et l'ont baptisé « Aide-mémoire pour un exercice sur cartes ». À Agira en Sicile, au lieu d'exploiter une infiltration réussie mais imprévue, la 1^{re} Division retira sa force de débordement pour préparer une attaque délibérée contre des centres de résistance, ce qui entraîna de lourdes pertes. À Carpiquet en Normandie, la 3^e Division envoya une brigade en formation ouverte derrière un tir de barrage sur un aérodrome, en plein jour, face à des troupes ennemies solidement retranchées dans des blockhaus. À Coriano en Italie, une autre brigade lança un assaut sur une pente à découvert, puis sur une autre pente derrière un tir de barrage qui cessa; cela informa les défenseurs de l'imminence de l'assaut. Les résultats étaient faciles à prévoir. En Rhénanie, l'Armée canadienne, forte de 450 000 hommes, prépara le terrain à l'aide de 1 200 pièces d'artillerie, de deux groupements aériens tactiques et de 1 200 bombardiers. Face à un sol inondé, les deux divisions d'assaut ont été forcées de progresser le long d'un même axe principal où les 3 400 chars disponibles ne pouvaient se déployer. Un front large d'un seul char n'est large que d'un seul char et il importe peu que le premier char soit suivi de deux autres ou de deux mille autres. Souvent, les commandants avaient de la difficulté à utiliser leur force à l'endroit et au moment où son efficacité était maximale.

Ces exemples ainsi que d'autres suggèrent une doctrine présentant plusieurs caractéristiques. Le quartier général supérieur élaborait des plans détaillés que les formations et les unités inférieures devaient mettre en œuvre. Les commandants supérieurs préféraient attaquer le centre du dispositif ennemi en se basant sur des cercles tracés sur une carte plutôt que de déborder les positions. La doctrine reposait sur une planification centralisée; sur un contrôle au plus haut niveau; sur la gestion du champ de bataille par l'état-major; sur le recours au tir d'appui indirect; sur une manœuvre limitée et sur une exploitation prudente. Voici en quels termes l'Armée britannique parlait de sa doctrine en 1944 :

Nos propres méthodes tactiques sont détaillées et ordonnées, mais lentes et lourdes. Par conséquent, nos troupes combattent bien en position défensive et nos attaques délibérées sont habituellement couronnées de succès, mais il ne faut pas hésiter à dire qu'une carence en matière d'exploitation ne nous permet pas de tirer le maximum de ces attaques. Nous nous préoccupons trop de nos flancs, nous exagérons les mesures administratives et, par nature, nous craignons l'échec et notre instruction accentue ces lacunes².

Une autre autocritique était que les commandants envoyaient souvent trop peu de troupes contre des positions ennemies

trop puissantes, un bataillon après l'autre. Un soldat-poète a d'ailleurs exprimé cette réalité mieux que quiconque :

Lançons au combat un autre bataillon,
Lance gaiement le brigadier.
Lançons au combat un autre bataillon,
Ou peut-être deux ou trois.
Nous avons l'argent ainsi que le temps,
Un autre bataillon ne nous coûte pas un sou.
Lançons au combat un autre bataillon,
Ou alors le bon vieux L.A.D.³

S'il s'agit là d'une description exacte de la façon de combattre des Britanniques et des Canadiens, il peut être intéressant de remonter à la source de cette méthode. La Première Guerre mondiale, scène du choc entre la vision romantique de la guerre et l'industrialisation, apparaît comme une bonne période à étudier. À cette époque, seule l'offensive comptait et on estimait que des rangs serrés de soldats pouvaient bousculer les positions défensives avec entraînement et élan. Il apparut rapidement, toutefois, que le courage et la discipline étaient très insuffisants face à des barbelés et à des mitrailleuses bien déployées. Une guerre défensive statique de quatre ans a suivi, chaque partie s'efforçant de durer plus longtemps que l'autre à grand renfort d'explosifs brisants.



L'innovation à l'œuvre. Comme l'Allemagne, le Canada conduisait de l'entraînement sur blindés et faisait des essais au moyen de chars factices, bien qu'avec des résultats spectaculairement différents. Dans cette photo, un tel véhicule bâti avec une auto Ford modèle-A, est utilisé par le King's Own Calgary Regiment pour pratiquer les débarquements « amphibies ». (gracieuseté du Musée du KOGR)



Le peloton de mitrailleuses du Royal Canadian Regiment dans leurs nouvelles chenillettes Carden-Lloyd à London (Ontario) en avril 1933. La mécanisation commença en 1929 lorsque trois batteries d'artillerie reçurent leurs véhicules. En 1931 et 1932, on fournit 12 chenillettes Carden-Lloyd aux trois bataillons d'infanterie permanents, et en 1934, la cavalerie reçut deux véhicules blindés. Éventuellement, ces tentatives modestes mais relativement impressionnantes de mécanisation comprirent six bataillons de « chars », quatre régiments de véhicules blindés, trois régiments de cavalerie mécanisée et une école des blindés. Il ne manquait que les véhicules. (CNA C30956)

Au niveau opérationnel, les occasions de surmonter l'impasse étaient rares. Les Britanniques essayèrent à Gallipoli, mais l'écart entre le concept de l'opération et sa mise en œuvre tactique était trop grand. La doctrine amphibie n'avait pas progressé depuis la Crimée ou Walcheren, un siècle plus tôt. Sur le front occidental, aucun des belligérants ne pouvait pénétrer suffisamment dans les lignes de l'autre pour atteindre ce qui semblait être les seuls objectifs possibles au niveau opérationnel : les chemins de fer latéraux permettant le mouvement rapide des réserves d'un front à l'autre.

Chaque partie expérimentait des mesures tactiques devant lui permettre de pousser les lignes vers l'avant. Les Canadiens se sont acquis une réputation de patrouilleurs et d'experts en raids dans les tranchées. À la crête de Vimy, ils ont aussi adapté efficacement la tactique au niveau du peloton. Leurs principales innovations eurent cependant lieu dans le domaine de l'artillerie et elles inclurent l'observation aérienne et le tir de contre-batterie. De meilleures communications permirent de concentrer et de déplacer le tir de l'artillerie rapidement et efficacement. Un tir nourri exige une gestion stricte du champ de bataille. Les lignes de départ,

les lignes de compte rendu, les limites, les objectifs intermédiaires, les lignes d'exploitation et les autres outils de contrôle de l'état-major quadrillaient littéralement le champ de bataille.

Les progrès techniques et organisationnels n'ont pas entièrement éliminé les attitudes ancrées. Suivant de près les axes du tir intense de l'artillerie se trouvaient des rangs serrés de soldats. Le tir de barrage devint l'arbitre de tout mouvement tactique car la doctrine prévoyait que l'artillerie détruisait et que l'infanterie occupait.

Parfois la doctrine fonctionnait, parfois non. Il est difficile de coordonner le mouvement des troupes et le tir de l'artillerie. Même si le mouvement mécanique du tir de l'artillerie peut être chronométré, mesuré, géré et contrôlé, il n'en va pas de même du déplacement des soldats en terrain difficile, à travers des barbelés, des débris, etc. Trop souvent, le tir de barrage progressait inexorablement vers l'avant et l'infanterie se retrouvait seule face à des mitrailleuses. Un exemple frappant de cette situation est le cas du Royal Newfoundland Regiment qui progressait à Beaumont Hamel; les soldats transportaient des charges de 50 kilogrammes et ils devaient occuper des positions où il ne devait plus y avoir que

des Allemands morts. Or, il restait assez de soldats allemands en vie pour que 90 pour cent des soldats du bataillon soient tués ou blessés en une demi-heure.

Néanmoins, la doctrine prévalait et la relation entre les facteurs technique et humain demeure floue. À tout le moins, certains commandants supérieurs mettaient en doute la capacité ou la volonté de leurs soldats de faire plus que de suivre le tir de barrage. Le legs du XIX^e demeurait (formations en carré) et il empêchait les soldats de se jeter au sol, voire de détalier. En 1918, même la progression entre Arras et Mons, au cours des 100 derniers jours, fut un mouvement mesuré vers des objectifs successifs limités, mouvement toujours dicté par la même doctrine tactique. Se projetant dans le futur, des érudits ont récemment suggéré que la doctrine tactique utilisée par le général Montgomery pendant la Seconde Guerre mondiale ait été calquée sur la théorie découlant de la bataille d'El Alamein selon laquelle un tir d'artillerie intense et des manœuvres limitées empêchent les commandants subalternes et leurs soldats d'opérer avec plus de souplesse. On ne sait pas avec certitude si ce sont les facteurs techniques ou des facteurs humains qui sont à la base du processus doctrinal⁴.

Ce fut cette doctrine que le corps expéditionnaire canadien (CEC) ramena au Canada à la fin de la guerre. Il semblait inutile de remettre cette doctrine en question dans l'entre-deux-guerres, du moins jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Après tout, cette doctrine n'avait-elle pas permis la victoire? De plus, les temps n'étaient pas aux choses militaires. Le contexte social et politique est important, et sur bien des points, sa nature incertaine ressemble au Canada d'aujourd'hui, même si les intervenants importants et certains détails diffèrent. Par exemple, les changements sociaux, les fossés idéologiques, les divergences politiques et la question de la souveraineté ont paralysé l'élaboration des politiques. Le spectre de la conscription de 1917 divisa le pays. Les Canadiens quittaient la campagne pour la ville. La guerre avait éveillé la conscience sociale. Les différences ethniques et idéologiques ont miné le processus politique selon un

schéma bien connu : divergences entre les régions; mouvements de protestation dans l'Ouest se transformant ou non en partis politiques; caractère distinct du Québec; gouvernement fédéral discret. Les consensus à propos de toute initiative politique nationale, y compris les initiatives d'ordre militaire, étaient rares. Il s'agissait des années 1920, les années folles. La Crise de 1929 a ramené tout le monde sur terre et les années trente furent pires. Au milieu de tous ces événements, le Canada était devenu un pays souverain, au moins du point de vue constitutionnel. Les vieux tiraillements entre les réalités nord-américaines et les liens émotifs avec la Grande-Bretagne s'accroissent.

Les militaires canadiens étaient coincés dans cette tourmente. À quoi devaient servir un soldat, une armée? Le CEC étant rapidement démobilisé, ses membres étaient en bonne partie laissés à eux-mêmes. La minuscule force permanente devait justifier elle-même son existence, socialement et politiquement. L'aide au pouvoir civil, en cas de grèves, était un motif d'existence, mais ce n'était pas un motif rassembleur. Les ennemis potentiels, à l'étranger, ne pouvaient être clairement identifiés. Pendant un certain temps, les planificateurs se concentrèrent sur ce qui était perçu comme la menace la plus grande, soit une attaque de la part des États-Unis. Une action collective par le biais de la Société des Nations était une possibilité douteuse, tout comme une participation aux interventions menées par les Britanniques. Sans consensus stratégique national et sans ennemi crédible à combattre, la population pouvait difficilement appuyer le maintien d'une armée. Les demandes adressées au gouvernement pour obtenir des fonds pour la défense étaient facilement contrées par simple référence à la règle britannique dite « des dix ans » supposant qu'il n'y aurait aucune guerre avant dix années. Les fonds étant limités, pourquoi en dépenser sur des choses qui ne sont pas nécessaires?

N'ayant à défendre que de très vagues idées des intérêts nationaux, les militaires canadiens s'en tinrent à la position du Canada au sein de l'Empire britannique, anciennement appelé le



Il est difficile de se défaire de vieilles habitudes. Durant la période entre les deux guerres, un débat sur la mécanisation débuta au début des années 1930, mais fut limité à deux individus écrivant dans le *Canadian Defence Quarterly* et un petit groupe d'autres officiers. Pour la plupart, la vie continuait comme avant. Ici, des membres des Royal Canadian Dragoons s'entraînent près de Camp Borden en 1938.

Commonwealth. Mais les engagements dans des affaires impériales douteuses étaient politiquement suspects, sinon suicidaires. L'Armée de l'air était le seul service national sûr. Au cours des années vingt, l'Armée de l'air s'est révélée utile en patrouillant à l'écart des voies navigables intérieures et, surtout, en concevant un programme de cartographie aérienne qui permit l'exploration du Nord. Quand le réarmement fut lancé en 1937, l'Aviation royale du Canada eut priorité sur les ressources du fait de son rôle principal : défendre le Canada.

À l'opposé, la Marine était désespérément anglophile et elle se considérait comme un prolongement de la Royal Navy. À cet égard, l'Armée de terre faisait à peine mieux parce que ses déploiements à l'étranger avaient un arrière-goût impérial. Cependant, la normalisation impériale – ce qu'on appellerait aujourd'hui l'interopérabilité – était la clef de voûte de l'existence de l'armée. Un corps expéditionnaire du Commonwealth devait avoir en commun l'organisation, les armes, l'équipement et les manuels d'instruction. Il lui fallait aussi une pensée, des attitudes et une doctrine communes. L'Imperial Defence College fixait les exigences, tandis que Camberly et Quetta remplissaient les espaces pour uniformiser les procédures d'état-major. Un officier décrit le processus :

Le tableau des effectifs de guerre de nos unités et la composition de nos formations étaient identiques en tous points à ceux de l'armée régulière britannique. Tous nos manuels étaient britanniques, comme l'était notre formation tactique. Presque tout notre matériel provenait du Royaume-Uni [...] Pour passer à un grade supérieur, les officiers de notre force permanente devaient subir des examens conçus et corrigés par le War Office. Nul doute que notre armée était britannique [...] en fait, elle ne présentait que de légères différences rendues nécessaires par des exigences purement locales⁵.

Le War Office alimentait continuellement le Quartier général de l'Armée de terre en directives et en renseignement, si bien que ce QG était mieux informé que le nouveau ministère des Affaires extérieures où l'on tentait d'élaborer une politique étrangère vraiment canadienne. Les relations entre ces deux entités étaient parfois tendues.

Naturellement, les officiers canadiens étaient coincés entre leurs racines canadiennes et leurs penchants impériaux. Entre-temps, leurs homologues de l'Armée britannique tentaient de définir *leur propre* raison d'être. Cette histoire est largement documentée.

Stratégiquement, les Britanniques n'arrivaient pas à choisir entre l'Europe et l'Empire. Du point de vue opérationnel, Fuller et Liddell Hart ont combattu les dirigeants de l'armée à propos de la doctrine : attrition ou manœuvre, approches directes ou indirectes. Tactiquement, ceux qui appuyaient les chars et les autres réformateurs s'opposaient à ceux qui estimaient encore que la mitrailleuse était inefficace contre un bon cheval bien dressé. Entre eux, les officiers britanniques débattaient aussi de ces questions; les traditionalistes et les critiques affirmaient représenter les meilleurs intérêts de l'armée. Toutefois, si l'on se place de l'autre côté de la lunette, les officiers canadiens se trouvaient dans une position délicate. Se ranger du côté des critiques revenait à s'attirer des accusations de déloyauté envers les politiques officielles britanniques qui étaient à la base même de leur existence professionnelle. L'innovation et le changement étaient suspects. Par conséquent, devant les divergences doctrinales des Britanniques, les Canadiens tendaient à privilégier le conservatisme, la tradition, le statu quo.

Des forces extérieures – l'absence de stratégie nationale et la normalisation impériale – empêchaient l'innovation au sein de l'armée pendant l'entre-deux-guerres. Il y avait peu de motifs militaires pour orienter un changement. Quand la mémoire du combat du CEC se fut complètement dissipée, la simple survie de l'institution sembla tenir du prodige, et la lecture d'un rapport sur l'état de l'instruction au sein de l'armée n'était pas réjouissante. Les unités du niveau du bataillon, dont les compagnies étaient dispersées dans tout le Canada, pouvaient rarement se regrouper et se réunir en formations. Les lacunes dans les habiletés tactiques de base entraînaient l'annulation des stages d'instruction collective d'été. L'armée trouvait sa consolation bureaucratique dans ses propres rangs. La simple survie étant l'objectif principal, il n'y avait que peu d'énergie à consacrer à des réflexions sur *la façon* dont une armée pourrait être appelée à combattre à l'avenir. Quand la 1^{re} Division débarqua en Grande-Bretagne en 1939, les soldats

ont commencé à s'entraîner dans des réseaux de tranchées qui ne différaient pas vraiment de ceux qui existaient en Flandres 20 ans plus tôt⁶.

Dans leur superbe ouvrage sur les changements militaires, Williamson Murray et Allan Millett indiquent certaines innovations d'importance apparues pendant l'entre-deux-guerres et ayant influé sur le déroulement de la Seconde Guerre mondiale : utilisation des blindés, de l'aviation et des sous-marins, guerre amphibie et technologie des transmissions⁷. Ils mentionnent également certains facteurs, parfois externes et parfois internes, incitant les armées à changer ou à stagner. Leur analyse est un outil précieux pour évaluer la situation canadienne.

Il n'est pas surprenant de constater que l'Armée canadienne de l'époque ne figurait pas parmi les innovateurs. Il n'était pas réaliste de penser qu'une armée comptant 400 officiers et dépourvue de raison d'être stratégique pouvait être un agent de changements, d'innovations, de réformes. De plus, la normalisation impériale et l'interopérabilité empêchaient d'office tout développement indépendant. Pour que la coalition puisse fonctionner, il fallait que les organisations, les armes, les styles de commandement, les procédures d'état-major et la doctrine soient calqués sur ceux de l'Armée britannique. Comme partenaire secondaire dominé par une plus grande puissance, le Canada n'était pas en mesure de lancer et de promouvoir des changements, même s'il avait voulu le faire.

Des facteurs internes favorisaient aussi l'inertie. Murray et Millett insistent sur l'importance cruciale de l'innovation au sein d'une culture institutionnelle qui, même si elle ne l'appuie pas, la tolérera. Ils citent deux formes de changements. Un changement est révolutionnaire et est provoqué par un chef fort, comme le Maréchal de l'Air Dowding a transformé la doctrine aérienne de la Royal Air Force, ce qui a probablement permis à la Grande-Bretagne d'éviter la défaite. L'autre changement est évolutif ou graduel et il « met en cause les cultures organisationnelles, les exigences stratégiques,

la situation internationale et la capacité de tirer des leçons réalistes et honnêtes du passé et de faire appel à l'expérience militaire actuelle »⁸.

Entre les deux guerres, l'Armée canadienne avait à sa tête un commandant révolutionnaire. Le général A.G.L. McNaughton dominait l'establishment militaire et son influence s'étendait bien davantage : conférences impériales; direction du Conseil national de recherches; gestion de l'important projet d'assurance-chômage du gouvernement pendant la Crise. Il a façonné l'armée à son image. Sa priorité était la formation en sciences et en génie, parce que des ingénieurs bien formés pourraient maîtriser la technologie avec laquelle se ferait la prochaine guerre. Les politiques en matière de personnel étaient adaptées à cette approche, si bien que la formation avait préséance sur le leadership. Toutes proportions gardées, davantage d'officiers passèrent par le Collège d'état-major, puis par l'Imperial Defence College. Beaucoup n'avaient que peu d'expérience du commandement, voire aucune, et, à leur retour, ces officiers se virent confiés des postes d'état-major plutôt que des postes au sein des troupes. Selon le plan de mobilisation de l'armée, une seule des six brigades était commandée par un officier d'infanterie de la Force régulière, et 14 des 19 postes supérieurs d'état-major étaient occupés par des artilleurs et des sapeurs.

Sous les auspices du général McNaughton, un petit groupe de ces officiers d'état-major intelligents et professionnels changeaient périodiquement d'affectations et élargissaient ainsi considérablement leur influence. Si leurs écrits sont le moins fidèles à la réalité, ils s'intéressaient moins aux tâches courantes de tout soldat qu'aux grandes questions stratégiques. Leurs textes rédigés au Collège d'état-major et à l'IDC traitaient de la façon possible d'harmoniser les intérêts nationaux et impériaux. Il s'agissait aussi du thème d'un concours de dissertation parrainé par la *Revue canadienne de défense* (RCD), en 1930, pour lequel il fallait, compte tenu des trois obligations clés du Canada – envers la Société des Nations, le Commonwealth et la défense nationale : « Discuter des rôles qui

devraient être confiés aux forces canadiennes, préciser la forme que ces forces devraient avoir et indiquer l'organisation que cela exigerait ». Pour ce concours, il y eut deux gagnants : un historien et officier de la Milice, le lieutenant C.P. Stacey, ainsi qu'un officier d'état-major, le major M.A. Pope.

Ce concours de dissertation correspondait à une grande partie du contenu de la RCD de cette époque. Ses éditoriaux mordants traitaient de toute une gamme de sujets - affaires étrangères et questions stratégiques. Il est impossible de dire à quel point ces textes reflétaient l'opinion de l'armée en général, mais il est certain qu'ils correspondent à certains courants de pensée de l'époque. Ainsi, il était clair qu'un monde en paix était une notion irréaliste. Les Japonais étaient en droit de rosser la Chine. La guerre était inévitable et chaque pays devait s'y préparer. Le désarmement était une folie et la Société des Nations avait tort, « jetant l'anathème sur l'esprit anglo-saxon ». Les pacifistes, les idéalistes, les collectivistes et les isolationnistes étaient dangereux. L'auteur se plaignait qu'au Canada, « quiconque est assez fou pour consacrer du temps à l'étude de la guerre est réputé être mûr pour entrer à l'asile le plus proche... ». Ces opinions tranchées étaient tendancieuses et, sans doute, exagérées. Elles peuvent avoir été exprimées pour compenser une vision diamétralement opposée du rôle du Canada dans les affaires étrangères et militaires, à savoir que le Canada devrait prendre ses distances d'avec la Grande-Bretagne et faire valoir ses propres intérêts nationaux par le biais d'une action collective. Il s'agit d'un thème familier⁹.

Ce petit groupe d'officiers a beaucoup apporté à l'armée. Leurs plans de mobilisation fut la base sur laquelle les effectifs de guerre ont été constitués. Ce fut une remarquable réalisation : gérer une croissance telle qu'en deux ans environ, les effectifs passent de quelques milliers de soldats à quelques centaines de milliers. Il y avait une certaine ironie dans leur préoccupation évidente pour les questions stratégiques du plus haut niveau. En temps de guerre, ces officiers, ayant maintenant le grade de

général, ne participaient aucunement aux décisions stratégiques importantes. Comme commandants, ils agissaient au niveau tactique uniquement et il ne semble pas qu'ils aient beaucoup réfléchi à la façon dont l'armée devrait combattre pendant cette guerre imminente, sinon qu'elle devrait procéder comme pour la guerre 1914-1918. Ils semblent avoir tenu pour acquis la doctrine et les facteurs humains sous-jacents¹⁰. Ce commentaire de James Eayr est bien à propos.

Au Canada, l'armée a produit son lot de soldats-diplomates et de soldats-intellectuels, mais pas de soldats-stratèges. Il n'y a pas de Douhet ou de Slessor canadiens, ni de Fuller ou de Liddell Hart, et encore moins de Clausewitz ou de Mahan. Les causes de cette lacune sont complexes : il faut compter avec la faible puissance militaire du Canada, la difficulté de définir un rôle stratégique, le peu d'attraits du métier des armes pour les intellectuels et, surtout, sur le fait que les intellectuels non militaires du Canada, jusqu'à tout récemment peut-être, pouvaient se compter sur les doigts d'une main gravement mutilée¹¹.

C'est maintenant un lieu commun que d'observer que les changements constructifs quant à la préparation des armées en vue de la guerre imminente découlaient de l'étude systématique de l'histoire militaire. Comme Murray et Millett le mentionnent :

Pendant l'entre-deux-guerres, les organisations militaires de trois continents ont défini les possibilités opérationnelles découlant des adaptations tactiques et techniques des combats de la Première Guerre mondiale. Pour mener à bien cette tâche exigeante, les théoriciens du combat devaient comprendre parfaitement ce qui s'était produit pendant la dernière année de la guerre, et pourquoi. Dès que les institutions militaires et les innovateurs cherchaient à se projeter dans le futur, sans tenir compte de l'histoire ou si peu, les résultats étaient dangereusement trompeurs¹².

Entre les deux guerres mondiales, l'armée canadienne n'était pas encline à étudier l'histoire ou à analyser plus

précisément la Première Guerre mondiale pour en tirer des inférences susceptibles de provoquer des changements. L'histoire officielle était toujours enlisée. La RCD publiait des anecdotes, mais avec peu d'analyse critique. Une de ces anecdotes, rédigée par un sergent-major et portant sur le leadership, avait ce qu'il fallait pour susciter un changement de doctrine¹³, mais peu étaient portés à remettre en question le pouvoir établi. Quand la revue *British Army Quarterly* publia la critique d'un officier envers son armée à propos de la doctrine tactique britannique pendant la Première Guerre mondiale, le rédacteur en chef de la RCD répondit vigoureusement et écrivit que l'auteur s'était complu dans « une orgie critique [...] qui était tout sauf raisonnable et qui ne reposait certainement pas sur des faits ». Les erreurs tactiques de la Première Guerre mondiale n'étaient pas dues « à une mauvaise doctrine, mais à une mauvaise application de la doctrine ». Il poursuivit en affirmant : « on nous demande de recourir à l'excessive décentralisation allemande qui a si lamentablement échoué en 1918 »¹⁴. Les opinions classiques sur les événements de la Première Guerre mondiale, conclut-il, étaient parfaitement valables¹⁵.

Beaucoup de choses ont été écrites, récemment, sur les réactions comparées des Britanniques et des Allemands par rapport à la Première Guerre mondiale. Les vainqueurs et les vaincus tirent des conclusions différentes. Poussés par l'influence de Clausewitz, les Allemands ont étudié systématiquement la dynamique de la guerre, surtout ses dernières phases, tout comme le maître l'avait fait pour les campagnes de Napoléon, un siècle plus tôt. Leur étude rigoureuse a mené à une nouvelle doctrine, de nouvelles organisations, de nouvelles armes et de nouvelles méthodes de commandement. La doctrine reconnaissait le chaos inhérent au champ de bataille et tentait de l'exploiter. Les commandants britanniques et canadiens voyaient mal la nécessité d'étudier sérieusement la guerre et ils ne cherchaient qu'à confirmer des présomptions, pas à découvrir des vérités. Il était évident que la victoire était le fait d'une bonne doctrine et qu'il n'était donc pas nécessaire de la changer. Au lieu d'exploiter le chaos, ils préféraient le gérer.

Deux autres études comparables de l'histoire ont entraîné des changements de doctrine au XX^e siècle. L'Armée soviétique s'est penchée en détail sur son passé, a défini le niveau opérationnel de la guerre et a appliqué ces connaissances avec un effet dévastateur en 1943. Une génération plus tard, les Américains tentaient de chasser leurs vieux démons vietnamiens et de comprendre pourquoi ils ont pu remporter toutes les victoires tactiques, mais perdre malgré tout la guerre. Les indices se trouvent dans le passé. Certains ont décelé les empires qui

présumaient de leur force, comme Athènes en Sicile, environ deux mille ans auparavant. D'autres étudiaient Jomini, mais surtout Clausewitz. Ils ont transposé ses analyses aux guerres du XX^e siècle et ont défini le niveau opérationnel et l'*auftragstaktik*. Les deux cas contrastent avec les pratiques anglo-américaines. Les adaptations doctrinales américaines ont mené à la normalisation OTAN et ont atteint le Canada. Il y a dix ans, le Collège d'état-major des Forces canadiennes inscrivait à son programme de cours le niveau opérationnel de la guerre. Depuis lors,

les manuels de doctrine tentent d'en arriver à un juste équilibre entre les principes structurels de Jomini et la souplesse de Clausewitz, entre les moyens de contrôle traditionnels et le commandement de mission, ainsi qu'entre différents éléments incompatibles. L'interopérabilité, version moderne de la normalisation impériale, demeure l'âme de la nouvelle doctrine. Le cycle se poursuit.



À PROPOS DE L'AUTEUR...

Bill McAndrew, Ph.D., s'enrôla dans l'Armée canadienne en 1951 à l'âge de 17 ans, fut commissionné l'année suivante et joignit les rangs du 2nd Canadian Rifle Battalion qui devint le 2nd Battalion Queen's Own Rifles of Canada. Au cours des 12 années qu'il passa au sein du régiment, il servit plusieurs mois en Corée comme officier de liaison au Quartier général de la 1st Commonwealth Division, en Allemagne et au sein de la Canadian Army Training Team, au Ghana. Il a pris sa retraite en 1963 et s'est inscrit à l'université York. Après avoir obtenu un baccalauréat avec spécialisation en histoire, M. McAndrew poursuit des études post universitaires à l'University of British Columbia. Tout en rédigeant sa thèse de doctorat sur l'impact de la dépression des années 1930 au Canada et aux États-Unis, il enseigna à l'University of Maine à Orono et dirigea aussi le programme d'études canadiennes de l'université. M. McAndrew s'est joint à la Direction de l'histoire en 1975 et a d'abord collaboré à l'histoire officielle de l'ARC. Ses travaux de recherches portent surtout sur l'expérience de l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale, plus particulièrement sur les aspects humains des combats. Il a publié de nombreux ouvrages sur l'histoire politique du Canada, sur l'histoire de l'Armée de l'air et sur celle de l'Armée de terre du Canada.

M. McAndrew a quitté la Direction de l'histoire en 1996 et il vit actuellement à Ottawa, en Ontario.

NOTES

1. The Hastings and Prince Edward Regiment.
2. Notes tirées de *Theatres of War*, 1944.
3. L.A.D. - Light Aid Detachment (équipe de dépannage), service de maintenance fourni par le Corps royal canadien des ingénieurs électriciens et mécaniciens.
4. Voir, par exemple, Michael Howard, dans Richard Kohn (éd.),

« The Scholarship on World War II: Its Present Condition and Future Possibilities », *Journal of Military History*, 55 (Juillet 1991); David French, « Tommy is No Soldier : The Morale of the Second British Army in Normandy, June-August 1944 » et Stephen Hart, « Montgomery, Morale, Casualty Conservation and 'Colossal Cracks': 21st Army Group's Operational Technique in North-West Europe, 1944-45 », tous deux tirés du *Journal of Strategic Studies*, 19 (1996); Bill McAndrew, « The Soldier and the Battle », dans J.L. Granatstein et Peter Neary (éd.), *The Good Fight* (Toronto: Copp Clark, 1995).

5. Lcol Maurice Pope, cité par James Eayrs, « In Defence of Canada: From the Great War to the Great Depression » (Toronto: University of Toronto Press, 1964).

6. Pour cette époque, la meilleure description du perfectionnement professionnel de l'Armée canadienne (ou son manque de perfectionnement) est celle de Stephen J. Harris, *Canadian Brass: The Making of a Professional Army, 1860-1939* (Toronto: University of Toronto Press, 1988).

7. *Military Innovation in the Interwar Period* (Cambridge: Cambridge University Press, 1996).

8. Ibid.

9. Voir Eayrs, 62-148; Serge M. Durlinger, *The Canadian Defence Quarterly, 1933-1935: « Canadian Military Writing of a Bygone Era »*, CDQ, 20, (Juin 1991).

10. Un manque d'intérêt similaire pour les questions humaines et les questions de doctrine est évident dans une collection récemment publiée sous la plume d'officiers supérieurs; Bernd Horn et Stephen J. Harris (éd.), « Generalship and the Art of the Admiral » (St. Catharines: Vanwell, 2001).

11. Eayrs, 104.

12. Murray and Millett.

13. Sergent-major instructeur E.J. Simon, R.C.R., « Discipline and Personality », CDQ, 2, 1924.

14. Cité dans Eayrs.

15. Il y a des moyens d'apprendre de l'expérience et des moyens de ne pas le faire, comme le suggère l'analyse suivante de l'état-major de la RAF. « [L'Armée de l'air] peut bombarder des objectifs militaires situés dans des zones habitées dès le début de la guerre [...] ou elle peut d'abord attaquer des aérodromes dans le but de s'assurer d'une certaine supériorité aérienne [...] Cette dernière possibilité est celle que les leçons de l'histoire militaire semblent privilégier, mais l'état-major de l'Armée de l'air est convaincu que la première option est la bonne ». *Ibid.*

« Die Gedanken sind frei » : culture intellectuelle de l'armée allemande de l'entre-deux-guerres

par le professeur Rob Citino, Ph.D.

INTRODUCTION : CONTRAINTES

La question paraît simple : en temps de paix, comment une armée peut-elle demeurer prête pour la guerre? De prime abord, les activités quotidiennes routinières du temps de paix et les contraintes liées aux combats ne sauraient être plus différentes. Nous pouvons même affirmer que plus une armée s'habitue à la routine, moins elle est apte à la guerre. Toutefois, l'expérience vécue par l'armée allemande entre les deux guerres mondiales suggère que cela n'est pas nécessairement vrai. Même si Isaïe promet qu'un jour les nations de la terre ne penseront plus à la guerre, une armée doit au contraire y penser constamment en temps de paix. Ce court article porte sur l'étude de la guerre dans l'armée allemande (*Reichswehr*) pendant l'entre-deux-guerres et s'inspire du principal journal militaire, le *Militär-Wochenblatt*, pour en arriver à certaines conclusions sur la culture militaire allemande pendant cette période¹.

Dans chaque armée moderne, la planification est soumise à certaines contraintes qui peuvent prendre la forme d'un pouvoir politique rébarbatif ou carrément hostile, d'un manque d'intérêt parmi les civils ou de restrictions budgétaires interdisant l'achat de matériel moderne. Le scénario dénué de toute contrainte, selon lequel les armées peuvent choisir leur potentiel militaire, leurs armes et leur effectif peut constituer un outil de planification utile, mais il relève tout de même de la fantaisie. Les contraintes sous lesquelles devait opérer la *Reichswehr* ont cependant été uniques dans l'histoire du XX^e siècle. Les clauses de désarmement du traité de Versailles ne

permettaient à l'Allemagne qu'une armée de 100 000 hommes (dont pas plus de 4 000 officiers) et elles définissaient l'organisation et l'armement de cette force : sept divisions d'infanterie et trois de cavalerie, pas d'armes offensives comme des chars, des avions ou de l'artillerie lourde. Le traité interdisait la conscription, de sorte que la force ne devait être constituée que de volontaires à long terme (12 ans pour les hommes du rang et 25 ans pour les officiers), exigence qui, en théorie, empêchait les Allemands de disposer d'une réserve entraînée. Le traité abolissait le Grand état-major général ainsi que la *Kriegsakademie* d'où étaient sortis ses membres. Enfin, le traité de Versailles imposait une obligation qui ne pouvait faire autrement qu'avoir un impact sur la disponibilité militaire : la nécessité pour l'Allemagne de verser d'énormes sommes en réparation des dommages de guerre. Dans le même ordre d'idée, des clauses territoriales réduisaient de 30 pour cent l'assiette d'imposition de l'Allemagne².

Mais, malgré toutes les contraintes politiques et économiques qui peuvent s'exercer sur une armée, la pensée demeure. La pensée ne coûte rien, avantage non négligeable lorsque les budgets sont infimes, et elle est libre en ce sens que, par définition, aucune contrainte ne s'exerce sur elle. Versailles a pu désarmer physiquement l'Allemagne, processus allant de la destruction des chars allemands jusqu'à la fermeture du collège d'état-major, mais, échec lamentable, l'Allemagne avait mentalement conservé toutes ses armes. Un observateur étranger qui assistait en 1924 aux manœuvres d'automne de la *Reichswehr* faisait d'ailleurs précisément cette remarque. Après avoir assisté à cinq jours de guerre mobile intense au cours desquels les

forces bleue et rouge s'en prenaient agressivement aux flancs l'une de l'autre et combattaient selon un scénario de combat très réaliste, le colonel américain Allen Kimberly terminait sa dépêche au War Department en soulignant le fait que le traité de Versailles avait bel et bien désarmé l'Allemagne, mais que « les cerveaux, eux, étaient loin d'être désarmés »³.

VUE D'ENSEMBLE : RÉFLEXIONS TIRÉES DES PAGES DU MILITÄR-WOCHENBLATT

Les officiers allemands de l'entre-deux-guerres mentionnent souvent que l'arrivée du *Militär-Wochenblatt*, le jeudi, est l'un des points saillants de la semaine. À première vue, le journal n'est guère impressionnant. Il ne compte que seize pages de papier journal avec texte réparti sur deux colonnes et un minimum d'illustrations, rarement plus d'une carte ou deux; bref, selon les critères d'aujourd'hui, chacun dirait qu'il s'agit d'une présentation très modeste qui, par ailleurs, variait fort peu même si, tout comme l'Allemagne, la publication ne soit développée pendant les années où Hitler était au pouvoir. Un numéro type commence par un article principal assez long suivi de six ou sept textes plus courts et d'une série de courtes rubriques régulières⁴. Mais sous cette apparence terne se cache une analyse pénétrante de la guerre moderne, analyse due à la plume de certains des meilleurs esprits tactiques et opérationnels du monde qui, pour la plupart, ne signaient pas leurs textes. Le champ de discussion est très vaste : de la principale préoccupation des militaires de l'époque (la mécanisation de l'armée) jusqu'aux nouvelles formes d'organisation et aux nouvelles armes tout en laissant une grande place à

l'histoire militaire axée sur les opérations. L'écriture est toujours de grande qualité, le raisonnement est irréfutable et l'analyse est fort à propos.

Un coup d'œil à un numéro du journal *Militär-Wochenblatt* se révèle instructif. Le numéro du 11 janvier 1932 commence par un article intitulé « Les deux cents derniers mètres » écrit par le lieutenant-colonel autrichien Lothar Rendulic. L'auteur analyse le problème de base de la tactique de choc employée par l'infanterie depuis la guerre des Boers : le franchissement de cette dernière bande de terrain battue par le tir ennemi. Rendulic soutient que ce problème doit être considéré dans une perspective plus vaste. Premièrement, il n'a jamais été le rôle de l'infanterie de franchir seule cette distance. Cela doit plutôt être une opération interarmes : infanterie, artillerie, mitrailleuses légères et lourdes, mortiers et grenades. Deuxièmement, l'infanterie commet une erreur en se limitant à atteindre les lignes ennemies; il faut percer ces lignes et porter l'attaque en profondeur. Dans ce but, l'appui des chars et de l'aviation est absolument essentiel. Pour Rendulic, l'assaut est inutile à moins qu'il soit le prélude à une manœuvre opérationnelle.

Le lieutenant-général Fleck poursuit avec la deuxième partie d'un article intitulé. « Le champ de bataille désert », expression maintenant bien connue en rédaction militaire. Le général rappelle aux lecteurs à quoi ressemblaient les champs de bataille à l'époque de la guerre des tranchées : « Le champ de bataille était loin d'être désert; il grouillait d'activités de toutes sortes. Un véritable ouragan d'acier et de plomb forçait chacun à se coller au sol; ici et là, de petits groupes de soldats progressaient d'un cratère d'obus à l'autre ». Vers la fin, les chars et les avions sont apparus. Une grande partie du corps des officiers de la *Reichswehr* et presque tous les hommes de troupe ignoraient tout de ces deux réalités. Selon l'auteur, les récents exercices ont confirmé tout cela, mais on n'accordait pas assez d'attention à la sécurité pendant la marche et à la dissimulation. Il y avait beaucoup trop de casques qui luisaient au soleil, de cuisines de campagne qui crachaient leur fumée et de batteries qui s'installaient sur des

crêtes bien découpées. L'armée devait accorder une attention particulière à la préparation d'exercices réalistes car elle utilisait des drapeaux, des banderoles et des obus éclairants au lieu d'armes et d'unités réelles. Il s'agissait du cri commun lancé par de nombreux officiers allemands de cette période, particulièrement par le chef du Commandement de l'armée, le général Hans von Seeckt.

Un autre article non signé, intitulé « Questions inévitables sur la conduite de la guerre, 1915 - 1917 », suit, dernière saveur d'un débat qui faisait rage dans les milieux militaires à propos des mémoires récemment publiées du général Max von Gallwitz, un des commandants d'armées les plus éminents de l'Allemagne pendant la guerre. Gallwitz accusait le haut commandement sous les ordres du général Erich von Falkenhayn de n'avoir rien fait à l'ouest en 1917 (« *gar nichts getan* ») et d'avoir passé toute l'année campé sur des positions défensives. Son accusation attira un certain nombre d'arguments contraires. Dans ce débat, ses adversaires mentionnaient que l'Allemagne avait lancé des attaques cette année-là (offensive de Caporetto en Italie et offensive de Riga en Russie); et qu'aucune armée ne pouvait attaquer partout et en tout temps. Cet article présente une synthèse des positions des deux camps. L'auteur anonyme de l'article souligne que ces opinions contradictoires ont une très grande valeur pour le lecteur qui désire se renseigner de façon objective sur l'histoire militaire; comme le disent les Français, cela est fort utile pour celui qui cherche du renseignement et non de l'enseignement. L'auteur soutient avec force que même si la défense stratégique était de mise, l'armée allemande aurait pu y aller d'attaques sur des objectifs limités, au lieu de forcer ses troupes à endurer pendant toute une année les horreurs d'une défense passive face à des soldats de l'Entente, mieux équipés. Il concède que la guerre a ouvert les yeux de ceux qui prêchaient une offensive interrompue en 1914. Mais, le raisonnement contraire était tout aussi valable. Une défense axée sur une immobilité rigide ne pouvait mener à la victoire puisque l'ennemi avait le loisir de



Le général Hans von Seeckt fut l'individu-clé dans la création de la doctrine tactique allemande de l'entre-deux-guerres. Il servit de chef d'état-major général en 1919 et 1929 et, en tant que commandant de l'Armée, de 1920 à 1926. Quand il eut quitté, la Reichswehr avait une doctrine de bataille standardisée et une théorie de la guerre future qui ne changea que légèrement en 1939.

développer une attaque aussi puissante que possible. L'analyse reste sobre, toutefois, et se compare à tout ouvrage relevé écrit depuis à ce propos.

Les autres articles forment un mélange éclectique. Un article non signé sur le désarmement de l'Allemagne compare l'effectif militaire de 1913 à celui de 1931 et trace le portrait du passage d'une armée de 786 000 hommes à une force de 100 000 hommes; l'auteur voulait souligner que le désarmement était possible, que l'Allemagne avait prouvé que c'était possible et que tout ce qui manquait à l'heure actuelle était la volonté des autres signataires du traité de Versailles de poursuivre. Le lieutenant-général Marx continue avec un article rédigé en guise de réponse à un écrit présenté dans un numéro précédent et portant sur l'artillerie à cheval où l'auteur soutenait qu'il fallait entraîner les batteries « au galop ». L'article précédent renfermait des exemples tirés de la guerre illustrant à quel point

l'artillerie à cheval bien entraînée pouvait être utile. Marx indique poliment que tous ces exemples semblent tirés de la phase de manœuvre de la guerre, particulièrement au début de 1914. Le reste de la guerre regorge de situations où des batteries se dirigeant au galop vers de nouvelles positions sont détruites avant même d'entrer en action⁵.

Le lecteur arrive alors à la section consacrée aux rubriques régulières. La rubrique « Exercices tactiques » de ce numéro est particulièrement riche : un exercice divisionnaire basé sur les manœuvres d'automne de 1930 de l'armée allemande; un problème de l'armée tchèque sur l'emploi de colonnes motorisées pour transporter des troupes et un problème de l'Armée rouge à propos de la reconnaissance par la cavalerie polonaise au cours de la guerre russo-polonaise. La rubrique « Armées et marines » présente des nouvelles en provenance d'Angleterre où les sévères restrictions budgétaires mettaient en péril la disponibilité opérationnelle britannique, d'après un article du capitaine Basil Liddell Hart publié dans le *Daily Telegraph*. En France, les nouveaux règlements de campagne pour les pionniers venaient d'être publiés et ils insistaient sur la nécessité pour les pionniers de disposer de leurs propres mitrailleuses lourdes.

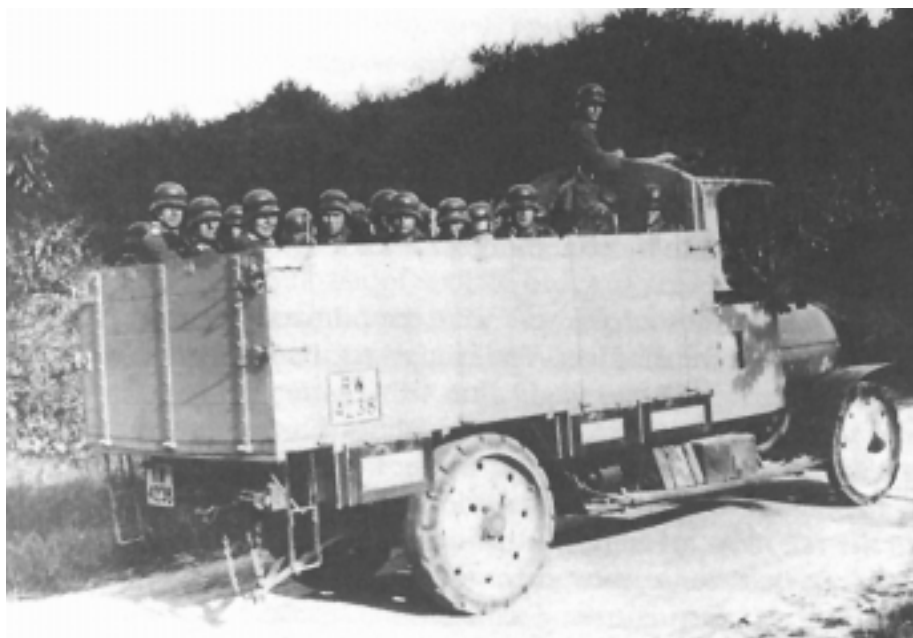
En Union soviétique, l'Armée rouge faisait face à des difficultés touchant la collaboration entre l'artillerie et l'infanterie et elle travaillait aussi sur des plans destinés à contrer un blocus ennemi au cours d'une guerre future. Enfin, des États-Unis, on signale que la construction de deux nouveaux porte-avions venait de commencer.

La rubrique « Revues militaires » de ce numéro présente une gamme surprenante d'articles : un article tiré de la revue autrichienne *Militärwissenschaftlichen Mitteilungen* sur les résultats inégaux de treize années de désarmement; une description du contenu du dernier numéro de la *Revue Militaire Française*, numéro renfermant un article fort critique sur la façon dont le général Erich von Falkenhayn a conduit la guerre; une revue des numéros les plus récents de deux revues militaires italiennes : *Esercito e Nazione* (comportant un long article sur l'offensive aérienne) et *Rivista militare italiana* (renfermant un article du général Bastico sur la marche d'approche en terrain montagneux); enfin, le dernier numéro de la revue tchèque *Voyenske Rozh-ledy* comprend un article sur l'emploi des forces aériennes et un autre article du lieutenant-colonel Trutnovsky sur l'évolution de la doctrine allemande depuis Frédéric le Grand, ou plutôt, l'absence d'évolution. Selon Trutnovsky,

contrairement à ce que l'on pourrait attendre d'une armée vaincue, le haut commandement allemand n'a pas modifié sa doctrine depuis la fin de la guerre.

La vaste étendue des sujets abordés apparaît à la lumière des différents thèmes de l'année. L'étude des armées étrangères, par exemple, devient impressionnante lorsque l'on consulte le volume CXVI (1931-1932). Il y a des articles sur le nouveau service polonais des armées en campagne, plusieurs écrits sur les nouvelles directions tactiques et organisationnelles de l'armée polonaise et une discussion à propos du maintien des trains blindés dans l'arsenal polonais⁶. Il y a une série d'articles sur trois nouveaux règlements de l'armée française, ainsi qu'un article sur le ministre français de la Défense nationale et un autre sur la formation militaire des jeunes Français⁷. L'armée tchèque fait l'objet d'articles axés sur l'état de son personnel, sur les débats entre ses membres à propos de l'organisation, de la doctrine et de l'armement et sur les Tchèques qui effectuent de nombreux exercices tactiques⁸.

Même si ces trois puissances étaient les adversaires les plus probables de l'Allemagne en cas de conflit à court terme, la gamme des sujets traités est bien plus étendue. Il y a une étude de l'organisation et de la tactique de l'Armée roumaine; deux analyses des diverses organisations paramilitaires de l'Italie fasciste, y compris une évaluation de l'efficacité de la milice fasciste et de sa collaboration avec l'Armée italienne; un article sur la question de la langue dans l'Armée belge bilingue; une analyse des nouveaux règlements de l'artillerie russe ainsi qu'une liste des publications militaires soviétiques pour l'année en cours; une étude du programme *ROTC* de l'université de l'Oklahoma; un écrit instructif et, comme l'avenir l'a montré, prophétique sur les principes de la guerre défensive adoptés par l'armée finlandaise en plus d'un article sur la réorganisation imminente des forces finlandaises; une analyse de l'Armée irakienne et une discussion sur la réorganisation de l'Armée espagnole. Dans le sillage de l'occupation de la



Un char allemand factice se faisant assembler par les troupes de Transport vers la fin des 1920. (gracieuseté du U.S. Army Ordnance Museum, Aberdeen Proving Ground)

Mandchourie, on trouve les ordres de bataille détaillés des Armées japonaise et chinoise ainsi qu'un article sur l'artillerie japonaise. Cette liste n'est pas exhaustive car de nombreux articles sur la doctrine et l'histoire militaire renferment beaucoup de renseignements sur les effectifs militaires étrangers. Aucun étudiant d'aucune armée de l'époque de l'entre-deux-guerres ne devait faire fi du journal *Militär-Wochenblatt*, source indispensable d'information sur les développements militaires de l'époque.

Les articles sur l'histoire militaire ont la même envergure. Presque tout est consacré à la guerre, au niveau opérationnel : divisions, corps et armées. L'article intitulé « Envoi sur le flanc d'une division déployée » traite de la progression de la 4^e Division bavaroise en France pendant la course à la mer de septembre 1914⁹. Au cours d'une seule matinée, la division a lancé une attaque, a décroché, puis a marché vers son flanc gauche pour venir en aide à la 3^e Division bavaroise, sa partenaire au sein du II^e Corps bavarois. Il s'agit d'un article très instructif qui met le lecteur en garde contre la facilité de ces manœuvres au cours d'exercices en temps de paix et qui souligne la difficulté d'exécuter ces mêmes manœuvres en temps de guerre. L'article « La cavalerie en colonne mobile¹⁰ » analyse la progression d'une division concentrée de cavalerie russe en Galicie en août 1914. La bataille de Tannenberg a été très étudiée car le haut commandement allemand la considérait encore comme un modèle à suivre. Un article portait sur la reconnaissance aérienne allemande pendant la campagne, opération clé ayant permis de piéger et de détruire la 2^e Armée russe; un autre article était consacré à l'importance opérationnelle souvent sous-estimée des fortifications de Prusse orientale pendant la campagne et un dernier article se basait sur le second pour étudier « Les fortifications de campagne au cours des opérations »¹¹. Il y a des articles sur l'opération amphibie allemande lancée contre les îles de la Baltique en octobre 1917; sur l'attaque française le long de l'Ourcq le 6 septembre 1914, début de la bataille de la Marne; et sur le rôle des troupes américaines en 1918, article intitulé

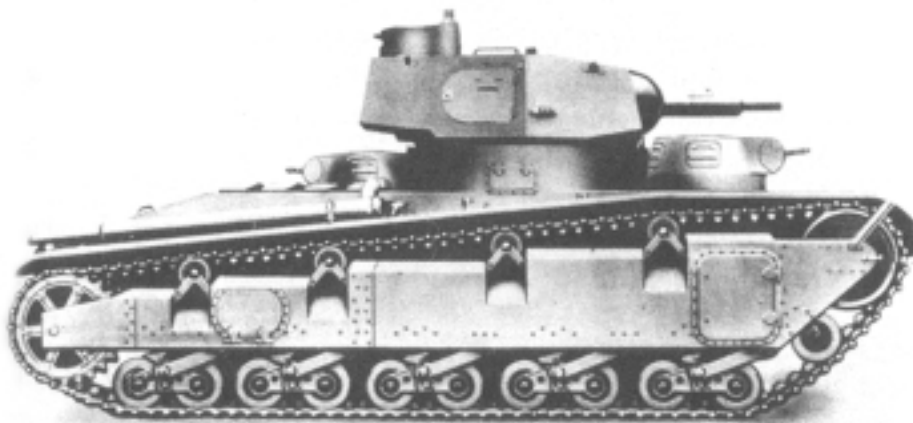
« L'Amérique décide de l'issue de la guerre »¹². Un des maîtres de l'histoire militaire moderne, Michael Howard, écrivait en 1993 que même si beaucoup d'ouvrages ont été écrits à propos de la Première Guerre mondiale, il ne connaissait « aucun compte rendu satisfaisant des opérations »¹³. Un bon rédacteur pourrait en façonner un à partir des pages du journal *Wochenblatt*.

L'aspect le plus intéressant, peut-être, de tous ces articles, incluant habituellement l'article principal de la revue, concerne ce que les Allemands appellent la « grande conduite de la guerre ». L'article du colonel von Mantey sur « L'essentiel de l'enseignement de Schlieffen » se porte à la défense de l'architecte de la campagne de 1914 qui fait face à des accusations « de partialité » à cause de son insistance à mener des opérations de flanquement et d'enveloppement. Mantey signale que Schlieffen, comme Moltke avant lui, évitait les solutions et les voies trop rigides dans la conduite de la guerre. Au lieu de cela, il ne visait que la destruction de l'ennemi (« den Feind zu Vernichten »). Si cet objectif pouvait être atteint à un coût relativement faible par des manœuvres d'enveloppement et de flanquement, tant mieux! S'il fallait un assaut frontal sanglant, il était prêt à l'accepter aussi. Dans un article intitulé « Victoires à la Pyrrhus », un autre auteur anonyme réfléchit sur la question des pertes et se demande si les armées modernes ne sont pas si craintives à l'idée de subir des pertes

qu'elles en perdent leur efficacité opérationnelle (pensée bien à propos en ce début du XXI^e siècle). Un autre article non signé sur la stratégie du cordon constitue le meilleur énoncé de l'art opérationnel allemand qui se puisse trouver. L'auteur y oppose la conduite de la Première Guerre mondiale, avec des lignes continues tenues par des troupes aux qualités inégales et appuyées par de puissantes réserves, à des « opérations décisives » effectuées par de grandes unités manœuvrant en terrain découvert. La synthèse s'opère lorsqu'il indique qu'une stratégie du cordon peut se révéler adéquate, mais uniquement si elle permet au commandant de concentrer une puissance supérieure pour lancer des opérations agressives et décisives¹⁴.

ÉTUDE DÉTAILLÉE : EXERCICES TACTIQUES

L'étude en profondeur d'un article du *Wochenblatt* donne des résultats tout aussi remarquables. À l'automne 1924 a été tenue une série d'exercices tactiques conçue par le lieutenant-colonel Friedrich von Cochenhausen de Truppenamt, l'état-major général occulte. Ces exercices étaient axés sur la *Bewegungskrieg* – la guerre de mouvement, dans ce cas, l'emploi d'une division d'infanterie pendant une campagne continue¹⁵. Le but des exercices était de permettre aux officiers de s'entraîner à prendre des décisions et à donner des ordres. Les solutions



Un modèle Rheinmetall d'un « tracteur léger », vers 1930. (gracieuseté du U.S. Army Ordnance Museum, Aberdeen Proving Ground)

de Cochenhausen ne devaient pas (il insiste sur ce point) être considérées comme les solutions idéales (*Patentlösungen*) aux problèmes posés, mais plutôt comme des indices quant aux méthodes adaptées à ces situations¹⁶.

Les 11 exercices commençaient par une situation de guerre réaliste. Le fleuve Weser constituait la frontière entre l'État rouge à l'ouest et l'État bleu à l'est¹⁷. La mission du II^e Corps d'armée bleu était d'empêcher les forces rouges de traverser le Weser. Selon des renseignements fournis par des aviateurs amis, une longue colonne de véhicules non identifiés approchait du fleuve et on signalait que des avions ennemis avaient violé l'espace aérien bleu.

Le commandant du II^e Corps des forces bleues a maintenant ordonné à sa 6^e Division d'infanterie de se rendre au fleuve Weser et de se placer entre la 5^e Division d'infanterie (à sa droite) et la 3^e Division de cavalerie (à sa gauche). Le commandant divisionnaire a aussi été informé par une unité en garnison sur place (le 15^e Régiment Landsturm) que le franchissement du Weser par les forces rouges était imminent. Des patrouilles de soldats rouges ont déjà tenté de traverser, mais elles ont été repoussées par la 1^{re} Compagnie du régiment. Il y a eu des combats près de la ville d'Ohsen et le pont enjambant le Weser à cet endroit a été détruit. Une longue colonne de cavaliers a été repérée sur la rive opposée. La supériorité aérienne des forces rouges est évidente et ces troupes semblent bien équipées en artillerie lourde et en chars modernes. Dans le cadre de cet exercice, le commandant de la 6^e Division d'infanterie bleue devait d'abord présenter son appréciation de la situation et son analyse du terrain, puis donner des ordres précis et adéquats.

La solution de Cochenhausen mentionne d'abord que la ville est le Schwerpunkt de la force rouge, soit le point où s'exerce son effort principal. La défense de la ville pose un problème. Le courant sur la rive opposée permet aux troupes rouges de s'approcher et de se rassembler. Il n'y a qu'une petite garnison bleue en ville et, contrairement aux rapports, le pont a été endommagé mais pas détruit. Si la

force rouge parvenait à établir une tête de pont dans la soirée, il deviendrait difficile de la repousser. La force bleue doit donc envoyer d'importantes troupes à Ohsen immédiatement. La marche serait dure pour les troupes qui se déplaçaient alors vers le fleuve Weser, mais un effort maintenant pourrait leur épargner d'âpres combats plus tard. Les troupes disponibles incluaient l'avant-garde de la 6^e Division : le 1^{er} Bataillon du 16^e Régiment d'infanterie; la moitié du 6^e Régiment de reconnaissance; une batterie d'artillerie.

Le déploiement du reste de la division dépendrait des événements sur le Weser. Si les unités qui se hâtaient d'atteindre le fleuve ne parvenaient pas à repousser les troupes rouges de l'autre côté du Weser, le gros de la 6^e Division devrait se tenir prêt à lancer une attaque délibérée contre la tête de pont des troupes rouges. Par contre, si les premières unités réussissaient à chasser les troupes rouges de l'autre côté du fleuve, toute la division devrait se déployer en profondeur pour faire face à d'éventuelles autres tentatives de franchissement. Le commandant divisionnaire pouvait le mieux répondre aux exigences de ces deux scénarios en concentrant les troupes de sa division à quelques kilomètres du fleuve, à Lauenstein. L'état-major divisionnaire, mentionnait Cochenhausen, devrait rédiger les deux ordres immédiatement afin que le mouvement puisse avoir lieu rapidement.

La solution traitait ensuite des ordres précis que le commandant de la 6^e Division bleue devrait donner. Ces ordres comprenaient la formation d'un *Kampfgruppe* (groupement tactique) de la taille d'un bataillon renforcé et composé des unités avancées mentionnées précédemment; la répartition du champ de bataille divisionnaire en secteurs; et la création d'une réserve. Les ordres devaient être clairs et précis : « Toute tentative de franchissement du fleuve par l'ennemi doit être écrasée par une contre-attaque immédiate des réserves de secteur qui doivent disposer d'armes lourdes en quantité. »

Il s'agissait de la base sur laquelle reposaient les dix exercices suivants. Tous impressionnent le lecteur moderne,

à cause du soin apporté par Cochenhausen dans leur formulation précise. Ils semblent réels, à un point tel qu'ils comportent certains moments excitants. Ces exercices permettaient aux officiers de traiter divers problèmes. Le problème numéro 2, par exemple, commençait alors que les troupes rouges se trouvaient sur le pont (incomplètement détruit, malheureusement), à Ohsen. Les forces bleues, dirigées par le 1^{er} Bataillon et une compagnie cycliste, contre-attaquaient à cet endroit¹⁸. Ayant l'avantage de la surprise et appuyées par le tir de la 4^e Batterie, les forces bleues réussirent à chasser les troupes rouges d'Ohsen. Elles firent 60 prisonniers appartenant au 4^e Régiment de Dragons de la force rouge et prirent six mitrailleuses et deux véhicules blindés. L'ennemi reflua en désordre sur le pont et subit de lourdes pertes; par la suite, le pont fut détruit (correctement cette fois). Toutefois, les forces rouges avaient traversé le fleuve au nord et au sud d'Ohsen. La menace la plus grave se trouvait au sud, dans le secteur de la 3^e Division de cavalerie bleue, à Börry. Les troupes rouges prirent le village où se trouvait une garnison d'unités de *Landsturm*, puis elles pénétrèrent à l'intérieur du territoire bleu. À ce point, la 3^e Division de cavalerie transmet un câble à la 6^e Division d'infanterie bleue pour demander de l'aide de toute urgence. Le problème était : « Quelle est la réponse (mot pour mot) du commandant de la 6^e Division d'infanterie au commandant de la 3^e Division de cavalerie? »

De manière tout à fait caractéristique d'un officier allemand, la solution de Cochenhausen prévoyait que la 6^e Division attaque l'ennemi de flanc à partir du nord, tout près du fleuve. Pour contribuer efficacement aux opérations, la cavalerie devait d'abord éviter de paniquer, puis établir une ligne de défense pour empêcher la force rouge de fuir rapidement vers l'est. De cette façon, la force rouge ayant franchi le fleuve serait fixée et enveloppée par la 6^e Division arrivant du nord.

Sa description de l'opération, qui constitue la situation pour les deux problèmes suivants, se présente ainsi :

À 10 h 50, le 2^e Bataillon, le 6^e Artillerie, la 16^e Compagnie de mortiers de tranchée et toutes les mitrailleuses lourdes disponibles du 16^e Régiment d'infanterie ont effectué un feu nourri pendant au moins cinq minutes sur les troupes de couverture ennemies au nord de Börry alors que la 16^e Batterie d'infanterie ouvrait le feu à bout portant sur l'ennemi à partir de positions dissimulées dans les bois. Ensuite, le 16^e Infanterie s'est lancé à l'attaque, deux bataillons en tête. Le 1^{er} Bataillon, progressant à droite et se dirigeant vers Börry neutralisa les sentinelles ennemies et pénétra, presque sans avoir à combattre, dans le village, qui était rempli de véhicules. Quand les unités avant du bataillon ont atteint la sortie sud-ouest du village, deux des batteries ennemies qui étaient en position à l'ouest de Kleine Hill relevaient les avant-trains des pièces pour changer de position. Ces troupes ont été vaincues après une brave résistance. Dans l'intervalle, le 2^e Bataillon avait dépassé Börry plus au sud et n'avait rencontré que peu de résistance; il attaqua sur le flanc et l'arrière alors que l'ennemi était engagé dans des combats au sud-ouest de Bessinghausen. De trois à quatre cents pionniers ont été fait prisonniers; de plus, seize mitrailleuses et plusieurs pièces d'infanterie et des mortiers de tranchée ont été pris. L'ennemi fuyait vers le sud tout en subissant de lourdes pertes¹⁹.

Mais les exercices ne se terminaient pas là. La division se trouvant à droite de la 6^e Division d'infanterie, soit la 5^e, avait lancé de son propre chef une contre-attaque mal orchestrée contre des troupes rouges qui avaient pénétré dans son secteur, près du village de Haven. L'unité avait subi de lourdes pertes et elle était en pleine retraite. La 6^e Division bleue faisait face à un nouveau dilemme : foncer vers le fleuve et s'assurer de détruire totalement les forces rouges déjà battues à Börry ou rejoindre la 5^e Division en retraite pour protéger son flanc gauche. Le commandant de la 6^e Division décida de décrocher et de rejoindre la 5^e Division, ce qui constituait le noyau de l'exercice 5. Quand la retraite de la 5^e Division

prit fin, la 6^e Division fit volte-face pour la défense opiniâtre d'une crête boisée (exercice 6).

L'exercice 7 commençait avec une nouvelle situation : le 1^{er} Corps d'armée bleu était en pleine retraite vers Hanovre en passant par Minden et Rintelen, après avoir combattu sans succès à l'ouest du fleuve Weser. L'exercice portait sur l'arrivée d'une nouvelle division sur le théâtre des opérations et, en particulier, sur les préparatifs de cantonnement de l'unité. Toutefois, dans l'exercice 8, Cochenhausen revenait à l'attaque, forçant les participants aux exercices à employer la nouvelle unité (3^e Division d'infanterie) pour attaquer le flanc de l'armée rouge en progression. Cette contre-attaque constituait la base des exercices 9 à 11.

Cette série d'exercices est un superbe exemple de l'entraînement opérationnel de l'armée allemande pendant l'entre-deux-guerres. Ces onze situations incluent presque tout ce qu'un commandant peut rencontrer sur un champ de bataille du XX^e siècle : défense face à un ennemi franchissant un cours d'eau, attaques de flanc, protection du flanc d'une unité voisine au combat; décrochage; retraite; défense opiniâtre d'une crête; introduction de nouvelles unités dans les combats. Les exercices de Cochenhausen illustrent bien à quel point l'art militaire avait survécu au traité de Versailles.

KEIN SCHEMA! LA CULTURE INTELLECTUELLE DE L'ARMÉE ALLEMANDE

Même si sous de nombreux aspects, l'entre-deux-guerres fut l'époque de l'enthousiasme, période propice pour vanter les avantages d'une nouvelle arme ou d'une doctrine, cela n'est pas évident dans les pages du *Militär-Wochenblatt*. Un volet caractéristique de la culture militaire allemande était que les officiers se faisaient fort d'éviter l'*Einseitigkeit* (partialité) dans leur discours. Les affirmations selon lesquelles telle ou telle nouvelle arme avait révolutionné l'art de la guerre ne leur venaient pas du tout à l'esprit. Ils croyaient qu'ils avaient une image parfaitement claire de la façon de faire la guerre :

le *Bewegungskrieg*, la guerre de mouvement au niveau opérationnel. Cela remontait à l'époque de Moltke, mais l'ensemble avait été raffiné par Schlieffen et avait survécu à la défaite lors de la Première Guerre mondiale. Les Allemands ne percevaient pas de changement fondamental dans la nature de la guerre. Celle-ci ne changeait pas, comme l'affirmait Clausewitz : il s'agissait et il s'agit encore d'un acte de violence destiné à forcer un ennemi à agir selon sa volonté. Les articles parus dans le journal *Militär-Wochenblatt* portaient davantage sur la façon de ressusciter la guerre de mouvement pour, de nouveau, mener des campagnes se soldant par des victoires décisives. Alors que les autres armées du monde tentaient essentiellement de repenser leurs tactiques, pour les Allemands, l'important était le niveau opérationnel de la guerre. Délaissant les sanglants concours d'attrition dont l'objectif est toujours plus ou moins de tuer les soldats ennemis, les Allemands recherchaient toujours les campagnes agressives avec manœuvre, enveloppement et anéantissement. Il n'est pas surprenant de constater que la seule armée qui cherchait cette combinaison pendant l'entre-deux-guerres fut la première à la trouver.

En plus de mettre l'accent sur les opérations mobiles, les auteurs des articles du *Militär-Wochenblatt* croyaient fermement que la seule façon de rétablir la mobilité était de faire coopérer toutes les armes. La guerre permettait encore des résultats décisifs, mais uniquement sur un champ de bataille interarmes. Il n'y avait pas de débat sur la mécanisation en Allemagne; les machines étaient devenues indispensables. Les mortiers légers, les mitrailleuses légères et lourdes, les véhicules de tous les types (chars, camions, voitures blindées, motocyclettes, affûts d'artillerie et, surtout, aéronefs) avaient tous un important rôle et la guerre moderne était impensable sans eux.

Naturellement, les articles du *Militär-Wochenblatt* n'ont pas tous résisté au passage du temps. Beaucoup d'entre eux étaient propres à l'époque et à l'endroit et portaient sur des sujets qui étaient d'actualité alors, mais qui

ne se représenteront sans doute plus. À cause de la petite taille de leurs forces, les Allemands devaient consacrer beaucoup de temps à étudier le concept de la « guerre avec des armées de circonstance » (*improvisierte Heere*). Il y a pas moins de quatre analyses consacrées à ce sujet dans le volume 1931-1932 : un article sur les combats dans les Flandres en 1914, alors que quatre corps de réserve allemands ont été détruits à Ypres; une analyse des préparatifs de combat des Américains en 1917-1918 et deux articles sur la guerre russo-polonaise de 1920²⁰. De la même façon, une série d'articles est consacrée à la « résistance retardatrice » (*hinhaltende Widerstand*), obsession de l'armée allemande à une époque où tout scénario de guerre plaçait les troupes allemandes en position défensive presque immédiatement²¹.

Que ne trouve-t-on pas dans les pages du journal *Militär-Wochenblatt* de l'entre-deux-guerres? La liste peut en surprendre quelques-uns : l'*Auftragstaktik*, terme utilisé par de nombreuses armées aujourd'hui pour désigner la souplesse dans le commandement, semble absent, tout comme la tactique *Stosstrupp*, sujet de nombreux ouvrages relevés au cours des dix dernières années et, naturellement, le concept du *Blitzkrieg*, terme que les Allemands n'ont adopté qu'après son emploi par leurs ennemis au cours de la Seconde Guerre mondiale. Rien n'est plus loin de la mentalité allemande que le fait de transformer un mot ou une phrase en fétiche. Aucune règle de guerre ne peut être universellement valable en tout temps et en tout lieu. *Kein Schema!* (« Pas une règle » ou « Pas coulé dans le béton ») était l'une des expressions les plus prisées des états-majors allemands et ces derniers dédaignaient également les *Patentlösungen* (« solutions ou réponses toutes faites »). Seeckt lui-même, dans un article, met en garde contre l'emploi de *Schlagworte* (« slogans » ou « mots à la mode ») qui peuvent facilement remplacer la pensée créatrice, affirme-t-il. Une personne intoxiquée par un mot à la mode peut devenir « *einseitig* », peut-être la pire insulte du vocabulaire allemand. Il est intéressant d'imaginer ce que Seeckt penserait de l'emploi du mot *Auftragstaktik* par les armées modernes.



Une infanterie motorisée allemande près de Naumberg, 1927. (gracieuseté de James Corum)

De nos jours, un officier allemand n'aurait jamais employé autant un mot étranger²².

Cela n'aide pas, mais suscite des pensées troublantes. Si la pensée opérationnelle allemande de l'entre-deux-guerres était intimement liée au milieu intellectuel allemand, les armées modernes ne pourraient certes pas la reproduire aisément. Cela serait aussi difficile que d'ordonner à quelqu'un de « penser allemand » ou d'« être allemand ». Toute personne le moindrement instruite trouverait cela ridicule. Cela ne signifie pas que les armées modernes ne peuvent innover comme les Allemands, ne peuvent s'entraîner plus efficacement que les Allemands ou ne peuvent profiter de l'expérience allemande. Cela veut dire que toute tentative visant à adapter aux opérations une recette allemande bien gardée ou à recourir à un scénario allemand dans le but d'innover est vouée à l'échec et que les coutumes et concepts allemands doivent être maniés avec le plus grand soin²³. Il faut plutôt analyser soigneusement les concepts allemands en tenant compte de leur contexte historique, puis non seulement les traduire dans notre langue, mais aussi les adapter au contexte américain ou canadien; ensuite,

il ne reste plus qu'à déterminer s'ils sont valables sur le plan de la doctrine. Les militaires allemands se targuaient de pouvoir synthétiser des idées existantes de façon à pouvoir les intégrer au concept fondamental de la guerre de manœuvre. Autrement dit, les militaires allemands ont intégré les innovations au sommet d'une pyramide dans laquelle ils avaient déjà une très grande confiance. Aucune armée ne peut innover sans étudier d'abord soigneusement ce qui vaut la peine d'être conservé.

Que doit donc faire une armée moderne qui désire innover? Un bon début consiste à se pencher sur l'histoire militaire. Les commandants qui désirent mener une guerre de manœuvre à l'échelle opérationnelle doivent bien en connaître l'histoire. Les problèmes auxquels se heurtent les armées modernes remontent à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, époque au cours de laquelle la taille des armées s'est beaucoup accrue; difficultés accrues, voire insurmontables, pour les commander et les contrôler; importante augmentation de l'efficacité et de la portée des armes. Combien d'officiers servant actuellement, connaissent les campagnes de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, la guerre des Balkans de 1912-1913 ou la guerre civile d'Espagne de 1936-1939, sans parler des douzaines de campagnes des deux guerres mondiales? Toutes ces campagnes sont fort instructives en ce qui concerne les problèmes (et les possibilités) de la guerre au niveau opérationnel. Toutes renferment des exemples concrets de l'incessante quête de la victoire décisive. Elles sont les ancêtres des campagnes contemporaines et préfigurent les campagnes futures, et les commandants qui ont fait ces campagnes se sont heurtés à des problèmes qui, dans de nombreux cas, étaient les mêmes qu'aujourd'hui. Dépassant largement le niveau des discussions théoriques sur la doctrine, ces campagnes sont littéralement la doctrine enseignées par l'exemple. À propos... il y a dans le journal *Militär-Wochenblatt* de 1931 un article portant précisément sur ce point²⁴.



À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le professeur Rob Citino a obtenu son diplôme Ph.D. de l'Indiana University en 1984 et il enseigne actuellement l'histoire à l'Eastern Michigan University. Il a écrit quatre livres relatifs au symposium de l'armée : *Evolution of Blitzkrieg Tactics: German Defenses Against Poland* (Greenwood 1987); *Germany and the Union of South Africa in the Nazi Period* (Greenwood, 1991); *Armored Forces: History and Sourcebook* (Greenwood, 1994); et *The Path to Blitzkrieg: Doctrine and Training in the German Army 1920-1939* (Lynne Rienner, 1999). M. Citino vit à Ypsilanti, au Michigan avec sa femme et ses trois filles.

NOTES

1. La période de l'entre-deux-guerres a vu de nombreuses études axées sur la dernière, considérée par les érudits et les militaires comme un creuset dans lequel changent la doctrine, l'instruction et l'armement; certains réussissent (les Allemands), certains échouent (les Français) et d'autres gaspillent d'excellentes occasions (les Britanniques). Pour se faire une bonne idée générale, il faut consulter deux ouvrages essentiels : Williamson Murray et Allan R. Millett, éd., *Military Innovation in the Interwar Period* (Cambridge: Cambridge University Press, 1996) et Harold R. Winton et David R. Mets, *The Challenge of Change: Military Institutions and New Realities, 1918-1941* (Lincoln: University of Nebraska Press, 2000). La liste des monographies portant sur cette époque est imposante et prend toujours de l'ampleur. Consulter, entre autres, les écrits de Robert M. Citino, *The Evolution of Blitzkrieg Tactics: Germany Defends Itself Against Poland, 1918-1933* (Westport, CT: Greenwood Press, 1987) et *The Path to Blitzkrieg: Doctrine and Training in the German Army, 1920-1939* (Boulder: Lynne Rienner Press, 1998); James S. Corum, *The Roots of Blitzkrieg: Hans von Seeckt and German Military Reform* (Lawrence: University Press of Kansas, 1992); Eugenia C. Kiesling, *Arming Against Hitler: France and the Limits of Military Planning* (Lawrence: University Press of Kansas, 1996); David E. Johnson, *Fast Tanks and Heavy Bombers: Innovation in the U.S. Army, 1917-1945* (Ithaca: Cornell University Press, 1998); William O. Odom, *After the Trenches: The Transformation of U.S. Army Doctrine, 1918-1939* (College Station, TX: Texas A&M University Press, 1999); Harold R. Winton, *To Change an Army: General Sir John Burnett-Stuart and British Armored Doctrine, 1927-1938* (Lawrence: University Press of Kansas, 1988).
2. Pour mieux connaître les contraintes s'exerçant alors sur l'Allemagne, voir l'ouvrage de Robert M. Citino, "The Weimar Roots of German Military Planning", B. J. C. Mc Kercher et Roch Legault, éd., *Military Planning and the Origins of the Second World War in Europe* (Westport, CT: Praeger, 2001), p. 59-87.
3. Major Allen Kimberly, attaché militaire américain par intérim au War Department, Berlin, 23 septembre 1924, *German Army Maneuvers, September 4th to 19th, 1924, in United States Military Intelligence Reports, Germany, 1919-1941* (Frederick, MD: University Publications of America, 1982), ci-après désigné USMI, bobine XVI, séquences 210-258. Voir Citino, *Path to Blitzkrieg*, p. 120-123.
4. Les rubriques régulières étaient les suivantes : « Aus der Werkstatt der Truppe » (De l'atelier du soldat), regard sur des questions techniques d'armement et de tactique; « Personal Veränderung » (Transitions); « Heere und Flotten » (Armées et marines), rapports concis sur les développements au sein de forces étrangères; « Aus der militärischen Fachpresse » (Revue militaire), courts extraits d'articles récents de revues militaires étrangères; « Bücherschau » (Revue de livres); « Taktische Aufgabe » (Exercice tactique); et finalement « Verschiedenes » (Divers), textes supplémentaires portant souvent sur des développements militaires notés à l'étranger.
5. Tous les articles sont tirés du journal *Militär-Wochenblatt*, volume CXVI, no. 26, 11 janvier 1932 : Lieutenant-colonel Lothar Rendulic, « Die Letzten 200 Meter » p. 929-933; lieutenant-général E. von Fleck, « Die Leere des Schlachtfeldes » p. 933-936; « Schicksalsfragen der Grossenkriegführung 1917-1918 », p. 936-938; le livre mentionné dans l'article est celui du général Max Von Gallwitz, « *Erleben im Westen, 1916-1918* » (Berlin: E. S. Mittler and Son, 1931); « Die deutsche Abrüstung », p. 939-940; lieutenant-général-Marx, « Nochmals: Galoppfahren und Reitdienst der Artillerie », p. 940-942.
6. Tous tirés du journal *Militär-Wochenblatt* CXVI (1931-1932): « Vorbereitungen zu einer neuen polnischen Felddienstordnung » 1, 4 juillet 1931, p. 13-14; « Neue taktische Strömungen im polnischen Heere » 12, 25 septembre 1931, p. 451-452; « Neues aus dem polnischen Heere » 24, 25 décembre 1931, p. 870-871; « Panzerzüge in der polnischen Armee » 45, 4 juin 1932, p. 1581-1584.
7. Tous tirés du journal *Militär-Wochenblatt* CXVI (1931-1932): « Neue französische Vorschriften » 3, 18 juillet 1931, p. 81-85; « Die Ausbildungsvorschrift für Kampfwagen » 4, 25 juillet 1931, p. 124-128; « Die Felddienstordnung (für alle Waffen) » 5, 4 août 1931, p. 164-169; « Die neue französische Ausbildungsvorschrift für die Kavallerie » 9, 4 septembre 1931, p. 334-337; « Die Neubildung des französischen Ministeriums für nationale Verteidigung » 38, 11 avril 1932, p. 1343-1345; « Verstärkte militärische Ausbildung der französischen Jugend » 45, 4 juin 1932, p. 1584-1586.
8. Du journal *Militär-Wochenblatt* CXVI (1931-1932) : Dr. Adam, « Gesundheitszustand des tschechoslowakischen Heeres » 31, 18 février 1932, p. 1109-1110; « Gegenwartsfragen in der tschechoslowakischen Armee » 40, 25 avril 1932, p. 1406-1408.
9. « Verwerfung einer entwickelten Division nach der Flanke », *Militär-Wochenblatt* CXVI, 10, 11 septembre 1931, p. 366-370.
10. « Kavallerie auf dem Streifzuge: Der Ritt der russischen Zusammengesetzten Kavallerie-Division im August 1914 auf Kamionka-Strumilova », *Militär-Wochenblatt* CXVI, 11, 18 septembre 1931, p. 413-417.
11. Du journal *Militär-Wochenblatt* CXVI: Lieutenant-colonel Kuckein, « Eine Fliegermeldung aus der Schlacht von Tannenberg » 14, 11 octobre 1931, p. 518-519; major-général Klingbeil, « Die Operative Bedeutung der ostpreussischen Festungen im Weltkrieg » 20, 25 novembre 1931, p. 713-719; major-général Klingbeil, « Die Feldbefestigungen im Dienste der Operation » 37 et 38, 4 avril et 11 avril, 1932, p. 1297-1302, 1340-1343.
12. Du journal *Militär-Wochenblatt* CXVI, tous par le général d'infanterie von Kuhl: « Die Eroberung der Baltischen Inseln im Oktober 1917 » 29, 4 février 1932, p. 1032-1035; « Die Schlacht am Ourcq in neuer Beleuchtung » 39, 18 avril 1932, p. 1369-1372; « Amerika entscheidet den Weltkrieg » 33, 4 mars 1932, p. 1161-1167.
13. Michael Howard, « World War One: The Crisis in European History, The Role of the Military Historian » *Journal of Military History* LVII, 1 (Octobre 1993), p. 129.
14. Du journal *Militär-Wochenblatt* CXVI : Colonel von Mantey, « Der Kern der Schlieffenschen Lehre » 5, 4 août 1931, p. 161-164; colonel W. Gründel, « Pyrrhus-Siege : Gedanken zur Verlustfrage » 10, 11 septembre 1931, p. 361-366; « Kordonkrieg—entscheidende Operationen » 11, 18 septembre 1931, p. 401-406.
15. Lieutenant-colonel Friedrich von Cochenhausen, « Taktische Aufgaben aus dem Bewegungskrieg mit Lösungen » traduit par « Exercices tactiques en situations ouvertes, avec solutions » *USMI*, bobine XII, séquences 482-555.
16. *Ibid.*, 483. Voir aussi Citino, *Path to Blitzkrieg*, p. 64-68.
17. « Exercice tactique 1 », Cochenhausen, *Ibid.*, 484-493.
18. « Exercice tactique 2 », *Ibid.*, 493-497.
19. Dans « Exercice tactique 4 », *Ibid.*, 501-510.
20. Du journal *Militär-Wochenblatt* CXVI: Major Dittmar, « Flandern 1914: Ein Beitrag zur Frage der improvisierten Heere » 7, 18 août, p. 241-245; « Kämpfe improvisierter Truppen: nach amerikanischen Quellen » 31, 18 février 1932, p. 1097-1101; « Improvisierte Kavallerie: aus dem polnisch-russischen Reiterkrieg 1920 » 13, 4 octobre 1931, p. 474-476; « Der Feldzug der improvisierten Heere Russlands und Polens 1920 » 15, 18 octobre 1931, p. 544-545.
21. Voir, par exemple, « Hinhaltende Kampfführung », *Militär-Wochenblatt* CXVI, 41, 4 mai 1932, p. 1433-1437

22. Même la traduction, ou plutôt l'adaptation, par l'armée américaine de l'expression « ordres de mission » soulève autant de problèmes qu'elle en pose. Elle suppose un type particulier d'ordres de combat, un genre unique, utilisés uniquement dans des circonstances spéciales. *Auftragstaktik*, concept crucial pour les historiens, pourrait se révéler problématique à l'usage au sein d'une armée moderne, à la culture différente. L'ouvrage de Daniel J. Hughes, "Abuses of German Military History," *Military Review* LXV, 12, December 1986, p. 66-76, est un essai étoffé portant sur le mauvais emploi de la terminologie et des concepts allemands au sein de l'armée américaine moderne.

23. L'ouvrage de Paul Johnston, "Doctrine is Not Enough: The Effect of Doctrine on the Behavior of Armies," *Parameters* XXX, 3, Autumn 2000, p. 30ff, est un texte très documenté à ce propos.

24. Voir l'ouvrage du colonel Mantey, « Praktische Winke für das Anfassen kriegsgeschichtlicher Studien » *Militär-Wochenblatt* CXVI, 24, 25 décembre 1931, p. 867-870.



Pendant plusieurs années, le camp de la Milice à Niagara donnait la chance aux soldats d'apprendre leur métier. Dans l'illustration, on peut voir le 13^e Bataillon de la Volunteer Militia Infantry en parade au Camp Niagara pendant l'été de 1871. (gracieuseté des Archives nationales du Canada PA-28627)

Doctrine : Un bref commentaire

par le lieutenant-colonel (ret.) Roman Johann Jarymowycz, Ph.D., OMM, CD

INTRODUCTION

La doctrine de l'Armée canadienne a évolué dans l'ombre du leg accusatoire laissé par le grand historien officiel C.P. Stacey, qui a déterminé que l'Armée « n'avait probablement pas tiré le maximum du long entraînement que les troupes avaient subi [...] et qu'homme pour homme, la bataille de Normandie n'a pas été gagnée grâce à notre supériorité tactique ». Stacey fustige « les officiers dont l'attitude face à l'instruction était désinvolte et désordonnée au lieu d'être marquée par l'urgence et la méthodologie ». Le général Foulkes, commandant de la 2^e Division de l'infanterie canadienne, mentionne que « face aux troupes allemandes aguerries, nos soldats n'étaient pas de taille. Le verdict sévère de Stacey jette une douche d'eau froide : « Il semble que les Allemands tiraient davantage de leur instruction que nous; peut-être leur attitude face à l'instruction était-elle plus sérieuse que la nôtre »¹.

Récemment, le professeur John A. English a relancé l'examen critique dans son ouvrage fort respecté intitulé « *The Canadian Army and the Normandy Campaign – A Study of Failure in High Command* ». Un des plus grands historiens militaires du Canada, le professeur Terry Copp, dit de l'ouvrage du professeur English qu'il s'agit « de la nouvelle norme en matière d'étude historique de l'expérience de l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale »².

Je crois que le blâme que Jack English jette sur les généraux en Normandie est incomplet – ses critiques de Keller, Foulkes et Crerar, même si elles ne sont pas erronées, passent sous silence deux acteurs plus importants, le maréchal Montgomery et le général Simonds. Sur ces deux hommes, mon

point de vue demeure minoritaire et même si je me suis montré quelque peu cruel à propos de Montgomery, j'estime avoir été juste envers Guy Granville Simonds, que je considère comme un héros tragique : brillant, mais incapable de traduire ses plans ingénieux en succès opérationnels.

Dans son dernier chapitre, après avoir analysé les activités au cours des opérations « Atlantic », « Spring » et « Totalize », English a écrit :

L'infanterie canadienne avait néanmoins mieux fait que les blindés. Sans aucun doute, les blindés étaient le maillon faible de l'ordre de bataille anglo-canadien [...] le cœur du problème de l'emploi des blindés était autant historique et doctrinal que technique [...] Bref, il semble incroyable que les blindés, subissant pourtant bien moins de pertes, restaient souvent derrière les troupes sacrifiées d'infanterie, écrasées par le feu ennemi ainsi que par le feu des troupes amies, mais poursuivant péniblement leur marche³.

Ces mots sont forts et commandent une réponse. English a, depuis, admis qu'il avait peut-être été trop sévère, mais naturellement, le livre a été publié et il existe uniquement pour dévoyer les jeunes du Collège militaire royal du Canada et pour faire tourner et retourner dans leurs lits les officiers de l'arme blindée, à Gagetown.

LE CORPS BLINDÉ ROYAL CANADIEN

Le mariage difficile du Royal Tank Corps (uniquement les chars) et de la cavalerie (les blindés sont la cavalerie) [...] À ce besoin de préparation intellectuelle s'ajoutait le besoin de l'expérience opérationnelle...

Correlli Barnett,
The Desert Generals

Je vais d'abord tenter de répondre à cette critique à l'endroit du Corps blindé royal canadien (CBRC), puis j'analyserai rapidement l'influence de la doctrine allemande sur l'Armée canadienne et, enfin, je me pencherai sur la dépendance récente du Canada envers les doctrines d'armes étrangères. En premier lieu et à propos du comportement des blindés canadiens en Normandie, il est important d'affirmer clairement, au nom du Corps blindé : « Nous n'avons pas laissé tomber l'infanterie. »

Il n'est pas question de passer sous silence le fait que le corps n'a pas combattu aussi bien qu'il l'aurait dû au cours de deux offensives stratégiques : « Totalize », le 8 août 1944 et « Tractable », le 14 août. Le problème concernait surtout le commandement aux niveaux de la brigade, de la division et du corps d'armée. Le CBRC a évolué rapidement comme force combattante, mais son leadership n'a pas bénéficié de l'expérience des autres théâtres. Les unités blindées canadiennes ont combattu sous les ordres de commandants de division et de corps provenant de l'artillerie, du génie et de l'infanterie, mais qui connaissaient mal l'arme blindée. Cela est malheureux parce qu'au sein de la 3^e Armée américaine, il y avait des commandants de division et de corps provenant de l'artillerie, du génie et de l'infanterie qui ont fait preuve d'une compétence exceptionnelle dans le domaine des blindés.

Il est aussi important d'être au moins conscient de la domination de l'artillerie sur les autres armes en Amérique du Nord – situation que Brereton Greenhous appelle « l'alliance profane des généraux d'artillerie » tandis que Carlo D'Este qualifie de « complot des artilleurs » de l'Armée américaine. Le colonel J.A. MacDonald notait que le chef d'état-major général (CEMG), le général McNaughton (un artilleur), ignorait les officiers



Où les doctrines se rejoignent. Les résultats de développements doctrinaux, technologiques et intellectuels de l'entre-deux-guerres furent testés à plusieurs endroits, y compris en Normandie. Cette photo montre 3 des 11 chars perdus par l'escadron « B », 10th Canadian Armoured Regiment (The Fort Garry Horse) au cours de son attaque sur Tilly-la-Campagne le 26 juillet 1944. (gracieuseté UPFC)

d'infanterie et de cavalerie au cours des années 1930. Le simple fait que les officiers d'infanterie et de cavalerie étaient rejetés pour l'admission dans les écoles d'état-major signifiait que ces officiers n'étaient pas jugés prêts ou aptes à occuper des fonctions de commandement supérieur⁴. L'influence de l'artillerie sur le développement des armées nord-américaines outre-mer doit être étudiée plus attentivement⁵.

LE CORPS BLINDÉ CANADIEN

Contrairement à l'Armée américaine, l'Armée canadienne s'est dotée d'une arme blindée sans lutte de pouvoirs ni castration d'une arme traditionnelle⁶. Regrettablement, il n'y a pas eu de pause de mise à jour de la doctrine, contrairement à ce que l'Armée américaine a fait en Louisiane et en Caroline⁷. L'Armée britannique imposerait sa tactique à l'Armée canadienne. Pressé de se mécaniser, le Corps a abandonné ses traditions de cavalerie et a tenté de se redéfinir autour d'un Royal Tank Regiment, soudainement très à la mode (« The Rude Mechanicals »). Cet ersatz de traditions continue encore maintenant à créer des difficultés culturelles et, peut-être, doctrinales.

Le Corps blindé canadien fut créé en 1941; en 1943, il comprenait quatre grandes formations: les 1st et 2nd Canadian Armoured Brigades travaillant directement avec l'infanterie et les 4^e et 5^e Divisions blindées, taillées pour la rupture et la poursuite – rôle désigné par les rédacteurs de doctrine⁸. L'Armée britannique disposait aussi de brigades de chars équipées de « chars d'infanterie » lents mais fortement blindés (le Matilda, le Valentine et,

finalement, le Churchill) pour appuyer l'infanterie. Dans l'Armée canadienne, l'appui de l'infanterie était confié au M4 Sherman : le mauvais rôle confié au mauvais char.

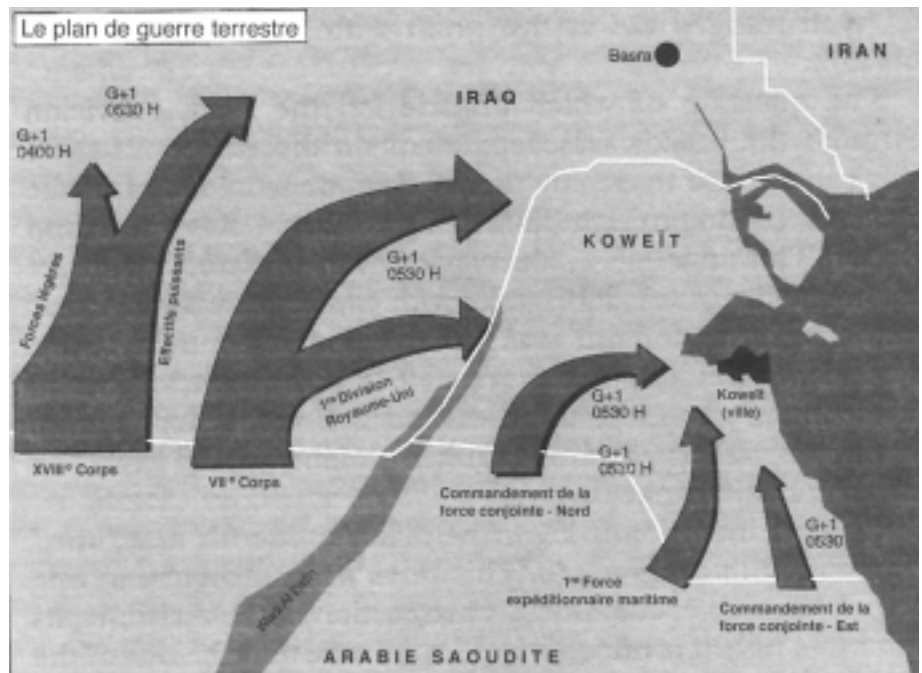
La formation d'une force blindée supposait deux grands défis : la doctrine et l'organisation. La *doctrine* précisait clairement *comment combattre*. Au minimum, la doctrine satisfait aux besoins opérationnels; elle doit être relativement complexe s'il s'agit de vaincre un ennemi sophistiqué. Si elle est entièrement nouvelle, il faut du nouveau matériel et des techniques nouvelles de commandement et de contrôle également. Ensuite, les jeux de guerre l'éprouvent et la perfectionnent. Par conséquent, une *formation expérimentale* est vitale pour toute armée désirant rester intellectuellement et tactiquement opérationnelle. L'expérimentation (la force blindée britannique sur la plaine de Salisbury ou les excellentes installations de l'Armée américaine à Fort Irwin, par exemple) permet aux concepteurs de la doctrine de vérifier ladite doctrine avant de la diffuser. Dès que le personnel instructeur des écoles de guerre maîtrise la doctrine, ils passent à la deuxième phase : l'instruction. Il y a ici deux éléments secondaires : revoir le programme de cours et former les enseignants, qui à leur tour familiariseront les élèves avec la nouvelle doctrine (et élimineront ceux qui n'auront pas la foi). Les formations de campagne et les écoles de combat présentent la théorie et mettent en pratique les éléments essentiels – ce que Sir Francis Tukes appelait « le prélude au combat » : plus l'instruction est bonne, plus le combat est facile (« À dur entraînement combat facile » – Savarov).

L'Armée américaine semblait disposée à apprendre des Allemands et, en grinçant des dents, des Russes. Comme pour tout débat, l'étape initiale consiste à s'entendre sur la terminologie: *qu'est-ce qu'un char?* La division blindée ne peut combattre comme une division d'infanterie ni appuyer une division d'infanterie. Il lui faut une doctrine distincte, mais complémentaire.

L'arme blindée exige des chefs compétents et imaginatifs – comme le disait si élégamment le général R.W. Grow : « La cavalerie n'est pas simplement une arme [...] c'est un état d'esprit⁹. » Des expériences créatives axées sur les articulations et les tactiques ont fait en sorte qu'au moment où les Américains se lancèrent en guerre, ils étaient bien plus près de reproduire les succès du *Kampfgruppen* allemand que ne l'étaient les Britanniques et les Canadiens. En partie, cela était dû à l'esprit étroit et paroissial de notre système régimentaire. Sous de nombreux aspects (langue, comportement, philosophie), le Corps blindé canadien ressemblait plus à la force blindée américaine qu'à la force blindée britannique. Au combat, les unités de chars américaines faisaient face aux mêmes difficultés que les troupes blindées canadiennes, mais leur rendement était supérieur aux niveaux de la division et du corps. Cela peut être directement lié à la doctrine, au leadership et à l'expérience. Dangereusement impatient, le corps blindé s'est précipité en Europe – quittant les vastes plaines d'entraînement du Canada pour s'établir dans la petite campagne du sud de l'Angleterre, aux secteurs d'entraînement grands comme la main.

L'instruction des troupes blindées était fortement limitée. Même si les exercices se comptaient par douzaines, bien peu permettaient un entraînement poussé sur la coopération chars-infanterie. Le cours élémentaire de l'arme blindée durait quatre semaines : une semaine axée sur la conduite; une seconde semaine consacrée aux drills (incluant une demi-journée pour les manœuvres de crête, de trouée et de virage masqué et des positions de caisse défilée et de tourelle défilée); une troisième semaine axée sur les exercices aux champs de tir miniatures, y compris un après-midi portant sur les notions élémentaires *d'appui à l'infanterie pendant l'attaque*, et une journée et demie destinée à l'étude des combats char contre char. La quatrième semaine se déroulait à Lullworth où les canonniers tiraient 35 obus de 75 mm chacun¹⁰. Ce cours élémentaire fut dispensé de 1943 à 1944, en dépit des « leçons retenues » très importantes provenant du front. L'entraînement toute armes au niveau du groupement tactique n'existait pas; les régiments blindés participaient à un maximum de trois exercices avec des compagnies d'infanterie. En 1944, l'instruction portait exclusivement sur l'assaut de plages et il est assez incroyable de constater qu'il n'y avait aucun exercice au niveau de brigade ou de division.

L'essence même du *gantelet blindé*, soit la 4^e Division blindée du Canada, était commandée par des officiers qui n'avaient presque aucune expérience des blindés et qui n'ont pas eu le temps d'acquérir un peu de cette expérience. Les deux officiers expérimentés mis en place pour commander des brigades étaient sans doute choisis pour leur qualités politiques plutôt que pour leur compétence militaire. Ils se sont révélés des sources d'embarras, voire de danger. Le travail de Wyman fut tellement désolant qu'il aurait dû lui valoir bien pire que les critiques polies qu'il reçut. Booth fut tué au combat après une série de déboires avec le commandant divisionnaire et dont un faillit avoir des conséquences graves. Le commandant divisionnaire fut congédié pour incompétence et la solide réputation de Simonds découle largement de l'audace et de la brillante capacité de manœuvre de sa division



Une vue d'ensemble du plan de la guerre terrestre utilisé, pour la guerre du Golfe en 1991. (gracieuseté Hodder & Stoughton)

non canadienne – la 1^{re} Division blindée polonaise de Maczek. La propre survie de Maczek et sa participation à l'opération « Tractable » tiennent au fait que Montgomery et Crerar ont persuadé Simonds de laisser leurs chars aux polonais nonobstant leurs performances douteuses lors de l'opération « Totalize ».

Les troupes blindées canadiennes apprirent suffisamment de tactiques de base de maîtres britanniques et canadiens pour être en mesure de combattre – les combats livrés le 7 juin par un groupement tactique de North Novas et par le 27th Armoured Regiment (Sherbrooke Fusilier Regiment) contre un *Kampfgruppe* blindé du 25^e SS *Panzer Grenadier Regiment* du *Hitler Jugend* fut une splendide démonstration de détermination tactique. Pareil exemple fut ignoré avec persistance par le CBRC – une force presque arrogante dans son refus de reconnaître les succès au combat des unités de la milice, mais beaucoup plus encline à parler de l'Italie – terre propice à la guerre de manœuvre et aux assauts à l'emporte-pièce – où combattaient des régiments de la force régulière.

L'évolution de la doctrine canadienne a surtout eu lieu au niveau de l'escadron. Au niveau du corps, l'expérience des troupes blindées était

centrée sur la Normandie et représentait une période d'environ trois mois. Naturellement, compte tenu du succès des opérations « Spring », surtout « Totalize », les unités blindées canadiennes auraient manœuvré au niveau stratégique. Kitching, pas Leclerc ni Wood, serait entré dans Paris.

La présence allemande en Normandie a été à la fois exagérée et mal rapportée. Récemment, notre lexique militaire s'est enrichi de termes comme *Auftragstaktik* et même *Finger-spitzengefühl* (« le sixième sens pour le terrain et la tactique – une touche de maître dans l'art de la guerre¹¹ »). En fait, ces termes semblent plus fréquents dans l'histoire militaire nord-américaine que dans l'histoire allemande. L'*Auftragstaktik*, le système *Kampfgruppe* – le détachement toutes armes, n'était pas enseigné parce que nous l'utilisons *en quelque sorte*; par contre, nous ne le mettons pas en pratique de la même façon que les Allemands, et ce pour des motifs liés à la culture. Je rappelle au lecteur ce texte attribué au maréchal Erich von Manstein à propos de l'*Auftragstaktik* :

Un des points forts du leadership allemand a toujours été la grande autonomie accordée aux commandants subordonnés – leur confier des

tâches et les laisser les exécuter à leur manière [...] La méthode allemande est enracinée dans le caractère des Allemands [...] [qui] trouvent un certain plaisir à prendre des risques.

Le manque d'entraînement interarmes avant la Normandie fut rapidement mis en évidence au combat¹². Après un mois de combat, la 2nd Canadian Armoured Brigade indiquait que les autres armes semblaient ignorer les limites des blindés et que les chars ne devaient pas mener des attaques dirigées contre des positions antichars ennemies¹³. Souvent, l'infanterie n'avait aucune idée de ce que les chars faisaient et, même, elle ignorait si elle était appuyée ou non. La piètre coopération infanterie- chars était doublement frustrante parce qu'il devenait clair que l'infanterie ne pouvait progresser ni se défendre sans l'appui des chars :

... le fantassin considère que les chars sont indispensables à sa progression [...] Un char, même s'il ne fait pas feu, permet de relancer la progression de l'infanterie qui a été arrêtée par le tir ennemi. Quand le char avance, l'infanterie reprend invariablement le goût du combat. Par ailleurs, une attaque d'infanterie appuyée par des chars, qui progresse bien et est menée efficacement, commence à faiblir et échouera si les chars se retirent¹⁴.

La question n'était pas la dépendance de l'infanterie envers les blindés¹⁵, mais la nécessité de disposer de tactiques toutes armes aux niveaux de l'équipe de combat et du groupement tactique. Les deux tâches des blindés – être des « chars d'infanterie » ainsi que des « chars de cavalerie » peut expliquer la « schizophrénie tactique » qui touchait les corps blindés des armées britanniques et canadiennes¹⁶.

Toutefois, la dure réalité est que le CBRC opéra dans des *conditions difficiles* jusqu'en août. Non seulement le terrain découvert favorisait-il la défense antichar allemande, mais les équipages des chars canadiens se sont combattus dans des conditions de *désavantage technique*. Le mélange du blindage mince du *Sherman* et des obus antichars

allemands à grande vitesse se révéla fort dangereux. Un chef d'escadron expérimenté a raconté avoir vu : *un projectile tiré par un char Panther a mis hors de combat deux chars Sherman avant de s'arrêter dans le barbotin d'un troisième char*¹⁷. Les Allemands affichaient ouvertement leur mépris devant l'inefficacité des chars canadiens : « l'ennemi tendait à déployer ses chars sur le versant exposé et à les y maintenir se fiant à la longue portée de leurs tirs pour leur sécurité. »¹⁸.

Le seul char canadien capable de mettre hors de combat les chars allemands à distances de tir normales était le *Firefly*, mais l'armement du *Firefly* présentait des problèmes particuliers et les Allemands semblaient les engager en premier pour s'en débarrasser rapidement¹⁹. Même si le canon de 17 livres du *Firefly* était à la hauteur des armes de l'ennemi, ce char ne fut disponible qu'en infime quantité : un par troupe. De juin jusqu'au début du mois d'août, la 2nd Armoured Brigade ne disposa jamais de plus de 23 chars *Firefly*. Il est intéressant de noter que pour les opérations « Atlantic » et « Spring », six divisions blindées allemandes (incluant la 1 LAH et la 12 HJ ainsi que l'excellente 2^e Panzer) et les trois bataillons de chars Tiger disponibles en Europe de l'Ouest faisaient face à Simonds²⁰. La seule unité de *Jagd Panther* du front occidental, la 654 schwer *jagdpanzer abt*, fut d'abord déployée face au 2^e Corps canadien, à May-sur-Orne²¹.

Enfin et le plus important sans doute, les troupes de la 2nd Armoured Brigade et de la 4^e Division blindée canadienne n'avaient jamais combattu et elles

apprenaient sur le tas, dans un environnement impitoyable. C.P. Stacey a exprimé le mieux la situation : « Pour l'apprentissage, rien ne motive autant qu'une balle ». Quand le 2^e Corps canadien réussit sa manœuvre opérationnelle à Falaise, cette réalisation fut reléguée dans l'ombre par d'autres succès (américains), notamment sur le front de Normandie.

COMBATS DE BLINDÉS

Il y eut neuf combats entre unités blindées allemandes et canadiennes en Normandie opposant des groupements tactiques ou des formations plus importantes – cela inclut des assauts lancés par des groupements tactiques et des brigades canadiens contre les blindés allemands ou des blindés canadiens se défendant contre des groupements tactiques ou des formations supérieures allemandes. Dans cinq cas, les Allemands furent victorieux; j'estime que l'opération « Atlantic » ne fit ni vainqueur ni perdant. Parmi les trois victoires canadiennes, au moins une s'est soldée par un succès tactique, alors que le plan opérationnel fut un échec. Les percées potentiellement décisives des opérations « Totalize » et « Tractable » ont été frustrées par une réaction rapide et agressive des Allemands. Néanmoins, une manœuvre déterminée et tout aussi agressive des blindés de Maczek et de Kitching a finalement permis de prendre au piège le gros de deux armées allemandes à Falaise.

Il faut reconnaître la supériorité des troupes allemandes dans les combats de rencontre ou la guerre de manœuvre (« Spring », « Totalize »), tout en

BON PZ ALLEMANDS vs BON CHARS CANADIENS					
	8 JUIN	19 JUIL	21 JUIL	25 JUIL	8 AOÛT
BON TIGER	0	0	1	3	0,25
BON JAGDPANTHER	0	0	0	1	0
BON PANTHER	1	1	3	3	0,25
BON MARK IV	1	1	3	3	0,5
BON JPZ/STUG	1	1	3	4	0,25
BON PZ ALLEMANDS	3	3	10	14	1,25
BON CHARS CDN	3	3	3	6	14

soulignant que cette supériorité se trouvait aux niveaux technique (Tiger contre Sherman) et opérationnel (Meyer et Dietrich contre Kitching et Simonds). Le blindage des chars allemands résistait aux obus de la plupart des canons canadiens tandis que les commandants allemands aux niveaux de la division et du corps réagissaient plus vite que leurs homologues canadiens. S'il y a une chose à apprendre des Allemands, je suppose que c'est de former des officiers supérieurs connaissant bien les blindés et la manœuvre et d'inciter les commandants subalternes à diriger les combats à partir des positions bien avancées.

En août, les choses avaient bien changé. Crerar jouissait d'une formidable supériorité numérique. La critique des Américains à l'égard de la 1^{re} Armée canadienne et de Montgomery était que nous n'utilisions pas efficacement ce dont nous disposions²².

En ce qui concerne les pertes humaines, le professeur English aurait pu ratisser plus large et englober ce que les professeurs Terry Copp et Bill McAndrew ont étudié en profondeur: l'épuisement au combat²³. Les dommages psychologiques découlant d'une exposition continuelle au danger, d'une protection insuffisante et d'impacts avec survie ne figurent pas dans les statistiques de la 1^{re} Armée canadienne. En tête de liste des pertes très élevées lors de la campagne de Normandie figurent les chefs de chars (la plupart alors que les blindés opéraient de concert avec l'infanterie). Les équipages de chars

subissaient des blessures horribles et mouraient dans des conditions atroces: explosion du véhicule, hommes pris à l'intérieur, brûlés aux deuxième et troisième degrés. De plus, les équipages continuaient à subir des pertes alors qu'ils cherchaient à évacuer les chars mis hors de combat.

Le traumatisme causé par des impacts répétés – c.-à-d. les situations où les chars, par chance ou du fait d'un blindage d'appoint, résistent à des coups qui auraient normalement dû les détruire, était bien réel, mais il fallait continuer à combattre. En outre, les équipages qui avaient réussi à sortir de leurs chars détruits devaient surmonter le choc – puis retourner se battre. L'expérience de Radley Walter, celle des équipages qui avaient abandonné leurs chars détruits et qui étaient revenus à pied aux dépôts pour en repartir dans la même soirée aux commandes d'un nouveau Sherman de remplacement a été reprise dans chaque régiment blindé opérant en Normandie.

Une étude objective du rendement des unités blindées montrera (et je suis prêt à en discuter avec ferveur) que non seulement les blindés canadiens ne se cachaient pas *derrière* l'infanterie pour la laisser se débrouiller face aux Allemands, mais au contraire, *chaque* fois que cela était nécessaire, les troupes blindées attaquaient avec une diligence et une détermination qui frôlaient la *témérité*²⁴.

Les exigences imposées aux troupes blindées pendant les opérations offensives, parfois obscures (« Totalize » la nuit;

« Tractable » en plein jour) parfois plus orthodoxes, imposent une progression déterminée vers les défenses ennemies, surtout lors de percées. Cette description convient fort bien à ce que sont vite devenues les opérations « Totalize » et « Tractable ». Il y a parfois un certain air de supériorité quand on évoque la perte du British Columbia Regiment sur la Côte 195. Tout bas, le Corps reconnaît son embarras face au destin du 28th Canadian Armoured Regiment (le British Columbia Regiment - BCR) qui « s'est perdu », puis qui a été détruit.

Le BCR s'est peut-être perdu (approche, premiers combat de nuit), mais le 2^e Corps a aussi perdu le BCR. L'opération « Totalize » fut, en fait, une percée réussie qui faillit se transformer en triomphe stratégique. Von Kluge disait d'ailleurs : « Nous devons prendre tous les risques; il s'est produit près de Caen une percée telle que nous n'en avons jamais vue de pareille »²⁵. L'apparition subséquente du BCR près de la Rivière Laison (le 28th Armoured était articulé avec l'Algonquin Regiment équipé de TTB pour constituer ainsi un groupement tactique à prépondérance de blindés) à procuré au 2^e Corps une *seconde* percée et en a fait voir de toutes les couleurs aux Allemands – véritable panique au *Hauptquartier* de Meyer. À la fin, les chars du BCR ont combattu jusqu'au dernier aux côtés de leur infanterie. Pour cela, j'estime que le Corps n'a pas d'excuses à donner. Les commentaires du colonel English sont malheureusement centrés sur des incidents isolés tournant autour de

Combats de blindés en Normandie

Date	Combat	Unités canadiennes	Unités allemandes	Issue
07 juin	<i>Buron</i>	27th Armd Regt	2nd, Bn, 12 SS Pz Div	Victoire allemande
11 juin	<i>Le Mesnil Parey</i>	6th Armd Regt	2nd Bn, 12 SS Pz Div	Victoire allemande
04 juil	<i>Carpiquet</i>	10th and 27th Armed Regts	Kg, 12 SS Pz Div	Victoire allemande
20 juil	<i>Atlantic</i>	27th Armd Regt	Kgs, 1st SS / 2nd SS Pz Korps	Match nul
25 juil	<i>Spring</i>	2nd Cdn Armd Bde	Kgs 1st SS / 2nd SS Pz Korps	Victoire allemande
08 août	<i>Totalize</i>	2nd and 4th Cdn Armd Bdes	12 SS / 101 SS spz abt	Victoire partielle cdn
09 août	<i>Hill 195</i>	28th Armed Regt	Kg, 12 SS / 101 SS spz abt	Victoire allemande
14 août	<i>Tractable</i>	2nd and 4th Cdn Armd Bdes	12 SS / 101 SS spz abt	Victoire canadienne

l'opération « Atlantic » au cours de laquelle, soit à cause de l'absence d'ordres (principalement du commandant de la 2nd Armoured Brigade) soit à cause d'une impossibilité technique (tir antichar continu et efficace à longue portée par des pièces d'artillerie et des chars à caisse défilée, au-delà de la portée des canons de 75 mm), il n'y a pas eu de Balaclava devant les bataillons d'infanterie. Cela est venu assez vite.

La question de la valeur de la doctrine peut rarement être réglée par une analyse historique. L'expérience opérationnelle et l'impossibilité d'avoir été sur place forment ensemble un obstacle de taille. La différence théorique entre la « façon dont nous avons agi » et le fait, après la guerre, de dire « comment nous aurions dû agir » est rédigée en sang. En fin de compte, le fait que nous n'avons pas employé efficacement la doctrine propre aux blindés est sans doute lié à une situation précise : nous n'avons pas formé des commandants supérieurs de formations blindées à temps pour pouvoir mettre en pratique ce que nous prêchions.

LA LUTTE DE L'ARMÉE ALLEMANDE POUR SA SURVIE

Avant d'oublier la Normandie, j'aimerais aborder rapidement l'influence des Allemands sur notre armée. D'abord, je soutiens que nous n'avons rien appris des Allemands parce que nous n'avions rien à apprendre. Ce n'est pas parce nous sommes des idiots ou parce que les Allemands sont incompetents, mais simplement parce que je pense que la doctrine est surtout *culturelle*. J'ai indiqué qu'il nous faudrait étudier l'histoire militaire américaine et bien comprendre la culture militaire américaine avant d'adopter la doctrine de l'Armée américaine.

Le *Blitzkrieg* s'est épuisé pendant l'hiver 1942, après, l'Armée allemande se battait tout simplement pour sa survie. La Wehrmacht n'avait rien vu de l'embuscade technique et doctrinale qui l'attendait en U.R.S.S. Au cours de l'été 1943, les Allemands faisaient face à de graves problèmes, et à l'automne de cette même année, les Soviétiques étaient ceux qui donnaient les leçons sur les opérations et sur la stratégie.

En Normandie, les Allemands ont surtout réagi aux activités de l'aviation alliée et aux bombardements de l'artillerie. Beaucoup de pages ont été consacrées à la supposée supériorité tactique de l'Armée allemande. (Je n'écarte pas un instant les capacités allemandes en matière de commandement et de contrôle et l'aptitude des Allemands à organiser des opérations comme « Ultra »); toutefois, une étude des activités allemandes mettra en évidence le fait que la Wehrmacht a lancé plus que son lot d'attaques ineptes, voire stupides²⁶.

Le mythe de la supériorité des blindés allemands se maintient dans l'histoire militaire allemande. La vérité est que les chars russes KV 1 et T-34 ont causé une telle secousse au sein de la *Panzerwaffe* que les chars Panther et Tiger ont été mis au point en catastrophe pour tenter désespérément *d'égaliser* la technique soviétique. Il est possible de discuter pour savoir si les chars Tigre ou Panther étaient ou non techniquement supérieurs aux chars Kirov ou T-34. L'Armée soviétique n'était pas engagée dans un concours à ce sujet - elle était lancée dans des opérations de guerre.

En fait, le tueur de chars le plus efficace de la Seconde Guerre mondiale fut la technique allemande. Les pertes les plus élevées ne sont pas attribuables à l'appui aérien rapproché ou au tir antichar, mais à l'abandon et à la destruction par les équipages de chars touchés par des problèmes mécaniques. Entre le 6 juin et le 7 août 1944, les Allemands ont perdu 27 % de leurs chars à cause de défauts mécaniques (au cours de cette période, l'entretien normal était généralement possible); à fin du mois d'août (période au cours de laquelle il fallait déplacer et redéployer les chars face à la pression exercée par les Alliés), le pourcentage a atteint le chiffre hallucinant de 82 % (34 % de chars abandonnés; 48 % de chars détruits par les équipages)! Les études américaines portant sur les chars allemands perdus en 1944 et 1945 « pour des raisons autre que l'action de l'ennemi » font état d'un pourcentage de 43,8 %²⁷. En comparaison, les formations blindées britanniques et canadiennes (4^e Division blindée

canadienne, 1^{re} Division blindée polonaise, 7^e Division blindée britannique, 11^e Division blindée britannique, The Guards Armoured Division et la 8^e Brigade blindée britannique) ont, pendant la poursuite en Normandie (moyenne : 9,3 jours; 317 milles), signalé 22 % de chars perdus pour « problèmes mécaniques²⁸. »

Alors que les chars T-34 parcouraient des centaines de kilomètres par semaine tout en étant entretenus par des jeunes illettrés et des *koulaks*, les chars Tiger et Panther exigeaient les soins de mécaniciens formés à l'usine Porsche. La meilleure façon de détruire un Tiger était de l'obliger à se déplacer.

Notre réponse à la mécanisation fut le char Ram, char moyen très respectable qui semble avoir influé sur les concepteurs du Sherman. Je mentionne ce fait parce que les Américains font tout pour le nier. Le char Ram évolua cependant trop lentement et fut bientôt délaissé au profit de blindés alliés plus « modernes ». Cette situation s'explique par le fait que le char ne subit jamais son baptême du feu et qu'il évoluait tout doucement au Canada, entre les mains d'ingénieurs qui lisaient des comptes rendus de combats; tandis que les ingénieurs allemands devaient rapidement réagir quand des généraux, de retour du front de l'Est et arborant des blessures de guerre, hurlaient leur colère à quelques centimètres de leurs oreilles.

SURVIVRE À L'INFLUENCE DES DOCTRINES ÉTRANGÈRES

La doctrine n'est pas une invention de lutins qui attendent dans l'ombre que le cordonnier soit parti se coucher

David A. Keough,
Chief Archivist, MHI

J'ai indiqué ailleurs dans ce texte qu'en matière de doctrine, la véritable question est : jusqu'à quel point la doctrine est-elle le reflet de la culture nationale? Un des débats intellectuels les plus intéressants de l'après-guerre est l'admiration des principes allemands par des Américains et des Canadiens. Cela donne lieu à des

situations bizarres. Même s'il est clair que les Allemands comprennent instinctivement l'*Auftragstaktik* à cause de l'entraînement, l'influence de la culture ne saurait être écartée. De plus, l'impact d'une discipline de fer ne peut être rejeté non plus. Être prêt à faire feu sur les soldats moins enthousiastes contribue fortement à régler certains problèmes de commandement et de contrôle. Je suis sûr que nos amis russes au Kosovo n'ont pas beaucoup de difficulté à assurer un contrôle serré quand un vol direct vers la Tchétchénie attend les consignés. J'estime que notre Armée n'est pas disposée à imposer une discipline aussi rigoureuse – elle peut le souhaiter, mais notre culture sociale et politique ne le permettrait pas. Il est difficile d'avoir un esprit prussien dans une armée plus douce et plus gentille.

Notre doctrine a toujours subi l'influence de grands empires; j'inclus ici l'influence française, l'influence britannique évidemment et, plus récemment, l'influence américaine. Une question vient alors à l'esprit : si la doctrine est le reflet de la culture face à la guerre, jusqu'à quel point un pays peut-il adopter la doctrine d'un autre pays? Le succès de l'opération ne peut qu'être limité, et cela est doublement vrai au Canada, pays où les anciens empires ont laissé de complexes traditions et pays qui tend à oublier les leçons qu'il a durement apprises au combat. Il s'agit sans doute davantage d'une nécessité politique que d'un besoin militaire – dans la période ayant suivi la guerre, alors qu'il fallait à tout prix créer une nouvelle armée toute canadienne et sans lien avec les Britanniques, beaucoup de tactiques ont été sacrifiées sur l'autel de la doctrine. Même si j'ai affirmé que nous sommes culturellement incapables d'adopter l'approche allemande face à la guerre, nous sommes toutefois culturellement disposés à adopter la doctrine américaine. À ce point, je recommande la prudence car notre Armée ignore en bonne partie l'évolution de la doctrine américaine (et je ne parle pas simplement des 25 dernières années) et la culture militaire unique des Américains.

Sans un ennemi bien identifié (apparemment, les Soviétiques risquent de nous manquer), aucune armée, en temps de paix, n'est vraiment en mesure

d'élaborer une doctrine valable pour la prochaine génération et encore moins de se doter du matériel requis pour pouvoir mettre cette doctrine en œuvre. Et même si cela se faisait, le processus serait très long – il a bien fallu dix ans pour que la guerre de manœuvre et son ancêtre allemand fassent leur apparition à Kingston. Au cours des 15 années pendant lesquelles j'ai été un observateur plutôt attentif, j'en suis venu à la conclusion que l'inclusion de ces éléments dans le programme de cours était le fruit de pressions émanant de l'intérieur même du collège, pas de pressions venant de plus hauts niveaux.

Notre prochaine doctrine pourrait être purement canadienne. Peut-être devrions-nous mettre davantage en évidence notre remarquable doctrine en matière de maintien de la paix (qui, étrangement, n'est pas l'élément clé des cours de commandement et d'état-major de la Force régulière et de la Milice) et concentrer nos efforts afin d'aider des États membres de l'ONU à restaurer la démocratie sur leur territoire. Voler au secours de pays déchirés fait certainement partie de notre culture et de notre héritage, nous qui formions la Nouvelle-France, qui sommes de nouveaux Jésuites, mais dotés d'une discipline rigoureuse, bien formés et profondément religieux. Il est triste de constater qu'au sein du nouvel empire romain, nous sommes limités à un rôle de peltastes ou de frondeurs des îles Baléares, auxiliaires des légions romaines, à une lointaine

époque. Rome s'appelle maintenant Leavenworth ou Carlisle – et il faut parler latin pour comprendre la nature des nouvelles réformes de Marius. Cependant, nous ne sommes pas des Romains – même si nous connaissons mieux les Romains qu'ils nous connaissent.

CONVERSION À LA DOCTRINE

En réalité pendant la guerre du Golfe, la doctrine était plus interarmées que tactique.

Colonel Michael R. Matheny

J e sais maintenant que les études axées sur les doctrines sont le siège de différents niveaux de béatitude – de Nirvâna, si vous préférez. Au début, nous absorbons les bons mots, nous étudions la carrière de grands capitaines et nous essayons de faire de même. Cela a normalement lieu au niveau de la troupe ou à celui de l'escadron et les échecs sont plus ou moins cuisants – sous les critiques féroces de no pairs, de sous-officiers et d'officiers d'état-major subalternes expérimentés qui se moquent de ces néophytes qui « se prennent pour Rommel ». Quand l'officier parvient au deuxième niveau de béatitude, il officie au quartier général de division ou de corps d'armée et il tente de maîtriser le processus de planification opérationnelle (PPO) et la manœuvre à un degré exigeant. Il rencontre alors des vétérans d'état-major authentiques – des hommes sages et cicatrisés qui affirment : « Oubliez vos foutaises; la planification au



La doctrine en tant que solution, et non une imitation. Le lieutenant-général Franks, commandant du VII U.S. Corps, expose ses intentions pour la première phase de la campagne terrestre.

niveau de la division et, surtout, au niveau du corps, ce n'est pas de la blague, c'est sérieux! Il faut respecter des consignes importantes, sinon nous risquons la catastrophe; donc, respectez votre équipe logistique et tenez-vous en au plan élaboré par votre G3 et son vaillant personnel ».

C'est à ce moment que se présente le troisième niveau du Nirvâna – ici, des officiers plus haut gradés reviennent sur les carrières de Patton et de Rommel et estiment que le génie militaire doit aussi être fait de la capacité de s'élever au-dessus du conservatisme d'un état-major et de prendre des risques. Le génie de Patton n'était pas d'avoir pris un risque alors qu'en matière de tactique il n'était qu'un novice; comme combattant et commandant expérimenté de division et de corps, il a mené ses troupes selon sa volonté et malgré la désapprobation de l'état-major. Même chose dans le cas de Rommel. Pendant l'opération « Tempête du désert », le général Norman H. Schwarzkopf, malgré sa réputation d'intimidateur, a reculé devant les arguments de l'état-major et a laissé au général Frederick Franks *s'occuper seul de ses affaires*, essentiellement prendre en mains le VII Corps. L'Armée américaine, malgré un hommage respectueux aux Soviétiques et aux Allemands, présentait la doctrine comme une solution, pas comme une imitation : « Vous n'essayez pas d'obtenir des copies fidèles, mais de choisir des notions susceptibles de vous aider à parvenir là où vous désirez vous rendre, et ce dans un environnement inévitablement nouveau²⁹. »

Une bonne vue d'ensemble de l'évolution de la doctrine aéroterrestre et de la guerre de manœuvre doit inclure l'influence du général Bill DePuy, que certains considèrent comme « le Leslie McNair moderne », dont la pensée pourrait faire tiquer les officiers blindés américains. DePuy s'est concentré sur l'expérience israélienne au Liban, a étudié attentivement les techniques allemandes de commandement et de contrôle et a introduit le concept de synchronisation dans la doctrine de l'Armée. La synchronisation était un effort *orienté de haut en bas* en vue de synchroniser toute la puissance de combat.

Il s'agissait d'un outil de planification extraordinairement puissant qui permettait de s'assurer que tous les systèmes étaient pris en compte et intégrés de la façon la plus efficace possible. Comme moyen d'exécution, c'était terrible. Il est impossible de sortir d'une grille de synchronisation parce que l'ennemi n'en a pas – et il n'y a pas de place pour l'opportunisme. Par contre, au National Training Centre, il est possible d'évaluer une unité d'après cette grille et cela est toute l'histoire. L'Armée a livré la guerre du Golfe plus ou moins d'après une grille de synchronisation³⁰.

ANALYSE DE LA GUERRE DE MANŒUVRE

J'avais espéré qu'après l'opération « Tempête du désert », les études axées sur les opérations feraient davantage de place à la manœuvre. Je fus un peu désappointé, mais j'en suis venu à la conclusion que cela était dû à mon inexpérience quant aux opérations d'un corps et à la mécanique du mouvement. Toutefois, l'absence de manœuvre opérationnelle, même au niveau divisionnaire, a piqué ma curiosité. Comme à Ramilles, à Wagram ou à Waterloo, la progression du VII Corps se faisait dans la meilleure tradition de la cavalerie lourde – au petit galop bien maîtrisé, étrier à étrier, prenant même le temps de faire des arrêts pour aligner la progression. Cette progression remarquablement calme a été l'objet de critiques, y compris celles du général commandant les opérations lui-même³¹.

L'enquête ultérieure a mis en lumière, surtout de la part de la *cavalerie blindée*, des choix très clairs. Accablant, le verdict a absous le général Fred Franks Jr. (commandant introspectif et gentilhomme de premier ordre) et a condamné le général Norman H. Schwarzkopf³² (gros homme intimidant qui confond la taille et le volume avec la qualité de la pensée et qui exige de ses subordonnés une obéissance absolue, voire même des applaudissements).

Pour compliquer davantage les choses, le général Franks ne pouvait rencontrer quotidiennement le général

Schwarzkopf à cause de son supérieur (et subordonné immédiat de Schwarzkopf), le lieutenant-général John Yeosock, commandant de la troisième armée et qui (fait souvent passé sous silence) constituait un maillon de la chaîne de commandement³³ placé entre le commandement central et les VII^e et XVIII^e Corps.

Alors que le général Luck du XVIII^e Corps parlait régulièrement avec Schwarzkopf, Franks devait passer par Yeosock qui, de son côté, essayait de soustraire Franks à l'hystérie de Schwarzkopf. Le fossé s'est élargi jusqu'à ce que plus aucun des deux n'ait la moindre idée des préoccupations et des opinions de l'autre et, compte tenu des personnalités différentes, ni l'un ni l'autre n'était prêt à faire le premier pas en vue d'un rapprochement³⁴.

Le général Schwarzkopf a été informé de la fuite de l'Armée irakienne vers le nord et il a cru être prêt à la poursuivre. Franks jugea que l'ennemi combattrait et ne se déroberait pas et il poursuivit le déploiement ainsi qu'un passage de lignes mettant en présence une division lourde britannique et trois divisions lourdes américaines et un régiment de cavalerie blindée « dans le but clair et net de s'assurer d'une supériorité écrasante au point décisif ». Le VII^e Corps avait besoin de plus d'espace; il fallait donc que Yeosock attribue à Franks le corridor longeant le fleuve (lequel a été finalement accordé à la 24^e Division du XVIII^e) ou il était nécessaire de laisser une ou deux divisions au sein d'un second échelon ad hoc pour lequel aucune planification n'avait eu lieu.

Il [Franks] avait peu de chances d'obtenir le corridor, compte tenu du désir démocratique américain de donner quelque chose à chacun, et il n'est pas certain que l'importante modification du plan requise pour donner à Franks l'espace requis au sein du VII Corps aurait été faite rapidement si Franks l'avait estimé souhaitable ou si Schwarzkopf l'avait ordonnée – mais aucune des deux n'a rien dit... La fuite subséquente des troupes

irakiennes, dont tout le monde s'est plaint, était en réalité un laisser-aller [nous soulignons]³⁵.

Sous certains aspects, l'opération Tempête du désert ressemblait beaucoup aux opérations « Totalize » ou « Tractable » : formations blindées déployées sur un front étroit. La différence intéressante est que les combats se déroulaient dans le désert. Toutefois, pendant la guerre du Golfe, il y avait bien plus qu'un problème de contrôle de la circulation car à cause du terrain sans relief, il était difficile de s'orienter et à l'époque, l'Armée américaine en était à ses débuts dans l'utilisation des systèmes de navigation par satellite. « Le vrai problème était que le M1 pouvait détruire un char ennemi à une distance presque deux fois supérieure à la distance à laquelle il est possible de distinguer un char ami d'un char ennemi³⁶. »

Un des éléments qui ont rendu ce conflit un peu inhabituel était l'écrasante supériorité du char M1 [...] Auparavant, l'infanterie accompagnait les chars pour les protéger en terrain restreint. L'absence de villes ou de terrains restreints ont faits que le char était en tête de presque toutes les confrontations. [...] nous n'avons perdu que trois chars M1 – deux à cause d'un tir fratricide. Ce système d'arme a dominé sur le champ de bataille³⁷.

Nous avons depuis appris que Franks avait procédé correctement en ce qui concerne les procédures d'état-major et le PPO. La certitude après coup est un aspect délicieux de l'histoire militaire; nous découvrons aussi, après le fait, que l'appréciation de Franks était erronée et que Schwarzkopf avait raison. Cela soulève une question relativement peu importante, mais certainement intéressante : que se passe-t-il si deux commandants proclament maîtriser le *Fingerspitzengefühl*, mais si un seul a raison? Le *Befehlstaktik* (le commandement, plutôt que les opérations axées sur la mission) triomphe.

Le général Franks a respecté à la lettre le FRAGPLAN 7, a rendu visite à ses commandants sur le terrain et s'est préparé à combattre l'ennemi qui, croyait-il, allait



De plusieurs façons, les résultats furent comme ceux des opérations « Totalize » et « Tractable

bientôt arriver. Il avait préparé son VII Corps dans le plus pur style Montgomery, soit une offensive « à la queue leu leu ». Il indiquera plus tard : « Je voulais me trouver à l'avant, parler à mes commandants de vive voix et m'imprégner des événements [...] Ce que j'ai perdu en termes de communications, je l'ai gagné en *Fingerspitzengefühl*³⁸. » Le général Schwarzkopf, qui avait au moins une vague idée du *Fingerspitzengefühl*, était frustré, voire livide, parce que la vitesse et la manœuvre – nouvelle doctrine – n'avaient pas été employées³⁹. Schwarzkopf fut ramené au calme par son état-major prudent et expérimenté. À la fin, l'*Auftragstaktik* (sans doute mieux adaptée aux opérations tactiques de faible envergure) et la guerre de manœuvre (soutenue par le personnel d'instruction) se sont révélés inadaptés aux exigences des conflits de forte intensité.

CONCLUSIONS

Il serait difficile de ne pas voir des relents du corpus conceptuel allemand et soviétique dans la façon dont s'exprimaient les commandants américains dans le Golfe. Certains officiers étaient alors plutôt dogmatiques à ce sujet, même si je crois que cet intérêt envers une doctrine systématique et formelle a presque totalement disparu.

Colonel R.M. Swain

Richard M. Swain écrivait que la doctrine existe pour que des hommes pratiques puissent résoudre leurs problèmes. J'ai toujours apprécié la définition que le colonel Ian McNabb donne de la doctrine : « Il s'agit de la façon dont nous faisons les choses; ce n'est pas un dogme rigide ». Je crois que la doctrine est le reflet culturel de ce qu'une armée est susceptible de faire dans des situations d'urgence. Ce collègue, par le biais de son journal interne, a étudié avec enthousiasme l'aspect théorique de la guerre de manœuvre. J'ai soutenu que notre armée devait adopter une terminologie simple et claire. À mon sens, la guerre de manœuvre est la solution de rechange à la guerre d'usure et les deux ont leur place dans toute appréciation d'état-major.

Dans un autre article, un ancien chef d'état-major du Collège de commandement et d'état-major des Forces canadiennes, officier expérimenté de l'arme blindée, écrivait : « La guerre de manœuvre n'a rien en commun avec la manœuvre⁴⁰. » Je crois que nous devrions réfléchir à l'impact philosophique de ces mots. La manœuvre n'est pas devenue une solution possible et n'est pas simplement une méthode suggérée, mais il s'agit d'un fondement moral⁴¹.

L'Armée américaine peut se payer le luxe de revoir l'épistémologie à grande échelle, mais la dernière chose dont l'Armée canadienne a besoin à l'heure actuelle est d'une tentative indue de transformer une doctrine sensée en dogme. La philosophie à la carte, la psychologie (« moral brisé ») et les définitions simples biaisées (« le

but de la guerre de manœuvre [...] annihiler [...] cohésion, capacité de combattre [...] plutôt qu'en infligeant des pertes »⁴².) ne sont qu'un jargon prétentieux de la pire espèce. Il est temps que nos cohortes de nouveaux colonels bardés de diplômes se rendent compte que l'empereur est nu et redonne au bon sens toute la place qui

lui revient dans nos ouvrages de doctrine. Notre Armée ne doit pas préférer la sophistique à l'instruction pratique sur le terrain.



À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le Dr Jarymowycz est né à Vienne, en Autriche et il a vécu aux États-Unis et au Canada. Il a servi dans l'armée de 1964 à 2001, période au cours de laquelle le Dr Jarymowycz a occupé différents postes de commandement et d'état-major dont celui de commandant du Royal Canadian Hussars (Montréal) et il a aussi été détaché auprès des armées britannique et américaine dans le cadre de nombreux exercices. En 1985 a commencé une longue collaboration avec le Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne, d'abord sous la forme du cours de commandement et d'état-major de la Milice du SQFT, puis comme doyen de ce cours, entre 1994 et 2001. De plus, le Dr Jarymowycz a enseigné à l'Université McGill et a pris la parole dans de nombreuses universités. Les écrits du Dr Jarymowycz ont été largement publiés dans des livres et des revues. Ses passe-temps préférés sont la peinture, la collection de figurines et d'épées de l'époque napoléonienne; en outre, il est entraîneur de rugby et il pratique l'équitation. Il est marié et possède quatre perruches dont l'une est en mesure de prononcer le mot *Auftragstaktik*.⁴³

NOTES

1. Colonel C.P. Stacey, *Official History of the Canadian Army in the Second World War Vol. III The Victory Campaign*. Ottawa: DND, 1960) p. 274 - 277.
2. Terry Copp, *Fields of Fire: The Canadians in Normandy - The 1998 Joanne Goodman Lectures*. Manuscript, WLU 2001, p. 2.
3. John A. English, *The Canadian Army and the Normandy Campaign - A Study of Failure in High Command*. New York: Praeger, 1991, p. 312-313.
4. LCol J.A. MacDonald, unpublished Masters Thesis, « In Search of Veritable » RMC, 1996. 207. Seulement deux officiers de cavalerie (C. C. Mann et H. W. Foster) ont profité d'un cours d'état-major de niveau avancé entre 1921 et 1939 et, dans les deux cas, l'année précédant le déclenchement des hostilités.
5. « Il n'est donc pas très surprenant que huit des vingt-deux officiers du grade de major-général ou de grades supérieurs qui commandaient des divisions, des corps ou des armées outre-mer aient été chassés pour incompétence avant le début du conflit; de plus, deux autres officiers furent relevés de leur commandement après leur premier combat et, enfin, un autre a conservé son poste neuf mois. Par ailleurs, faut-il se surprendre si les dossiers des officiers commandant des brigades au début de la guerre n'étaient certes pas plus reluisants. » MacDonald, 211. Quand le cours élémentaire d'état-major a été lancé, à Camberley, en

octobre 1942, le Canada y dépêcha 6-10 officiers (major/lieutenant colonel) pour assister à l'enseignement d'une durée de six semaines. Les résultats furent décevants : « Les officiers canadiens inscrits à l'école des officiers supérieurs ne sont pas à leur place; sur 10 élèves, 50 % sont loin de respecter les exigences minimales et trois d'entre eux n'auraient jamais dû se présenter aux cours. Le général Montgomery se demande si ces officiers ont été choisis avec assez de soin. » RG24 9872. Folio 2/SOS/1-2, NAC 15 juin 1943.

6. Chaffee fut forcé de garrotter la cavalerie américaine après son épreuve de force avec le dernier Chef de la cavalerie, le major-général John K. Herr. Worthington avait convaincu le ministre de la Défense nationale, mais Rogers périt tragiquement dans un écrasement d'avion. Ralston attendit que les divisions de panzers aient chassé de France le corps expéditionnaire de McNaughton avant d'approuver la note de service de Worthington en faveur de la création d'une force blindée.

7. Lire : Jean R. Moenk, *A History of Large-Scale Army Maneuvers in the United States, 1935-1964* (Virginia: Headquarters United States Continental Army Command, Fort Monroe, 1969), p. 2-4.

8. FM100-5, 24 Jan 1941 et l'ébauche originale, FM17-10, 21 Jan 1941 « Doctrine and Organization of the Armored Division. » MHI.

9. MGen RW Grow, « Black Lines on a Map », 5. Grow Papers. MHI. [10. NAC. DHist 171.009 D116. First Canadian Army, Summary of Training Programmes 1943-1944 et CAC Field Training Syllabus 1944.

11. Lire : General von Mellenthin, cité dans *Generals Balck and von Mellenthin on Tactics: Implications for NATO Military Doctrine*. BDM Corporation. Virginia. 19 déc. 1980, 22. Quand Dupuy demanda à Balck combien de généraux allemands - sur une centaine - avaient le *fingerspitzengefühl*, Balck répondit : « Peut-être trois ou quatre - mais ils étaient largement méconnus. »

12. NAC RG24 3^e Division d'infanterie canadienne, Rapport G3 3 DIC juillet 1944 « Le cmdt inf ne doit pas tenter de déployer des chars sur le terrain davantage qu'il ne déploierait des pièces d'artillerie; il doit simplement indiquer où il veut que les chars fassent feu. ». 2. D Hist 141.4A27013 LD2. 27th Armoured Regiment (Fus Sher). Compte rendu de combat, Lt. P. W. Ayris 31 juillet 1944 : « Les commandants d'infanterie connaissent mal les capacités et les méthodes.... » La confusion tactique ou l'initiative désespérée de l'infanterie a touché les destroyers de char et l'artillerie : « Certaines formations de l'infanterie les [obusiers automoteurs] considèrent comme des chars et les emploient comme tels quand elles ne disposent pas de véritables chars. » DHist 141.009. D116 App. H de Lettre de liaison de l'instruction CMHQ N°. 12 (ci-après appelée « Liaison 12 »). Lt Col Ealsh MC, RA SI AC, École d'artillerie, Larkhill. Extraits du compte rendu d'une visite récente en Normandie. Juillet 1944. Aussi : « L'infanterie semblait obtenir vite ses canons antichars et ses pièces de 17 livres, mais le cmdt bon ne paraissait pas savoir qu'il pouvait ensuite nous libérer [...] Le détachement de pièces de 17 livres, après avoir mis ses pièces en position, ne semblait pas exercer une surveillance adéquate. Il avait très peur d'utiliser ses armes. » RG24 14287, 27 RBC compte rendu de combat, 17 juillet 1944, 17.

13. RG24; 2 BBC Papiers et documents : Rapport No 12: « Analysis of 75mm Sherman Tank Casualties 6th June to 10th July 1944. »

14. D Hist CCCR Bulletin : Notes sur l'expérience de combat. 19 juillet 1944. « L'effet d'un VBC, peu importe son type, sur le moral d'un fantassin se lançant à l'attaque [...] Dans un ou deux cas extrêmes, même des obusiers automoteurs ont servi de points de ralliement à l'infanterie qui refusaient d'aller au combat sans eux. » App. H de Liaison 12 DHist 141.009 D116. Lire aussi, DHist 171.009 (D160) 19 août 1944, « Notes on Battlefield Experience Affecting Training. »

15. « Les blindés nous ont appuyé très efficacement. » G3 3 DIC, juillet 1944, 2.
16. English, 280.
17. Entretien SV Radley Walters; Killaloe, Kingston et France; mars/mai/nov. 90; mai/oct. 91.
18. NAC, D Hist 141.4A27013 LD2. *27 Canadian Armd Regt (Sher Fus)*. Compte rendu de combat, Lt. P.W. Ayriss, 31 juillet 1944.
19. Entretien SV Radley Walters; Entretiens Hans Stegel, France et Bad Teinach may /sept. 90.
20. NAC, RG 24 Vol. 13,750. *2nd Canadian Corps Int Sums*. Juillet 1944.
21. BH/MH 19 IX/20; RH 21-5/50.
22. Russell F. Weigley, *Eisenhower's Lieutenants*. Indiana University Press. Bloomington, 1990 et *Carlo D'Este, Decision in Normandy*, London: Collins, 1983.
23. Terry Copp, Bill McAndrew *Battle Exhaustion – Soldiers and Psychiatrists in the Canadian Army, 1939-1945*. Montreal: McGill-Queen's University Press, 1990, p. 120-127.
24. FGH Sqn à Tilly pendant l'opération « Spring »; BCR, Gds et Foot Gds pendant l'opération « Totalize »; les deux brigades blindées pendant l'opération « Tractable » ne sont que quelques exemples.
25. Kriegstagbuch Panzer Armeeoberkommando 10.6.44-8.8.44. RH21-5/44. von Kluge à Hausser, soirée du 8 août 1944
26. Bretteville, L'Orgueilleuse, Plutot en Bassin, etc. Lire Terry Copp pour un compte rendu objectif du rendement tactique canadien face à la machine de guerre allemande. Les contre-offensives axées sur Dempsey et Bradley furent particulièrement ineptes.
27. NAC RG24 No 2 Section de recherche opérationnelle, 21 Gp d'armées. Compte rendu no 17 « Analysis of German Tank Casualties in France 6 June to 31 August 1944. »; lire aussi ORO T 117 Alvin D. Coox et L. Van Loan Naisawald, « Survey of Allied Tank Casualties in World War II » MHI, Carlisle.
28. Pertes en raison de bris mécaniques au sein du 2^e Corps canadien : 1 Pol Ad - 20,8 % et 4 DBC - 23 % respectivement. N° 2 ORS, 21 Gp d'armées, juin 1944 – juillet 1945. Compte rendu n° 18 « Tank Casualties During the Exploitation Phase. » MHI. Lire aussi Terry Copp, editor, *Montgomery's Scientists – Operational Research in North West Europe*. Waterloo: WLU, 2000, p. 22-23.
29. Correspondance avec le col R. Swain, ancien chef du Combat Studies Institute de Fort Leavenworth; auteur de l'histoire de l'armée américaine : *Lucky War: Third Army in Desert Storm* (CGSC Press, Fort Leavenworth). Lire aussi *The Whirlwind War* by Schuster, publication CMH, et BGen R.H. Scales Jr. *Certain Victory – The US Army in the Gulf War*. London: Brassey's, 1993. B. McKercher et Michael A. Hennessy, eds. *The Operational Art, Developments in the Theories of War*. Westport: Praeger, 1996. et George F. Hofmann; et Donn A. Starry, eds. *Camp Colt to Desert Storm: The History of U.S. Armored Forces*. University of Kentucky Press, 1999.
30. « Je comparerais le général DePuy au général Leslie McNair. Donn Albert Starry, général à la retraite de l'Armée américaine, aurait été son Chaffee. D'abord, AirLand 2000 [...] rédigé simultanément avec le FM 100-5 (1982) au quartier général TRADOC. Le FM 100-5, dont découle *AirLand Battle*, fut rédigé à Fort Leavenworth. La rédaction de ces deux ouvrages fut encadrée par le général Donn A. Starry qui, plutôt que Tukhachevsky, était la principale source autorisée. [...] Il est intéressant de souligner qu'à la School of Advanced Military Studies, où le FM 100-5 de 1986 a été rédigé, les Allemands étaient davantage étudiés que les Russes, encore que ... depuis le milieu des années 1970, le Foreign Military Studies Office sous la gouverne de Dave Glantz, Jake Kipp et Bruce Menning, a produit un certain nombre de présentations SAMS qui ont toujours connu un succès retentissant. [...] Le livre de Jack English, intitulé *On Infantry*, a probablement eu plus d'impact sur le combat aéroterrestre que n'importe quel Russe. » Swain, avril/mai 2001. Lire aussi : B. McKercher et M.A. Hennessy, Eds, *The Operational Art*, Westport: Praeger 1996. « Filling the Void: The Operational Art and the US Army » Richard M. Swain. 147-173.
31. General Norman H. Schwarzkopf, *It Doesn't Take A Hero*. New York: Linda Grey Bantam Books, 1992. 461-464.
32. « Le général Crosbie "Butch" Saint, US Army (ret.), Commandant USAREUR pendant la guerre du Golfe [...] était généralement considéré comme le meilleur tankiste de sa génération au sein de l'armée américaine – le spécialiste de la guerre de manœuvre que vous cherchez, mais qui n'a jamais eu l'occasion d'en faire la démonstration sauf lors d'exercices et à l'entraînement. Qu'il ait été en Europe alors que Norman était en plein travail dans le Golfe a été considéré par certains comme un grand malheur. » Swain.
33. « ...a placé Yeosock dans une position quelque peu délicate. Rick Sinnreich a exprimé des réserves à propos de ce maillon supplémentaire dans la chaîne de commandement. J'ai souvent parlé au lieutenant-général Yeosock à ce sujet et je suis convaincu que le commandement de l'élément terre est essentiel. L'armée fait bien davantage que surveiller le corps sur le champ de bataille. » Col. Michael R. Matheny, DMSPO/USAWC Carlisle; ancien chef des plans tactiques du III Corps. Correspondance, 9 mai 2001.
34. Swain, 7 mai 2001
35. *Ibid.*
36. *Ibid.*
37. Matheny.
38. Général Fred Franks, Jr. (Ret.) et Tom Clancy, *Into the Storm – A Study in Command*. New York: GP Putnam, 1997, p. 529-530.
39. Il n'était pas seul « ... nous partageons l'opinion de Schwarzkopf selon laquelle le VII Corps n'était pas assez entraîné pour participer à des opérations offensives. J'ai depuis parlé au général Franks – il y a environ trois semaines – et j'ai changé d'avis. Il maintient que le raison de la pause était de concentrer la puissance de combat, mais aussi de permettre à ses troupes de se reposer. » Matheny
40. Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre. Vol. 3, N°3, 2000.
41. Swain suggère que l'évolution se poursuit – l'Armée américaine, à la lumière du FM 3-0, se prépare à la suite de la guerre de manœuvre et du combat aéroterrestre. « J'ai toujours pensé que la guerre de manœuvre était un fondement moral et pas une doctrine, comme l'approche indirecte sous bien des aspects. Cela relève davantage de la façon dont nous parlons de ce que nous faisons que de ce que nous faisons réellement. » Correspondance, 26 avril 2001.
42. Définition de Marc Chagall (maintenant dépassé) forgée par les rédacteurs de doctrine de l'Armée de terre et inconsidérément rendue officielle. Voir la B-GL-300-002/FP-000, Doctrine tactique de la Force terrestre; voir aussi la B-GL-300-001/FP-000, *Conduite des opérations terrestres – Doctrine opérationnelle de l'Armée de terre canadienne*.

Tribune libre

Commentaires, opinions et contestations

Note à l'intention de nos lecteurs :

Les commentaires de la rubrique « Tribune libre » n'incluent habituellement pas de renseignements sur les auteurs, mais compte tenu du sujet abordé ci-dessous, nous avons estimé que ces renseignements renforceraient la crédibilité du commentaire en question.

À propos de l'auteur...

Christopher Ankersen a quitté les Forces canadiennes en septembre 2000, après avoir passé huit ans comme officier au sein du Princess Patricia's Canadian Light Infantry (PPCLI). Il a servi en Croatie en 1992-1993 avec le 3 PPCLI et au Kosovo en 1999, avec le 1 PPCLI. Il a écrit sur beaucoup de sujets liés à la défense et a remporté plusieurs prix, dont un prix que l'Armée britannique lui a décerné pour son travail sur les droits individuels et collectifs dans l'armée et un autre prix du Royal United Services Institute pour son étude sur le recours à l'histoire dans le processus décisionnel. Il a obtenu un B.A. en Études militaires et stratégiques du Royal Roads Military College en 1992 et une maîtrise ès sciences en relations internationales de la London School of Economics en 1998. Il travaille comme consultant en gestion stratégique à Londres, en Angleterre, et il doit retourner à la LSE en octobre 2001 pour y obtenir un doctorat.

TROP DE RAFISTOLAGE : POURQUOI L'ARMÉE CANADIENNE A DE LA DIFFICULTÉ À CHANGER

Je ne sais pas si tout ira mieux si nous changeons; ce que je sais, c'est qu'il faut que cela change pour aller mieux.

Georg Christoph Lichtenberg

Scot Robertson, Ph.D., lance un débat intéressant avec son article intitulé « Un défi à relever : innovation et changement dans l'Armée de terre canadienne »¹. Malheureusement, il est bien trop optimiste. L'Armée canadienne n'est pas vraiment attachée aux notions de changement et d'innovation à cause d'une vaste méconnaissance des concepts théoriques clés découlant d'une formation insuffisante, d'un manque d'expérience valable et d'une tendance aux solutions de facilité sur le plan intellectuel. Par conséquent, l'Armée s'en remet au gradualisme qui lui procure un sentiment de sécurité, un espèce de tampon de demi-mesures contre l'incertitude et l'échec. Face à une crise, au lieu d'opter pour un vrai changement – révolution – l'Armée canadienne choisit la sécurité – la normalité.

FORMATION

La formation est essentielle au changement car elle crée de nouveaux besoins et le pouvoir de les satisfaire.

Henry Steele Commager

L'Armée canadienne n'a pas mis l'accent sur la formation, mais plutôt sur l'instruction. Malheureusement, en préférant les consignes à l'apprentissage, l'Armée s'est mal desservie et s'est assurée de mal s'équiper pour **penser**². Ce que l'Armée fait bien, c'est **exécuter**, faire en sorte que les choses se produisent, qu'un système fonctionne comme il le doit. Cette attitude gagnante de l'Armée lui permet de toujours « parvenir à ses fins »; presque toutes ses missions sont couronnées de succès. L'Armée enseigne ce credo à ses recrues et le leur répète pendant toute leur carrière. L'instruction – du niveau élémentaire au niveau avancé – insiste sur les drills, les listes et les procédures. Ainsi, un soldat n'est pas formé, mais est entraîné à démonter et à remonter une mitrailleuse ou à faire fonctionner les systèmes

complexes du Coyote. L'instruction est essentielle et irremplaçable. Elle est devenue nécessaire dans les armées d'avant l'ère industrielle à cause du faible niveau d'éducation des gens. Au sein des armées de l'ère industrielle, l'instruction gagna en importance car il était nécessaire de synchroniser les soldats et les unités disposant de matériel plus complexe. Cet apprentissage par cœur donne toute satisfaction lorsqu'il s'agit de bien faire fonctionner un matériel en place. Toutefois, il n'en va pas de même pour concevoir une meilleure façon de faire les choses, une façon de changer – pas seulement réorganiser – mais réellement reprendre tout depuis le début et poser des questions pour aller au fond des choses. C'est à ce moment qu'intervient la formation.

La formation est une approche de l'apprentissage. Il s'agit d'une méthodologie philosophique et pédagogique. Elle n'a rien à voir avec les faits et les chiffres, les procédures et les politiques, les drills et les détails. Il s'agit d'idées : comment les reconnaître, comment les analyser, comment les contester et comment les concevoir. Il s'agit du type de pensée critique qui mène à la créativité. Dans l'Armée, la formation n'a pas été prise au sérieux et, même récemment, elle se limite à des exigences de scolarité, une seule case de plus à cocher. Mais à partir de maintenant, et pendant toute leur carrière, les soldats doivent être formés, être exposés à des idées – anciennes et nouvelles – à propos de leur vocation. Seule la formation peut donner à l'Armée les outils et les habiletés requises pour faire face au changement. Naturellement, une Armée bien formée saisit mieux comment les changements se produisent et est mieux équipée pour analyser et appliquer les éléments adaptés aux exigences actuelles et futures. Sur l'océan tumultueux du changement, l'instruction est l'ancre du navire qu'est l'Armée, mais la formation est à la fois son gouvernail et sa voile.

EXPÉRIENCE

Dans l'Armée, au manque de formation s'ajoute le manque d'une solide expérience. De plus en plus, l'instruction se fait à un niveau de plus en plus bas – les véritables exercices au niveau du groupe-brigade où les commandants de formations et d'unités ainsi que leurs états-majors sont mis à l'épreuve deviennent des traits du passé. En outre, l'entraînement en campagne est peu à peu devenu une forme de répétition. Les parcours de combat sont des répétitions des activités des années passées; les commandants et les conducteurs exécutent leurs tâches et agissent sans dérober de l'horaire ou du scénario prescrits. La véritable expérimentation est difficile à générer; par exemple, les compagnies et les équipes de combat éprouvent de la difficulté à mettre en pratique des approches ou des méthodes différentes. Le temps (ainsi que le carburant et le kilométrage) disponible pour le rodage ou pour l'expérimentation avec d'autres façons de faire est rare et les intervalles entre ces activités sont très longs. Comme si cela n'était pas suffisant, avec si peu d'occasions d'évoluer en campagne, il faut que chaque « attaque » compte. Puisque les commandants sont constamment évalués et suivis, ils n'ont que peu d'occasions pour oser et innover. Il est préférable de jouer selon les règles établies, au moins pendant que le patron observe.

Pendant les exercices typiques à répétition, il y a peu de place laissée à la résolution de problèmes et même quand il y a résolution de problèmes, cette activité est souvent limitée par le manque de ressources ou des questions de sécurité du personnel. D'un côté comme de l'autre, les soldats sont perdants : ils ne peuvent essayer de nouvelles choses parce que cela n'est pas dans le scénario et, en même temps, ils n'ont pas eu à faire face à assez de problèmes stimulants pour être habitués à l'incertitude. La tentation de demeurer en terrain connu (ils l'ont fait à l'École de combat) est encore renforcée. Quand l'instruction ne laisse aucune place aux caractéristiques des opérations militaires, comme la volatilité, la complexité et l'ambiguïté, cela ne peut qu'être nuisible.

Les exercices d'entraînement en campagne sont rarement des activités mettant en présence deux forces et il est encore plus rare qu'une des forces ait le « champ libre ». Sans un ennemi qui réfléchit et qui agit, il n'y a que peu de leçons à retenir. Quand les simulateurs d'effets des armes sont employés et quand l'ennemi réfléchit et réagit, l'expérience est amplifiée à tous les niveaux de l'exercice. Ces leçons font partie de la formation d'un soldat et constituent les éléments permettant de reconnaître les changements et de s'y adapter. C'est bien beau d'être informé de quelque chose, mais découvrir soi-même si quelque chose fonctionne, et comment, est une autre histoire. Demandez à quelqu'un qui a déjà fait partie d'un échange ou qui a travaillé avec une autre armée ou qui est allé au Joint Readiness Training Centre ou au National Training Centre. Dans tous ces cas, les soldats sont mis en présence de différentes manières de faire les choses; ils doivent définir ce qui est valable et ce qu'il faut conserver et ce qui est moins bon et devrait être rejeté. Sans expériences stimulantes, les méthodes de travail existantes – tactiques, techniques et procédures, instructions permanentes d'opération et doctrine – ne sont jamais vraiment mises à l'épreuve, pas suffisamment en tous les cas pour que les lacunes et les défauts soient mis en lumière³.

À cause de ce manque de formation et d'expérience, l'Armée a un champ de vision limité, de sorte que face à l'idée de changement, elle tend à s'en remettre à ce qui existe déjà. Les tentatives visant à étudier des théories (comme la guerre de manœuvre) ou de l'équipement (comme le VBL III) mènent à des comparaisons de théories et d'équipements anciens. « La guerre de manœuvre n'est pas très différente de ce que nous faisons actuellement alors il ne nous faut que quelques changements mineurs » pense l'Armée. Ou : « Le VBL III n'est en réalité qu'un transport de troupes blindés, un peu comme le M113; il fait tout ce que ce dernier fait, mais mieux. » Sans une connaissance complète des concepts fondamentaux en cause, cette méthode d'adoption par analogie peut se comprendre. Toutefois, il ne s'agit pas d'innovation; cela signifie que de nouvelles idées et de nouveaux

équipements sont simplement ajoutés à ce qui existe déjà. Il s'agit donc d'une modification, mais pas d'un changement.

SOLUTIONS DE FACILITÉ SUR LE PLAN INTELLECTUEL

L'imitation de ceux à qui nous ne pouvons ressembler mène à toutes les absurdités.

Samuel Johnson

Tout comme la pie, l'Armée se saisit de tout ce qui brille. Et, tout comme la pie, l'Armée ne sait pas toujours de quoi elle s'est emparée. Dans le cas présent, il ne s'agit pas de papier de plomb ni de capsules de bouteilles, mais bien de doctrine et de terminologie de l'art de la guerre. Certains disent que cela est efficient, voire économique. Nous pouvons employer « l'approche manœuvriste » sans avoir à faire tout le cheminement intellectuel et nous pouvons obtenir les « fonctions de combat » sans le fardeau de l'analyse. Même si cette habitude d'acquisition semble produire des changements, au moins en surface, il s'agit en réalité d'augmentation, pas d'innovation. Le plus troublant, du point de vue de l'innovation, est qu'une fois les idées adoptées, le vil procédé de leur acquisition n'est pas précédé d'une évaluation, d'une analyse ou d'un débat. L'absence de tout processus de création d'idées fait que ces idées demeurent étrangères et doivent donc être traduites. Cette traduction est souvent un facteur d'approximation et une bonne partie du caractère original de ces idées est perdu. Les concepts de commandement opérationnel et de contrôle des opérations, par exemple, sont toujours mal compris, sans doute parce qu'ils se comparent mal aux relations de commandement précédentes des Forces canadiennes.

INNOVATION ET RÉVOLUTION

Les gens parlent de fondements et d'absolu, puis font des changements de détail.

Oliver Wendell Holmes, Jr.

Thomas S. Kuhn, dans son ouvrage *The Structure of Scientific Revolutions*, décrit le processus par lequel les théories

et les façons de faire sont modifiés. Quand un seul paradigme est établi, il s'agit d'une science normale. Tout l'aspect pratique découle de la théorie reconnue et, s'il y a débat, il ne peut porter que sur des détails. Inévitablement, un champ pareil comporte des anomalies (occasions ou événements qui ne sont pas en accord avec le paradigme établi). Le champ est alors décrit comme étant en état de crise. Face à ces défis, les organisations ont trois possibilités : elles peuvent ignorer les anomalies, en les qualifiant de cas isolés, de caprices; elles peuvent les socialiser et les intégrer au paradigme dominant, souvent comme des exceptions confirmant la règle; ou elles peuvent accepter les anomalies et commencer à mettre en doute le paradigme en vue de le remplacer par un nouveau. À cette étape, l'organisation est entrée dans le domaine de la science révolutionnaire et plusieurs paradigmes sont en concurrence. Le plus souvent un ensemble de connaissances se trouve dans cette phase pluraliste, plus il est sain : les hypothèses sont étudiées, les façons de faire les choses sont mises en cause et discutées et la pensée critique abonde. À la fin, un paradigme est adopté et une nouvelle période de science normale commence. Les travaux de Kuhn rejettent l'idée selon laquelle les connaissances sont cumulatives et les nouvelles théories découlent des anciennes. Les nouvelles théories naissent de la révolution.

Kuhn conclut que face aux anomalies, les deux premières possibilités sont largement plus fréquentes que la troisième; la véritable pensée révolutionnaire est rare au niveau organisationnel. « Face à une anomalie, les défenseurs [d'une théorie] [...] concevront de nombreux détours ainsi que des modifications ad hoc de la théorie pour éliminer tout conflit apparent⁴. » Ainsi naît le gradualisme. Plutôt que d'abandonner le paradigme existant, les éléments pour camoufler les incohérences lui sont ajoutés ou lui sont enlevés.

Mais gradualisme n'égale pas innovation. Le rafistolage n'est pas du changement. La véritable pensée révolutionnaire est rare dans l'Armée canadienne, comme dans la plupart des armées du monde, en partie à cause du

fait mentionné précédemment, où le manque d'expérience signifie que les anomalies sont rarement décelées⁵. Toutefois, même l'examen superficiel d'une doctrine de demi-mesures en révèle la futilité. Tenter de modifier un paradigme en vue de le conserver peut mener à de graves incohérences logiques. Souvent, le vocabulaire est modifié, tandis que la philosophie sous-jacente demeure la même. Malheureusement pour une organisation, l'innovation n'est pas seulement une question de paroles, il faut aussi agir. Souvent, il faut remplacer le système au complet, pas seulement une ou plusieurs de ses parties, et les systèmes ne se remplacent pas graduellement. Il n'y a pas de demi-mesures pour la guerre de manœuvre, par exemple, et cela parce que les prémisses qui sont à la base des deux paradigmes – attrition et manœuvre – ne peuvent être comparées.

La philosophie du « meilleur des deux mondes » a mené à l'élaboration de plusieurs théories sur le rafistolage dans l'Armée canadienne. L'idée de vouloir transformer, par exemple, un bateau en maison n'est pas fameuse car les maisons flottantes ne sont pas des maisons terribles; de plus, comme embarcations, c'est facile de trouver mieux⁶. L'innovation force à prendre des risques intellectuels et à accepter un degré d'incertitude. C'est plus facile d'ignorer les anomalies ou de les reconnaître tout en tentant de les camoufler que d'apporter un vrai changement car cela nous évite d'abandonner le confort du connu pour une avalanche de changements. Pour connaître le succès « ...[les théoriciens] créatifs doivent occasionnellement pouvoir vivre dans un monde dérangé » avec ce que Kuhn appelle la « motivation essentielle » inséparable de l'innovation⁷.

PROVOQUER L'INNOVATION

En gros, l'élimination des lacunes mentionnées précédemment saura faire ressortir l'innovation — accroître la formation et l'expérience et s'attaquer aux solutions de facilité sur le plan intellectuel. Toutefois, certaines mesures peuvent être prises pour favoriser un climat propice à la recherche d'innovation, plutôt que de s'en tenir à des vœux pieux :

- Être audacieux. Se donner des objectifs généraux et faire preuve de vision dans la façon de diriger. Définir les objectifs sans interdire des moyens d'action possibles ni des résultats.
- Insister sur la formation et la présenter comme un moyen et comme une fin. Apprendre aux soldats comment penser plutôt que quoi penser. Élaborer des listes d'ouvrages stimulants à lire et développer des outils de perfectionnement allant au-delà du normal et du connu.
- S'habituer à l'incertitude. Ne pas attendre que les choses se tassent avant d'agir; reconnaître que les choses ne seront jamais stables et constantes. Ne pas chercher à éviter ou à gérer le changement; chercher plutôt à grandir par lui. Introduire plus de variables dans la planification et la rédaction de scénarios; utiliser moins de constantes. Supprimer les vaches sacrées.
- Favoriser la dissidence par la communication, en tenant des épreuves de rédaction comme le Bertrand Stewart Essay Contest de l'Armée britannique et en officialisant les débats comme ceux qui se déroulent dans les pages de la United States Marine Corps Gazette. Ces initiatives doivent être appuyées par la chaîne de commandement et ne pas être simplement imposées aux officiers subalternes comme du perfectionnement professionnel. Encourager les membres du rang à participer en mettant l'accent sur l'innovation plutôt que sur la littérature grise. Mettre en évidence des modèles, des processus, des trucs et les nouvelles façons de faire les choses.
- Prendre la tête du changement. Au lieu de se moquer de ce facteur dans un rapport d'appréciation du rendement, les chefs doivent rechercher le changement et tenter de diriger depuis le haut tout en écoutant les subalternes. Définir des postes de « leadership de la pensée »

où les innovateurs reçoivent le crédit qui leur revient et sont chargés de responsabilités appropriées. Les leçons retenues doivent être révisées de façon honnête et il faut chercher à déceler les anomalies.

- Savoir perdre tout comme savoir gagner. Développer une instruction réaliste avec des défis si ardues qu'un échec est inévitable, contrairement aux exercices « par numéros » se soldant toujours par une réussite. Des forces d'opposition et des simulateurs d'effets des armes réalistes sont indispensables. Pour l'instruction, les simulations doivent être progressives et ardues. Cette instruction doit permettre d'évaluer l'aptitude à régler des problèmes; il ne s'agit pas de répéter des solutions. Enfin, l'instruction doit permettre l'expérimentation et la répétition aux niveaux inférieurs afin que les soldats se sentent à l'aise face aux notions élémentaires tout en pouvant élargir leur expérience.

CHANGER LES MENTALITÉS

La vérité ne triomphe pas en convainquant ses adversaires et en leur montrant la lumière; ses adversaires finissent par mourir; surgit alors une nouvelle génération qui connaît la vérité.

Max Planck

Les choses s'améliorent. La création de la Direction de la doctrine de l'Armée de terre, par exemple, a atténué les questions portant sur l'existence ou non d'une doctrine, questions omniprésentes il y a encore seulement cinq ans. La Direction - Concepts stratégiques (Opérations terrestres) et le Centre de simulation de l'Armée de terre développent progressivement un point de vue, quelque chose de presque inconnu au sein de l'Armée depuis l'entre-deux-guerres. Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre et la Revue militaire canadienne sont des outils d'expression et de développement intellectuel. Ces premiers éléments d'importance doivent être

suivis d'une institutionnalisation de l'innovation et de la mise en place d'un environnement favorisant et encourageant le changement. Sans cette conversion et sans cet engagement envers le changement, l'énoncé ci-dessus de Planck pourrait bien se confirmer.



L'auteur souhaite accuser réception des commentaires du Colonel (ret.) William Doll, E.-U., du Joint Warfare Analysis Centre, Washington, D.C.

1. Scot Robertson, « Un défi à relever : innovation et changement dans l'Armée de terre canadienne », *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, Vol. 3 N° 4/Vol. 4 N° 1, hiver 2000-printemps 2001, p. 69-74.

En réponse à l'article intitulé, « Le CH-146 : un hélicoptère armé pour l'Armée de terre canadienne », du major D. Houde, Vol. 3, N° 4/Vol. 4, N° 1, hiver 2000/printemps 2001, et au commentaire du capitaine Tom Bradley dans la Tribune libre, Vol. 4, N° 2, été 2001.

Le lieutenant-colonel Mike Dabros, A7 au Quartier général de la 1^{re} Escadre, à Kingston (Ontario), écrit ce qui suit.

Je me sens contraint de répondre aux commentaires du capitaine Bradley, publiés dans la Tribune libre, concernant l'utilisation des CH-146 comme hélicoptère armé. L'insinuation voulant qu'il n'y ait pas de doctrine sur laquelle fonder une telle entreprise me préoccupe au plus haut point. Les rôles de l'aviation prévus dans la doctrine continuent d'être la reconnaissance, la puissance de feu et la mobilité. Ces rôles se conforment aux priorités énoncées par le Chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) relatives à l'aviation dans l'armée de demain – tâches de reconnaissance, de puissance de feu et de mobilité limitée. Le fait que nous n'ayons pas pu jouer tous ces rôles dans le passé est avant tout une question de politique, de volonté et de ressources. De plus, rien ne stipule – comme le laisse entendre le capitaine Bradley – que les aéronefs d'attaque par vocation ne peuvent que jouer le rôle de puissance de feu dévolu à l'aviation. Cette notion est erronée et est contraire

2. Pour mesurer cet aspect, on pourrait prendre comme indicateur le manque d'intérêt pour la réflexion, comme le prouve l'absence d'inscriptions de qualité à l'épreuve de dissertation sur le combat du CDTAT.

3. Le fait que de nombreuses innovations se produisent en temps de guerre (et souvent après la défaite) prouve l'exactitude de ce point.

4. Thomas S. Kuhn, *The Structure of Scientific Revolutions, Third Edition*, (Chicago: U of Chicago P, 1996), p. 78.

5. Pour en savoir plus sur le gradualisme au sein des forces armées américaines, lire, du même auteur, l'ouvrage intitulé « A Little Bit Joint—Component Command: Seams, not Synergy », *Joint Force Quarterly*, printemps 1998, p. 116-121.

6. Un exemple de rafistolage qui vient immédiatement à l'esprit est le cas de l'infortuné Cougar, d'abord « véhicule d'entraînement à la manœuvre des chars », puis « véhicule d'appui-feu ». S'agissait-il d'un véhicule efficace, dans un rôle ou dans l'autre? Le fait de le rebaptiser a-t-il changé ses capacités?

7. Kuhn, p. 79.

à l'utilisation des aéronefs dans la majorité des armées dans le monde. Si c'était le cas, le Lynx armé OH-58D et le H-60 armé (pour n'en nommer que quelques-uns) n'existeraient pas.

Qui plus est, dans l'ancienne doctrine canadienne, on considérait l'aviation armée ou d'attaque comme une ressource divisionnaire ne répondant qu'occasionnellement aux besoins d'appui de la brigade. Toutefois, dans le cadre d'un groupe-brigade et compte tenu de l'évolution de la doctrine, cette distinction s'estompe. Il est certain que le UK Army Aviation Corps a fourni des ressources d'appui-feu direct d'aviation intégrées à des brigades pendant des années au moyen d'hélicoptères armés. De plus, la capacité meurtrière du groupe-brigade s'est accrue tout comme la taille de la zone d'opérations (ZO) où il évolue, et la technologie sera l'élément déclencheur qui rendra possible cette transition. Les technologies de l'aviation sont à l'avant-plan à ce chapitre et ont la capacité de fournir les

leviers nécessaires. Quand on parle d'armer le Griffon, on parle d'optimiser les technologies actuelles et à venir afin de répondre aux besoins doctrinaux fondamentaux de l'Armée de terre.

Un bref historique s'impose. Le CH-146 est un hélicoptère de manœuvre. Ce n'est ni un hélicoptère de transport, ni un hélicoptère d'attaque, ni un hélicoptère de reconnaissance. Rien de tout cela. Selon la définition de l'OTAN, le CH-146 est tout simplement un hélicoptère de manœuvre et ne répond à **aucun** des critères entrant dans la définition des autres types d'hélicoptères précités (y compris l'hélicoptère de transport – en fait, il ne peut même pas répondre aux besoins de transport auxquels pourrait répondre un hélicoptère de transport « léger »). Par définition, il s'agit d'un hélicoptère de manœuvre. De même, par définition également, une version armée du CH-146 serait classée dans la catégorie des aéronefs définis en doctrine comme étant des « hélicoptères armés ». Bien qu'un tel hélicoptère soit limité par rapport aux types d'aéronefs construits à des fins bien spécifiques, les hélicoptères armés dans les forces militaires de nos alliés offrent une capacité de combat importante sur le champ de bataille.

De nombreuses personnes croient qu'on a fait l'acquisition du Griffon pour remplacer tous les Chinook, Twin Huey et Kiowa. Cette idée est fautive. Dans l'énoncé des besoins (EB) relatif aux hélicoptères utilitaires de transport tactique des Forces canadiennes (HUTTFC) on fait référence à certaines capacités (y compris des besoins de transport déterminés) que possédaient ces autres types d'hélicoptères; mais, on n'a jamais cherché à remplacer tous ces anciens hélicoptères par le HUTTFC. Il est certain que le HUTTFC ne répond pas à un certain nombre de besoins hors des conditions idéales qui ont servi de base à l'EB. L'incapacité de l'HUTTFC de transporter un canon léger – sauf pour des fins d'entraînement et d'administration – est une combinaison de tous ces facteurs et est due au fait que le poids du canon a augmenté de 15 % à 20 % depuis la rédaction de l'EB relatif à l'HUTTFC et le moment où l'arme a été introduite. Le CH-146 demeure un

hélicoptère de manœuvre. Un des avantages évidents de l'hélicoptère de manœuvre est sa capacité de jouer dans une certaine mesure tous les rôles de l'aviation prévus en doctrine (mobilité, puissance de feu et reconnaissance). Les progrès technologiques – tout particulièrement dans le domaine des capteurs, des armes guidées de précision et de l'équipement de guerre électronique défensif – ont considérablement élargi le potentiel d'utilisation de l'hélicoptère de manœuvre, si bien que ce dernier peut, au sens le plus large, devenir une plateforme aérienne capable de répondre aux exigences doctrinales de l'Armée de terre. L'hélicoptère de manœuvre n'arrivera probablement jamais à offrir la capacité de haute performance qu'offrent les types d'hélicoptères à vocation unique, mais, grâce aux leviers technologiques, il y parviendra presque. Tout cela se conforme aux directives du CEMAT voulant qu'un tel hélicoptère soit capable de participer à toutes les opérations de guerre, sans nécessairement être en mesure de remplir toutes les tâches qui y sont associées. Essentiellement, un hélicoptère de manœuvre doit être doté d'un potentiel important et être polyvalent. L'importance de ce potentiel et de cette polyvalence croît avec le développement des technologies reliées à la révolution dans les affaires militaires (RAM).

Jusqu'à ce jour, on n'a utilisé le CH-146 (en qualité d'hélicoptère de manœuvre) que pour répondre aux besoins de mobilité de l'aviation de l'Armée de terre, et ce, dans la mesure des capacités de l'appareil. La réalité est que la mobilité est probablement le secteur d'utilisation où cet hélicoptère de manœuvre a relativement le moins à offrir. Bon nombre ont observé au Kosovo que, pour la plupart des missions, il est limité ordinairement à ne transporter que quatre passagers. Malheureusement, lorsqu'on compte sur l'effet d'optimisation de la technologie pour que l'aviation joue les rôles qui lui sont attribués dans la doctrine, il n'est pas facile d'améliorer la capacité d'emport de l'hélicoptère à moins d'apporter des changements majeurs à l'aéronef – je ne sais pas s'il existe d'équipement de mission « d'appoint » qui puisse accroître cette capacité! Donc, bien qu'il soit possible

d'améliorer la capacité d'emport de l'appareil en changeant des composants et dans un contexte de modernisation de mi-durée, ces changements sont peu probables à moyen terme. Pour le moment, tel hélicoptère, telle capacité; si vous insistez pour transporter 450 livres de plancher blindé et trois heures (+) de carburant, vous obtenez la capacité de fournir une mobilité tactique à quatre ou cinq soldats à la fois. Au moment de son acquisition, le CH-146 était destiné à des tâches de mobilité pour l'Aviation canadienne. Le hasard a voulu qu'entre-temps, l'Armée de terre change son appréciation de l'environnement de sécurité de l'avenir et, ce faisant, modifie les types et la masse des ressources d'aviation qu'elle juge nécessaires. Je dis bien que c'est par hasard parce que ce type d'hélicoptère de manœuvre (CH-146) est plus adapté aux fonctions « armées » et « de reconnaissance » identifiées dans l'armée de demain qu'aux fonctions de transport pour lesquelles il a été utilisé depuis cinq ou six ans. L'avenir du CH-146 évolue au même rythme que celui de l'Armée : plus celle-ci désire utiliser l'appareil à des fins de reconnaissance et de puissance de feu, moins elle désire l'affecter à des fonctions de mobilité, et plus l'appareil peut contribuer à l'efficacité des équipes interarmées. En fait, la capacité de cet hélicoptère de relever les défis de l'avenir est meilleure que ne l'était sa capacité de répondre aux exigences passées en qualité d'hélicoptère de manœuvre cantonné dans un rôle de transport.

Les dispositifs opto-électroniques de reconnaissance, surveillance et acquisition d'objectifs (ERSTA), achetés pour le CH-146, illustrent bien cette situation. Le maître couple d'un Griffon est cinq ou six fois plus petit à 5-6 km que celui d'un ancien Kiowa à 1-2 km, distance à laquelle il devait opérer pour effectuer sa tâche. Grâce aux nouvelles technologies dans le domaine des capteurs, la capacité des plates-formes aéroportées à manœuvrer de loin a fait en sorte que l'utilisation d'un hélicoptère de manœuvre dans un rôle de reconnaissance est devenue pratique courante dans bon nombre de pays. Le OH-58D est fondamentalement une plate-forme de manœuvre/polyvalente rehaussée d'une capacité de reconnaissance

opto-électronique (OE) et d'une capacité armée de base. Cet appareil ferait également un piètre hélicoptère de transport. Sans ses capteurs opto-électroniques, il ne pourrait pas survivre dans un rôle de reconnaissance, à l'instar de nos anciens Kiowa. Les dispositifs ERSTA confèrent à l'appareil une capacité qui dépasse de deux générations les systèmes installés sur les Kiowa Warrior. Bien équipé et optimisé au plan technologique, le Griffon est mieux adapté à un rôle de reconnaissance sur le champ de bataille moderne qu'à un rôle de transport; on pourra même démontrer que l'appareil a encore beaucoup plus à offrir comme plate-forme armée, c'est-à-dire qu'il pourra contribuer davantage à l'efficacité globale de la force en cette qualité que si l'on continue à l'employer dans des rôles limités de transport. Le Griffon n'a pas le potentiel de transport voulu pour être utilisé uniquement à cette fin.

Il ne faut pas s'arrêter à la façon dont l'appareil a été utilisé jusqu'à présent au Kosovo et en Bosnie, par exemple. Éliminons les 1 200 livres que pèsent les soldats et leurs attirails et enlevons le plancher blindé de 450 livres. Il est clair que l'Armée serait beaucoup plus prête au combat si elle utilise les 1 600 à 2 000 lb de masse aérienne comme plate-forme de reconnaissance et de puissance de feu (à la Kiowa Warrior dans un rôle d'attaque et de reco « léger ») que si elle emploie cette masse pour transporter des sections (-) de quatre combattants, sections dont l'efficacité tactique est discutable. Préfereriez-vous avoir la capacité de fournir une mobilité tactique à quatre ou cinq soldats ou un équivalent logistique? Ne préféreriez-vous pas pouvoir utiliser un capteur qui puisse détecter des objectifs à 28 km, les reconnaître à 16 km, les identifier à 9 km et les engager à 8+ km? Tout repose sur la capacité que vous choisissez d'installer dans la charge utile de la cellule utilitaire de base. Il est évident qu'il y a des limites (une plate-forme de manœuvre n'offrira jamais la capacité haute performance d'un Apache ou d'un Commanche), mais la tactique, les

techniques et procédures (TTP) respectent ces limites. En outre, ces mêmes limites peuvent être atténuées encore plus si l'on améliore progressivement l'appareil, p. ex., apporter une solution technique aux problèmes de sensibilité de couple actuels (qui rendent les équipages réticents à manœuvrer l'appareil en masse totale), améliorer l'intégration des fonctions ERSTA dans le poste de pilotage avant et éliminer le mécanicien navigant lors des missions autres que de transport. N'est-il pas merveilleux que l'Armée de terre ait décidé il y a quelques années d'accorder plus d'importance aux rôles de reconnaissance et armé de l'aviation qu'au rôle de transport, car le CH-146 convient beaucoup mieux aux deux premiers rôles. Cela ne veut pas dire que cet hélicoptère de manœuvre ne conserve pas sa capacité de transport; il est clair qu'il peut être utilisé en cette qualité (à preuve l'utilisation qu'on en fait actuellement). En fait, la capacité de transport de l'appareil sera sans aucun doute meilleure par suite de toutes les améliorations qui seront apportées progressivement. De par sa nature polyvalente, l'hélicoptère pourra toujours répondre aux besoins de transport du commandant de l'Armée de terre. Néanmoins, étant donné que l'amélioration de la mobilité aérienne entraîne généralement une réduction correspondante des capacités de reconnaissance et armée, il faudrait que la Force aérienne accorde une moins grande priorité à la mobilité dans les tâches de jour en jour.

Quant à la question du capitaine Bradley qui s'interroge sur le bien-fondé d'apporter tous ces changements, voici ma réponse : si les principes fondamentaux de la doctrine ne suffisent pas à justifier cette orientation – et, à mon avis, ils la justifient –, pensons à quel point l'aviation peut améliorer l'efficacité globale de la force. La capacité d'engager des objectifs aux limites de la reconnaissance et de l'identification, à l'aide d'une même plate-forme qui pourra effectuer ces tâches mieux que tout autre système tactique, raccourcira de beaucoup

le cycle capteur/tireur et, par conséquent, le cycle décision/action du commandant. Mobilité, portée, distance de sécurité, capacité meurtrière de précision, protection et surveillance, réaffectation en vol et intervention dans toute la zone d'opérations (ZO), sans oublier la capacité d'observer et d'engager en profondeur en mouvement, sont là des multiplicateurs de force incomparables que peut apporter l'aviation. Si vous pouvez dépasser l'ancienne notion de rapport direct entre les rôles de l'aviation et les types d'aéronefs spécialisés pour en arriver à marier les technologies reliées à la RAM à une plate-forme aéroportée, vous comblez efficacement et à un coût raisonnable une grande part des besoins en matière de capacité prévus en doctrine.

Finalement, nous ne sommes pas les seuls à envisager les choses de cette façon. Les rôles de reconnaissance aérienne et de puissance de feu sont des exigences fondamentales de doctrine dans les armées de tous nos principaux alliés. Bon nombre, y compris l'armée américaine, répondent dans une certaine mesure à ces besoins à l'aide d'appareils qui sont essentiellement des appareils de manœuvre. Quant au CH-146, il existe une version armée en service dans d'autres pays. Peut-être qu'à l'avenir, les types d'aéronefs spécialisés seront le produit final de cette évolution des capacités de la Force aérienne, mais d'ici là, on peut provisoirement mettre en valeur toute la polyvalence du CH-146 et profiter de toutes les capacités qu'il offre. Les progrès technologiques reliés à la révolution dans les affaires militaires amélioreront l'impact de ces capacités dans l'intervalle correspondant à l'Armée de demain.



Commentaire sur l'article « Le désordre civil et le soldat canadien outre-mer : Que faisons-nous? L'expérience Palladium » par la major Wayne Eyre, Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, Vol. 4, N° 2, été 2001.

Le lieutenant-colonel R.K. Chamberlain, commandant du 1st Regiment, Royal Canadian Horse Artillery, écrit ce qui suit.

L'article du major Wayne Eyre sur le désordre civil dans le contexte de l'opération PALLADIUM est fort à propos. Les arguments qu'il présente, même s'ils touchent surtout le 1st Battalion, The Royal Canadian Regiment, sont bien documentés et doivent être pris en considération lors d'opérations de paix ou d'interventions d'urgence. Il est clair qu'à l'avenir, il faudra tenir compte du détail des techniques mises au point et des leçons retenues correspondantes. Au cours de mon mandat précédent comme Directeur - Doctrine de l'Armée de terre (DDAT) 7 (Puissance de feu), j'ai collaboré très étroitement à l'élaboration de la nouvelle doctrine de l'Armée. Je crois qu'une courte explication du cycle de production de la doctrine montrera que des mesures sont actuellement prises pour remédier à la lacune pointée du doigt par le major Eyre.

Il est bon de souligner que le document SCEMD 2/98 restreignait l'instruction en matière de répression des émeutes et que l'ancien manuel sur l'aide au pouvoir civil a été rescindé. Devant la recrudescence des situations d'affrontement des foules lors des récentes opérations, le Conseil des Forces armées (CFA) a ordonné une réévaluation de la doctrine, du matériel et de l'instruction afin d'améliorer la protection de la force. Le Chef d'état-major de l'Armée de terre s'occupe au premier plan de cette affaire, mais il y a clairement des points qui touchent également le Chef d'état-major des Forces maritimes et le Chef d'état-major de la Force aérienne, à savoir les équipes d'abordage et la défense des aérodromes, respectivement. Par conséquent, le DDAT 7 se trouve à la tête d'un groupe représentant tous les éléments des FC et chargé de mettre en œuvre les directives du CFA. Comme la question de la maîtrise des foules englobe tout le spectre d'intensité et le

continuum des opérations, une approche holistique a été adoptée pour définir les besoins réels et acceptables quant à l'élaboration de la doctrine, à l'acquisition de matériel et à la mise en place de l'instruction requise.

La doctrine doit permettre d'améliorer la protection des troupes des FC au cours d'affrontements avec des foules pendant des opérations domestiques, au cours d'opérations de paix et en temps de guerre. Une ébauche de doctrine provisoire a été rédigée et elle tient compte de tous les scénarios; de plus, du matériel spécial pour les affrontements avec des foules a été acquis et le groupement tactique 3rd Battalion, The Royal Canadian Regiment, actuellement déployé, a reçu une instruction au cours du processus de planification opérationnelle.

Fondée sur les leçons retenues jusqu'à présent, la troisième ébauche de la B-GL-322-009/FP-001, Opérations uniques - Opérations d'affrontement des foules (OAF)¹ est presque achevée et devrait faire l'objet d'une

révision à grande échelle à l'automne avant d'être officiellement approuvée. Cette publication constituera le cadre doctrinal voulu pour un travail d'état-major plus poussé : acquisition de matériel pour les affrontements des foules (OAF), élaboration de drills adaptés au matériel, conseils sur les formations tactiques et les plans d'instruction. Le personnel de la Direction - Disponibilité opérationnelle de la Force terrestre continue de surveiller les OAF; le personnel de la Direction - Besoins en ressources terrestres 5 étudie les besoins en matériel; le Directeur - Instruction de l'Armée de terre 3 supervise l'instruction et le personnel DDAT 7 continue d'élaborer la doctrine OAF en collaboration avec J7 Doctrine, leçons retenues et standardisation (DLRS).

Pour terminer, je remercie le major Eyre pour son intéressant exposé de ses expériences et nul doute que son texte sera utile. J'espère sincèrement que tous ceux qui ont des opinions arrêtées sur les OAF prendront le temps de revoir la doctrine OAF afin de pouvoir profiter de la vaste expérience acquise par les FC en ce domaine.



1. Traduction libre.

Observations sur les commentaires du major Peter Williams et du major Ian Hunt publiés dans la tribune libre du BDIAT, Vol. 4, N° 2, été 2001

Le sergent Arthur Majoor, du quartier général du 36^e Groupe-brigade du Canada, de London (Ontario), écrit ce qui suit.

SUITE DE LA DISCUSSION SUR L'AMPHIBIOSITÉ

Il y a deux aspects des lettres du major Williams et du major Hunt au sujet de l'amphibiosité qu'il faut à mon avis clarifier.

D'abord, je suis d'accord avec le major Williams quand il écrit que les Forces canadiennes ont besoin d'une restructuration. À eux seuls, les changements démographiques vont

entraîner une restructuration des forces, ne serait-ce que pour conserver le potentiel existant en conséquence du rétrécissement du bassin de recrutement. Ajoutez de nouvelles technologies adaptées aux besoins militaires et un contexte de la sécurité incertain et l'orientation future des Forces canadiennes est vraiment très nébuleuse. Le problème du concept de l'amphibiosité est qu'il met la charrue devant les boeufs en proposant de modifier la structure pour donner

naissance à une doctrine interarmées, alors que la structure devrait découler de la doctrine existante. Malheureusement, nous semblons acheter de l'équipement neuf sans nous appuyer sur une doctrine existante, comme les exercices Quarre de fer le montrent¹.

Pour répondre au major Hunt, l'expédition canadienne au Timor oriental, l'opération envisagée au Zaïre et le fiasco du N.M. Katie montrent dans chacun des cas que les FC doivent à l'occasion faire cavalier seul. Imaginez ce qui serait arrivé si les Indonésiens s'étaient opposés à notre arrivée au Timor oriental au moyen de mines, de

petits bâtiments de surface ou de troupes armées à terre. Nous devons éviter le piège, celui de nous fier sur des alliés qui peuvent, si la mission ne correspond pas à leurs intérêts, ne pas être capables ou ne pas être disposés de nous donner un coup de main.

Bref, l'amphibiosité est un puissant moyen de projection de la force qui n'est pas étayé par une politique du gouvernement, les achats d'équipement actuels ou prévus ou la doctrine des FC. Il est urgent de restructurer l'Armée pour appuyer une doctrine interarmées, mais il est pour le moins douteux d'essayer de relier la doctrine à

un coûteux projet de restructuration. Le défi consiste encore une fois à trouver une façon économique de mettre au point et de mettre en œuvre une doctrine interarmées applicable aux FC.



1. Major R.L. Mader, « Approche manœuvrière aux opérations : réflexions sur la validité de notre perception », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, volume 3, numéro 4, et volume 4, numéro 1, hiver 2000 / printemps 2001, p. 50-53.

Commentaire sur l'article « Le désordre civil et le soldat canadien outre-mer. Que faisons-nous? L'expérience Palladium » du major Wayne Eyre paru dans Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, Vol. 4, N° 2, été 2001.

Le capitaine Robert S. Dunn, de la Direction des besoins en ressources terrestres, où il est depuis juillet 2000 l'officier du programme Habillez le soldat responsable de la protection balistique, écrit ce qui suit.

L'article du major Eyre décrit l'équipement que portent normalement les soldats qui prennent part à des tâches d'affrontement de la foule et de répression des émeutes. L'auteur parle dans la note en fin de texte numéro huit du niveau dont l'équipement relève :

Pendant opération « Palladium » Roto 6, l'autorisation de distribuer des visières faciales et celle de les utiliser relevaient normalement du commandement national, à moins qu'une menace prévisible ne justifie que cette autorité soit déléguée. Dans le cas d'un incident spontané, il fallait obtenir l'autorisation avant de pouvoir sortir les visières faciales du magasin de la compagnie (ou, dans certains cas, du groupement tactique), ce qui fait que les troupes pouvaient se déployer sans avoir la protection adéquate¹.

L'actuelle visière Paulsen de « répression des émeutes » portée avec le casque américain (PASGT – Personal Armor System Ground Troops [équipement blindé individuel pour troupes terrestres])

procure une protection raisonnable contre les gros objets à faible vitesse (par exemple les roches) auxquels les soldats peuvent faire face, mais elle n'assure aucune protection contre les projectiles ou les éclats. Les visières que nous utilisons actuellement aux fins de l'entraînement aux tâches d'aide au pouvoir civil ont été achetées en réaction à un besoin opérationnel urgent en vue d'une utilisation en ex-Yougoslavie et ne sont pas entièrement compatibles avec le casque CG 634 du soldat. Les soldats ont, en conséquence, reçu le casque PASGT américain équipé de la visière Paulsen, spécifiquement en vue d'opérations de répression des émeutes. Cette visière n'est pas assez robuste pour les opérations d'une force terrestre polyvalente parce qu'elle s'érafle facilement et qu'elle peut être rendue complètement inutilisable par les produits pétroliers, les produits insectifuges et les produits de nettoyage d'usage courant. Cette visière a aussi des défauts optiques inhérents : lorsqu'elle est éclairée directement ou indirectement, la lumière réfléchi et l'éblouissement qui en résulte nuisent à la dissimulation du soldat. De plus, la

visière ne convient pas à cause de la distorsion optique, qui est inacceptable, aux opérations tactiques de nature générale, surtout lorsqu'elle est utilisée de concert avec certains dispositifs optiques en dotation.

La visière de protection balistique (VPB) du programme Habillez le soldat (HLS) ne touchera pas les conditions et les mesures de contrôle décrites plus haut à l'égard des visières de répression des émeutes. Toutefois, la VPB est de par sa conception une visière polyvalente plutôt qu'une visière de répression des émeutes spécialement conçue. Elle sera le premier élément d'une famille de visières dont l'Armée pourrait faire l'acquisition². La visière protégera le soldat contre les éclats principaux et secondaires, notamment les éclats des projectiles de mortier et d'artillerie et les éclats de grenade. Le présent commentaire a pour but de compléter l'information sur l'avenir de l'équipement de protection et, en particulier, de la VPB du programme HLS.

La VPB, qui protégera le haut du visage et les yeux, a la forme d'une demi-visière. Les commentaires reçus des personnes qui l'ont utilisée au cours d'essais en campagne considérables ont révélé ses caractéristiques opérationnelles essentielles, soit la qualité optique, la protection balistique et la compatibilité avec l'équipement et les armes réglementaires. La conception a fait l'objet

d'études nombreuses visant à la rendre facile à utiliser et à optimiser son centre de gravité et d'autres facteurs humains, qui jouent un rôle essentiel dans l'utilisation de la visière.

La Force terrestre ne possède pas de dispositif unique ou intégré de protection des yeux et du visage qui procure à cet égard au soldat une protection adéquate. À l'heure actuelle, l'équipement de protection du visage et des yeux n'est distribué aux soldats de la FT que dans des circonstances très particulières. La mise en service de la VPB corrigera cette lacune, car la visière

protégera les yeux et le haut du visage contre les éclats, les débris projetés et les autres dangers du champ de bataille. La VPB sera distribuée à tous les soldats qui sont déployés et qui s'entraînent en vue d'un déploiement associé à des opérations de l'ONU, de l'OTAN, d'une force nationale ou d'une coalition.

Bref, lorsque la VPB aura été mise en service en tant que visière polyvalente, les yeux et le haut du visage des soldats seront protégés. Une visière spécialisée de répression des émeutes qui sera selon toute vraisemblance soumise à des règles d'engagement et à

des mesures de contrôle du genre de celles qui sont énoncées plus haut restera toutefois nécessaire.



1. Major Wayne Eyre, « Le désordre civil et le soldat canadien outre-mer. Que faisons-nous? L'expérience Palladium », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, volume 4, numéro 2, été 2001, p. 34.
2. Le projet de système de tir non léthal pour combat rapproché (STNLCR) vise à doter les soldats d'une visière de répression des émeutes qui s'installera correctement sur le casque CG 634.